

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

COUR D'ARBITRAGE

F. 99 — 1062

[C - 99/21125]

Arrêt n° 36/99 du 17 mars 1999

Numéro du rôle : 1347

En cause : le recours en annulation de l'article 7, 1°, de la loi du 12 décembre 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions », qui confirme l'arrêté royal du 16 avril 1997 « modifiant l'arrêté royal du 4 février 1997 portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques [...] », introduit par la société de droit néerlandais Merck Sharp & Dohme BV.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 16 juin 1998 et parvenue au greffe le 17 juin 1998, la société de droit néerlandais Merck Sharp & Dohme BV, dont le siège d'opérations est établi à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 1135, a introduit un recours en annulation de l'article 7, 1°, de la loi du 12 décembre 1997 « portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions » (publiée au *Moniteur belge* du 18 décembre 1997), qui confirme l'arrêté royal du 16 avril 1997 « modifiant l'arrêté royal du 4 février 1997 portant fixation pour l'année 1997 d'une cotisation sur le chiffre d'affaires de certains produits pharmaceutiques, en application de l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne ».

II. *La procédure*

Par ordonnance du 17 juin 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 14 juillet 1998, le président en exercice a prorogé jusqu'au 30 septembre 1998 le délai pour introduire un mémoire.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 15 juillet 1998; l'ordonnance du 14 juillet 1998 a été notifiée par les mêmes lettres.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 25 août 1998.

Le Conseil des ministres, rue de la Loi 16, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 28 septembre 1998.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 9 octobre 1998.

La partie requérante a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 12 novembre 1998.

Par ordonnance du 26 novembre 1998, la Cour a prorogé jusqu'au 16 juin 1999 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 13 janvier 1999, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 17 février 1999.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'à leurs avocats par lettres recommandées à la poste le 15 janvier 1999.

A l'audience publique du 17 février 1999 :

- ont comparu :

. Me X. Leurquin, avocat au barreau de Bruxelles, pour la partie requérante;

. Me J. Vanden Eynde, avocat au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

- les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;

- les avocats précités ont été entendus;

- le conseil de la partie requérante a déclaré abandonner les premier, sixième et septième moyens;

- l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

- A -

Premier moyen

A.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 3, § 2, alinéa 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne et l'article 10, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe de la non-rétroactivité, le principe de sécurité juridique et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Deuxième moyen

A.2.1. La partie requérante prend un deuxième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, avec l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe général de la non-rétroactivité, le principe de la sécurité juridique et avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que, ainsi qu'il ressort du préambule de l'arrêté royal du 16 avril 1997 et de l'avis du Conseil d'Etat du 27 mars 1997 qui le précède, il n'a pas été fait état, à l'appui de l'urgence alléguée dans la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat le 24 mars 1997 de circonstances précises et particulières susceptibles de justifier que la consultation de la section de législation n'aurait pas pu se faire dans le délai ordinaire ou réduit à un mois, sans compromettre la réalisation du but poursuivi par les mesures envisagées dans le projet, ainsi que l'utilité et l'efficacité de celles-ci;

Alors que l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 prescrit formellement qu'au cas où l'autorité qui saisit la section de législation réclame communication de l'avis dans un délai ne dépassant pas trois jours, l'urgence doit être spécialement motivée, cette motivation devant par ailleurs être reproduite dans le préambule de l'acte réglementaire, ce qui implique que soient expressément mentionnées dans la demande d'avis et reproduites dans le préambule les circonstances précises et particulières pour lesquelles la consultation de la section de législation ne pouvait pas se faire dans les délais ordinaires sans compromettre la réalisation du but poursuivi par les mesures envisagées, ainsi que l'utilité et l'efficacité de celles-ci;

De sorte qu'en l'absence de circonstances précises et particulières dûment exprimées dans la demande d'avis adressée au Conseil d'Etat et reproduites dans le préambule de l'arrêté royal du 16 avril 1997, ledit arrêté royal est illégal pour cause de méconnaissance d'une prescription substantielle et d'ordre public, ce qui entraîne cette conséquence que la loi du 12 décembre 1997 ne peut être tenue, malgré son intitulé, comme une loi de confirmation visée par l'article 6, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne ou par l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale,

De sorte que la loi du 12 décembre 1997, qui ne peut valablement se fonder sur une disposition législative qui prévoit son adoption dans un délai déterminé au départ d'une loi d'habilitation, dont l'objet et l'effet consistent à couvrir par après et de manière rétroactive l'illégalité de l'arrêté royal qu'elle vise, qui intervient à un moment où ledit arrêté royal est régulièrement entrepris devant le Conseil d'Etat constitué, en tout état de cause, une intervention du législateur privant dans un cas d'espèce le Conseil d'Etat d'une compétence qu'il tient de la Constitution, une méconnaissance du principe de la séparation des pouvoirs, une atteinte au principe de la non-rétroactivité, une mise en cause du principe de la sécurité juridique, une rupture de l'égalité des armes et une violation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

De sorte, enfin, qu'en prétendant confirmer dans ces circonstances de droit et de fait avec effet à la date de son entrée en vigueur l'arrêté royal du 16 avril 1997 par ailleurs entaché d'illégalité, l'article 7, 1^o, de la loi du 12 décembre 1997 porte atteinte, au détriment de la catégorie de citoyens visée par ledit arrêté royal du 16 avril 1997, aux garanties juridiques et juridictionnelles offertes à tous, violant ainsi les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions de droit national et international ainsi que les principes énoncés au moyen. »

A.2.2. Le Conseil des ministres répond que l'urgence a été spécialement motivée dans le préambule de l'arrêté royal du 16 avril 1997.

A.2.3. Se fondant sur les considérations exprimées par le Conseil d'Etat dans son arrêt n° 70.502, la partie requérante estime que les motifs allégués en l'espèce ne sont pas pertinents en ce qu'ils n'indiquent pas les circonstances précises et particulières en raison desquelles la consultation de la section de législation du Conseil d'Etat n'aurait pu se faire dans les délais ordinaires. Elle en déduit que l'arrêté royal du 16 avril 1997 est illégal, qu'il ne peut être considéré comme pris en vertu des habilitations législatives contenues dans les deux lois du 26 juillet 1996 et que la loi de confirmation du 12 décembre 1997 doit être tenue pour inconstitutionnelle.

Troisième moyen

A.3.1. La partie requérante prend un troisième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, avec l'article 3bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe de la non-rétroactivité, le principe de la sécurité juridique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce qu'il n'apparaît pas que le texte de l'arrêté royal du 16 avril 1997, l'avis du Conseil d'Etat du 27 mars 1997, le rapport au Roi et le texte du projet d'arrêté soumis à la section de législation ont été communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat.

Alors que l'article 3bis des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 prescrit formellement à propos des arrêtés royaux qui peuvent abroger, compléter, modifier ou remplacer les dispositions légales en vigueur, que le texte de ces arrêtés, l'avis du Conseil d'Etat, le rapport au Roi et le projet soumis à la section de législation doivent être communiqués, avant leur publication au *Moniteur belge*, aux présidents de la Chambre des représentants et du Sénat,

De sorte que la méconnaissance de cette disposition d'ordre public imposant une formalité substantielle entache l'arrêté du 16 avril 1997 d'illégalité, ce qui entraîne cette conséquence que la loi du 12 décembre 1997 ne peut objectivement être considérée comme une simple loi de confirmation, visée par l'article 6, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne ou par l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale,

De sorte que la loi du 12 décembre 1997, qui ne peut valablement trouver pour fondement une disposition législative qui prévoit son adoption dans un délai prédéterminé au départ d'une loi d'habilitation, dont l'objet et l'effet se réduisent, en fait et en droit, à couvrir après coup et de manière rétroactive l'illégalité de l'arrêté royal qu'elle vise, qui intervient par ailleurs un moment où ledit arrêté royal est valablement entrepris en annulation devant la section d'administration du Conseil d'Etat, constitue en tout état de cause une intervention injustifiable du législateur privant le Conseil d'Etat d'une des compétences qu'il tient de la Constitution et de la loi, une méconnaissance du principe de la séparation des pouvoirs, une atteinte non justifiée au principe de la non-rétroactivité, une mise en cause du principe de la sécurité juridique, une rupture caractérisée de l'égalité des armes dans un litige où l'Etat est partie adverse et une violation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

De sorte, enfin, qu'en prétendant confirmer dans ces circonstances de droit et de fait avec effet à la date de son entrée en vigueur, l'arrêté royal du 16 avril 1997 par ailleurs entaché d'illégalité, l'article 7, 1^o, de la loi du 12 décembre 1997 porte atteinte, au détriment de la catégorie de personnes visées par ledit arrêté royal du 16 avril 1997, aux garanties juridiques et juridictionnelles offertes à tous, violant ainsi à leur égard les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions de droit interne et de droit international ainsi que les principes formulés au moyen. »

A.3.2. Le Conseil des ministres répond que l'arrêté royal a bien été communiqué, le 23 avril 1997, aux présidents de la Chambre et du Sénat.

A.3.3. La partie requérante répond que la lettre de transmission du 23 avril 1997 ne fait pas état de l'avis du Conseil d'Etat du 27 mars 1997 ni du rapport au Roi et qu'il n'est pas mentionné que ces documents y seraient annexés, de telle sorte qu'il n'est pas prouvé à suffisance que la transmission exigée aurait eu lieu.

Quatrième moyen

A.4.1. Le moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, avec l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public de sécurité sociale et de prévoyance, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe de la sécurité juridique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que, en l'absence de circonstance permettant de justifier légalement toute urgence, l'arrêté royal du 16 avril 1997 n'a pas été soumis, au stade de projet, pour avis au comité de gestion de sécurité sociale et qu'en tout état de cause, il n'apparaît pas que le président dudit comité de gestion ait été informé en temps utile de ce que le Ministre invoquait en l'espèce l'urgence,

Alors que l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi précitée du 25 avril 1963 impose l'obligation de principe de soumettre à l'avis du comité de gestion tout avant-projet de loi ou projet d'arrêté organique ou réglementaire tendant à modifier la législation ou la réglementation que l'organisme est chargé d'appliquer ou concernant le cadre du personnel et la structure de l'organisme,

Et alors que l'article 15, alinéa 2, de la loi susdite permet au Ministre de réduire à dix jours francs le délai dans lequel l'avis doit être donné,

Et alors aussi que l'article 50 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale et l'article 4 de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne permettant à l'autorité requérante d'abréger, en fonction de l'urgence, les délais d'avis légalement ou réglementairement requis,

Et alors, enfin, que l'article 15, alinéa 3, de la loi sus-énoncée du 25 avril 1963 prescrit que si le Ministre invoque l'urgence, il doit en informer le président du comité de gestion,

De sorte que la méconnaissance des formalités substantielles imposées par l'article 15 de la loi du 25 avril 1963 entache l'arrêté royal du 16 avril 1997 d'illégalité, ce qui entraîne cette conséquence que la loi du 12 décembre 1997 ne peut objectivement pas être considérée comme une loi de confirmation telle que visée par l'article 6, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne ou par l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale,

De sorte que la loi du 12 décembre 1997, qui ne peut valablement trouver pour fondement une disposition législative qui prévoit son adoption dans un délai prédéterminé au départ d'une loi d'habilitation, dont l'objet et l'effet se réduisent, en fait et en droit, à couvrir *a posteriori* et de manière rétroactive l'illégalité de l'arrêté royal qu'elle vise, qui intervient comme en l'espèce à un moment où ledit arrêté royal est régulièrement soumis au Conseil d'Etat en vue de son annulation, constitue de toute façon une intervention du législateur qui prive le Conseil d'Etat d'une des compétences qu'il tient de la Constitution et de la loi, une méconnaissance du principe de la séparation des pouvoirs, une atteinte au principe de la non-rétroactivité, une mise en cause du principe de la sécurité juridique, une rupture de l'égalité des armes dans un litige où l'Etat est partie adverse et une violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

De sorte, enfin, qu'en prétendant confirmer dans ces circonstances et avec effet à la date de son entrée en vigueur l'arrêté royal du 16 avril 1997 qui est entaché d'illégalité, l'article 7, 1^o, de la loi du 12 décembre 1997 porte atteinte, au détriment des firmes pharmaceutiques visées par ledit arrêté royal, aux garanties juridiques et juridictionnelles offertes à tous, violant ainsi à leur égard les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions nationales et internationales ainsi que les principes énoncés au moyen. »

A.4.2. Le Conseil des ministres répond que l'article 15, alinéa 3, de la loi du 25 avril 1963 n'est applicable à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité (INAMI) que dans les conditions déterminées par l'arrêté royal du 9 septembre 1993, et ce, en exécution de l'article 213, § 2, de la loi coordonnée sur l'assurance maladie-invalidité. Il ajoute qu'il appartiendra à la partie requérante de démontrer que les arrêtés royaux des 4 février et 16 avril 1997 seraient des arrêtés organiques ou réglementaires, alors qu'ils ont été pris en exécution d'une double habilitation consentie par le législateur. Il précise que la formalité litigieuse est imposée non au comité de gestion mais au comité général et qu'enfin, cette formalité n'est pas requise en cas d'urgence, sans que celle-ci doive satisfaire à des exigences de forme particulières.

A.4.3. La partie requérante rappelle le contenu de l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi du 25 avril 1963, explique en quoi l'arrêté royal du 16 avril 1997 est un arrêté réglementaire, conteste l'urgence alléguée et observe que le Conseil des ministres ne tente même pas de démontrer que le président du comité de gestion aurait été informé de ce que le ministre se dispensait de l'avis de ce comité.

Cinquième moyen

A.5.1. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 105 et 160 de la Constitution, avec l'article 10, 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale et l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe de la non-rétroactivité, le principe de la sécurité juridique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que l'arrêté royal du 16 avril 1997 a pour objet d'augmenter, à charge des entreprises pharmaceutiques, le taux de la cotisation sur le chiffre d'affaires établie pour 1997, tout en s'abstenant de prendre les mesures nécessaires pour que puissent être effectivement perçus en 1997 les prélèvements prévus à l'article 191, 19^o et 20^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, faisant ainsi échapper les pharmaciens tenant officine ouverte au public et les médecins autorisés à tenir dépôt de médicaments ainsi que les grossistes répartiteurs de médicaments agréés à toute contribution financière destinée à assurer, en 1997, l'équilibre de l'assurance soins de santé et indemnités,

Alors que l'article 105 de la Constitution doit être compris en ce sens que l'habilitation donnée au Roi doit être interprétée conformément à la Constitution, c'est-à-dire compte tenu notamment du respect dû aux articles 10 et 11 de la Constitution, ce qui implique, d'une part, que l'habilitation inscrite à l'article 10, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale - qui vise à la fois les cotisations visées à l'article 191, 15°, de la loi du 14 juillet 1994 et les prélèvements prescrits à l'article 191, 19° et 20°, de cette loi - doit être mise en œuvre dans le respect des principes d'égalité et de non-discrimination et, d'autre part, que l'habilitation extrêmement large figurant à l'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne doit également être réalisée dans le respect de ces principes,

De sorte que le régime spécifique imposé aux seules entreprises pharmaceutiques pour 1997 crée, en l'absence de toute mise en œuvre de la possibilité prévue d'opérer des prélèvements à charge des personnes visées à l'article 191, 19° et 20°, de la loi du 14 juillet 1994, une discrimination au détriment de celles-ci, une discrimination qui entraîne l'illégalité de l'arrêté royal du 16 avril 1997, cette illégalité entraînant à son tour cette conséquence que la loi du 12 décembre 1997 ne peut objectivement pas être considérée comme une loi de confirmation telle que visée par l'article 6, § 2, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne ou par l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale,

De sorte que la loi du 12 décembre 1997, qui ne peut valablement se fonder sur une disposition législative qui prescrit son adoption dans un délai déterminé au départ d'une habilitation législative, dont l'objet et l'effet constituent, en fait et en droit, une couverture *a posteriori* et rétroactive de l'illégalité de l'arrêté royal qu'elle vise, qui intervient comme en l'espèce à un moment où ledit arrêté royal est régulièrement soumis au Conseil d'Etat en vue de son annulation, constitue de toute façon une intervention du législateur qui prive le Conseil d'Etat d'une des compétences qu'il tient de la Constitution, une méconnaissance du principe de la séparation des pouvoirs, une atteinte au principe de la non-rétroactivité, une mise en cause du principe de la sécurité juridique, une rupture de l'égalité des armes par l'Etat dans un litige où il est partie adverse et une violation de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

De sorte, enfin, qu'en prétendant confirmer dans ces conditions et avec effet rétroactif à la date de son entrée en vigueur l'arrêté royal du 16 avril 1997 qui est entaché d'illégalité, l'article 7, 1°, de la loi du 12 décembre 1997 porte atteinte, au détriment des firmes pharmaceutiques visées par ledit arrêté royal, aux garanties juridictionnelles offertes à tous, violant ainsi à leur égard les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions nationales et internationales ainsi que les principes énoncés au moyen. »

A.5.2. Le Conseil des ministres répond que la Cour doit exercer, en l'espèce, un contrôle marginal, que le législateur a usé de son pouvoir discrétionnaire, qu'il pouvait décider de ne soumettre à la cotisation qu'une des catégories de personnes mentionnées dans la loi, que ces catégories ne sont pas comparables et qu'il existe d'ailleurs entre elles des différences relatives aux conditions de production, de commercialisation et de publicité justifiant la différence de traitement critiquée.

A.5.3. La partie requérante réplique que les trois catégories de personnes se trouvent dans des situations analogues, qu'elles sont comparables et que la différence de traitement est injustifiée. Elle ajoute que le pouvoir discrétionnaire du législateur n'est pas un pouvoir arbitraire et que rien, ni dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal, ni dans les travaux préparatoires de la loi de confirmation, n'apporte un début de justification au traitement différent critiqué. Elle rappelle l'arrêt n° 70/94, qui avait estimé qu'un prélèvement à charge des pharmaciens était une mesure justifiée. Elle analyse et critique les arrêts n°s 24/91 et 41/92. Elle expose en quoi les catégories de personnes précitées sont comparables et conteste la pertinence des arguments invoqués par le Conseil des ministres pour justifier leur traitement différent. Elle conteste que le contrôle de la Cour ne devrait être, en l'espèce, que marginal.

Sixième moyen

A.6. La partie requérante prend un sixième moyen de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 160 de la Constitution, avec l'article 51, § 1^{er}, de la loi du 26 juillet 1996 relative à la modernisation de la sécurité sociale, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe de non-rétroactivité, le principe de la sécurité juridique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Septième moyen

A.7. Le septième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 105, 160, 170 et 172 de la Constitution, avec le principe de la non-rétroactivité, le principe de la sécurité juridique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Huitième moyen

A.8. Le huitième moyen est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 105, 160, 170 et 172 de la Constitution, avec le principe de la séparation des pouvoirs, le principe de non-rétroactivité, le principe de la sécurité juridique et l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme,

« En ce que le complexe législatif formé par l'arrêté royal du 16 avril 1997 et la loi du 12 décembre 1997 procède d'une habilitation exagérément large et imprécise conférant au Roi des pouvoirs spéciaux en matière fiscale, un domaine réservé au législateur,

Alors que, selon l'article 105 de la Constitution, le Roi n'a d'autres pouvoirs que ceux qui lui attribuent formellement la Constitution et les lois particulières portées en vertu de celles-ci, ce qui implique que l'octroi de pouvoirs spéciaux au Roi dans les matières que la Constitution réserve à la loi, notamment celles visées aux articles 170 et 172, ne peut se faire que moyennant des attributions précises et déterminées,

De sorte qu'en raison de son caractère excessivement large, imprécis et vague, l'habilitation donnée au Roi par l'article 3, § 1^{er}, 2) et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 relative à l'Union européenne est inconstitutionnelle, ce qui provoque du même coup l'inconstitutionnalité de l'arrêté royal du 16 avril 1997 qui en procède,

De sorte, aussi, que la loi du 12 décembre 1997 ne saurait être regardée comme une loi de confirmation au sens propre du terme, étant donné que son objet et son effet consistent à couvrir rétroactivement et par la suite l'inconstitutionnalité de l'arrêté royal qu'elle vise, et qu'étant intervenue en l'espèce à un moment où l'arrêté royal du 16 avril 1997 était régulièrement attaqué en annulation devant le Conseil d'Etat, cette loi constitue une intervention du pouvoir législatif qui prive le Conseil d'Etat d'une des compétences qu'il tient de la Constitution, une méconnaissance du principe de la séparation des pouvoirs, une atteinte au principe de la non-rétroactivité, une mise en cause du principe de la sécurité juridique, une rupture de l'égalité des armes de la part de l'Etat engagé comme partie dans un litige, et une violation de l'article 6 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales,

De sorte, enfin, qu'en prétendant confirmer rétroactivement dans ces conditions l'arrêté royal du 16 avril 1997 entaché d'inconstitutionnalité, l'article 7, 1°, de la loi du 12 décembre 1997 porte atteinte, au détriment des firmes pharmaceutiques visées par ledit arrêté royal, aux garanties juridiques et juridictionnelles offertes à tous, violant ainsi en ce qui les concerne les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les dispositions de droit national et international ainsi que les principes énoncés au moyen. »

A.9. Le Conseil des ministres répond que la cotisation litigieuse doit être considérée comme une rétribution, non comme un impôt. Elle est fiscalement déductible et elle est la contrepartie d'un service ou d'un avantage direct et particulier, auquel la partie requérante a recouru volontairement. Elle ne vise que les firmes dont les spécialités pharmaceutiques sont admises au remboursement, lequel doit être demandé au service des soins de santé de l'INAMI. Il s'agit donc bien d'un service presté par l'autorité publique, consécutif à une demande facultative, volontaire et unilatérale, introduite par la firme pharmaceutique concernée, qui est, en contrepartie, redevable de la rétribution postulée sous forme de cotisation. A défaut de pouvoir qualifier de service le remboursement par l'assurance maladie-invalidité, il faut souligner qu'il s'agit bien d'un avantage direct et particulier dont la cotisation est la contrepartie.

Si même il s'agissait d'un impôt, les circonstances exceptionnelles déjà invoquées justifieraient la rétroactivité critiquée.

Le Conseil des ministres ajoute que la partie requérante n'a pas attaqué l'article 10, 4°, précité et qu'on n'aperçoit pas comment sa constitutionnalité pourrait être mise en cause dans le présent recours. En toute hypothèse, la portée de cette disposition devrait s'apprécier de la même manière que le fit la Cour à l'égard de l'article 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 relative aux conditions budgétaires, dans son arrêt n° 18/98, qui a admis la constitutionnalité de cette disposition.

A.10. La partie requérante réplique que, alors qu'il avait admis que la cotisation était un impôt dans le recours qui a abouti à l'arrêt n° 24/91, le Conseil des ministres le conteste aujourd'hui. Elle ajoute que la qualification d'impôt ressort de l'avis du Conseil d'Etat et se déduit de déclarations faites lors des travaux préparatoires qui affirmaient la nécessité d'une intervention du législateur, ce qui ne peut s'expliquer que par la nécessité de satisfaire au principe de légalité de l'impôt exprimé à l'article 170 de la Constitution.

Elle écrit encore que l'existence d'une catégorie, intermédiaire entre celles des impôts et des rétributions, qualifiée de « parafiscalité » ne trouve pas de fondement dans la Constitution. Elle renvoie aux arrêts n^{os} 21/97 et 18/98. Elle constate que ce dernier arrêt avait admis qu'une loi pût accorder des pouvoirs spéciaux en matière fiscale mais à deux conditions, dont l'une - l'existence de circonstances particulières et exceptionnelles - ne serait pas réalisée en l'espèce.

Elle conteste que la cotisation puisse s'analyser comme une rétribution, le « service » fourni par l'autorité publique étant un remboursement en faveur de l'assuré social.

Quant à l'argument tiré de ce que la partie requérante n'a pas attaqué la loi du 26 juillet 1996 relative à la sécurité sociale, il est dénué de pertinence, l'existence même du contentieux préjudiciel organisé par les articles 26 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage démontrant l'inanité de cette thèse.

A.11. La partie requérante répète qu'il n'est pas satisfait à l'article 105 de la Constitution, ce qui ressort des observations qu'avait faites la section de législation du Conseil d'Etat.

- B -

Quant aux premier, sixième et septième moyens

B.1. Le conseil de la partie requérante a déclaré à l'audience du 17 février 1999 que, tenant compte de l'arrêt n° 9/99, rendu le 28 janvier 1999, les premier, sixième et septième moyens sont abandonnés. Ils ne sont pas examinés par la Cour.

Quant aux deuxième, troisième et quatrième moyens

B.2. L'arrêté royal du 16 avril 1997 ayant fait l'objet d'une confirmation législative conforme aux exigences de la loi d'habilitation, il est devenu lui-même une norme législative dès la date de son entrée en vigueur.

Cette confirmation ne dispense pas la Cour d'examiner des moyens selon lesquels la loi, qui s'est appropriée les dispositions de l'arrêté royal, violerait une des dispositions constitutionnelles dont la Cour doit assurer le respect.

Mais la Cour n'a pas à examiner les irrégularités formelles dont l'arrêté royal aurait été vicié avant sa confirmation et qui sont les seules invoquées dans les trois moyens.

A supposer même que soient établis les trois vices allégués, qui sont étrangers à la portée de l'habilitation conférée au Roi, rien n'empêchait que le législateur reprenne l'exercice des compétences qu'il avait déléguées et donne à cet arrêté la valeur d'une loi.

Il s'ensuit que les deuxième, troisième et quatrième moyens sont irrecevables.

Quant au cinquième moyen

B.3.1. Par son arrêt n° 9/99, la Cour a jugé qu'il n'était pas discriminatoire de mettre à charge des entreprises pharmaceutiques une cotisation représentant un pourcentage du chiffre d'affaires qu'elles réalisent sur la vente des médicaments qui font l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

B.3.2. Dans le présent recours, les parties requérantes critiquent la même cotisation, dont le montant a été porté de 1 à 4 p.c. Elles prennent le même moyen, qui reproche au législateur de ne pas avoir prélevé une cotisation identique à charge d'autres catégories de personnes qui jouent un rôle comparable dans la mise sur le marché de produits pharmaceutiques.

B.3.3. Ainsi que la Cour l'a constaté dans son arrêt précité, les pharmaciens tenant une officine et les médecins autorisés à tenir un dépôt de médicaments doivent respecter des obligations déontologiques particulières et obéir à des contraintes plus strictes en matière de prix. En outre, de même que les grossistes répartiteurs, ils ne peuvent influencer l'offre de médicaments de la même manière que les firmes pharmaceutiques.

Il existe donc, entre ces catégories de personnes, des différences objectives qui justifient qu'elles puissent être traitées différemment, sans que ce traitement inégal soit discriminatoire.

B.3.4. Le moyen n'est pas fondé.

Quant au huitième moyen

B.4.1. L'article 3, § 1^{er}, 2° et 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne délègue au Roi une compétence qui peut l'amener à exercer une compétence fiscale. Une telle délégation est, en principe, interdite par les articles 170 et 172 de la Constitution, qui réservent cette compétence à la loi.

B.4.2. En l'espèce, les pouvoirs spéciaux attribués au Roi sont cependant justifiés par la nécessité de permettre à la Belgique de participer en temps utile à l'Union économique et monétaire. En outre, l'article 6, § 2, de la même loi du 26 juillet 1996 a prévu que les mesures prises par le Roi seraient examinées par le pouvoir législatif, dans un délai relativement court, en vue de leur confirmation. En confirmant, le 12 décembre 1997, l'arrêté royal du 16 avril 1997, le législateur s'est conformé à cette disposition.

B.4.3. Une telle procédure de confirmation renforce le contrôle du législateur sur l'exercice du pouvoir qu'il consent au Roi. La disposition attaquée ne peut donc être considérée comme ayant eu pour objet de paralyser le contrôle de légalité instauré par l'article 159 de la Constitution et par l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat. La circonstance que l'arrêté royal du 16 avril 1997 faisait l'objet d'un recours en annulation pendant devant le Conseil d'Etat ne peut priver le législateur d'une compétence qu'il s'était expressément réservée.

B.4.4. Il s'ensuit que, sans qu'il y ait lieu d'examiner si la cotisation litigieuse est un impôt, la loi attaquée ne peut être considérée comme visant à valider un arrêté royal que les parties requérantes prétendent illégal, de telle sorte qu'elle n'a pas privé une catégorie de personnes de la garantie des articles 170 et 172 de la Constitution.

B.4.5. S'il est vrai que l'article 3, § 1^{er}, 2^o et 4^o, précité attribue au Roi des pouvoirs étendus, il ne s'ensuit pas qu'un arrêté pris en vertu de cette habilitation serait irrégulier. En confirmant l'arrêté du 16 avril 1997, le législateur a nécessairement considéré que cet acte réglementaire n'excédait pas les limites de l'habilitation accordée au Roi. La mesure litigieuse est d'ailleurs identique à celle que le Roi avait été autorisé à prendre, pour des exercices antérieurs, par l'article 191, 15^o, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994.

B.4.6. Le moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

rejette le recours.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 17 mars 1999.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 99 — 1062

[C — 99/21125]

Arrest nr. 36/99 van 17 maart 1999

Rolnummer 1347

In zake : het beroep tot vernietiging van artikel 7, 1^o, van de wet van 12 december 1997 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels », waarbij het koninklijk besluit van 16 april 1997 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten [...] » werd bekrachtigd, ingesteld door de vennootschap naar Nederlands recht Merck Sharp & Dohme BV.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en R. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van het beroep

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 16 juni 1998 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 17 juni 1998, heeft de vennootschap naar Nederlands recht Merck Sharp & Dohme BV, met exploitatiezetel te 1180 Brussel, Waterlooosteenweg 1135, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 7, 1^o, van de wet van 12 december 1997 « tot bekrachtiging van de koninklijke besluiten genomen met toepassing van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 18 december 1997), waarbij het koninklijk besluit van 16 april 1997 « tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 februari 1997 houdende de vaststelling voor het jaar 1997 van een heffing op de omzet van sommige farmaceutische producten, met toepassing van artikel 3, § 1, 2^o en 4^o, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie » werd bekrachtigd.

II. De rechtspleging

Bij beschikking van 17 juni 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 14 juli 1998 heeft de voorzitter in functie de termijn voor het indienen van een memorie verlengd tot 30 september 1998.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 15 juli 1998 ter post aangetekende brieven; bij dezelfde brieven is kennisgegeven van de beschikking van 14 juli 1998.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1998.

De Ministerraad, Wetstraat 16, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 28 september 1998 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 9 oktober 1998 ter post aangetekende brief.

De verzoekende partij heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 12 november 1998 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 26 november 1998 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 16 juni 1999.

Bij beschikking van 13 januari 1999 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 17 februari 1999.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen en hun advocaten bij op 15 januari 1999 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 17 februari 1999 :

- zijn verschenen :

. Mr. X. Leurquin, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partij;

. Mr. J. Vanden Eynde, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;

- hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;

- zijn de voornoemde advocaten gehoord;

- heeft de raadsman van de verzoekende partij verklaard te verzaken aan het eerste, zesde en zevende middel;

- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

- A -

Eerste middel

A.1. De verzoekende partij leidt een eerste middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 3, § 2, tweede lid, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie en artikel 10, 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid, met het beginsel van de scheiding der machten, het beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van rechtszekerheid en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Tweede middel

A.2.1. De verzoekende partij leidt een tweede middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 160 van de Grondwet, met artikel 84, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, met het beginsel van de scheiding der machten, het algemene beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van de rechtszekerheid en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« Doordat, zoals uit de aanhef van het koninklijk besluit van 16 april 1997 en uit het advies van de Raad van State van 27 maart 1997 dat eraan voorafgaat blijkt, er, tot staving van het spoedeisend karakter aangevoerd in de aanvraag om advies gericht aan de Raad van State op 24 maart 1997, geen gewag is gemaakt van precieze en bijzondere omstandigheden die kunnen rechtvaardigen dat de raadpleging van de afdeling wetgeving niet binnen de gewone of tot één maand beperkte termijn had kunnen gebeuren, zonder de verwezenlijking in het gedrang te brengen van het doel dat wordt nagestreefd door de in het ontwerp beoogde maatregelen, alsmede het nut en de doeltreffendheid ervan;

Terwijl artikel 84, eerste lid, 2°, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State uitdrukkelijk bepaalt dat ingeval de overheid die de afdeling wetgeving adieert, vraagt dat het advies wordt meegedeeld binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, het spoedeisend karakter met bijzondere redenen moet worden omkleed, en in dat geval die motivering in de aanhef van de verordening moet worden overgenomen, wat inhoudt dat de precieze en bijzondere omstandigheden waarvoor de raadpleging van de afdeling wetgeving niet kon gebeuren binnen de gewone termijnen zonder de verwezenlijking in het geding te brengen van het doel dat door de beoogde maatregelen wordt nagestreefd, alsmede het nut en de doeltreffendheid ervan, uitdrukkelijk worden vermeld in de aanvraag om advies en overgenomen in de aanhef;

Zodat bij ontstentenis van precieze en bijzondere omstandigheden behoorlijk tot uiting gebracht in de aanvraag om advies gericht aan de Raad van State en overgenomen in de aanhef van het koninklijk besluit van 16 april 1997, dat koninklijk besluit onwettig is om reden van miskenning van een substantieel voorschrift van openbare orde, wat tot gevolg heeft dat de wet van 12 december 1997, niettegenstaande het opschrift ervan, niet kan worden beschouwd als een bekrachtigingswet bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie of in artikel 51, § 1, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid,

Zodat de wet van 12 december 1997, die niet geldig kan steunen op een wetsbepaling die voorziet in de aanneming ervan binnen een bepaalde termijn vanaf een machtigingswet, waarvan het onderwerp en het gevolg erin bestaan nadien en op retroactieve wijze de onwettigheid van het erin beoogde koninklijk besluit te dekken, die tot stand komt op een ogenblik waarop dat koninklijk besluit regelmatig wordt aangevochten voor de Raad van State, hoe dan ook een optreden van de wetgever vormt dat in een bepaald geval de Raad van State een bevoegdheid ontnemt die hij krachtens de Grondwet bezit, een schending van het beginsel van de scheiding der machten, een aantasting van het beginsel van de niet-retroactiviteit, een in het geding brengen van het beginsel van de rechtszekerheid, een verbreking van de wapengelijkheid en een schending van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden,

Zodat, tot slot, artikel 7, 1°, van de wet van 12 december 1997, door te beweren in die juridische en feitelijke omstandigheden met ingang op de datum van de inwerkingtreding ervan het koninklijk besluit van 16 april 1997, dat overigens door onwettigheid is aangetast, te bekrachtigen, ten nadele van de categorie van burgers die is beoogd in dat koninklijk besluit van 16 april 1997, afbreuk doet aan de juridische en jurisdictionele waarborgen die aan eenieder worden geboden en aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de bepalingen van nationaal en internationaal recht alsmede de beginselen die in het middel zijn vermeld, schendt. »

A.2.2. De Ministerraad antwoordt dat het spoedeisend karakter in de aanhef van het koninklijk besluit van 16 april 1997 met bijzondere redenen is omkleed.

A.2.3. Zich baserend op de overwegingen van de Raad van State in zijn arrest nr. 70.502, is de verzoekende partij van oordeel dat de te dezen aangevoerde motieven niet pertinent zijn doordat zij niet de precieze en bijzondere omstandigheden aangeven op grond waarvan de raadpleging van de afdeling wetgeving van de Raad van State niet binnen de normale termijnen zou hebben kunnen plaatsvinden. Zij leidt daaruit af dat het koninklijk besluit van 16 april 1997 onwettig is, dat het niet in die zin kan worden beschouwd dat het genomen is krachtens de wettelijke machtigingen die zijn vervat in de twee wetten van 26 juli 1996 en dat de bekrachtigingswet van 12 december 1997 ongrondwettig moet worden geacht.

Derde middel

A.3.1. De verzoekende partij leidt een derde middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 160 van de Grondwet, met artikel 3*bis* van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State, met het beginsel van de scheiding der machten, het beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van de rechtszekerheid en met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« Doordat niet blijkt dat de tekst van het koninklijk besluit van 16 april 1997, het advies van de Raad van State van 27 maart 1997, het verslag aan de Koning en de tekst van het ontwerp van het besluit voorgelegd aan de afdeling wetgeving, vóór de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* zijn medegedeeld aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en van de Senaat,

Terwijl artikel 3*bis* van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State ten aanzien van de koninklijke besluiten die de van kracht zijnde wettelijke bepalingen kunnen opheffen, aanvullen, wijzigen of vervangen, uitdrukkelijk voorschrijft dat de tekst van die besluiten, het advies van de Raad van State, het verslag aan de Koning en het ontwerp voorgelegd aan de afdeling wetgeving, vóór hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* moeten worden medegedeeld aan de voorzitters van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de Senaat,

Zodat de miskening van die bepaling van openbare orde, die een substantieel vormvoorschrift inhoudt, het besluit van 16 april 1997 door onwettigheid aantast, wat tot gevolg heeft dat de wet van 12 december 1997 niet objectief kan worden beschouwd als een gewone bekrachtigingswet bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie of in artikel 51, § 1, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid,

Zodat de wet van 12 december 1997, die niet geldig kan steunen op een wetsbepaling die voorziet in de aanneming ervan binnen een bepaalde termijn vanaf een machtigingswet, waarvan het onderwerp en het gevolg erin bestaan nadien en op retroactieve wijze de onwettigheid van het erin beoogde koninklijk besluit te dekken, die overigens tot stand komt op een ogenblik waarop dat koninklijk besluit regelmatig wordt aangevochten voor de afdeling administratie van de Raad van State, hoe dan ook een onverantwoord optreden van de wetgever vormt dat de Raad van State een bevoegdheid ontnemt die hij krachtens de Grondwet en de wet bezit, een schending van het beginsel van de scheiding der machten, een onverantwoorde aantasting van het beginsel van de niet-retroactiviteit, een in het geding brengen van het beginsel van de rechtszekerheid, een duidelijke verbreking van de wapengelijkheid in een geschil waarin de Staat tegenpartij is, en een schending van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden,

Zodat, tot slot, artikel 7, 1^o, van de wet van 12 december 1997, door te beweren in die juridische en feitelijke omstandigheden met ingang op de datum van de inwerkingtreding ervan het koninklijk besluit van 16 april 1997, dat overigens door onwettigheid is aangetast, te bekrachtigen, ten nadele van de categorie van personen die zijn beoogd in dat koninklijk besluit van 16 april 1997, afbreuk doet aan de juridische en jurisdictionele waarborgen die aan eenieder worden geboden en aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de bepalingen van nationaal en internationaal recht alsmede de beginselen die in het middel zijn vermeld, schendt. »

A.3.2. De Ministerraad antwoordt dat van het koninklijk besluit wel degelijk, op 23 april 1997, mededeling is gedaan aan de voorzitters van de Kamer en de Senaat.

A.3.3. De verzoekende partij antwoordt dat de brief van verzending van 23 april 1997 geen melding maakt van het advies van de Raad van State van 27 maart 1997, noch van het verslag aan de Koning, en dat niet is vermeld dat die documenten zouden zijn bijgevoegd, zodat niet voldoende is bewezen dat de vereiste verzending zou hebben plaatsgehad.

Vierde middel

A.4.1. Het middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 160 van de Grondwet, met artikel 15 van de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale voorzorg, met het beginsel van de scheiding der machten, het beginsel van de rechtszekerheid en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« Doordat, bij ontstentenis van omstandigheden die elk spoedeisend karakter wettelijk kunnen verantwoorden, het koninklijk besluit van 16 april 1997, in het stadium van ontwerp, niet voor advies is voorgelegd aan het beheerscomité van de sociale zekerheid en dat, hoe dan ook, niet blijkt dat de voorzitter van dat beheerscomité tijdig is geïnformeerd over het feit dat de Minister te dezen het spoedeisend karakter aanvoerde,

Terwijl artikel 15, eerste lid, van de voormelde wet van 25 april 1963 de principiële verplichting oplegt aan het advies van het beheerscomité te onderwerpen elk voorontwerp van wet of ontwerp van organiek besluit of verordening tot wijziging van de wetten of verordeningen, met de toepassing waarvan de instelling belast is of betreffende de personeelsformatie en de structuur van de instelling,

En terwijl artikel 15, tweede lid, van de bovenvermelde wet de Minister toestaat de termijn waarbinnen het advies moet worden gegeven te verminderen tot tien vrije dagen,

En terwijl ook artikel 50 van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid en artikel 4 van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie de verzoekende overheid toestaan, in spoedeisende gevallen, de wettelijk of reglementair vereiste termijnen voor advies in te korten,

En terwijl, tot slot, artikel 15, derde lid, van de bovenvermelde wet van 25 april 1963 bepaalt dat indien de Minister het spoedeisend karakter aanvoert, hij de voorzitter van het beheerscomité daarvan op de hoogte dient te stellen,

Zodat vanwege de miskening van de substantiële vormvereisten opgelegd door artikel 15 van de wet van 25 april 1963 het koninklijk besluit van 16 april 1997 door onwettigheid is aangetast, wat tot gevolg heeft dat de wet van 12 december 1997 niet objectief kan worden beschouwd als een bekrachtigingswet bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie of in artikel 51, § 1, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid,

Zodat de wet van 12 december 1997, die niet geldig kan steunen op een wetsbepaling die voorziet in de aanneming ervan binnen een vooraf bepaalde termijn vanaf een machtigingswet, waarvan het onderwerp en het gevolg erop neerkomen, in feite en in rechte, *a posteriori* en op retroactieve wijze de onwettigheid van het erin beoogde koninklijk besluit te dekken, die zoals te dezen tot stand komt op een ogenblik waarop dat koninklijk besluit regelmatig wordt aangevochten voor de Raad van State met het oog op de vernietiging ervan, hoe dan ook een optreden van de wetgever vormt dat de Raad van State een bevoegdheid ontnemt die hij krachtens de Grondwet en de wet bezit, een schending van het beginsel van de scheiding der machten, een aantasting van het beginsel van de niet-retroactiviteit, een in het geding brengen van het beginsel van de rechtszekerheid, een verbreking van de wapengelijkheid in een geschil waar de Staat tegenpartij is en een schending van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden,

Zodat, tot slot, artikel 7, 1°, van de wet van 12 december 1997, door te beweren in die omstandigheden met ingang op de datum van de inwerkingtreding ervan het koninklijk besluit van 16 april 1997, dat door onwettigheid is aangetast, te bekrachtigen, ten nadele van de farmaceutische bedrijven die zijn beoogd in dat koninklijk besluit, afbreuk doet aan de juridische en jurisdictionele waarborgen die aan eenieder worden geboden en aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de bepalingen van nationaal en internationaal recht alsmede de beginselen die in het middel zijn vermeld, schendt. »

A.4.2. De Ministerraad antwoordt dat artikel 15, derde lid, van de wet van 25 april 1963 op het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering (RIZIV) slechts van toepassing is onder de voorwaarden bepaald door het koninklijk besluit van 9 september 1993, en zulks ter uitvoering van artikel 213, § 2, van de gecoördineerde wet op de ziekte- en invaliditeitsverzekering. Hij voegt eraan toe dat de verzoekende partij zal moeten aantonen dat de koninklijke besluiten van 4 februari en 16 april 1997 organieke of verordenende besluiten zijn, terwijl zij zijn genomen ter uitvoering van een dubbele machtiging toegestaan door de wetgever. Hij preciseert dat de betwiste vormvereiste niet aan het beheerscomité maar aan het algemeen comité is opgelegd en dat, tot slot, die formaliteit niet vereist is in geval van dringende noodzakelijkheid, zonder dat deze dient te voldoen aan bijzondere vormvereisten.

A.4.3. De verzoekende partij herinnert aan de inhoud van artikel 15, eerste lid, van de wet van 25 april 1963, legt uit in welk opzicht het koninklijk besluit van 16 april 1997 een verorderingsbesluit is, betwist de aangevoerde dringende noodzakelijkheid en merkt op dat de Ministerraad zelfs niet tracht aan te tonen dat de voorzitter van het beheerscomité ervan op de hoogte zou zijn gebracht dat de Minister zich onttrok aan het advies van dat comité.

Vijfde middel

A.5.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 105 en 160 van de Grondwet, met artikel 10, 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid en artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie, met het beginsel van de scheiding der machten, het beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van de rechtszekerheid en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« Doordat het koninklijk besluit van 16 april 1997 tot doel heeft, ten laste van de farmaceutische bedrijven, het bedrag van de 'heffing op de omzet' vastgesteld voor 1997, te verhogen, zonder de nodige maatregelen te nemen opdat in 1997 werkelijk de heffingen kunnen worden geïnd die zijn voorgeschreven bij artikel 191, 19° en 20°, van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, waarbij aldus de apothekers met een voor het publiek toegankelijk officina en de geneesheren die een vergunning hebben om een geneesmiddelen depot te houden, alsmede de erkende groothandelverdelers van geneesmiddelen ontsnappen aan elke financiële bijdrage bestemd om in 1997 het evenwicht van de verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen te verzekeren,

Terwijl artikel 105 van de Grondwet in die zin moet worden begrepen dat de aan de Koning gegeven machtiging overeenkomstig de Grondwet moet worden uitgelegd, dat wil zeggen onder meer rekening houdend met de inachtneming van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, wat inhoudt, enerzijds, dat de machtiging die is voorgeschreven bij artikel 10, 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid - die zowel de bijdragen beoogt die zijn bedoeld in artikel 191, 15°, van de wet van 14 juli 1994 als de heffingen die zijn voorgeschreven bij artikel 191, 19° en 20°, van die wet - ten uitvoer moet worden gelegd met inachtneming van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie en, anderzijds, dat de uiterst ruime machtiging die is voorgeschreven in artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie ook met inachtneming van die beginselen tot stand moet worden gebracht,

Zodat de specifieke regeling die enkel aan de farmaceutische bedrijven voor 1997 wordt opgelegd, bij ontstentenis van elke inwerkingstelling van de mogelijkheid om heffingen op te leggen aan de personen die zijn bedoeld in artikel 191, 19° en 20°, van de wet van 14 juli 1994, ten nadele van hen een discriminatie teweegbrengt die leidt tot onwettigheid van het koninklijk besluit van 16 april 1997, onwettigheid die op haar beurt tot gevolg heeft dat de wet van 12 december 1997 niet objectief kan worden beschouwd als een bekrachtigingswet zoals bedoeld in artikel 6, § 2, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie of in artikel 51, § 1, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid,

Zodat de wet van 12 december 1997, die niet geldig kan steunen op een wetsbepaling die voorziet in de aanneming ervan binnen een bepaalde termijn vanaf een wettelijke machtiging, waarvan het onderwerp en het gevolg erin bestaan, in feite en in rechte, *a posteriori* en op retroactieve wijze de onwettigheid van het erin beoogde koninklijk besluit te dekken, tot stand komt op een ogenblik waarop dat koninklijk besluit regelmatig wordt aangevochten voor de Raad van State met het oog op de vernietiging ervan, hoe dan ook een optreden van de wetgever vormt dat de Raad van State een bevoegdheid ontnemt die hij krachtens de Grondwet bezit, een schending van het beginsel van de scheiding der machten, een aantasting van het beginsel van de niet-retroactiviteit, een in het geding brengen van het beginsel van de rechtszekerheid, een verbreking van de wapengelijkheid door de Staat in een geschil waar hij tegenpartij is en een schending van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden,

Zodat, tot slot, artikel 7, 1°, van de wet van 12 december 1997, door te beweren in die omstandigheden en met terugwerkende kracht met ingang op de datum van de inwerkingtreding ervan het koninklijk besluit van 16 april 1997, dat door onwettigheid is aangetast, te bekrachtigen, ten nadele van de farmaceutische bedrijven die zijn beoogd in dat koninklijk besluit, afbreuk doet aan de jurisdictionele waarborgen die aan eenieder worden geboden en aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de bepalingen van nationaal en internationaal recht alsmede de beginselen die in het middel zijn vermeld, schendt. »

A.5.2. De Ministerraad antwoordt dat het Hof te dezen een marginale toetsing dient uit te oefenen, dat de wetgever gebruik heeft gemaakt van zijn discretionaire bevoegdheid, dat hij kon beslissen slechts één van de in de wet vermelde categorieën van personen aan de heffing te onderwerpen, dat die categorieën niet vergelijkbaar zijn en dat er trouwens onder hen verschillen bestaan op het vlak van de productie, de commercialisatie en de reclame die het betwiste verschil in behandeling verantwoorden.

A.5.3. De verzoekende partij antwoordt daarop dat de drie categorieën van personen zich in analoge situaties bevinden, dat zij vergelijkbaar zijn en dat het verschil in behandeling onverantwoord is. Zij voegt eraan toe dat de discretionaire bevoegdheid van de wetgever geen willekeurige bevoegdheid is en dat noch in het verslag aan de Koning dat aan het koninklijk besluit voorafgaat, noch in de parlementaire voorbereiding van de bekrachtigingswet, enig begin van verantwoording voor het betwiste verschil in behandeling wordt gegeven. Zij herinnert aan het arrest nr. 70/94, waarin werd geoordeeld dat een heffing ten laste van de apothekers een gerechtvaardigde maatregel was. Zij analyseert en bekritiseert de arresten nrs. 24/91 en 41/92. Zij zet uiteen in welk opzicht de voormelde categorieën van personen vergelijkbaar zijn en betwist de pertinentie van de argumenten die door de Ministerraad worden aangevoerd om hun verschil in behandeling te verantwoorden. Zij betwist dat de toetsing door het Hof te dezen slechts marginaal zou mogen zijn.

Zesde middel

A.6. De verzoekende partij leidt een zesde middel af uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met artikel 160 van de Grondwet, artikel 51, § 1, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de modernisering van de sociale zekerheid, het beginsel van de scheiding der machten, het beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van de rechtszekerheid en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Zevende middel

A.7. Het zevende middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 105, 160, 170 en 172 van de Grondwet, met het beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van de rechtszekerheid en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

Achtste middel

A.8. Het achtste middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de artikelen 105, 160, 170 en 172 van de Grondwet, met het beginsel van de scheiding der machten, het beginsel van de niet-retroactiviteit, het beginsel van de rechtszekerheid en artikel 6 van het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens,

« Doordat het wetgevend geheel gevormd door het koninklijk besluit van 16 april 1997 en de wet van 12 december 1997 uitgaat van een overdreven ruime en onduidelijke machtiging die aan de Koning bijzondere machten toekent op fiscaal vlak, een aan de wetgever voorbehouden aangelegenheid,

Terwijl, volgens artikel 105 van de Grondwet, de Koning geen andere macht heeft dan die welke de Grondwet en de bijzondere wetten, krachtens de Grondwet zelf uitgevaardigd, Hem uitdrukkelijk toekennen, wat inhoudt dat het toekennen van bijzondere machten aan de Koning in de aangelegenheden die de Grondwet aan de wet voorbehoudt, met name die welke zijn bedoeld in de artikelen 170 en 172, slechts kan gebeuren mits precieze en welbepaalde toewijzingen,

Zodat de machtiging die aan de Koning is gegeven bij artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de Europese Unie, wegens het overdreven ruime, onduidelijke en vage karakter ervan, ongrondwettig is, wat automatisch de ongrondwettigheid veroorzaakt van het koninklijk besluit van 16 april 1997 dat daarvan uitgaat,

Zodat de wet van 12 december 1997, die niet kan worden beschouwd als een bekrachtigingswet in de werkelijke zin van het woord, aangezien het onderwerp en het gevolg ervan erin bestaan nadien en op retroactieve wijze de ongrondwettigheid van het erin beoogde koninklijk besluit te dekken, en die tot stand is gekomen op een ogenblik waarop het koninklijk besluit van 16 april 1997 regelmatig tot vernietiging werd aangevochten voor de Raad van State, een optreden van de wetgevende macht vormt dat de Raad van State een bevoegdheid ontnemt die hij krachtens de Grondwet bezit, een schending van het beginsel van de scheiding der machten, een aantasting van het beginsel van de niet-retroactiviteit, een in het geding brengen van het beginsel van de rechtszekerheid, een verbreking van de wapengelijkheid door de Staat die partij is in een geding en een schending van artikel 6 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden,

Zodat, tot slot, artikel 7, 1°, van de wet van 12 december 1997, door te beweren in die omstandigheden het koninklijk besluit van 16 april 1997, dat door ongrondwettigheid is aangetast, retroactief te bekrachtigen, ten nadele van de farmaceutische bedrijven die zijn beoogd in dat koninklijk besluit, afbreuk doet aan de juridische en jurisdictionele waarborgen die aan eenieder worden geboden en aldus de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, gelezen in samenhang met de bepalingen van nationaal en internationaal recht alsmede de beginselen die in het middel zijn vermeld, schendt. »

A.9. De Ministerraad antwoordt dat de betwiste heffing moet worden beschouwd als een retributie, niet als een belasting. Zij is fiscaal aftrekbaar en zij is de tegenprestatie voor een dienst of een rechtstreeks en bijzonder voordeel, waarop de verzoekende partij vrijwillig een beroep heeft gedaan. Zij beoogt enkel de firma's waarvan de farmaceutische specialiteiten in aanmerking komen voor terugbetaling, die moet worden gevraagd aan de dienst gezondheidszorg van het RIZIV. Het gaat dus wel degelijk om een dienst die door de openbare overheid wordt geleverd ten gevolge van een facultatief, vrijwillig en eenzijdig verzoek ingediend door de betrokken farmaceutische firma, die, als tegenprestatie, de gevraagde retributie in de vorm van een heffing verschuldigd is. Mocht de terugbetaling door de ziekte- en invaliditeitsverzekering niet als een dienst kunnen worden gekwalificeerd, dient te worden beklemtoond dat het wel degelijk gaat om een rechtstreeks en bijzonder voordeel waarvan de heffing de tegenprestatie is.

Zelfs mocht het om een belasting gaan, dan zouden de reeds aangevoerde uitzonderlijke omstandigheden de bekritiseerde retroactiviteit verantwoorden.

De Ministerraad voegt eraan toe dat de verzoekende partij het voormelde artikel 10, 4°, niet heeft aangevochten en dat men niet inziet hoe de grondwettigheid ervan in dit beroep in het geding zou kunnen worden gebracht. Hoe dan ook, de draagwijdte van die bepaling zou op dezelfde manier moeten worden beoordeeld als het Hof heeft gedaan ten aanzien van artikel 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 betreffende de budgettaire voorwaarden, in zijn arrest nr. 18/98, waarin de grondwettigheid van die bepaling is aangenomen.

A.10. De verzoekende partij antwoordt daarop dat hoewel de Ministerraad in het beroep dat heeft geleid tot het arrest nr. 24/91 had toegegeven dat de heffing een belasting was, dat thans betwist. Zij voegt eraan toe dat de kwalificatie als belasting voortvloeit uit het advies van de Raad van State en wordt afgeleid uit verklaringen die zijn gedaan tijdens de parlementaire voorbereiding en die de noodzaak van een optreden van de wetgever bevestigden, wat enkel kan worden verklaard door de noodzaak om te voldoen aan het beginsel van de wettigheid van de belasting dat in artikel 170 van de Grondwet is opgenomen.

Voorts schrijft zij dat het bestaan van een tussencategorie, tussen die van de belastingen en de retributies, die als « parafiscaliteit » wordt bestempeld, geen grondslag vindt in de Grondwet. Zij verwijst naar de arresten nrs. 21/97 en 18/98. Zij stelt vast dat in het laatstvermelde arrest werd toegegeven dat een wet bijzondere machten op fiscaal vlak kan toekennen, maar op twee voorwaarden waarvan één - het bestaan van bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden - te dezen niet zou zijn vervuld.

Zij betwist dat de heffing kan worden gezien als een retributie, aangezien de door de openbare overheid geleverde « dienst » een terugbetaling is ten gunste van de sociaal verzekerde.

Het argument volgens hetwelk de verzoekende partij de wet van 26 juli 1996 betreffende de sociale zekerheid niet heeft aangevochten, is niet pertinent, aangezien het bestaan zelf van het prejudicieel contentieux dat door de artikelen 26 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof is georganiseerd, de zinloosheid van die stelling aantoont.

A.11. De verzoekende partij herhaalt dat niet voldaan is aan artikel 105 van de Grondwet, wat blijkt uit de opmerkingen van de afdeling wetgeving van de Raad van State.

- B -

Ten aanzien van het eerste, zesde en zevende middel

B.1. De raadsman van de verzoekende partij heeft op de terechtzitting van 17 februari 1999 verklaard dat, rekening houdend met het arrest nr. 9/99, gewezen op 28 januari 1999, het eerste, zesde en zevende middel niet worden aangehouden. Zij worden door het Hof niet onderzocht.

Ten aanzien van het tweede, derde en vierde middel

B.2. Aangezien het koninklijk besluit van 16 april 1997 het voorwerp is geweest van een wettelijke bekrachtiging in overeenstemming met de vereisten van de machtigingswet, is het zelf een wettelijke norm geworden vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan.

Die bekrachtiging ontslaat het Hof er niet van middelen te onderzoeken volgens welke de wet, die zich de bepalingen van het koninklijk besluit eigen heeft gemaakt, een van de grondwettelijke bepalingen zou schenden waarvan het Hof de inachtneming dient te verzekeren.

Maar het Hof dient niet de formele onregelmatigheden te onderzoeken waardoor het koninklijk besluit zou zijn aangetast vóór de bekrachtiging ervan en die als enige in de drie middelen worden aangevoerd.

Zelfs in de veronderstelling dat de drie aangevoerde gebreken, die niets uit te staan hebben met de draagwijdte van de aan de Koning verleende machtiging, zouden zijn aangetoond, belet niets de wetgever de uitoefening van de bevoegdheden die hij had gedelegeerd weer op te nemen en aan dat besluit de waarde van een wet toe te kennen.

Daaruit volgt dat het tweede, het derde en het vierde middel onontvankelijk zijn.

Ten aanzien van het vijfde middel

B.3.1. Bij zijn arrest nr. 9/99, heeft het Hof geoordeeld dat het niet discriminerend was de farmaceutische bedrijven te belasten met een bijdrage die een percentage vertegenwoordigt van de omzet die zij verwezenlijken met de verkoop van geneesmiddelen die het voorwerp uitmaken van een tegemoetkoming van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

B.3.2. In dit beroep bekritisieren de verzoekende partijen dezelfde bijdrage, waarvan het bedrag van één op vier procent is gebracht. Zij voeren hetzelfde middel aan, dat de wetgever verwijt dat hij niet een identieke bijdrage heeft afgehouden ten laste van andere categorieën van personen die een vergelijkbare rol spelen bij de commercialisering van farmaceutische producten.

B.3.3. Zoals het Hof heeft vastgesteld in zijn voormeld arrest, moeten de apothekers met een officina en de geneesheren die een vergunning hebben om een geneesmiddelendepot te houden de bijzondere deontologische verplichtingen naleven en striktere regels inzake prijzen in acht nemen. Bovendien kunnen zij, evenmin als de groothandelverdelers, het aanbod van geneesmiddelen niet op dezelfde manier beïnvloeden als de farmaceutische bedrijven.

Er bestaan dus, onder die categorieën van personen, objectieve verschillen die verantwoordend dat zij verschillend kunnen worden behandeld, zonder dat die ongelijke behandeling discriminerend zou zijn.

B.3.4. Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van het achtste middel

B.4.1. Artikel 3, § 1, 2° en 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie verleent aan de Koning een bevoegdheid die Hem ertoe kan brengen een fiscale bevoegdheid uit te oefenen. Een dergelijke delegatie is in beginsel verboden door de artikelen 170 en 172 van de Grondwet, die die bevoegdheid aan de wet voorbehouden.

B.4.2. Te dezen worden de aan de Koning toegewezen bijzondere machten evenwel verantwoord door de noodzakelijkheid om België in staat te stellen te gepasten tijde aan de Economische en Monetaire Unie deel te nemen. Bovendien heeft artikel 6, § 2, van dezelfde wet van 26 juli 1996 erin voorzien dat de door de Koning genomen maatregelen binnen een relatief korte termijn door de wetgevende macht zullen worden onderzocht met het oog op hun bekrachtiging. Door het koninklijk besluit van 16 april 1997 op 12 december 1997 te bekrachtigen, heeft de wetgever zich naar die bepaling geschikt.

B.4.3. Een dergelijke bekrachtigingsprocedure verstevigt de controle van de wetgever op de uitoefening van de macht die hij aan de Koning geeft. De aangevochten bepaling kan dus niet worden geacht tot doel te hebben gehad de bij artikel 159 van de Grondwet en artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ingestelde wettigheidstoetsing onmogelijk te maken. De omstandigheid dat het koninklijk besluit van 16 april 1997 het voorwerp was van een beroep tot vernietiging voor de Raad van State kan de wetgever er niet van weerhouden een bevoegdheid uit te oefenen die hij zich uitdrukkelijk heeft voorbehouden.

B.4.4. Daaruit volgt dat, zonder dat moet worden onderzocht of de betwiste bijdrage een belasting is, de bestreden wet niet zo kan worden beschouwd dat zij ertoe strekt een koninklijk besluit, dat de verzoekende partijen onwettig achten, geldig te verklaren, zodat zij de in de artikelen 170 en 172 van de Grondwet bepaalde waarborg niet aan een categorie van personen heeft ontzegd.

B.4.5. Kent het voormelde artikel 3, § 1, 2° en 4°, weliswaar uitgebreide machten toe aan de Koning, dan volgt daaruit nog niet dat een besluit genomen krachtens die machtiging onregelmatig zou zijn. Door het besluit van 16 april 1997 te bekrachtigen heeft de wetgever noodzakelijkerwijze geoordeeld dat die verordeningsakte de grenzen van de aan de Koning toegekende machtiging niet overschreed. De betwiste maatregel is trouwens identiek met de maatregel die de Koning kon nemen voor de vorige dienstjaren op grond van artikel 191, 15°, van de op 14 juli 1994 gecoördineerde wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen.

B.4.6. Het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt het beroep.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 17 maart 1999.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

SCHIEDSHOF

D. 99 — 1062

[C - 99/21125]

Urteil Nr. 36/99 vom 17. März 1999

Geschäftsverzeichnisnummer 1347

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ergangen sind», durch den der königliche Erlaß vom 16. April 1997 «zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 zur Festlegung - für das Jahr 1997 - einer Abgabe auf den Umsatz mit bestimmten pharmazeutischen Erzeugnissen [...]» bestätigt wird, erhoben von der Gesellschaft niederländischen Rechts Merck Sharp & Dohme BV.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cerehe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klage

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 16. Juni 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 17. Juni 1998 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Gesellschaft niederländischen Rechts Merck Sharp & Dohme BV, mit Betriebssitz in 1180 Brüssel, chaussée de Waterloo 1135, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997 «zur Bestätigung der königlichen Erlasse, die in Anwendung des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion und des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Modernisierung der sozialen Sicherheit und zur Sicherung der gesetzlichen Pensionsregelungen ergangen sind» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 18. Dezember 1997), durch den der königliche Erlaß vom 16. April 1997 «zur Abänderung des königlichen Erlasses vom 4. Februar 1997 zur Festlegung - für das Jahr 1997 - einer Abgabe auf den Umsatz mit bestimmten pharmazeutischen Erzeugnissen, in Anwendung von Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion» bestätigt wird.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 17. Juni 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 14. Juli 1998 hat der amtierende Vorsitzende die für die Einreichung eines Schriftsatzes vorgesehene Frist bis zum 30. September 1998 verlängert.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 15. Juli 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert; die Anordnung vom 14. Juli 1998 wurde mit denselben Briefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 25. August 1998.

Der Ministerrat, rue de la Loi 16, 1000 Brüssel, hat mit am 28. September 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 9. Oktober 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief notifiziert.

Die klagende Partei hat mit am 12. November 1998 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 26. November 1998 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 16. Juni 1999 verlängert.

Durch Anordnung vom 13. Januar 1999 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 17. Februar 1999 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 15. Januar 1999 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

- Auf der öffentlichen Sitzung vom 17. Februar 1999
- erschienen
 - . RA X. Leurquin, in Brüssel zugelassen, für die klagende Partei,
 - . RA J. Vanden Eynde, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,
 - haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,
 - wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,
 - hat der Rechtsanwalt der klagenden Partei erklärt, auf den ersten, sechsten und siebten Klagegrund zu verzichten,
 - wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.
- Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. In rechtlicher Beziehung

- A -

Erster Klagegrund

A.1. Die klagende Partei leitet einen ersten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 3 § 2 Absatz 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union und Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, dem Grundsatz der Nichtrückwirkung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention ab.

Zweiter Klagegrund

A.2.1. Die klagende Partei leitet einen zweiten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, mit Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, dem allgemeinen Grundsatz der Nichtrückwirkung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention ab,

«indem, wie aus der Präambel zum königlichen Erlaß vom 16. April 1997 und dem vorangehenden Gutachten des Staatsrates vom 27. März 1997 hervorgeht, zur Untermauerung der vorgeblichen Dringlichkeit in dem Antrag auf Gutachten an den Staatsrat vom 24. März 1997 keine präzisen und besonderen Umstände angeführt wurden, die rechtfertigen könnten, daß die Befragung der Gesetzgebungsabteilung nicht innerhalb der gewöhnlichen oder auf einen Monat verkürzten Frist möglich gewesen wäre, ohne die Verwirklichung der mit den im Entwurf ins Auge gefaßten Maßnahmen angestrebten Zielsetzung sowie deren Zweckdienlichkeit und Effizienz zu gefährden,

während Artikel 84 Absatz 1 Nr. 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat ausdrücklich vorschreibt, daß in dem Fall, wo die Behörde, die die Gesetzgebungsabteilung befaßt, die Übermittlung des Gutachtens innerhalb einer Frist von höchstens drei Tagen fordert, die Dringlichkeit besonders begründet werden muß, wobei diese Begründung im übrigen in der Präambel der Verordnungsmaßnahme wiedergegeben werden muß, was bedeutet, daß die genauen und besonderen Umstände, wegen deren die Befragung der Gesetzgebungsabteilung nicht innerhalb der gewöhnlichen Fristen möglich war, ohne die Verwirklichung der Zielsetzung der ins Auge gefaßten Maßnahmen sowie deren Zweckdienlichkeit und Effizienz zu gefährden, ausdrücklich im Antrag auf Gutachten angeführt und in der Präambel wiedergegeben werden müssen,

so daß in Ermangelung von präzisen und besonderen Umständen, die ordnungsgemäß im Antrag auf Gutachten an den Staatsrat dargelegt und in der Präambel des königlichen Erlasses vom 16. April 1997 wiedergegeben sind, der besagte königliche Erlaß wegen Mißachtung einer wesentlichen Vorschrift der öffentlichen Ordnung ungesetzlich ist, was zur Folge hat, daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997 trotz seines Titels nicht als ein in Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union oder in Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit vorgesehene Bestätigungsgesetz angesehen werden kann,

so daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997, das nicht rechtmäßig auf einer Gesetzesbestimmung gründen kann, die seine Annahme innerhalb einer bestimmten Frist ab einem Ermächtigungsgesetz vorsieht, wobei dessen Zweck und Wirkung darin bestehen, im nachhinein und rückwirkend die Gesetzwidrigkeit des darin vorgesehenen königlichen Erlasses zu decken und es zu einem Zeitpunkt erscheint, wo der besagte königliche Erlaß ordnungsgemäß vor dem Staatsrat angefochten wird, in jedem Fall einen Eingriff des Gesetzgebers darstellt, der in einem vorliegenden Fall dem Staatsrat eine ihm von der Verfassung zugeteilte Befugnis entzieht, sowie eine Mißachtung des Grundsatzes der Gewaltentrennung, eine Verletzung des Grundsatzes der Nichtrückwirkung, eine Infragestellung des Grundsatzes der Rechtssicherheit, einen Bruch der Waffengleichheit und einen Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten,

so daß schließlich unter dem Vorwand, unter diesen rechtlichen und faktischen Umständen mit Wirkung vom Datum seines Inkrafttretens den königlichen Erlaß vom 16. April 1997, der im übrigen mit Gesetzwidrigkeit behaftet ist, zu bestätigen, Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997 zum Nachteil der in dem besagten königlichen Erlaß vom 16. April 1997 vorgesehenen Kategorie von Bürgern gegen die allen gebotenen rechtlichen und gerichtlichen Garantien verstößt und somit die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Bestimmungen des nationalen und internationalen Rechtes sowie den im Klagegrund angeführten Grundsätzen verletzt».

A.2.2. Der Ministerrat antwortet, die Dringlichkeit sei in der Präambel des königlichen Erlasses vom 16. April 1997 besonders begründet worden.

A.2.3. Die klagende Partei beruft sich auf die vom Staatsrat in seinem Urteil Nr. 70.502 angeführten Erwägungen und vertritt den Standpunkt, daß die im vorliegenden Fall dargelegte Begründung nicht relevant sei, insofern sie nicht die präzisen und besonderen Umstände erwähne, aufgrund deren die Befragung der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates nicht innerhalb der gewöhnlichen Fristen möglich gewesen wäre. Sie leitet daraus ab, daß der königliche Erlaß vom 16. April 1997 ungesetzlich sei, daß nicht davon ausgegangen werden könne, er sei aufgrund der in den beiden Gesetzen vom 26. Juli 1996 enthaltenen gesetzgeberischen Ermächtigungen beschlossen worden, und daß das Bestätigungsgesetz vom 12. Dezember 1997 als verfassungswidrig zu betrachten sei.

Dritter Klagegrund

A.3.1. Die klagende Partei leitet einen dritten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung ab, in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, mit Artikel 3bis der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, dem Grundsatz der Nichtrückwirkung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit und mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem nicht ersichtlich ist, daß der Text des königlichen Erlasses vom 16. April 1997, das Gutachten des Staatsrates vom 27. März 1997, der Bericht an den König und der Text des Erlassentwurfes, der der Gesetzgebungsabteilung vorgelegt wurde, vor ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* den Präsidenten der Abgeordnetenkammer und des Senats zugesandt worden sind,

während Artikel 3bis der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat in bezug auf die königlichen Erlasse, die die geltenden gesetzlichen Bestimmungen aufheben, ergänzen, abändern oder ersetzen können, ausdrücklich vorschreibt, daß der Text dieser Erlasse, das Gutachten des Staatsrates, der Bericht an den König sowie der der Gesetzgebungsabteilung vorgelegte Entwurf vor ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* den Präsidenten der Abgeordnetenkammer und des Senates zugesandt werden müssen,

so daß die Mißachtung dieser Bestimmung der öffentlichen Ordnung, die eine wesentliche Formvorschrift beinhaltet, den Erlaß vom 16. April 1997 mit Gesetzwidrigkeit behaftet, was zur Folge hat, daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997 objektiv nicht als einfaches Bestätigungsgesetz im Sinne von Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union oder von Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit betrachtet werden kann,

so daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997, das keine ordnungsgemäße Grundlage in einer Gesetzesbestimmung finden kann, die seine Annahme in einer bestimmten Frist ab einem Ermächtigungsgesetz vorsieht, dessen Zweck und Auswirkungen sich darauf beschränken, im nachhinein und rückwirkend die Gesetzwidrigkeit des darin vorgesehenen königlichen Erlasses zu decken, das im übrigen zu einem Zeitpunkt auftaucht, wo der besagte königliche Erlaß Gegenstand einer ordnungsgemäßen Nichtigkeitsklage vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates ist, in jedem Fall einen nicht zu rechtfertigenden Eingriff des Gesetzgebers darstellt, der dem Staatsrat eine der ihm aufgrund der Verfassung und des Gesetzes zugeteilten Befugnisse entzieht, eine Mißachtung des Grundsatzes der Gewaltentrennung, eine ungerechtfertigte Verletzung des Grundsatzes der Nichtrückwirkung, eine Infragestellung des Grundsatzes der Rechtssicherheit, einen eindeutigen Bruch der Waffengleichheit in einem Streitfall, bei dem der Staat die Gegenpartei ist, und einen Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten,

so daß schließlich Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997, indem er vorgibt, unter diesen rechtlichen und faktischen Umständen mit Wirkung vom Datum seines Inkrafttretens den im übrigen mit Gesetzwidrigkeit behafteten königlichen Erlaß vom 16. April 1997 zu bestätigen, zum Nachteil der in dem besagten königlichen Erlaß vom 16. April 1997 vorgesehenen Kategorie von Personen die allen Bürgern gebotenen rechtlichen und gerichtlichen Garantien verletzt und somit diesbezüglich gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Bestimmungen des nationalen und internationalen Rechts sowie den im Klagegrund angeführten Grundsätzen verstößt».

A.3.2. Der Ministerrat erwidert, daß der königliche Erlaß den Präsidenten von Kammer und Senat tatsächlich am 23. April 1997 zugesandt worden sei.

A.3.3. Die klagende Partei erwidert, daß im Zusendungsbrief vom 23. April 1997 weder das Gutachten des Staatsrates vom 27. März 1997 noch der Bericht an den König erwähnt sei und daß nicht vermerkt sei, daß diese Dokumente beigefügt seien, so daß nicht hinlänglich bewiesen sei, daß die erforderliche Zusendung stattgefunden habe.

Vierter Klagegrund

A.4.1. Der Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, mit Artikel 15 des Gesetzes vom 25. April 1963 über die Verwaltung der Einrichtungen öffentlichen Interesses für soziale Sicherheit und Sozialfürsorge, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit sowie Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der königliche Erlaß vom 16. April 1997 in Ermangelung von Umständen, die gesetzmäßig irgendeine Dringlichkeit rechtfertigen könnten, im Entwurfstadium nicht dem Geschäftsführenden Ausschuß der sozialen Sicherheit unterbreitet worden ist und in jedem Fall nicht zu erkennen ist, daß der Präsident des besagten Geschäftsführenden Ausschusses rechtzeitig darüber informiert worden ist, daß der Minister in diesem Falle die Dringlichkeit geltend machte,

während Artikel 15 Absatz 1 des obengenannten Gesetzes vom 25. April 1963 die grundsätzliche Verpflichtung auferlegt, dem Geschäftsführenden Ausschuß jeden Gesetzesvorentwurf oder Entwurf eines organisierenden oder verordnenden Erlasses zur Abänderung der Gesetze oder Verordnungen, die die Einrichtung zur Anwendung bringen soll, oder bezüglich des Stellenplans und der Struktur der Einrichtung zwecks Begutachtung zu unterbreiten,

und während Artikel 15 Absatz 2 des obenerwähnten Gesetzes es dem Minister erlaubt, die Frist, innerhalb deren das Gutachten abgegeben werden muß, auf zehn volle Tage zu verkürzen,

und während ferner Artikel 50 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit sowie Artikel 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union es der antragstellenden Behörde erlaubten, entsprechend der Dringlichkeit die durch Gesetze oder Verordnungen vorgeschriebenen Fristen für die Abgabe eines Gutachtens zu verkürzen,

und während schließlich Artikel 15 Absatz 3 des obenerwähnten Gesetzes vom 25. April 1963 besagt, daß der Minister, wenn er die Dringlichkeit geltend macht, den Präsidenten des Geschäftsführenden Ausschusses darüber informieren muß,

so daß die Mißachtung der durch Artikel 15 des Gesetzes vom 25. April 1963 auferlegten wesentlichen Formvorschriften den königlichen Erlaß vom 16. April 1997 mit Gesetzwidrigkeit behaftet, was zur Folge hat, daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997 nicht objektiv als ein Bestätigungsgesetz im Sinne von Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union oder im Sinne von Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit angesehen werden kann,

so daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997, das keine rechtmäßige Grundlage innerhalb einer Gesetzesbestimmung finden kann, die seine Annahme in einer vorher festgelegten Frist ab einem Ermächtigungsgesetz vorsieht, dessen Zweck und Auswirkung sich faktisch und rechtlich darauf beschränkt, *a posteriori* und rückwirkend die Gesetzwidrigkeit des königlichen Erlasses, auf den es sich bezieht, zu decken, das wie im vorliegenden Fall zu einem Zeitpunkt auftaucht, wo der besagte königliche Erlaß ordnungsgemäß dem Staatsrat unterbreitet wird im Hinblick auf seine Nichtigkeitsklärung, in jedem Fall einen Eingriff des Gesetzgebers darstellt, der dem Staatsrat eine der ihm durch die Verfassung und die Gesetze zugeteilten Befugnisse entzieht, eine Mißachtung des Grundsatzes der Gewaltentrennung, eine Verletzung des Grundsatzes der Nichtrückwirkung, eine Infragestellung des Grundsatzes der Rechtssicherheit, einen Bruch der Waffengleichheit in einem Streitfall, bei dem der Staat die Gegenpartei ist, und einen Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten,

so daß schließlich Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997, indem er vorgibt, unter diesen rechtlichen und faktischen Umständen und mit Wirkung vom Datum seines Inkrafttretens den mit Gesetzwidrigkeit behafteten königlichen Erlaß vom 16. April 1997 zu bestätigen, zum Nachteil der in dem besagten königlichen Erlaß genannten pharmazeutischen Firmen gegen die allen gebotenen rechtlichen und gerichtlichen Garantien verstößt und somit die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den nationalen und internationalen Bestimmungen sowie mit den im Klagegrund angeführten Grundsätzen verletzt».

A.4.2. Der Ministerrat erwidert, daß Artikel 15 Absatz 3 des Gesetzes vom 25. April 1963 nur unter den im königlichen Erlaß vom 9. September 1993 vorgesehenen Bedingungen auf das Landesinstitut für Kranken- und Invalidenversicherung (LIKIV) anwendbar sei, und dies in Ausführung von Artikel 213 § 2 des koordinierten Gesetzes über die Krankheits- und Invaliditätsversicherung. Er fügt hinzu, daß es der klagenden Partei obliege, nachzuweisen, daß die königlichen Erlasse vom 4. Februar und vom 16. April 1997 organisierende oder verordnende Erlasse seien, während sie in Ausführung einer doppelten Ermächtigung durch den Gesetzgeber gefaßt worden seien. Er ergänzt, daß die strittige Formvorschrift nicht dem Geschäftsführenden Ausschuß, sondern dem Allgemeinen Ausschuß auferlegt worden sei und schließlich, daß diese Formvorschrift im Falle der Dringlichkeit nicht erforderlich sei, wobei diese Dringlichkeit keinen besonderen Formvorschriften entsprechen müsse.

A.4.3. Die klagende Partei erinnert an den Inhalt von Artikel 15 Absatz 1 des Gesetzes vom 25. April 1963, erklärt, inwiefern der königliche Erlaß vom 16. April 1997 ein Verordnungserlaß sei, ficht die vorgebliche Dringlichkeit an und bemerkt, daß der Ministerrat nicht einmal nachzuweisen versuche, daß der Präsident des Geschäftsführenden Ausschusses darüber informiert worden sei, daß der Minister sich über das Gutachten dieses Ausschusses hinwegsetzte.

Fünfter Klagegrund

A.5.1. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 105 und 160 der Verfassung, mit Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit und Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juni 1996 über die Europäische Union, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, dem Grundsatz der Nichtrückwirkung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit sowie Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem der königliche Erlaß vom 16. April 1997 dazu dient, zu Lasten der pharmazeutischen Unternehmen den Satz der für 1997 festgesetzten ' Abgabe auf den Umsatz ' zu erhöhen, ohne jedoch die erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen, damit die in Artikel 191 Nrn. 19 und 20 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung vorgesehenen Abgaben tatsächlich 1997 erhoben werden könnten und somit bewirkt, daß die Apotheker, die eine für die Öffentlichkeit zugängliche Apotheke betreiben, und die Ärzte, die ermächtigt sind, ein Arzneimitteldepot zu führen, sowie die zugelassenen Großhandelsvertreiler von Arzneimitteln jeglichem finanziellen Beitrag entgehen, der dazu dient, 1997 das Gleichgewicht der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung zu gewährleisten,

während Artikel 105 der Verfassung in dem Sinne zu verstehen ist, daß die dem König erteilte Ermächtigung gemäß der Verfassung auszulegen ist, das heißt insbesondere unter der gebotenen Beachtung der Artikel 10 und 11 der Verfassung, was einerseits beinhaltet, daß die in Artikel 10 Nr. 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit - der sich sowohl auf die in Artikel 191 Nr. 15 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 genannten Beiträge als auch auf die Abgaben im Sinne von Artikel 191 Nrn. 19 und 20 desselben Gesetzes bezieht - festgelegte Ermächtigung unter Beachtung des Grundsatzes der Gleichheit und Nichtdiskriminierung angewandt werden muß, und andererseits, daß die äußerst weit gefaßte Ermächtigung, die in Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union vorgesehen ist, ebenfalls unter Einhaltung dieser Grundsätze anzuwenden ist,

so daß die nur den pharmazeutischen Unternehmen für 1997 auferlegte spezifische Regelung in Ermangelung jeglicher Anwendung der Möglichkeit, zu Lasten der in Artikel 191 Nrn. 19 und 20 des Gesetzes vom 14. Juli 1994 genannten Personen Abgaben zu erheben, eine Diskriminierung zu deren Nachteil schafft, die zur Gesetzwidrigkeit des königlichen Erlasses vom 16. April 1997 führt, wobei diese Gesetzwidrigkeit ihrerseits zur Folge hat, daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997 nicht objektiv als ein Bestätigungsgesetz im Sinne von Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union oder von Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit angesehen werden kann,

so daß das Gesetz vom 12. Dezember 1997, das nicht rechtsgültig auf einer Gesetzesbestimmung gründen kann, die seine Annahme innerhalb einer festgesetzten Frist ab einer gesetzlichen Ermächtigung vorschreibt, deren Zweck und Auswirkung faktisch und rechtlich eine Deckung *a posteriori* und mit rückwirkender Kraft für die Gesetzwidrigkeit des darin vorgesehenen königlichen Erlasses darstellen, wie im vorliegenden Fall zu einem Zeitpunkt zustande kommt, wo der besagte königliche Erlaß ordnungsgemäß dem Staatsrat im Hinblick auf seine Nichtigerklärung unterbreitet wird, in jedem Fall einen Eingriff des Gesetzgebers darstellt, der dem Staatsrat eine der ihm durch die Verfassung verliehenen Befugnisse entzieht, eine Mißachtung des Grundsatzes der Gewaltentrennung, eine Verletzung des Grundsatzes der Nichtrückwirkung, eine Infragestellung des Grundsatzes der Rechtssicherheit, einen Bruch der Waffengleichheit durch den Staat in einem Streitfall, bei dem er die Gegenpartei ist, sowie einen Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten,

so daß schließlich Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997, indem er vorgibt, unter diesen Umständen und mit rückwirkender Kraft ab dem Datum seines Inkrafttretens den mit Gesetzwidrigkeit behafteten königlichen Erlaß vom 16. April 1997 zu bestätigen, zum Nachteil der in dem besagten königlichen Erlaß genannten pharmazeutischen Firmen gegen die allen gebotenen Rechtsprechungsgarantien verstößt und somit die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den nationalen und internationalen Bestimmungen sowie den im Klagegrund angeführten Grundsätzen verletzt».

A.5.2. Der Ministerrat erwidert, daß der Hof im vorliegenden Fall eine marginale Kontrolle ausüben müsse, daß der Gesetzgeber seine Ermessensbefugnis genutzt habe, daß er habe beschließen können, nur eine der im Gesetz angeführten Kategorien der Abgabe zu unterwerfen, daß diese Kategorien nicht vergleichbar seien und daß im übrigen unter ihnen keine Unterschiede bezüglich der Produktion, Vermarktung und Werbung bestünden, die den angefochtenen Behandlungsunterschied rechtfertigten.

A.5.3. Die klagende Partei erwidert, daß die drei Kategorien von Personen sich in analogen Situationen befänden, daß sie vergleichbar seien und daß der Behandlungsunterschied nicht gerechtfertigt sei. Sie fügt hinzu, daß die Ermessensbefugnis des Gesetzgebers keine willkürliche Macht sei, und daß sowohl im Bericht an den König vor dem königlichen Erlaß als auch in den Vorarbeiten zum Bestätigungsgesetz nichts irgendeinen Ansatz für eine Rechtfertigung der angefochtenen unterschiedlichen Behandlung liefere. Sie erinnert an das Urteil Nr. 70/94, in dem davon ausgegangen worden sei, daß eine Abgabe zu Lasten der Apotheker eine gerechtfertigte Maßnahme sei. Sie analysiert und bemängelt die Urteile Nrn. 24/91 und 41/92. Sie erläutert, inwiefern die obenerwähnten Kategorien von Personen vergleichbar seien und ficht die Zweckdienlichkeit der vom Ministerrat angeführten Argumente zur Rechtfertigung ihrer unterschiedlichen Behandlung an. Sie stellt in Abrede, daß die Kontrolle des Hofes im vorliegenden Fall nur marginal sein müsse.

Sechster Klagegrund

A.6. Die klagende Partei leitet einen sechsten Klagegrund aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 160 der Verfassung, mit Artikel 51 § 1 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Modernisierung der sozialen Sicherheit, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, mit dem Grundsatz der Nichtrückwirkung, mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit und Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention ab.

Siebter Klagegrund

A.7. Der siebte Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 105, 160, 170 und 172 der Verfassung, mit dem Grundsatz der Nichtrückwirkung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit sowie Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention.

Achter Klagegrund

A.8. Der achte Klagegrund ist abgeleitet aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 105, 160, 170 und 172 der Verfassung, mit dem Grundsatz der Gewaltentrennung, dem Grundsatz der Nichtrückwirkung, dem Grundsatz der Rechtssicherheit sowie Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention,

«indem das aus dem königlichen Erlaß vom 16. April 1997 und dem Gesetz vom 12. Dezember 1997 bestehende gesetzgeberische Gebilde von einer übertrieben weitgehenden und ungenauen Ermächtigung ausgeht, die dem König Sonderbefugnisse auf steuerlichem Gebiet, einem dem Gesetzgeber vorbehaltenen Sachbereich, verleiht,

während der König gemäß Artikel 105 der Verfassung keine andere Gewalt hat als die, die ihm die Verfassung und die aufgrund der Verfassung selbst ergangenen besonderen Gesetze ausdrücklich übertragen, was beinhaltet, daß die Verleihung von Sondervollmachten an den König in den Sachbereichen, die die Verfassung dem Gesetz vorbehält, insbesondere denjenigen, auf die sich die Artikel 170 und 172 beziehen, nur mittels präziser und bestimmter Zuweisungen erfolgen kann,

so daß die dem König durch Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Europäische Union verliehene Ermächtigung wegen ihrer übertrieben weitreichenden, ungenauen und vagen Beschaffenheit verfassungswidrig ist, was gleichzeitig die Verfassungswidrigkeit des daraus hervorgehenden königlichen Erlasses vom 16. April 1997 zur Folge hat,

so daß ferner das Gesetz vom 12. Dezember 1997, das nicht als ein Bestätigungsgesetz im eigentlichen Sinne betrachtet werden kann, weil sein Zweck und seine Wirkung darin bestehen, rückwirkend und im Anschluß daran die Verfassungswidrigkeit des darin vorgesehenen königlichen Erlasses zu decken, und das zu einem Zeitpunkt eingetreten ist, wo gegen den königlichen Erlaß vom 16. April 1997 ordnungsgemäß vor dem Staatsrat eine Nichtigkeitsklage eingereicht worden war, einen Eingriff der gesetzgebenden Gewalt darstellt, der dem Staatsrat eine ihm durch die Verfassung verliehene Befugnis entzieht, eine Mißachtung des Grundsatzes der Gewaltentrennung, eine Verletzung des Grundsatzes der Nichtrückwirkung, eine Infragestellung des Grundsatzes der Rechtssicherheit, einen Bruch der Waffengleichheit durch den als Partei an einem Streitverfahren beteiligten Staat sowie einen Verstoß gegen Artikel 6 der Europäischen Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten,

so daß schließlich Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 12. Dezember 1997, indem er vorgibt, unter diesen Bedingungen rückwirkend den mit Verfassungswidrigkeit behafteten königlichen Erlaß vom 16. April 1997 zu bestätigen, zum Nachteil der im besagten königlichen Erlaß genannten pharmazeutischen Firmen den allen gebotenen rechtlichen und gerichtlichen Garantien Abbruch tut und somit gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Bestimmungen des nationalen und internationalen Rechtes sowie den im Klagegrund angeführten Grundsätzen verstößt».

A.9. Der Ministerrat erwidert, daß die angefochtene Abgabe als eine Gebühr und nicht als eine Steuer zu betrachten sei. Sie sei steuerlich abzugsfähig und bilde die Gegenleistung für eine direkte und besondere Dienstleistung oder einen Vorteil, die freiwillig von der klagenden Partei in Anspruch genommen würden. Sie gelte nur für die Firmen, deren pharmazeutische Spezialitäten für eine Erstattung in Frage kämen, wobei diese beim Dienst für Gesundheitspflege des LIKIV beantragt werden müsse. Es handele sich also in Wirklichkeit um eine von der öffentlichen Hand erbrachte Dienstleistung im Anschluß an einen fakultativen, freiwilligen und einseitigen Antrag seitens der betreffenden pharmazeutischen Firma, die als Gegenleistung die in Form einer Abgabe verlangte Gebühr zahlen müsse. Da man die Kranken- und Invalidenversicherung nicht als Dienstleistung bezeichnen könne, sei hervorzuheben, daß es sich tatsächlich um einen direkten und besonderen Vorteil handele, für den die Abgabe die Gegenleistung darstelle.

Selbst wenn es sich um eine Steuer handelte, würden die bereits angeführten außergewöhnlichen Umstände die beanstandete rückwirkende Kraft rechtfertigen.

Der Ministerrat fügt hinzu, daß die klagende Partei den obenerwähnten Artikel 10 Nr. 4 nicht angefochten habe und daß nicht ersichtlich sei, wie seine Verfassungsmäßigkeit in der vorliegenden Klage in Frage gestellt werden könnte. In jedem Fall sei die Tragweite dieser Bestimmung auf die gleiche Weise zu beurteilen, wie der Hof es in bezug auf Artikel 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 über die Haushaltsbedingungen in seinem Urteil Nr. 18/98 getan habe, in dem er die Verfassungsmäßigkeit dieser Bestimmung angenommen habe.

A.10. Die klagende Partei erwidert, daß der Ministerrat, obschon er in der Klage, die zum Urteil Nr. 24/91 geführt habe, angenommen habe, daß die Abgabe eine Steuer sei, dies heute anfechte. Sie fügt hinzu, daß die Bezeichnung als Steuer aus dem Gutachten des Staatsrates hervorgehe und aus Erklärungen anläßlich der Vorarbeiten abzuleiten sei, in denen die Notwendigkeit eines Eingreifens des Gesetzgebers bestätigt worden sei, was nur durch die Notwendigkeit zu erklären sei, dem in Artikel 170 der Verfassung ausgedrückten Grundsatz der Gesetzmäßigkeit der Steuer gerecht zu werden.

Sie schreibt ferner, daß die Existenz einer Zwischenkategorie zwischen Steuern und Gebühren, die man als «Parafiskalität» bezeichne, keine Grundlage in der Verfassung finde. Sie verweist auf die Urteile Nrn. 21/97 und 18/98. Sie stellt fest, daß das letztere Urteil angenommen habe, daß ein Gesetz Sondervollmachten im Sachbereich der Steuern verleihen könne, jedoch unter zwei Bedingungen, von denen eine - das Vorhandensein von besonderen und außergewöhnlichen Umständen - im vorliegenden Fall nicht erfüllt sei.

Sie stellt in Abrede, daß die Abgabe als eine Gebühr anzusehen sei, da die «Dienstleistung» der öffentlichen Hand eine Erstattung zugunsten des Sozialversicherten sei.

Das Argument, das daraus abgeleitet sei, daß die klagende Partei das Gesetz vom 26. Juli 1996 über die soziale Sicherheit nicht angefochten habe, sei nicht relevant, da die Existenz des durch die Artikel 26 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof organisierten präjudiziellen Streitverfahrens die Sinnlosigkeit dieser These beweise.

A.11. Die klagende Partei wiederholt, Artikel 105 der Verfassung werde nicht eingehalten, was aus den Anmerkungen der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates hervorgehe.

- B -

In bezug auf den ersten, sechsten und siebten Klagegrund

B.1.1. Der Rechtsbeistand der klagenden Partei hat auf der Sitzung vom 17. Februar 1999 erklärt, daß der erste, sechste und siebte Klagegrund unter Berücksichtigung des Urteils Nr. 9/99 vom 28. Januar 1999 aufgegeben würden. Sie werden vom Hof nicht geprüft.

In bezug auf den zweiten, dritten und vierten Klagegrund

B.2. Da der königliche Erlaß vom 16. April 1997 Gegenstand einer gesetzgeberischen Bestätigung gemäß den Erfordernissen des Ermächtigungsgesetzes gewesen ist, ist er ab dem Datum seines Inkrafttretens selbst eine gesetzgeberische Norm geworden.

Diese Bestätigung entbindet den Hof nicht von der Prüfung der Klagegründe, wonach das Gesetz, das die Bestimmungen des königlichen Erlasses übernommen hat, gegen eine der Verfassungsbestimmungen verstoßen würde, deren Einhaltung der Hof gewährleisten muß.

Doch der Hof hat nicht die formalen Regelwidrigkeiten zu prüfen, mit denen der königliche Erlaß vor seiner Bestätigung behaftet gewesen sein könnte und die alleine in den drei Klagegründen geltend gemacht werden.

Selbst in der Annahme, daß die drei vorgeblichen Mängel, die nicht mit der Tragweite der dem König erteilten Ermächtigung zusammenhängen, nachgewiesen würden, würde nichts den Gesetzgeber daran hindern, die Ausübung der durch Vollmacht übertragenen Befugnisse wieder zu übernehmen und diesem Erlaß Gesetzeswert zu verleihen.

Folglich sind der zweite, dritte und vierte Klagegrund unzulässig.

In bezug auf den fünften Klagegrund

B.3.1. In seinem Urteil Nr. 9/99 hat der Hof erkannt, daß es nicht diskriminierend war, den pharmazeutischen Unternehmen eine Abgabe aufzuerlegen, die einen Prozentsatz des von ihnen auf den Verkauf der Medikamente erzielten Umsatzes darstellt, die Gegenstand einer Beteiligung der Pflichtversicherung gegen Krankheit und Invalidität sind.

B.3.2. In der vorliegenden Klage fechten die klagenden Parteien die betreffende Abgabe an, deren Betrag von 1 auf 4 Prozent erhöht wurde. Sie greifen den gleichen Klagegrund auf, der dem Gesetzgeber vorwirft, nicht zu Lasten anderer Personen, die in der Inverkehrbringung von pharmazeutischen Erzeugnissen eine vergleichbare Rolle spielen, die gleiche Abgabe erhoben zu haben.

B.3.3. Wie der Hof in seinem obengenannten Urteil festgestellt hat, müssen die Apotheker, die eine für die Öffentlichkeit zugängliche Apotheke betreiben, und die Ärzte, die ermächtigt sind, ein Arzneimitteldepot zu führen, besondere deontologische Pflichten einhalten und strengere Auflagen in bezug auf die Preise beachten. Außerdem können sie ebenso wie die Großhandelsvertreiber nicht in der gleichen Weise wie die pharmazeutischen Firmen Einfluß auf das Angebot an Arzneimitteln nehmen.

Zwischen diesen Kategorien von Personen bestehen also objektive Unterschiede, die es rechtfertigen, daß sie unterschiedlich behandelt werden, ohne daß diese ungleiche Behandlung diskriminierend ist.

B.3.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf den achten Klagegrund

B.4.1. Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 des Gesetzes vom 26. Juli 1996 zur Erfüllung der haushaltsmäßigen Voraussetzungen für die Beteiligung Belgiens an der Europäischen Wirtschafts- und Währungsunion verleiht dem König eine Zuständigkeit, die ihn dazu veranlassen kann, eine Steuerkompetenz auszuüben. Eine solche Übertragung ist grundsätzlich durch die Artikel 170 und 172 der Verfassung verboten, die diese Zuständigkeit dem Gesetz vorbehalten.

B.4.2. Im vorliegenden Fall werden die dem König erteilten Sondervollmachten jedoch gerechtfertigt durch die Notwendigkeit, Belgien in die Lage zu versetzen, sich zu gelegener Zeit an der Wirtschafts- und Währungsunion zu beteiligen. Außerdem hat Artikel 6 § 2 desselben Gesetzes vom 26. Juli 1996 vorgesehen, daß die vom König ergriffenen Maßnahmen innerhalb relativ kurzer Frist durch die gesetzgebende Gewalt untersucht werden sollen, im Hinblick auf ihre Bestätigung. Durch die Bestätigung des königlichen Erlasses vom 16. April 1997 am 12. Dezember 1997 hat der Gesetzgeber sich nach dieser Bestimmung gerichtet.

B.4.3. Ein derartiges Bestätigungsverfahren verstärkt die Kontrolle des Gesetzgebers über die Ausübung der Befugnisse, die er dem König erteilt. Es ist also nicht davon auszugehen, daß die angefochtene Bestimmung zum Zweck hat, die durch Artikel 159 der Verfassung und Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingeführte Gesetzmäßigkeitsprüfung unmöglich zu machen. Der Umstand, daß der königliche Erlaß vom 16. April 1997 Gegenstand einer Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat war, kann den Gesetzgeber nicht davon abhalten, eine Zuständigkeit auszuüben, die er sich ausdrücklich vorbehalten hat.

B.4.4. Daraus ergibt sich, daß, ohne daß geprüft werden soll, ob die fragliche Abgabe eine Steuer ist, nicht davon auszugehen ist, daß das angefochtene Gesetz zum Zweck hat, einen von der klagenden Partei für gesetzwidrig gehaltenen königlichen Erlaß für wirksam zu erklären, so daß es die in den Artikeln 170 und 172 der Verfassung verankerte Garantie nicht einer bestimmten Kategorie von Personen versagt hat.

B.4.5. Es trifft zwar zu, daß der obengenannte Artikel 3 § 1 Nrn. 2 und 4 dem König weitreichende Befugnisse verleiht, doch daraus ergibt sich nicht, daß jeder aufgrund dieser Ermächtigung gefaßte Erlaß rechtswidrig ist. Indem der Gesetzgeber den Erlaß vom 16. April 1997 bestätigt hat, ging er notwendigerweise davon aus, daß dieser Verordnungsakt nicht über die Grenzen der dem König verliehenen Ermächtigung hinausging. Die angefochtene Maßnahme ist im übrigen identisch mit derjenigen, zu deren Ergreifung der König für die vorangegangenen Geschäftsjahre durch Artikel 191 Nr. 15 des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung ermächtigt worden war.

B.4.6. Der Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

weist die Klage zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 17. März 1999

Der Kanzler,

L. Potoms.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 99 — 1063

[99/11093]

23 MARS 1999. — Loi complétant l'article 2 de la loi du 14 juillet 1998 portant obligation d'information quant aux taux d'intérêts débiteurs dus sur les comptes ouverts auprès des établissements de crédit ou d'autres personnes morales (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 2 de la loi du 14 juillet 1998 portant obligation d'information quant aux taux d'intérêts débiteurs dus sur les comptes ouverts auprès des établissements de crédit ou d'autres personnes morales est complété par un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Sont exclus de l'application de la présente loi :

1° les comptes à vue ouverts à des fins professionnelles dont le taux d'intérêt débiteur a été fixé dans le cadre d'un contrat de crédit selon les paramètres convenus;

2° les comptes à vue au nom de personnes morales. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie,

E. DI RUPO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) Sénat.

Session ordinaire 1998-1999.

Documents parlementaires :

Proposition de loi de M. Poty, n° 1-1136/1;

Rapport, n° 1-1136/2;

Texte adopté par la Commission, n° 1-1136/3;

Texte adopté en séance plénière et transmis à la Chambre des représentants, n° 1-1136/4.

Annales du Sénat :

Discussion : 8 décembre 1998.

Adoption : 10 décembre 1998.

Chambre des représentants :

Session ordinaire 1998-1999.

Documents parlementaires :

Projet transmis par le Sénat, n° 1879/1;

Rapport, n° 1879/2;

Amendements, n° 1879/3;

Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 1879/4.

Annales de la Chambre des représentants :

Discussion : 2 mars 1999.

Adoption : 4 mars 1999.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 1063

[99/11093]

23 MAART 1999. — Wet tot aanvulling van artikel 2 van de wet van 14 juli 1998 houdende verplichting om informatie te verstrekken over de debetrente op de bij kredietinstellingen of andere rechtspersonen geopende rekeningen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 2 van de wet van 14 juli 1998 houdende verplichting om informatie te verstrekken over de debetrente op de bij kredietinstellingen of andere rechtspersonen geopende rekeningen wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend :

« Deze wet is niet van toepassing op :

1° de zichtrekeningen die geopend zijn voor beroepsdoeleinden en waarvan de debetrentevoet in het kader van een kredietovereenkomst is vastgesteld aan de hand van afgesproken parameters;

2° de zichtrekeningen op naam van rechtspersonen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Economie,

E. DI RUPO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) Senaat.

Gewone zitting 1998-1999.

Parlementaire stukken :

Wetsvoorstel van de heer Poty, nr. 1-1136/1;

Verslag, nr. 1-1136/2;

Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1-1136/3;

Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1136/4.

Handelingen van de Senaat :

Bespreking : 8 december 1998.

Aanneming : 10 december 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Gewone zitting 1998-1999.

Parlementaire stukken :

Ontwerp overgezonden door de Senaat, nr. 1879/1;

Verslag, nr. 1879/2;

Amendementen, nr. 1879/3;

Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 1879/4.

Handelingen van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

Bespreking : 2 maart 1999.

Aanneming : 4 maart 1999.

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 1064

[C - 99/03170]

1er MARS 1999. — Loi accordant la déductibilité fiscale des libéralités au Centre Européen pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités - Belgique - Fondation de droit belge et l'exemption de la taxe d'affichage (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. L'article 104, 3°, f), du Code des impôts sur les revenus 1992, est remplacé par le littéra suivant :

« f) à la Croix-Rouge de Belgique, à la Fondation Roi Baudouin et au Centre Européen pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités - Belgique - Fondation de droit belge; ».

Art. 3. L'article 198, 6°, du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par la loi du 22 décembre 1989, est complété comme suit :

« les affiches du Centre Européen pour Enfants Disparus et Sexuellement Exploités - Belgique - Fondation de droit belge, et celles des associations actives dans la recherche d'enfants disparus ou la lutte contre l'exploitation sexuelle d'enfants agissant en accord ou à la demande dudit Centre. ».

Art. 4. L'article 2 de la présente loi s'applique aux libéralités consenties à partir du 1^{er} janvier 1999.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,
J.-L. DEHAENE

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—————
Note

(1) Références parlementaires :

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1858/1. — Amendements, n° 1858/2. — Rapport fait au nom de la commission des Finances et du Budget, n° 1858/3. — Texte adopté par la commission, n° 1858/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1858/5.

Annales parlementaires. — Annales de la Chambre : 21 janvier 1999.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1240/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1240/2.

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 1064

[C - 99/03170]

1 MAART 1999. — Wet tot toekenning van de fiscale aftrekbaarheid voor giften aan het Europees Centrum voor Vermiste en Seksueel Uitgebuite Kinderen - België - Stichting naar Belgisch recht en tot vrijstelling van de belasting voor aanplakking (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 104, 3°, f), van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 wordt vervangen door de volgende littera :

« f) aan het Rode Kruis van België, aan de Koning Boudewijnstichting en aan het Europees Centrum voor Vermiste en Seksueel Uitgebuite Kinderen - België - Stichting naar Belgisch recht; ».

Art. 3. Artikel 198, 6°, van het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taksen, gewijzigd bij de wet van 22 december 1989, wordt aangevuld als volgt :

« de plakbrieven van het Europees Centrum voor Vermiste en Seksueel Uitgebuite Kinderen - België - Stichting naar Belgisch recht, en die van de verenigingen die actief zijn bij de opsporing van verdwenen kinderen of in de strijd tegen de seksueel uitbuiting van kinderen, wanneer zij handelen in overleg met of op verzoek van het genoemde Centrum. ».

Art. 4. Artikel 2 van deze wet is van toepassing op giften die zijn gedaan vanaf 1 januari 1999.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,
J.-L. DEHAENE

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—————
Nota

(1) Parlementaire verwijzingen :

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1858/1. — Amendementen, nr. 1858/2. — Verslag namens de commissie voor de Financiën en de Begroting, nr. 1858/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1858/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1858/5.

Parlementaire Handelingen. — Handelingen van de Kamer : 21 januari 1999.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1240/1. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1240/2.

F. 99 — 1065

[S - C - 03142]

10 MARS 1999. — Loi modifiant la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, fixant le régime fiscal des opérations de prêt d'actions et portant diverses autres dispositions (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications à la loi du 6 avril 1996 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements*

Art. 2. A l'article 1^{er}, § 3, alinéa 4, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, les mots « l'Etat membre d'origine » sont remplacés par les mots « l'Etat d'origine ».

Art. 3. A l'article 2, § 1^{er}, 1^o, de la même loi, les mots « et les sociétés de gestion de fortune » sont remplacés par les mots « , les sociétés de gestion de fortune et les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers ».

Art. 4. A l'article 4 de la même loi, les mots « d'autorité de marché » sont supprimés.

Art. 5. A l'article 6, § 1^{er}, de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er},

a) les mots « et de ses filiales » sont insérés entre les mots « aux réunions de tous les organes de la société de la bourse de valeurs mobilières » et les mots « à l'exclusion »;

b) les mots « du comité de direction en tant qu'autorité de marché, prévues aux articles 17 à 20 » sont remplacés par les mots « de l'autorité de marché prévue aux articles 17 à 20 et de la commission disciplinaire de marché prévue aux articles 20bis à 20 octies »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « du comité de direction agissant comme autorité de marché » sont remplacés par les mots « de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché ».

Art. 6. A l'article 7 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o au § 1^{er}, alinéa 2, le mot « compartiments » est remplacé par le mot « marchés »;

2^o le § 2 est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 2. Une bourse de valeurs mobilières est créée dans la ville de Bruxelles. Elle est organisée, conformément aux articles 9 et suivants de la loi, par une personne morale de droit public.

Le Roi peut, sur avis de la bourse de valeurs mobilières concernée, fermer une bourse de valeurs mobilières; en ce cas, Il règle les modalités de fermeture et de liquidation. »;

3^o l'article 7 est complété par un nouveau § 3, libellé comme suit :

« Le Roi peut décider, sur leur avis et sur avis de la Commission bancaire et financière, le regroupement entre une ou plusieurs bourses de valeurs mobilières, et un ou plusieurs autres marchés réglementés belges. Il peut autoriser le regroupement entre un ou plusieurs marchés réglementés belges et d'autres marchés réglementés d'un autre Etat membre de la Communauté européenne, et de marchés d'Etats tiers présentant des garanties analogues à celles requises pour les marchés réglementés d'un Etat membre de la Communauté européenne. En ces cas, Il règle, en ce qui concerne les marchés réglementés belges, sur leur avis et celui de la Commission bancaire et financière, les modalités de ce regroupement et approuve la dénomination du marché réglementé résultant de ce regroupement.

En outre, le Roi est habilité à modifier les dispositions de cette loi nécessaires à la réalisation des regroupements visés ci-dessus, à l'exception du 1^{er} alinéa du présent paragraphe, et à déroger à cette fin aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, après avis de la Commission bancaire et financière. Les modifications seront soumises à la Chambre des représentants dans les 6 mois, en vue de leur confirmation. ».

N. 99 — 1065

[S - C - 99/03142]

10 MAART 1999. — Wet tot wijziging van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, tot fiscale regeling van de verrichtingen van lening van aandelen en houdende diverse andere bepalingen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs*

Art. 2. In artikel 1, § 3, vierde lid, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, worden de woorden « lidstaat van herkomst » vervangen door de woorden « Staat van herkomst ».

Art. 3. In artikel 2, § 1, 1^o, van dezelfde wet, worden de woorden « en de vennootschappen voor vermogensbeheer » vervangen door de woorden « , de vennootschappen voor vermogensbeheer en de vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten ».

Art. 4. In artikel 4 van dezelfde wet, worden de woorden « als marktautoriteit » geschrapt.

Art. 5. In artikel 6, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid,

a) worden de woorden « en van haar dochtermaatschappijen » tussen de woorden « alle organen van de effectenbeursvennootschap » en de woorden « bij te wonen » ingevoegd;

b) worden de woorden « van het directiecomité over aangelegenheden die behoren tot zijn bevoegdheden als marktautoriteit » vervangen door de woorden « van de marktautoriteit als bedoeld in de artikelen 17 tot 20 en van de tuchtcommissie van de markt als bepaald in de artikelen 20bis tot 20octies »;

2^o in het tweede lid, worden de woorden « het directiecomité als marktautoriteit » vervangen door de woorden « de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt ».

Art. 6. In artikel 7 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het tweede lid van § 1 wordt het woord « deelmarkten » vervangen door het woord « markten »;

2^o § 2 wordt vervangen door volgende bepalingen :

« § 2. Er wordt een effectenbeurs opgericht in de stad Brussel. Zij wordt overeenkomstig de artikelen 9 en volgende van deze wet door een rechtspersoon naar publiek recht ingericht.

De Koning kan, op advies van de betrokken effectenbeurs, een effectenbeurs sluiten; in dat geval stelt Hij de regels vast voor de sluiting en de vereffening. »;

3^o artikel 7 wordt aangevuld met een nieuwe § 3, die luidt als volgt :

« De Koning kan, na hun advies alsook het advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te hebben ingewonnen, een of meerdere effectenbeurzen groeperen, alsook een of meerdere Belgische gereglemeenteerde markten. Hij kan de groepering tussen een of meerdere Belgische gereglemeenteerde markten en andere gereglemeenteerde markten van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap en markten van derde Staten, die gelijkaardige voorwaarden vervullen als deze gesteld voor de gereglemeenteerde markten van een lidstaat van de Europese Gemeenschap toelaten. In deze gevallen stelt Hij, wat de Belgische gereglemeenteerde markten betreft en na hun advies en dit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te hebben ingewonnen, de regels vast voor dergelijke groepering en keurt Hij de benaming van de hieruit ontstane gereglemeenteerde markt goed.

Tevens wordt de Koning gemachtigd na het advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te hebben ingewonnen de nodige aanpassingen aan de bepalingen van deze wet aan te brengen om de hoger vermelde groeperingen mogelijk te maken, met uitzondering van het eerste lid van deze paragraaf, en te dien einde van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen af te wijken. Deze aanpassingen zullen binnen de 6 maanden aan de Kamer van volksvertegenwoordigers ter bekrachtiging worden voorgelegd. »

Art. 7. A l'article 9 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Une bourse de valeurs mobilières est organisée par une personne morale de droit public constituée sous la forme d'une société anonyme. Sans préjudice d'abréviations ou d'autres dénominations commerciales arrêtées dans les statuts, elle porte en tout cas la dénomination de société de la bourse de valeurs mobilières, suivie du nom de la commune où elle est établie, sauf application de l'article 7, § 3. »;

2° à l'alinéa 5, les mots « entreprises ou institutions » sont remplacés par le mot « investisseurs », le mot « parts » par le mot « actions », le mot « associé » par le mot « actionnaire » et le mot « associés » par le mot « actionnaires »;

3° l'alinéa 7 est supprimé;

4° l'alinéa 9, devenant l'alinéa 8, est remplacé par la disposition suivante :

« Une société de la bourse de valeurs mobilières peut, en outre, faire tous actes susceptibles de contribuer directement ou indirectement à la réalisation de son objet social dans le sens le plus large. Elle peut entre autres procéder à la création de sociétés filiales, collaborer avec d'autres marchés, d'autres établissements chargés de la gestion d'un système de compensation et/ou de liquidation, ou avec des sociétés ou associations qui poursuivent des objectifs identiques, similaires ou complémentaires. Cette collaboration peut prendre la forme d'une convention, d'une participation dans le capital, d'une création d'entreprises communes ou tout autre forme au choix de la société de la bourse de valeurs mobilières. »;

5° l'alinéa suivant est inséré entre l'alinéa 9, devenant l'alinéa 8, et l'alinéa 10 :

« Sans préjudice des dispositions de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres, elle peut en outre organiser la compensation et la liquidation d'opérations conclues en dehors des marchés qu'elle organise et portant sur des instruments qui ne sont pas inscrits à ces marchés, le cas échéant par l'intermédiaire d'une entité désignée à cette fin par le Roi. »;

6° l'alinéa 10 est remplacé par la disposition suivante :

« La société de la bourse de valeurs mobilières publie annuellement un rapport général sur sa situation et ses activités. Ce rapport général est composé de rapports distincts du conseil d'administration, de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché, chacun relatif à leurs missions spécifiques respectives. ».

Art. 8. § 1^{er}. A l'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi,

1° les mots « du conseil d'administration » sont insérés entre les mots « sur avis » et les mots « de la société de la bourse de valeurs mobilières concernée »;

2° les mots « le cas échéant de l'autorité de marché conformément à l'article 17, 7°, et de la commission disciplinaire de marché pour les matières qui relèvent de sa compétence » sont insérés entre le mot « concernée » et les mots « et de la Commission bancaire et financière »;

3° les mots « et des sociétés dont les instruments financiers sont négociés sur un marché qu'elle organise, sans préjudice des dispositions de l'article 34 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers » sont ajoutés après les mots « des membres de la bourse »;

4° les mots « et sociétés » sont insérés entre les mots « ces membres » et le mot « , fixe »;

5° les mots « fixe les peines disciplinaires » sont remplacés par les mots « fixe le montant des amendes visées à l'article 20septies en fonction de la nature de l'infraction »;

6° les mots « en matière disciplinaire » sont remplacés par les mots « suivie en ces matières dans le respect des droits de la défense devant la commission disciplinaire de marché ».

§ 2. A l'article 10, alinéa 2, les mots « Le comité de direction » sont remplacés par les mots « L'autorité de marché », les mots « et du conseil d'administration » sont insérés entre les mots « Commission bancaire et financière » et les mots « et moyennant l'approbation » et les mots « les modalités de l'organisation, du fonctionnement, de la surveillance et de la police des marchés » sont remplacés par les mots « les modalités de fonctionnement, de surveillance et de police des marchés ».

Art. 7. In artikel 9 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Een effectenbeurs wordt bestuurd door een publiekrechtelijke rechtspersoon, opgericht onder de vorm van een naamloze vennootschap. Onverminderd afkortingen of andere handelsbenamingen vastgesteld door de statuten, draagt zij in ieder geval de naam effectenbeursvennootschap, gevolgd door de naam van de gemeente waar zij gevestigd is, tenzij artikel 7, § 3 van toepassing is. »;

2° in het vijfde lid, worden de woorden « ondernemingen of instellingen » vervangen door het woord « investeerders », het woord « vennoot » door het woord « aandeelhouder » en het woord « vennoten » door het woord « aandeelhouders »;

3° het zevende lid wordt opgeheven;

4° het negende lid, dat het achtste lid wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Een effectenbeursvennootschap mag bovendien alle handelingen stellen die rechtstreeks of onrechtstreeks kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel in de ruimste zin. Zij mag onder meer overgaan tot de oprichting van dochtervennootschappen, samenwerken met andere markten, andere instellingen belast met het beheer van een verrekenings- en/of afwikkelingsstelsel, of met vennootschappen of verenigingen die dezelfde, gelijkaardige of complementaire doelstellingen nastreven. Die samenwerking kan de vorm aannemen van een overeenkomst, een deelneming in het kapitaal, een oprichting van gezamenlijke ondernemingen of iedere andere vorm naar keuze van de effectenbeursvennootschap. »;

5° tussen het negende lid, dat het achtste lid wordt, en het tiende lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« Onverminderd de bepalingen van de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels kan zij daarenboven de verrekening en de afwikkeling organiseren van verrichtingen afgesloten buiten de markten die zij organiseert en die betrekking hebben op instrumenten die niet zijn ingeschreven op deze markten, desgevallend door tussenkomst van de entiteit die daartoe door de Koning wordt aangewezen. »;

6° het tiende lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De effectenbeursvennootschap publiceert jaarlijks een algemeen verslag over haar positie en haar werkzaamheden. Dat algemeen verslag is samengesteld uit de verschillende verslagen van de raad van bestuur, de marktautoriteiten en de tuchtcommissie van de markt, betreffende hun respectievelijke specifieke opdrachten. ».

Art. 8. § 1. In artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet,

1° worden de woorden « van de raad van bestuur » tussen de woorden « na advies » en de woorden « van de betrokken effectenbeursvennootschap » ingevoegd;

2° worden de woorden «, desgevallend van de marktautoriteit overeenkomstig artikel 17, 7°, en van de tuchtcommissie van de markt voor de materies die tot haar bevoegdheden behoren » tussen de woorden « betrokken effectenbeursvennootschap » en « en van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen » ingevoegd;

3° worden de woorden « en de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten worden verhandeld op de markten die zij organiseert, onverminderd de bepalingen van artikel 34 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten » na de woorden « de leden van de beurs » ingevoegd;

4° worden de woorden « en vennootschappen » tussen de woorden « deze leden » en de woorden «, de tuchtstraffen » ingevoegd;

5° worden de woorden « de tuchtstraffen » vervangen door de woorden « het bedrag van de geldboetes bedoeld in artikel 20septies naargelang de aard van de overtreding »;

6° worden de woorden « de tuchtprocedure » vervangen door de woorden « de in deze zaken voor de tuchtcommissie van de markt gevolgde procedure met eerbiediging van de rechten van de verdediging ».

§ 2. In artikel 10, tweede lid, worden de woorden « Het directiecomité » vervangen door de woorden « De marktautoriteit » en de woorden « en de raad van bestuur » tussen de woorden « Commissie voor het Bank- en Financiewezen » en de woorden « en met goedkeuring » ingevoegd en de woorden « de modaliteiten van de organisatie, de werking, het toezicht en de orde op de markten » worden vervangen door de woorden « de modaliteiten inzake de werking, het toezicht en de orde op de markten, ».

Art. 9. 1° A l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « les membres de l'autorité de marché, de la commission disciplinaire de marché, » sont insérés entre les mots « les membres du conseil d'administration » et les mots « les membres du comité de direction »;

2° à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de la même loi, les mots « par le comité de direction » sont remplacés par les mots « par les personnes visées à l'alinéa précédent, dans l'exercice de leurs missions »;

3° à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, de la même loi, les mots « qu'il a » sont remplacés par les mots « qu'elles ont » et les mots « qui lui » sont remplacés par les mots « qui leur »;

4° à l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, de la même loi, les mots « de surveillance » sont supprimés et les mots « à celles du comité de direction et cela pour l'instruction et l'exécution de décisions intervenant dans le cadre de ses fonctions » sont remplacés par les mots « à celles de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché »;

5° l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, est complété par un 4° libellé comme suit :

« 4° à la cellule de Traitement des Informations Financières; »;

6° l'article 12, § 1^{er}, est complété par les alinéas 3 et 4, libellés comme suit :

« L'alinéa premier ne s'applique pas aux communications d'informations entre l'autorité de marché et le comité de direction lorsque ces communications sont requises pour le bon accomplissement, par ces personnes, de leurs missions respectives.

De plus, le rapporteur de la commission disciplinaire de marché peut informer, sur leur demande, les personnes suspectées de violations des dispositions visées à l'article 19 ainsi que les plaignants, du résultat de l'instruction qu'il a menée en application de l'article 20quinquies, à savoir que l'enquête se poursuit, que le dossier est classé sans suite, que des poursuites sont intentées devant la commission disciplinaire de marché, que le dossier est transmis au parquet. »;

7° à l'article 12, § 2, sont apportées les modifications suivantes :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « le comité de direction ne peut » sont remplacés par les mots « le comité de direction, l'autorité de marché et la commission disciplinaire de marché ne peuvent »;

b) à l'alinéa 2, les mots «, à l'autorité de marché ou à la commission disciplinaire de marché» sont insérés entre les mots « au comité de direction » et « par les autorités étrangères ».

Art. 10. L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. La société de la bourse de valeurs mobilières est administrée par un conseil d'administration dont les membres sont élus par l'assemblée générale conformément aux statuts. Plusieurs administrateurs doivent répondre aux critères d'indépendance déterminés dans les statuts.

Le président et le vice-président du conseil d'administration sont nommés par le Roi pour un terme renouvelable de quatre ans parmi les administrateurs élus par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.

En cas de vacance du mandat du président, comme en cas d'empêchement de celui-ci, le vice-président en exerce la fonction. ».

Art. 11. L'article 14 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Outre les actes qui lui sont réservés par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, le conseil d'administration a pour missions :

1° de définir la politique générale de la société de la bourse de valeurs mobilières, ce qui implique notamment la décision de proposer au Roi la création de marchés de même que les règles de leur organisation et de leur fonctionnement; la décision de principe d'admettre à la cote certains types d'instruments financiers, ainsi que de l'instauration de ventes publiques périodiques d'instruments financiers non inscrits à la cote et, sans préjudice de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres, de proposer au Roi la mise en place d'un système de liquidation et de compensation des opérations conclues sur les marchés organisés à la bourse ou en dehors de celle-ci, ainsi que leurs règles d'organisation et de fonctionnement;

2° d'assurer la surveillance de la gestion journalière de la société de la bourse de valeurs mobilières à l'exclusion des compétences de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché;

Art. 9. 1° In artikel 12, § 1, eerste lid, van dezelfde wet worden tussen de woorden « de leden van de raad van bestuur, » en de woorden « de leden van het directiecomité » de woorden « de leden van de marktautoriteit, van de tuchtcommissie van de markt, » ingevoegd;

2° in artikel 12, § 1, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden « van het directiecomité » vervangen door de woorden « door de personen bedoeld in het vorige lid, in de uitoefening van hun opdrachten »;

3° in artikel 12, § 1, tweede lid, 2°, van dezelfde wet worden in de Franse tekst de woorden « qu'il a » vervangen door de woorden « qu'elles ont » en worden de woorden « door hem » vervangen door de woorden « door hen »;

4° in artikel 12, § 1, tweede lid, 3°, van dezelfde wet wordt het woord « toezichhoudende » geschrapt en worden de woorden « aan die van het directiecomité, wat betreft het uitvaardigen en het uitvoeren van beslissingen in het kader van hun opdrachten » vervangen door de woorden « aan die van de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt »;

5° artikel 12, § 1, tweede lid, wordt door een 4° aangevuld, luidend als volgt :

« 4° aan de Cel voor Financiële Informatieverwerking; »;

6° artikel 12, § 1, wordt aangevuld met een derde en een vierde lid luidend als volgt :

« Het eerste lid is niet van toepassing op de mededelingen van informatie tussen de marktautoriteit en het directiecomité, wanneer deze mededelingen vereist zijn voor de goede volbrenging door deze personen van hun respectievelijke opdrachten.

Bovendien kan de verslaggever van de tuchtcommissie van de markt de personen die verdacht worden van schendingen van de bepalingen bedoeld in artikel 19 en de klagende partijen op hun verzoek inlichten over het resultaat van het onderzoek dat hij gevoerd heeft in toepassing van artikel 20quinquies, met andere woorden dat het onderzoek wordt voortgezet, het dossier wordt geseponeerd, een geding zal worden aangespannen voor de tuchtcommissie van de markt, het dossier wordt doorgestuurd aan het parket. »;

7° in artikel 12, § 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « het directiecomité mag » vervangen door de woorden « het directiecomité, de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt mogen »;

b) in het tweede lid worden de woorden «, de marktautoriteit of de tuchtcommissie van de markt » ingevoegd tussen de woorden « het directiecomité » en « hebben bezorgd ».

Art. 10. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. De effectenbeursvennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur waarvan de leden worden verkozen door de algemene vergadering overeenkomstig de statuten. Meerdere bestuurders dienen aan de door de statuten bepaalde onafhankelijkheidsvoorwaarden te beantwoorden.

De voorzitter en de ondervoorzitter van de raad van bestuur worden benoemd door de Koning voor een hernieuwbare termijn van vier jaar onder de door de algemene vergadering verkozen bestuurders, op voordracht van de raad van bestuur.

Als het mandaat van de voorzitter openvalt of als hij verhinderd is, neemt de ondervoorzitter de functie waar. ».

Art. 11. Artikel 14 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 14. Naast de handelingen die hem door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen zijn voorbehouden, heeft de raad van bestuur de volgende opdrachten :

1° het algemeen beleid van de effectenbeursvennootschap uitstippen, wat onder meer inhoudt te beslissen aan de Koning de oprichting van de markten alsook de regels inzake de inrichting en de werking ervan voor te stellen; de principiële beslissing bepaalde types financiële instrumenten in de notering op te nemen, alsmede de inrichting van periodieke veilingen van niet in de notering opgenomen financiële instrumenten en, zonder afbreuk te doen aan de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels, aan de Koning de oprichting van een verrekenings- en afwikkelingssysteem van transacties afgesloten binnen of buiten de door de beurs georganiseerde markten, alsook de regels inzake de inrichting en de werking ervan, voor te stellen;

2° toezien op het dagelijks bestuur van de effectenbeursvennootschap, behalve voor wat de bevoegdheden van de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt betreft;

3° de proposer au Roi les statuts de la bourse et les modifications à ceux-ci, de proposer au Roi le règlement de la bourse et les modifications à celui-ci, de donner au Roi son avis sur de telles modifications, de donner tous les avis demandés à la société après avoir pris l'avis de l'autorité de marché ou de la commission disciplinaire de marché selon les compétences que cet avis concerne. Ces avis sont joints à la proposition ou à l'avis du conseil d'administration;

4° de donner son avis sur le règlement de marché établi par l'autorité de marché;

5° d'arrêter le budget en y intégrant les frais de fonctionnement de l'autorité de marché, de la commission disciplinaire de marché et de la commission d'appel, tels que fixés par le Roi conformément à l'article 29, § 3, de la présente loi; d'arrêter les modalités de financement de la société de la bourse de valeurs mobilières, en ce compris notamment le montant de la contribution annuelle des membres et des sociétés dont les instruments financiers sont négociés sur un marché organisé par elle; d'arrêter le montant des contributions exceptionnelles ainsi que d'emprunter auprès des actionnaires de la société de la bourse de valeurs mobilières dans les limites et selon les modalités fixées par les statuts;

6° de nommer et révoquer les membres du comité de direction;

7° de proposer au ministre des Finances, conformément à l'article 15, la nomination et la révocation des membres de l'autorité de marché;

8° de proposer au ministre des Finances, conformément à l'article 20bis, les membres de la commission disciplinaire de marché;

9° de diffuser immédiatement dans le public les informations dont les lois et règlements requièrent la publication et dont ils prescrivent la communication à la bourse de valeurs mobilières;

10° d'approuver sur proposition du comité de direction et avis de l'autorité de marché les procédures prises en exécution du règlement de la bourse, relatives à l'organisation, au fonctionnement, à la surveillance et à la police des marchés. ».

Art. 12. Dans l'intitulé de la section III de la même loi, les mots « Missions générales » sont supprimés.

Art. 13. Les dispositions suivantes sont insérées entre les articles 14 et 15 de la même loi :

« Art. 14bis. § 1^{er}. Le comité de direction met en œuvre la politique générale et la stratégie définie par le conseil d'administration et exerce dans le cadre de ce mandat la gestion journalière de la société de la bourse de valeurs mobilières, à l'exclusion des missions relevant de l'autorité de marché et de la commission disciplinaire de marché. Il fonctionne de manière collégiale.

§ 2. Le président et les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Section IV. — De l'autorité de marché »

Art. 14. A l'article 15 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « comité de direction » sont remplacés par les mots « autorité de marché »;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « Ses membres » sont remplacés par les mots « Elle compte au moins quatre membres. Ils » et les mots « La moitié des membres sort tous les trois ans. Les premières sorties sont réglées par le sort. Aucun membre de l'autorité de marché, à l'exception de son président, n'est membre du comité de direction. Le président du comité de direction ne peut être membre de l'autorité de marché. Un membre au moins doit être membre du personnel de la bourse. En cas de partage des voix, la voix du président est prépondérante. » sont insérés entre les mots « à pourvoir: » et les mots « Leur mandat est »;

3° au § 1^{er}, alinéa 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) au 1°, les mots « sur proposition » sont remplacés par les mots « après avis »;

b) au 3°, les mots « graves dans » sont remplacés par les mots « graves, dans »;

4° le § 1^{er}, alinéa 4, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Conseil d'administration rend l'avis visé à l'alinéa 3, 1°, et prend la décision visée à l'alinéa 3, 2°, du présent article, à la majorité des trois quarts de ses membres présents ou représentés. »;

5° le § 2 est supprimé;

3° de statuten van de beurs aan de Koning voorleggen, alsook de wijzigingen eraan, het beursreglement voorleggen aan de Koning, alsook de wijzigingen eraan, aan de Koning zijn advies verlenen over zulke wijzigingen, alle adviezen verstrekken die aan de vennootschap worden gevraagd, na het advies ingewonnen te hebben van de marktautoriteit of de tuchtcommissie van de markt al naargelang de bevoegdheden waarop het advies betrekking heeft. Deze adviezen worden bij het voorstel of het advies van de raad van bestuur gevoegd;

4° zijn advies verstrekken betreffende het door de marktautoriteit opgestelde marktreglement;

5° de begroting vaststellen, met inbegrip van de werkingskosten van de marktautoriteit, van de tuchtcommissie van de markt en van de commissie van beroep zoals vastgesteld door de Koning overeenkomstig artikel 29, § 3, van deze wet; de financieringsvoorwaarden van de effectenbeursvennootschap vaststellen, met inbegrip van het bedrag van de jaarlijkse bijdrage van de leden en de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten worden verhandeld op een door haar georganiseerde markt; het bedrag van de uitzonderlijke bijdragen vaststellen, alsook ontlenen bij aandeelhouders van de effectenbeursvennootschap binnen de grenzen en volgens de voorwaarden vastgesteld door de statuten;

6° de leden van het directiecomité benoemen en ontslaan;

7° de aanstelling en het ontslag van de leden van de marktautoriteit aan de Minister van Financiën voorstellen overeenkomstig artikel 15;

8° de leden van de tuchtcommissie van de markt aan de Minister van Financiën voorstellen overeenkomstig artikel 20bis;

9° de onmiddellijke verspreiding in het publiek van de informatie die krachtens de wetten en reglementen openbaar moet worden gemaakt en aan de effectenbeurs moet worden meegeedeeld;

10° op voorstel van het directiecomité en advies van de marktautoriteit de procedures goedkeuren, die in uitvoering van het beursreglement werden vastgesteld en betrekking hebben op de organisatie, de werking en het toezicht, de orde op de markt. ».

Art. 12. In het opschrift van afdeling III van dezelfde wet worden de woorden « Algemene opdrachten » geschrapt.

Art. 13. Tussen de artikelen 14 en 15 van dezelfde wet worden de volgende bepalingen ingevoegd :

« Art. 14bis. § 1. Het directiecomité voert het algemeen beleid en de strategie uit, uitgestippeld door de raad van bestuur en oefent in het kader van dat mandaat het dagelijks bestuur uit van de effectenbeursvennootschap, met uitzondering van de opdrachten van de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt. Het fungeert collegiaal.

§ 2. De voorzitter en de leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Afdeling IV. — De marktautoriteit »

Art. 14. In artikel 15 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het woord « directiecomité » wordt vervangen door het woord « marktautoriteit »;

2° in § 1, eerste lid, worden de woorden « De leden ervan » vervangen door de woorden « Zij telt ten minste vier leden. Zij » en de woorden « Om de drie jaar treedt de helft van de leden af. Deze eerste aftredingen worden bij loting geregeld. Geen lid van de marktautoriteit, met uitzondering van haar voorzitter, is lid van het directiecomité. De voorzitter van het directiecomité mag geen lid zijn van de marktautoriteit. Ten minste één lid dient personeelslid te zijn van de beurs. In geval van staking der stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend. » worden tussen de woorden « te begeven post » en de woorden « Hun mandaat » gevoegd;

3° in § 1, derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het 1° worden de woorden « op voorstel » door de woorden « op advies » vervangen;

b) in het 3° van de Franse tekst worden de woorden « graves dans » vervangen door de woorden « graves, dans »;

4° § 1, vierde lid, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De raad van bestuur geeft het advies beoogd in het derde lid, 1°, en neemt de beslissing beoogd in het derde lid, 2°, van dit artikel, bij meerderheid van drie vierde van zijn aanwezige of vertegenwoordigde leden. »;

5° § 2 wordt opgeheven;

6° au § 3, qui devient le § 2, les mots « un règlement d'ordre intérieur et » sont supprimés;

7° le § 4 devient le § 3;

8° le § 5, qui devient le § 4, est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. Le président de l'autorité de marché, représentant celle-ci, assiste, pour les matières qui relèvent de sa compétence, aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative. ».

Art. 15. Les mots « Section IV. — Du comité de direction comme autorité de marché » de la même loi sont supprimés.

Art. 16. A l'article 16 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le comité de direction » sont remplacés par les mots « L'autorité de marché », les mots « d'autorité de marché autonome » sont remplacés par les mots « d'autorité indépendante », et les mots « d'exécution, à l'exclusion de sa mission visée à l'article 15, § 2 » sont remplacés par les mots « d'exécution »;

2° à l'alinéa 2, les mots « du comité de direction » sont remplacés par les mots « de l'autorité de marché », les mots « membres d'un marché réglementé, à l'exception de la Banque nationale de Belgique, de la Banque centrale Européenne » sont insérés entre les mots « article 2, §§ 1^{er} et 2 » et les mots « ou auprès », les mots « ou auprès d'une société cotée à cette bourse » sont remplacés par les mots « ou auprès d'une société dont les instruments financiers sont inscrits à un marché réglementé organisé par la bourse », les mots « ni pendant les deux ans qui suivent leur démission » sont remplacés par les mots « ni pendant les vingt-quatre mois qui suivent leur démission, leur révocation ou la fin de leur mandat » et les mots « ils ne peuvent exercer quelque emploi ou fonction publique dont l'exercice pourrait compromettre l'indépendance ou la dignité de leur fonction » sont supprimés;

3° à l'alinéa 3, les mots « du comité de direction » sont remplacés par les mots « de l'autorité de marché » et les mots « activités dans le cadre de l'exercice de ses compétences comme autorité de marché » sont remplacés par le mot « activités ».

Art. 17. L'article 17 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 17. L'autorité de marché a pour missions :

1° de statuer dans un délai de deux mois sur l'inscription des instruments financiers à la cote des marchés organisés par la société de la bourse de valeurs mobilières, et de prononcer la radiation des instruments financiers pour lesquels les conditions de fonctionnement d'un marché régulier ne sont plus réunies ou qui ne répondent plus aux conditions mises à leur maintien à la cote;

2° de décider la suspension temporaire des transactions sur un ou plusieurs instruments financiers déterminés ou sur l'ensemble des instruments financiers inscrits à la cote;

3° de statuer dans les deux mois de l'introduction d'un dossier complet et conformément aux dispositions du règlement de la bourse, sur toute demande d'admission comme membre à un ou plusieurs marchés; l'absence de décision dans ce délai vaut admission;

4° de suspendre ou de révoquer l'admission, à un ou plusieurs marchés, des membres de la bourse de valeurs mobilières qui ne possèdent plus l'agrément requis;

5° d'établir le règlement du marché, conformément à l'article 10, alinéa 2, de la loi;

6° de préciser, en exécution de l'article 36, § 2, de la même loi, les règles de conduite visées à l'article 36, § 1^{er}, de la même loi, dans le règlement de marché visé au 5° du présent article;

7° de donner son avis sur le règlement de la bourse et les procédures, pour les matières relevant de sa compétence et sur toute matière relevant de sa compétence, sur laquelle l'avis de la bourse est demandé;

8° dans les cas déterminés par le règlement de la bourse, de rédiger une note d'information standardisée. Cette note et ses adaptations sont, après avis du conseil d'administration, approuvées par la Commission bancaire et financière. ».

6° in § 3, die § 2 wordt, worden de woorden « een huishoudelijk reglement op, alsook » geschrapt en wordt het woord « op » na de woorden « organisch reglement » ingevoegd;

7° § 4 wordt § 3;

8° § 5, die § 4 wordt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De voorzitter van de marktautoriteit die deze vertegenwoordigt, woont, voor de materies die onder zijn bevoegdheid vallen, de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem. ».

Art. 15. De woorden « Afdeling IV.— Het directiecomité als marktautoriteit » van dezelfde wet worden geschrapt.

Art. 16. In artikel 16 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « Het directiecomité » vervangen door de woorden « De marktautoriteit », worden de woorden « autonome marktautoriteit » vervangen door de woorden « onafhankelijke autoriteit » en worden de woorden « toegewezen, met uitzondering van de in artikel 15, § 2, bedoelde opdracht » vervangen door het woord « toegewezen »;

2° in het tweede lid worden de woorden « het directiecomité » vervangen door de woorden « de marktautoriteit », worden tussen de woorden « bedoelde bemiddelaar » en de woorden « of bij » de woorden « , een lid van een gereglemeerde markt, met uitzondering van de Nationale Bank van België, de Europese Centrale Bank » ingevoegd, worden de woorden « of bij een vennootschap genoteerd op deze beurs » vervangen door de woorden « of bij een vennootschap waarvan de financiële instrumenten zijn opgenomen in een door de beurs georganiseerde gereglemeerde markt », worden de woorden « noch tijdens de twee jaren die volgen op hun ontslag » vervangen door de woorden « noch tijdens de vierentwintig maanden die volgen op hun ontslag, hun afzetting of het einde van hun mandaat » en worden de woorden « Zij mogen geen enkele openbare of particuliere betrekking of functie vervullen wanneer dit de onafhankelijkheid of de waardigheid van hun functie in het gedrang zou brengen. » geschrapt;

3° in het derde lid worden de woorden « het directiecomité » vervangen door de woorden « de marktautoriteit » en worden de woorden « werkzaamheden in het kader van de uitoefening van zijn bevoegdheden als marktautoriteit » vervangen door het woord « werkzaamheden ».

Art. 17. Artikel 17 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 17. De marktautoriteit heeft de volgende opdrachten :

1° binnen een termijn van twee maanden uitspraak doen over de opneming van de financiële instrumenten in de notering van de markten die door de effectenbeursvennootschap zijn ingericht en overgaan tot schrapping van de financiële instrumenten waarvoor de voorwaarden voor een regelmatig werkende markt of voor hun behoud in de notering niet meer zijn vervuld;

2° beslissen tot tijdelijke schorsing van transacties in een of meer welbepaalde financiële instrumenten dan wel in alle in de notering opgenomen financiële instrumenten;

3° binnen een termijn van twee maanden na indiening van een volledig dossier en overeenkomstig de bepalingen van het beursreglement, uitspraak doen over elke aanvraag om toelating als lid tot één of meer markten; is er binnen deze termijn geen beslissing, dan komt dit neer op een toelating;

4° de toelating tot één of meer markten schorsen of herroepen van de leden van de effectenbeurs die niet langer over de vereiste vergunning beschikken;

5° het marktreglement vaststellen overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van de wet;

6° overeenkomstig artikel 36, § 2, van dezelfde wet de gedragsregels vervat in artikel 36, § 1, van dezelfde wet uitwerken in het marktreglement beoogd onder 5° van dit artikel;

7° haar advies verlenen over het beursreglement en de procedures voor de materies die tot haar bevoegdheid behoren en op alle materies die tot haar bevoegdheid behoren, waarover het advies van de beurs wordt verzocht;

8° in de gevallen bepaald door het beursreglement, een standaard informatienota opstellen. Deze nota en haar bijwerkingen worden na advies van de raad van bestuur, goedgekeurd door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. ».

Art. 18. L'article 18 de la même loi est abrogé.

Art. 19. A l'article 19 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Le comité de direction » sont remplacés par les mots « L'autorité de marché », et les mots « il veille » par « elle veille » et les mots « Il veille », par « Elle veille »;

2° à l'alinéa 2, 1°, les mots « directement et indirectement » sont insérés entre les mots « intermédiaires agissant » et les mots « sur les marchés boursiers »;

3° à l'alinéa 2, 1°, b) les mots «, des procédures prises en exécution de celui-ci » sont insérés entre les mots « de la bourse » et les mots « et du règlement »;

4° l'alinéa 2, 1°, c) est remplacé par la disposition suivante :

« c) au respect de l'application des règles en matière de compensation et de liquidation des opérations »;

5° l'alinéa 2, 1°, est complété d'un d), libellé comme suit :

« d) au respect des interdictions prescrites par l'article 148, §§ 1^{er} et 2; »;

6° l'alinéa 2, 2°, a) et b), est remplacé par la disposition suivante :

« 2° en ce qui concerne les émetteurs de valeurs mobilières et en vue d'assurer l'égalité de traitement des actionnaires, notamment à l'observation des dispositions légales et réglementaires en matière d'informations occasionnelles; »;

7° l'alinéa 2, 2°, c) devient 3°.

Art. 20. A l'article 20 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « Le comité de direction » sont remplacés par les mots « L'autorité de marché »;

2° au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « des membres des marchés organisés par la société d'une bourse de valeurs mobilières » sont remplacés par les mots « des personnes visées à l'article 19 », les mots « Il peut » sont remplacés par les mots « Elle peut », les mots « ces membres » sont remplacés par les mots « ces personnes », les mots « Il recueille » sont remplacés par les mots « Elle recueille » et les mots « et nationales » sont insérés entre les mots « étrangères » et les mots « informations nécessaires »;

3° au § 1^{er}, alinéa 2, les mots « L'autorité de marché » sont remplacés par les mots « A cette fin, l'autorité de marché » et les mots « détenue par un membre des marchés » sont supprimés;

4° le § 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Lorsqu'il existe des indices de l'existence d'une infraction visée à l'article 148, §§ 1^{er} et 2, de la présente loi, ainsi que pour contrôler l'application du livre V de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, l'autorité de marché peut requérir des intermédiaires visés à l'article 2 de la présente loi et de leurs mandants et des sociétés dont les instruments financiers sont négociés sur un marché organisé par la bourse qu'ils lui communiquent toute information qu'elle estime nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Les personnes qui interviennent successivement dans la transmission des ordres ou dans l'exécution des opérations en cause et leurs mandants sont tenus à une même obligation. La communication des documents et pièces a lieu sur place.

Les intermédiaires doivent informer au préalable la personne, à la demande ou pour le compte de laquelle ils sont appelés à agir, que leur intervention est subordonnée à l'autorisation de dévoiler à l'autorité de marché l'identité du bénéficiaire final de la transaction.

Si les prescriptions de l'alinéa précédent ne sont pas remplies, l'intermédiaire ne peut exécuter les opérations. »;

5° au § 2, alinéa 1^{er}, les mots « contrairement aux règlements de la bourse de valeurs mobilières, lorsque ces pratiques sont notamment de nature à » sont remplacés par les mots « qui sont de nature à »;

6° au § 2, les alinéas 2, 3 et 4, insérés par la loi du 30 janvier 1996, sont supprimés;

Art. 18. Artikel 18 van dezelfde wet wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 19 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Het directiecomité » worden vervangen door de woorden « De marktautoriteit » en de woorden « Het comité » worden vervangen door de woorden « De marktautoriteit »;

2° in het tweede lid, 1°, worden de woorden « rechtstreeks en onrechtstreeks » tussen de woorden « de bemiddelaars die » en de woorden « optreden op » ingevoegd;

3° in het tweede lid, 1°, b) worden de woorden «, van de in uitvoering ervan getroffen procedures » tussen de woorden « beursreglement » en de woorden « en van het marktreglement » ingevoegd;

4° het tweede lid, 1°, c) wordt vervangen door de volgende bepaling :

« c) de naleving van de toepassing van de regels inzake de verrekening en de afwikkeling van de verrichtingen »;

5° het tweede lid, 1°, wordt aangevuld met een d) luidend als volgt :

« d) de naleving van de verbodsbepalingen van artikel 148, §§ 1 en 2; »;

6° het tweede lid, 2°, a) en b), wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° wat de emittenten van effecten betreft en met het oog op de gelijkheid van behandeling van de aandeelhouders, inzonderheid over de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de occasionele informatie; »;

7° het tweede lid, 2°, c) wordt 3°.

Art. 20. In artikel 20 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « Het directiecomité » worden vervangen door de woorden « De marktautoriteit » en de woorden « het directiecomité » worden vervangen door de woorden « de marktautoriteit »;

2° in § 1, eerste lid, worden de woorden « van de leden van de markten georganiseerd door de effectenbeursvennootschap » vervangen door de woorden « van de personen bedoeld in artikel 19 », worden de woorden « die leden » vervangen door de woorden « die personen », worden de woorden « Het comité » vervangen door het woord « Zij » en worden de woorden « en nationale » tussen het woord « buitenlandse » en het woord « marktautoriteiten » ingevoegd;

3° in § 1, tweede lid, worden de woorden « De marktautoriteit kan » vervangen door de woorden « Daartoe kan de marktautoriteit » en worden de woorden « in het bezit van een lid van de markten » geschrapt;

4° § 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Indien er aanwijzingen bestaan van een inbreuk bedoeld in artikel 148, §§ 1 en 2, van deze wet, alsook om toezicht te houden op de toepassing van het boek V van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, kan de marktautoriteit van de bemiddelaars bedoeld in artikel 2 van deze wet en van hun opdrachtgevers en van de vennootschappen waarvan de financiële instrumenten worden verhandeld op een door de beurs georganiseerde markt eisen dat zij haar elke inlichting verstrekken die zij noodzakelijk acht voor de uitvoering van haar opdracht. De personen die achtereenvolgens optreden bij het geven van opdrachten of bij de uitvoering van de verrichtingen in kwestie en hun opdrachtgevers zijn aan eenzelfde verplichting gehouden. De mededeling van de documenten en stukken geschiedt ter plaatse.

De bemiddelaars dienen de persoon, op wiens verzoek of voor wiens rekening zij optreden, vooraf in kennis te stellen dat hun optreden afhankelijk is van de toestemming om de identiteit van de eindbegunstigde aan de transactie kenbaar te maken aan de marktautoriteit.

Indien de voorschriften van het vorige lid niet worden nagekomen, mag de bemiddelaar de verrichting niet uitvoeren. »;

5° in § 2, eerste lid, worden de woorden « die indruisen tegen de reglementen van de effectenbeurs, als die praktijken van aard zijn » vervangen door de woorden « die van aard zijn »;

6° in § 2 worden de leden 2, 3 en 4, ingelast door de wet van 30 januari 1996, opgeheven;

7° le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. L'autorité de marché est autorisée à déléguer certains de ses pouvoirs à un de ses membres, et pour l'accomplissement de ses missions elle peut recourir, en les déléguant spécialement à cette fin, à des membres du personnel de la société de la bourse de valeurs mobilières, de même qu'aux autorités investies de la mission de surveillance des établissements de crédits et des entreprises d'investissement et aux autres autorités chargées de la surveillance des marchés financiers ainsi que les autorités qui les contrôlent, pour les questions qui relèvent de leurs compétences. Le règlement organique détermine les modalités de cette délégation. »;

8° le § 4 est remplacé par la disposition suivante :

« 4. Dans tous les cas où l'autorité de marché relève des indices sérieux d'une violation des dispositions au respect desquelles elle veille en vertu de l'article 19, elle en saisit la commission disciplinaire de marché. ».

Art. 21. Les dispositions suivantes sont insérées entre les articles 20 et 21 de la même loi :

« Section IVbis. — Commission disciplinaire de marché.

Art. 20bis. Il est institué au sein d'une société de la bourse de valeurs mobilières un organe indépendant dénommé commission disciplinaire de marché.

La commission disciplinaire de marché est composée d'un président et de quatre membres effectifs au moins, ainsi que d'un président et de quatre membres suppléants au moins. Les président et président suppléant sont nommés et révoqués par le ministre des Finances et le ministre de la Justice. Ils sont choisis parmi les magistrats effectifs ou suppléants. Les autres membres effectifs et suppléants sont nommés et révoqués par le ministre des Finances sur avis conjoint du conseil d'administration et de l'autorité de marché. Ils sont choisis parmi des personnalités reconnues pour leur honorabilité et leurs compétences en matière de marchés financiers.

La durée du mandat du président et des membres effectifs est de six ans.

Le président de la commission disciplinaire de marché assiste, pour les matières relevant de sa compétence, aux réunions du conseil d'administration, avec voix consultative.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 16 sont d'application aux membres effectifs de la commission disciplinaire de marché.

Le ministre des Finances peut révoquer les membres de la commission disciplinaire de marché pour cause d'indignité ou de manquement grave dans l'exercice de leur fonction.

Art. 20ter. § 1^{er}. La commission disciplinaire de marché a pour mission d'infliger des sanctions en cas de violation aux dispositions visées par les articles 19 et 20, § 2, par les personnes visées auxdites dispositions.

§ 2. Dans tous les cas où elle conclut à l'existence d'indices sérieux d'infractions à l'article 148 de la présente loi ou aux dispositions du livre V de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, la commission disciplinaire de marché transmet toutes informations en sa possession aux autorités judiciaires.

Art. 20quater. La commission disciplinaire de marché exerce ses compétences d'office, ou sur saisine de l'autorité de marché ou sur plainte de toute personne intéressée, de la Commission bancaire et financière ou d'une autorité prudentielle ou de marché étrangère.

Art. 20quinquies. La commission disciplinaire de marché désigne en son sein au maximum deux rapporteurs, qui ne peuvent pas prendre part aux délibérations de la commission pour l'application de sanctions éventuelles. Lorsque plusieurs rapporteurs sont désignés pour l'instruction d'une affaire, ils agissent collégalement.

Les rapporteurs instruisent les affaires à charge et à décharge et transmettent leurs conclusions à la commission disciplinaire de marché.

Ils peuvent proposer à la commission de transiger. Les produits de la transaction sont recouverts au bénéfice du Trésor, conformément à l'article 20septies, § 2.

Si la commission conclut à l'absence d'infraction, elle peut classer sans suite.

Art. 20sexies. Aux fins d'accomplir leur instruction, les rapporteurs disposent des pouvoirs dévolus à l'autorité de marché conformément à l'article 20, § 1^{er}. Ils peuvent convoquer et interroger toute personne dont le témoignage est susceptible de concourir à la découverte de la vérité.

7° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De marktautoriteit kan bepaalde bevoegdheden aan een van haar leden delegeren en voor het vervullen van haar opdrachten, door hen bijzonder te dien einde te delegeren, beroep doen op personeelsleden van de effectenbeursvereniging, alsook op de overheden belast met het toezicht op de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen en de andere overheden belast met het toezicht op de financiële markten, alsook op de overheden die hierop toezicht houden. Het organieke reglement bepaalt de modaliteiten van deze delegatie. »;

8° § 4 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 4. De marktautoriteit maakt alle gevallen waarin het ernstige aanwijzingen vindt van een schending van de bepalingen op de naleving waarvan zij moet toezien krachtens artikel 19, aanhangig bij de tuchtcommissie van de markt. ».

Art. 21. Tussen de artikelen 20 en 21 van dezelfde wet worden volgende bepalingen ingevoegd :

« Afdeling IVbis. — Tuchtcommissie van de markt.

Art. 20bis. In de schoot van een effectenbeursvereniging wordt een onafhankelijk orgaan ingericht, tuchtcommissie van de markt genaamd.

De tuchtcommissie van de markt bestaat uit een voorzitter en minstens vier effectieve leden, evenals uit een plaatsvervangend voorzitter en minstens vier plaatsvervangende leden. De voorzitter en de plaatsvervangende voorzitter worden benoemd en ontslagen door de Minister van Financiën en de Minister van Justitie. Zij worden gekozen onder de effectieve of plaatsvervangende magistraten. De andere effectieve en plaatsvervangende leden worden, op gezamenlijk advies van de raad van bestuur en de marktautoriteit, benoemd en ontslagen door de Minister van Financiën. Zij worden gekozen onder personaliteiten waarvan de eerbaarheid en bekwaamheid inzake financiële markten erkend zijn.

De looptijd van het mandaat van de voorzitter en de effectieve leden bedraagt zes jaar.

De voorzitter van de tuchtcommissie van de markt neemt, voor de materies waarvoor hij bevoegd is, met raadgevende stem deel aan de vergaderingen van de raad van bestuur.

Het tweede en derde lid van artikel 16 zijn van toepassing op de effectieve leden van de tuchtcommissie van de markt.

De Minister van Financiën kan de leden van de tuchtcommissie van de markt ontslaan wegens onwaardig gedrag of ernstige tekortkoming in de uitoefening van hun functie.

Art. 20ter. § 1. De tuchtcommissie van de markt heeft als opdracht de schending van de bepalingen vermeld onder artikelen 19 en 20, § 2, en begaan door de personen bedoeld in deze bepalingen te bestraffen.

§ 2. In alle gevallen waarin zij het bestaan van ernstige aanwijzingen van inbreuken op artikel 148 van deze wet of op de bepalingen van boek V van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten vaststelt, maakt de tuchtcommissie van de markt alle informatie die zij bezit over aan de gerechtelijke autoriteiten.

Art. 20quater. De tuchtcommissie van de markt oefent haar bevoegdheden uit ambtshalve, of na aanhangigmaking door de marktautoriteit of na klacht van iedere belanghebbende, de de financiële transacties en Financiële markten of een buitenlandse prudentiële toezichthouder of marktautoriteit.

Art. 20quinquies. De tuchtcommissie van de markt duidt in haar schoot maximum twee verslaggevers aan, die niet kunnen deelnemen aan de beraadslagingen van de commissie inzake de toepassing van eventuele sancties. Wanneer voor het onderzoek van een zaak meerdere verslaggevers worden aangeduid, handelen zij op collegiale wijze.

De verslaggevers stellen een vooronderzoek in en maken hun bevindingen over aan de tuchtcommissie van de markt.

Zij kunnen aan de commissie voorstellen een dading aan te gaan. De opbrengsten van de dading worden geïnd ten voordele van de Schatkist overeenkomstig artikel 20septies, § 2.

Indien de commissie tot de vaststelling komt dat er geen inbreuken zijn, seponereert zij het dossier.

Art. 20sexies. Teneinde hun onderzoek te kunnen uitvoeren, beschikken de verslaggevers over de bevoegdheden toegekend aan de marktautoriteit overeenkomstig artikel 20, § 1. Zij kunnen elke persoon wiens getuigenis kan bijdragen tot het ontdekken van de waarheid bij zich roepen en ondervragen.

Les rapporteurs peuvent charger l'autorité de marché ou les services placés sous l'autorité de celle-ci de l'exercice des pouvoirs d'investigation prévus à l'alinéa précédent.

Les rapporteurs peuvent se faire assister par toute personne de leur choix en qualité d'expert. Les dispositions de l'article 12 lui sont applicables.

Art. 20septies. § 1^{er} Sans préjudice de poursuites répressives éventuelles, en ce qui concerne les violations des dispositions visées à l'article 19, alinéa 2, 1^o, d et 3^o, la commission disciplinaire de marché peut, dans l'exercice de sa mission visée à l'article 20ter, § 1^{er}, suivant le cas, avertir, adresser un blâme ou prononcer vis-à-vis des membres une mesure de suspension sur un ou plusieurs marchés pour une période qui ne peut excéder six mois ou les exclure d'un ou de plusieurs marchés.

En ce qui concerne les autres dispositions dont elle sanctionne la violation, elle peut infliger les mêmes sanctions que celles visées à l'alinéa qui précède et/ou prononcer une amende unique ou une amende par jour calendrier.

Lorsqu'elle inflige une amende par jour calendrier, celle-ci ne peut être inférieure à 10 000 francs ni supérieure à 10 millions de francs. Au total, les amendes ne peuvent être pour le même fait ou ensemble de faits, supérieures à 50 millions de francs. Par exception à ce qui précède, lorsque l'infraction a procuré au contrevenant un avantage patrimonial, l'amende ne peut en outre être inférieure au montant de cet avantage patrimonial, ni supérieure au double de ce montant ou en cas de récidive, au triple de ce montant.

§ 2. Les amendes sont recouvrées, au profit du Trésor, par l'Administration du Cadastre, de l'Enregistrement et des Domaines.

§ 3. Lorsque la commission disciplinaire de marché prononce une suspension ou une exclusion, elle en informe le comité de direction, qui prend toute mesure utile en vue d'assurer la liquidation des opérations en cours. Il peut notamment désigner un administrateur provisoire qui assure la liquidation de ces opérations.

§ 4. Toutes les sanctions sont communiquées au plaignant, à la Commission bancaire et financière, au commissaire du gouvernement et au comité de direction.

§ 5. Toute décision est communiquée à l'autorité de marché.

Art. 20octies. Sans préjudice de l'article 12, la commission disciplinaire de marché peut demander la collaboration de toutes autorités nationales ou étrangères exerçant des compétences similaires ou complémentaires aux siennes, pour les besoins de ses enquêtes et investigations. ».

Art. 22. A l'article 21 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1^o à l'alinéa 1^{er}, les mots « Le comité de direction accomplit » sont remplacés par les mots « La commission disciplinaire de marché et l'autorité de marché accomplissent » et les mots « sa mission et engage à, » sont remplacés par les mots « leurs missions respectives et engageant, à »;

2^o à l'alinéa 2, les mots « Le comité de direction publie » sont remplacés par les mots « La commission disciplinaire de marché et l'autorité de marché publient » et les mots « son activité comme autorité de marché » sont remplacés par les mots « leurs activités ».

Art. 23. Il est inséré dans la même loi un article 21bis, libellé comme suit :

« La société de la bourse de valeurs mobilières peut conclure, à l'intervention de l'autorité de marché ou à l'intervention de la commission disciplinaire de marché, des conventions afin de régler la coopération de ces organes avec les autorités nationales et étrangères ayant des compétences similaires ou complémentaires. ».

Art. 24. Il est inséré entre les articles 21bis et 22 de la même loi le texte d'une nouvelle section, libellé comme suit :

« Section IVter. — Pouvoirs particuliers du Ministre des Finances ».

Art. 25. L'article 23 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 23. Un recours peut être introduit par toute partie intéressée auprès de la commission d'appel contre les décisions de l'autorité de marché visées à l'article 17, 1^o, 3^o et 4^o, contre les décisions de la commission disciplinaire de marché prononçant une sanction telle que prévue à l'article 20septies, et contre les décisions de classement sans suite, ainsi que contre les décisions des autorités de marché visées à l'article 32, § 1^{er}, 1^o, 3^o, 6^o et 6^obis. ».

De verslaggevers kunnen de marktautoriteit of de diensten die onder zijn gezag staan gelasten met de uitoefening van de in het voorgaande lid vermelde onderzoeksbevoegdheden.

De verslaggevers kunnen zich laten bijstaan door elke persoon naar hun keuze die optreedt als deskundige. De bepalingen van artikel 12 zijn op hem van toepassing.

Art. 20septies. § 1. Zonder afbreuk te doen aan eventuele strafrechtelijke vervolgingen, wat betreft de schending van de bepalingen bedoeld in artikel 19, tweede lid, 1^o, d en 3^o, kan de tuchtcommissie van de markt, in het kader van haar in artikel 20ter, § 1, beoogde opdracht, al naargelang het geval, waarschuwen, een berisping uitspreken of ten aanzien van de leden een schorsingsmaatregel op één of meerdere markten uitspreken voor een periode van maximum zes maanden of hen uitsluiten van één of meerdere markten.

Wat betreft de andere bepalingen waarvan zij de schending bestraft, kan zij dezelfde strafmaatregelen als deze bedoeld in het voorgaande lid en/of een eenmalige boete of boete per kalenderdag opleggen.

Wanneer zij een boete per kalenderdag oplegt, mag deze niet lager zijn dan 10 000 frank en niet hoger dan 10 miljoen frank. In totaal mogen de boeten opgelegd voor hetzelfde feit of geheel van feiten niet hoger zijn dan 50 miljoen frank. In afwijking van wat voorafgaat, mag de boete bovendien niet lager zijn dan het bedrag van dit vermogensvoordeel, noch hoger dan het dubbele van dit bedrag of, in geval van recidive, het driedubbele van dit bedrag wanneer de inbreuk aan de overtreder een vermogensvoordeel heeft verschaft.

§ 2. De boeten worden ten voordele van de Schatkist geïnd door de Administratie van het Kadaster, de Registratie en de Domeinen.

§ 3. Indien de tuchtcommissie van de markt een schorsing of een uitsluiting oplegt, licht zij het directiecomité hierover in, dat alle nuttige maatregelen neemt om de vereffening van de lopende transacties te verzekeren. Het directiecomité kan met name een voorlopige beheerder aanstellen die de vereffening van deze transacties verzekert.

§ 4. Alle strafmaatregelen worden meegedeeld aan de klagende partij, aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, aan de regeringscommissaris en aan het directiecomité.

§ 5. Elke beslissing wordt meegedeeld aan de marktautoriteit.

Art. 20octies. Onverminderd artikel 12, kan de tuchtcommissie van de markt voor de noden van haar verhoren en onderzoeken de medewerking vragen van alle nationale of buitenlandse autoriteiten met gelijkaardige of aanvullende bevoegdheden. ».

Art. 22. In artikel 21 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in het eerste lid worden de woorden « Het directiecomité stelt » vervangen door de woorden « De tuchtcommissie van de markt en de marktautoriteit stellen », de woorden « hem toegekend » vervangen door de woorden « aan hen toegekend » en de woorden « van zijn opdracht en verbindt » vervangen door de woorden « van hun respectievelijke opdracht en verbinden »;

2^o in het tweede lid worden de woorden « Het directiecomité publiceert » vervangen door de woorden « De tuchtcommissie van de markt en de marktautoriteit publiceren » en worden de woorden « zijn werkzaamheden als marktautoriteit » vervangen door de woorden « hun werkzaamheden ».

Art. 23. In dezelfde wet wordt een artikel 21bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« De effectenbeursvennootschap kan door tussenkomst van de marktautoriteit of door tussenkomst van de tuchtcommissie van de markt overeenkomsten afsluiten om de samenwerking van deze organen met nationale en buitenlandse autoriteiten met gelijkaardige of aanvullende bevoegdheden te regelen. ».

Art. 24. Tussen de artikelen 21bis en 22 van dezelfde wet wordt het opschrift van een nieuwe afdeling ingevoegd, luidend als volgt :

« Afdeling IVter. — Bijzondere bevoegdheden van de Minister van Financiën. »

Art. 25. Artikel 23 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 23. Iedere belanghebbende kan beroep instellen bij de commissie van beroep tegen de beslissingen van de marktautoriteit bedoeld in artikel 17, 1^o, 3^o en 4^o, tegen de beslissingen van de tuchtcommissie van de markt waarbij een straf wordt opgelegd zoals bepaald in artikel 20septies en tegen de beslissingen tot seponering, evenals tegen de beslissingen van de marktautoriteiten bedoeld in artikel 32, § 1, 1^o, 3^o, 6^o en 6^obis. ».

Art. 26. L'article 24, dernier alinéa, de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Dans les cas qu'il détermine, le Roi peut donner à la commission d'appel une composition particulière européenne, à laquelle il est référé par les termes « commission internationale d'appel ». La procédure de nomination des membres ainsi que leur nombre et le financement de cette commission sont déterminés par le Roi. ».

Art. 27. A l'article 25 de la même loi, les mots « visées à l'article 31, compétentes » sont remplacés par les mots « des autres marchés réglementés, compétentes ».

Art. 28. A l'article 28 de la présente loi, les mots « le comité de direction » sont remplacés par les mots « l'autorité de marché ou, dans certains cas, par le conseil d'administration ».

Art. 29. A l'article 29 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, les mots « comité de direction » sont remplacés par les mots « autorité de marché ».

2° Le § 3 est remplacé par la disposition suivante :

« § 3. Le Roi fixe le financement de l'autorité de marché, de la commission disciplinaire de marché, de la commission d'appel, par les membres des marchés et les émetteurs dont les instruments financiers sont inscrits à leur demande aux marchés organisés par la bourse de valeurs mobilières, pour l'exercice de leurs compétences visées aux sections IV et IVbis, sur proposition de l'autorité concernée et avis du conseil d'administration. ».

Art. 30. L'article 30, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par la disposition suivante :

« Le Roi peut, après avoir pris leur avis, regrouper entre eux plusieurs marchés créés ou organisés en vertu du présent article ou autoriser le regroupement d'un de ces marchés avec un ou plusieurs autres marchés réglementés relevant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne. En ces cas, Il règle, en ce qui concerne les marchés réglementés belges et sur leur avis, les modalités de ce regroupement et approuve la dénomination du marché en résultant. Il peut, sur avis du marché concerné, fermer un marché qu'il a créé ou organisé en vertu du présent article; en ce cas, Il règle les modalités de fermeture et de liquidation. ».

Art. 31. A l'article 31 de la même loi, l'alinéa 3, inséré par la loi du 30 janvier 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« Les autorités de marché ont sur leurs marchés réglementés et vis-à-vis des mêmes personnes les mêmes compétences que celles prévues par les articles 19 à 20octies de la loi pour l'autorité de marché et la commission disciplinaire de marché de la société de la bourse de valeurs mobilières. Sans préjudice des dispositions de l'article 2ter de l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un fonds des rentes, les articles 16, alinéas 2 et 3, et 20bis, alinéa 5, leur sont, le cas échéant, applicables. ».

Art. 32. A l'article 32, § 1^{er}, de la même loi, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le 6° les mots « par exception à ce qui précède, lorsque l'infraction a procuré au contrevenant un avantage patrimonial, l'amende ne peut en outre être inférieure au montant de cet avantage patrimonial, ni supérieure au double de ce montant ou en cas de récidive, au triple de ce montant » sont insérés entre les mots « 50 millions de francs; » et les mots « le Roi peut fixer »;

2° il est inséré un 6°bis, libellé comme suit :

« 6°bis l'application, conformément au 6° de ce paragraphe, par les organes des organismes visés à l'article 31, qu'il détermine, d'amendes administratives aux sociétés admises aux marchés visés à l'article 30, qui ne respectent pas les obligations mises à leur charge par la loi, le Roi ou les règlements de ces marchés; ».

Art. 33. A l'article 32 de la même loi, est inséré un § 1^{er}bis, libellé comme suit :

« § 1bis. Le Roi fixe par arrêté pris sur avis de la Commission bancaire et financière et des organismes éventuellement institués ou reconnus conformément à l'article 31 et par dérogation à la procédure prévue par l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 relatif au contrôle des banques et aux émissions de titres et valeurs, une procédure accélérée et moins coûteuse, en ce compris ses conditions et ses modalités, pour l'approbation du prospectus d'inscription d'instruments financiers à un marché visé à l'article 30. ».

Art. 26. Het laatste lid van artikel 24 van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« In de gevallen door Hem bepaald, kan de Koning aan de commissie van beroep een specifieke Europese samenstelling geven, aangeduid met de benaming « internationale commissie van beroep ». De benoemingswijze van de leden, alsook hun aantal en de financiering van deze commissie worden door de Koning vastgesteld. ».

Art. 27. In artikel 25 van dezelfde wet worden de woorden « bedoeld in artikel 31 » vervangen door de woorden « van de andere gereglementeerde markten ».

Art. 28. In artikel 28 van dezelfde wet worden de woorden « het directiecomité » vervangen door de woorden « de marktautoriteit of in bepaalde gevallen door de raad van bestuur, ».

Art. 29. In artikel 29 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1 wordt het woord « directiecomité » door het woord « marktautoriteit » vervangen.

2° § 3 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 3. De Koning stelt de financiering vast van de marktautoriteit, van de tuchtcommissie van de markt en van de commissie van beroep door de leden van de markten en de uitgevende instellingen waarvan de financiële instrumenten op hun aanvraag in de door de beurs georganiseerde markten worden opgenomen, voor de uitoefening van hun bevoegdheden bedoeld in de afdelingen IV en IVbis, op voorstel van de betrokken autoriteit en op advies van de raad van bestuur. ».

Art. 30. Artikel 30, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met volgende bepaling :

« De Koning kan, na hun advies te hebben ingewonnen, een of meerdere markten opgericht of georganiseerd krachtens dit artikel met elkaar groeperen of de groepering toelaten van een van deze markten met een of meerdere andere gereglementeerde markten naar het recht van een andere lidstaat van de Europese Gemeenschap. In deze gevallen stelt Hij wat de Belgische gereglementeerde markten betreft, en op hun advies, de regels vast voor dergelijke groepering en keurt Hij de benaming van de hieruit ontstane markt goed. Hij kan, op advies van de betrokken markt, een markt die Hij krachtens dit artikel opgericht of georganiseerd heeft, sluiten; in dat geval stelt Hij de regels vast voor de sluiting en vereffening. ».

Art. 31. In artikel 31 van dezelfde wet wordt het derde lid, ingevoegd bij de wet van 30 januari 1996, vervangen door de volgende bepaling :

« De marktautoriteiten hebben op hun gereglementeerde markten en tegenover dezelfde personen dezelfde bevoegdheden als die welke zijn vermeld in de artikelen 19 tot 20octies van de wet voor de marktautoriteit en de tuchtcommissie van de markt van de effectenbeursvennootschap. Onverminderd de bepalingen van artikel 2ter van de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een rentefonds, zijn de artikelen 16, tweede en derde lid, en 20bis, vijfde lid, desgevallend op hen van toepassing. ».

Art. 32. In artikel 32, § 1, van dezelfde wet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in 6° worden de woorden « in afwijking van wat voorafgaat, wanneer de inbreuk aan de overtreder een vermogensvoordeel heeft verschaft, mag de boete bovendien niet lager zijn dan het bedrag van dit vermogensvoordeel, noch hoger dan het dubbele van dit bedrag of, in geval van recidive, het driedubbele van dit bedrag » ingevoegd tussen de woorden « 50 miljoen frank bedragen; » en « de Koning »;

2° er wordt een 6°bis ingevoegd dat luidt als volgt :

« 6°bis het opleggen van administratieve geldboetes overeenkomstig 6° van deze paragraaf door de door Hem bepaalde organen van de in artikel 31 bedoelde instellingen, aan de vennootschappen die toegelaten zijn tot de krachtens artikel 30 gereglementeerde markten en die de verplichtingen niet naleven die hen zijn opgelegd door de wet, de Koning of de reglementen van deze markten; ».

Art. 33. In artikel 32 van dezelfde wet, wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. De Koning stelt na advies van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en van de eventueel overeenkomstig artikel 31 opgerichte erkende instellingen, en in afwijking van de procedure vermeld in het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime van titels en effecten, een versnelde en minder dure procedure vast, met inbegrip van de voorwaarden en nadere regels, voor de goedkeuring van het prospectus van financiële instrumenten die in de notering van een markt in de zin van artikel 30 worden opgenomen. ».

Art. 34. Le Roi peut coordonner les textes des lois du 4 décembre 1990 et du 6 avril 1995 en vue d'assurer une terminologie uniforme.

Art. 35. A l'article 47 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1^{er}, les mots « un des trois » sont remplacés par les mots « un des quatre »;

2° le § 1^{er} est complété comme suit :

« 4° l'agrément en qualité de société de placement d'ordres en instruments financiers »;

3° l'article est complété par un § 5 libellé comme suit :

« § 5. Les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers peuvent fournir les services d'investissement visés à l'article 46, 1°, 1, a, b, c, et 4 à l'exception de la prise ferme et du placement avec garantie de bonne fin, ainsi que les services auxiliaires visés à l'article 46, 2°, 4 et 6. En vue d'investir leurs fonds propres, elles peuvent détenir des positions hors portefeuille de négociation relatives à des instruments financiers. ».

Art. 36. L'article 53, alinéa 2, de la même loi est complété comme suit

« d) les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers. »

Art. 37. L'article 55 de la même loi est complété comme suit :

« § 5. Les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers et les entreprises d'investissement étrangères qui opèrent en Belgique en vertu des titres III et IV, et dont l'agrément couvre le service d'investissement visé à l'article 46, 1°, 1, a) sont seules autorisées à faire usage en Belgique des mots « société de placement d'ordres en instruments financiers » ou de tout autre terme faisant référence à cette activité dans leur dénomination sociale, dans la désignation de leur objet social, dans leurs titres, leurs documents et dans leur publicité. ».

Art. 38. A l'article 64 de la même loi, les mots « et toute société de placement d'ordres en instruments financiers » sont insérés entre les mots « gestion de fortune. et les mots « dont l'agrément ».

Art. 39. A l'article 79, § 2, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « et les sociétés de placement d'ordres en instruments financiers » sont insérés entre les mots « gestion de fortune » et les mots « ne peuvent ».

Art. 40. A l'article 102 de la même loi, les mots « , de société de placement d'ordres en instruments financiers » sont insérés entre les mots « gestion de fortune » et les mots « ou de société de courtage ».

Art. 41. Dans l'article 172, 4°, de la même loi, les mots « sociétés de placement d'ordres en instruments financiers visés au livre II, titre II et les » sont insérés entre les mots « les » et « sociétés de conseil en placements ».

Art. 42. A l'article 175, 2°, de la même loi les mots « 7, alinéa 1^{er} et 33, § 2 (étant entendu que les mots « commission de bourse » sont remplacés par « autorité de marché » et « titres » par « instruments financiers ») » sont supprimés.

CHAPITRE II. — *Modifications à l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières*

Art. 43. Dans l'arrêté royal n° 62 du 10 novembre 1967 favorisant la circulation des valeurs mobilières, modifié par l'article 5 de la loi du 15 juillet 1998 modifiant diverses dispositions légales en matière d'instruments financiers et de systèmes de compensation de titres, les mots « interprofessionnelle » et « interprofessionnel » sont supprimés.

CHAPITRE III. — *Régime fiscal des opérations de prêt d'actions*

Art. 44. A l'article 18, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, modifié par l'article 1^{er} de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 3 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par l'article 3 de la loi du 22 décembre 1998, dont le texte actuel du 3° formera le 4°, il est inséré un 3° nouveau rédigé comme suit :

« 3° les indemnités pour coupon manquant d'actions ou de parts admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de la directive 93/22/CEE du 10 mai 1993 relative à la prestation de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières, ou sur un

Art. 34. De Koning kan de teksten van de wetten van 4 december 1990 en 6 april 1995 coördineren teneinde een eenvormige terminologie te verzekeren.

Art. 35. In artikel 47 van dezelfde wet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « één van de drie » vervangen door de woorden « één van de vier »;

2° § 1 wordt aangevuld als volgt :

« 4° een vergunning als vennootschap voor plaatsing van orders in financiële instrumenten »;

3° het artikel wordt aangevuld met een § 5 luidend als volgt :

« § 5. De vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten mogen de beleggingsdiensten aanbieden vermeld in artikel 46, 1°, 1, a, b, c, en 4 met uitzondering van de vaste overname en de plaatsing met garantie van goede afloop, alsook de nevendiensten bedoeld in artikel 46, 2°, 4 en 6. Om hun eigen middelen te beleggen mogen zij posities houden in financiële instrumenten buiten de handelingsportefeuille. ».

Art. 36. Artikel 53, tweede lid, van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« d) vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten. »

Art. 37. Artikel 55 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

« § 5. Alleen aan de vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten en de buitenlandse beleggingsondernemingen die in België werkzaam zijn krachtens de titels III en IV en waarvan de vergunning de beleggingsdiensten vermeld in artikel 46, 1°, 1, a) dekt, is het toegestaan om in België gebruik te maken van de woorden « vennootschap voor plaatsing van orders in financiële instrumenten » of enige andere term die naar deze activiteit verwijst in hun maatschappelijke benaming, in de aanduiding van hun maatschappelijk doel, in hun titels, hun documenten en hun reclame. ».

Art. 38. In artikel 64 van dezelfde wet worden tussen het woord « vermogensbeheer » en het woord « waarvoor » de woorden « en iedere vennootschap voor plaatsing van orders in financiële instrumenten » ingevoegd.

Art. 39. In artikel 79, § 2, eerste lid, van dezelfde wet worden tussen het woord « vermogensbeheer » en de woorden « mogen niet » de woorden « en de vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten » ingevoegd.

Art. 40. In artikel 102 van dezelfde wet worden tussen het woord « vermogensbeheer » en de woorden « of als vennootschap voor makelarij » de woorden « of als vennootschap voor plaatsing van orders in financiële instrumenten » ingevoegd.

Art. 41. In artikel 172, 4°, van dezelfde wet worden tussen de woorden « de » en « vennootschappen voor beleggingsadvies » de woorden « vennootschappen voor plaatsing van orders in financiële instrumenten bedoeld in boek II, titel II en de » ingevoegd.

Art. 42. In artikel 175, 2°, van dezelfde wet worden de woorden « 7, eerste lid en 33, § 2 (met dien verstande dat het woord « Beurscommissie » wordt vervangen door de term « marktautoriteit » en « effecten » door « financiële instrumenten ») » geschrapt.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten*

Art. 43. In het koninklijk besluit nr. 62 van 10 november 1967 ter bevordering van de omloop van de effecten, gewijzigd door artikel 5 van de wet van 15 juli 1998 tot wijziging van sommige wettelijke bepalingen inzake financiële instrumenten en effectenclearingstelsels worden de woorden « interprofessionele » en « interprofessioneel » geschrapt.

HOOFDSTUK III. — *Fiscale regeling van de verrichtingen van lening van aandelen*

Art. 44. In artikel 18, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, gewijzigd bij artikel 1 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 en bij artikel 3 van de wet van 22 december 1998, waarvan de huidige tekst van het 3°, het 4° zal worden, wordt een als volgt luidend nieuw 3° ingevoegd :

« 3° de vergoedingen voor ontbrekende coupon van aandelen die toegelaten zijn tot verhandeling op een gereguleerde markt zoals bedoeld in de richtlijn 93/221/EEG betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten of op een

marché réglementé d'un Etat non-membre de l'Union européenne dont la législation prévoit des conditions d'admission au moins équivalentes, lorsque ces indemnités sont allouées ou attribuées à l'occasion d'un prêt de ces actions ou parts, en remplacement des dividendes qui s'y attachent; ».

Art. 45. L'article 19, § 1^{er}, 1^o, du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« 1^o les intérêts, primes et tous autres produits de prêts et de dépôts d'argent, de prêts d'actions ou parts et de toute autre créance de même nature; ».

Art. 46. A l'article 45 du même Code, remplacé par l'article 6 de la loi du 22 décembre 1998, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, il est ajouté un § 2, rédigé comme suit :

« § 2. Sont également exonérées les plus-values sur des actions ou parts admises à la négociation sur un marché réglementé au sens de la directive 93/22/ CEE du 10 mai 1993 relative à la prestation de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières ou sur un marché réglementé d'un Etat non-membre de l'Union européenne dont la législation prévoit des conditions d'admission au moins équivalentes, lorsque ces plus-values sont obtenues ou constatées à l'occasion d'un prêt de ces actions ou parts.

Dans cette éventualité, les plus-values ou moins-values qui se rapportent aux actions ou parts restituées sont déterminées eu égard à la valeur d'acquisition ou d'investissement des actions ou parts données en prêt, éventuellement majorée des plus-values imposées ou diminuée des moins-values admises tant avant, pendant, qu'après le prêt. Pour l'application de l'article 44, § 1^{er}, 2^o, les actions ou parts restituées sont censées avoir été acquises à la date d'acquisition des actions ou parts données en prêt. ».

Art. 47. Dans l'article 171 du même Code, modifié par l'article 15 de la loi du 28 juillet 1992, par les articles 4 et 89 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 30 de la loi du 24 décembre 1993, par l'article 13 de la loi du 30 mars 1994, par l'article 24 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 9 de la loi du 20 décembre 1995 et par l'article 19 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, il est inséré un 3^{ter} rédigé comme suit :

« 3^{ter} au taux de 15, 20 ou de 25 %, les indemnités pour coupon manquant visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3^o, selon le taux applicable aux dividendes auxquels se substituent ces indemnités; ».

Art. 48. A l'article 192, § 1^{er}, du même Code, modifié par l'article 8 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 21 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et par l'article 22 de la loi du 22 décembre 1998, les mots « à l'article 45, alinéa 1^{er} » sont remplacés par les mots « à l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, et § 2, alinéa 1^{er} ».

Art. 49. L'article 198 du même Code, modifié par l'article 17 de la loi du 28 juillet 1992, par l'article 5 de la loi du 22 juillet 1993, par l'article 7 de la loi du 27 décembre 1993, par l'article 28 de la loi du 6 juillet 1994, par l'article 11 de la loi du 20 décembre 1995 et par l'article 24 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 7^o et 10^o, un prêt d'actions ou parts visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3^o, n'est pas considéré comme une cession. ».

Art. 50. L'article 202, § 2, du même Code, inséré par l'article 25 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er} un prêt d'actions ou parts visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3^o, n'est pas considéré comme une cession. ».

Art. 51. A l'article 203 du même Code, remplacé par l'article 26 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Les revenus visés à l'article 202, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, qui représentent des indemnités pour coupon manquant visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3^o, ne sont pas non plus déductibles. »;

gereguleerde markt van een niet-lidstaat van de Europese Gemeenschap waarvan de wetgeving minstens in gelijkwaardige toelatingsvoorwaarden voorziet, wanneer deze vergoedingen worden verleend of toegekend naar aanleiding van een lening van deze aandelen, ter vervanging van dividend die er verband mee houden; ».

Art. 45. Artikel 19, § 1, 1^o, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1^o interest, premies en alle andere opbrengsten van leningen en gelddeposito's, van leningen van aandelen en van elke andere schuldvordering van dezelfde aard; ».

Art. 46. In artikel 45 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 6 van de wet van 22 december 1998, waarvan de huidige tekst § 1 zal worden, wordt een § 2 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 2. Zijn eveneens vrijgesteld de meerwaarden op aandelen die toegelaten zijn tot verhandeling op een gereguleerde markt zoals bedoeld in de richtlijn 93/22/EEG van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten, of op een gereguleerde markt van een niet-lidstaat van de Europese Gemeenschap waarvan de wetgeving minstens in gelijkwaardige toelatingsvoorwaarden voorziet, wanneer die meerwaarden zijn verkregen of vastgesteld naar aanleiding van de lening van die aandelen.

In dat geval worden meerwaarden of minderwaarden op de teruggegeven aandelen bepaald met inachtneming van de aanschaffings- of beleggingswaarde van de beleende aandelen, eventueel verhoogd met de belaste meerwaarden of verminderd met de aangenomen minderwaarden, zowel voor, tijdens, als na de lening. Voor de toepassing van artikel 44, § 1, 2^o, worden de teruggegeven aandelen geacht te zijn verkregen op de datum waarop de beleende aandelen zijn verkregen. ».

Art. 47. In artikel 171 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 15 van de wet van 28 juli 1992, bij artikelen 4 en 89 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 30 van de wet van 24 december 1993, bij artikel 13 van de wet van 30 maart 1994, bij artikel 24 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 9 van de wet van 20 december 1995, bij artikel 19 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt een als volgt luidend 3^{ter} ingevoegd :

« 3^{ter} tegen een aanslagvoet van 15, 20 of 25 %, de in artikel 18, eerste lid, 3^o, beoogde vergoedingen voor ontbrekende coupon, naargelang de toepasbare aanslagvoet op de dividend die dewelke die vergoedingen vervangen; ».

Art. 48. In artikel 192, § 1, van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 8 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 21 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 en bij artikel 22 van de wet van 22 december 1998, worden de woorden « artikel 45, eerste lid » vervangen door de woorden « artikel 45, § 1, eerste lid, en § 2, eerste lid ».

Art. 49. Artikel 198 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 28 juli 1992, bij artikel 5 van de wet van 22 juli 1993, bij artikel 7 van de wet van 27 december 1993, bij artikel 28 van de wet van 6 juli 1994, bij artikel 11 van de wet van 20 december 1995 en bij artikel 24 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het eerste lid, 7^o en 10^o, wordt een lening van aandelen als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3^o, niet als een vervreemding aangemerkt. ».

Art. 50. Artikel 202, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd door artikel 25 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het eerste lid wordt een lening van aandelen als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3^o, niet als een vervreemding aangemerkt. ».

Art. 51. In artikel 203 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o § 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De in artikel 202, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, vermelde inkomsten die vergoedingen voor ontbrekende coupon vertegenwoordigen als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3^o, zijn eveneens niet aftrekbaar. »;

2° le § 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Le § 1^{er} alinéa 2 ne s'applique pas :

1° soit lorsque le débiteur de l'indemnité pour coupon manquant est :

— une société résidente, une personne morale visée à l'article 220, 2° ou 3°, ou un contribuable visé à l'article 227, 2° ou 3°, auquel les dispositions respectivement de l'article 240, alinéa 2, ou de l'article 234, 5°, sont applicables;

— une société étrangère qui, en ce qui concerne ladite indemnité, est soumise à un impôt analogue à l'impôt des sociétés sans bénéficier d'un régime fiscal exorbitant du droit commun;

2° soit lorsque l'opération qui a donné lieu à cette indemnité est intégralement liquidée par le biais d'un système de paiement et de règlement des opérations sur titres réglementé par l'autorité compétente d'un marché réglementé au sens de la directive 93/22/CEE du 10 mai 1993 relative à la prestation de services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières ou un système d'un Etat non-membre de l'Union européenne dont la législation prévoit des conditions de fonctionnement au moins équivalentes, agréé par le ministre des Finances. En ce qui concerne cette indemnité, le Roi détermine les conditions d'agrément auxquelles le système doit satisfaire et la période durant laquelle l'agrément peut être octroyé. ».

Art. 52. L'article 222 du même Code, remplacé par l'article 31 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, est complété comme suit :

« 5° des indemnités pour coupon manquant visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°. ».

Art. 53. L'article 223 du même Code, remplacé par l'article 32 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, est complété comme suit :

« 9° des indemnités pour coupon manquant visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°. ».

Art. 54. L'article 225, alinéa 2, 1°, du même Code, remplacé par l'article 33 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° au taux de 39 % sur les cotisations, pensions, rentes, allocations, frais, moins-values et indemnités visés aux articles 222, 1°, 2°, 4° et 5°, et 223, 4° et 9°; »

Art. 55. L'article 234 du même Code est complété comme suit :

« 5° sur l'indemnité allouée pour coupon manquant, visée à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°. ».

Art. 56. A l'article 240 du même Code, modifié par l'article 29 de la loi du 28 juillet 1992, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Dans le chef des sociétés visées à l'alinéa 1^{er}, l'indemnité allouée pour coupon manquant, visée à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°, n'est pas déductible à titre de frais professionnels. ».

Art. 57. L'article 247, 2°, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« 2° au taux prévu à l'article 215, alinéa 1^{er}, en ce qui concerne les cotisations, pensions, rentes, allocations et indemnités visées à l'article 234, 3° et 5°; ».

Art. 58. L'article 269, alinéa 1^{er}, du même Code, remplacé par l'article 20 de la loi du 30 mars 1994 et modifié par l'article 13 de la loi du 20 décembre 1995, est remplacé par la disposition suivante :

« Le taux du précompte mobilier est fixé :

1° à 15 % pour les revenus de capitaux et biens mobiliers, autres que les dividendes, ainsi que pour les revenus divers visés à l'article 90, 5° à 7°;

2° à 25 % pour les dividendes;

3° au taux du dividende pour les indemnités pour coupon manquant visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°, qui se substituent au dividende précité. ».

Art. 59. L'article 281 du même Code, est complété par l'alinéa suivant :

« Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, un prêt d'actions ou parts visé à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3°, n'est pas considéré comme une cession. ».

2° § 2 wordt aangevuld met het volgende lid :

« § 1, tweede lid, is niet van toepassing :

1° hetzij wanneer de schuldenaar van de ontbrekende coupon :

— een binnenlandse vennootschap is, een rechtspersoon is vermeld in artikel 220, 2° of 3°, of een belastingplichtige is vermeld in artikel 227, 2° of 3° waarop de bepalingen van respectievelijk artikel 240, tweede lid, of 234, 5°, van toepassing zijn;

— een buitenlandse vennootschap is die wat deze vergoeding betreft, onderworpen is aan een gelijksoortige belasting als de vennootschapsbelasting zonder een belastingstelsel te genieten dat afwijkt van het gemeen recht;

2° hetzij wanneer de transactie die aanleiding heeft gegeven tot deze vergoeding, integraal wordt afgewikkeld door middel van een betalings- en afwikkelingssysteem gereguleerd door de bevoegde autoriteit van een gereglementeerde markt zoals bedoeld in de richtlijn 93/22/EEG betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten of een systeem van een niet-lidstaat van de Europese Gemeenschap waarvan de wetgeving minstens in gelijkwaardige werkingsvoorwaarden voorziet en door de Minister van Financiën is erkend. De Koning bepaalt met betrekking tot deze vergoeding, de erkenningsvoorwaarden waaraan dit systeem moet voldoen en de periode gedurende dewelke de erkenning kan worden verleend. ».

Art. 52. Artikel 222 van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 31 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 5° de vergoedingen toegekend voor ontbrekende coupon als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3°. ».

Art. 53. Artikel 223 van hetzelfde Wetboek vervangen door artikel 32 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 9° de vergoedingen toegekend voor ontbrekende coupon als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3°. ».

Art. 54. Artikel 225, tweede lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 33 van het koninklijk besluit van 20 december 1996, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 1° tegen het tarief van 39 % op in de artikelen 222, 1°, 2°, 4° en 5°, en 223, 4° en 9, vermelde bijdragen, pensioenen, renten, toelagen, kosten, minderwaarden en vergoedingen; ».

Art. 55. Artikel 234 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

« 5° op de vergoeding toegekend voor ontbrekende coupon als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3°. ».

Art. 56. In artikel 240 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij artikel 29 van de wet van 28 juli 1992, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid, het volgende lid ingevoegd :

« Ten name van de in het eerste lid vermelde vennootschappen, is de vergoeding toegekend voor ontbrekende coupon als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3°, niet als beroepskosten aftrekbaar. ».

Art. 57. Artikel 247, 2°, van hetzelfde Wetboek, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2° tegen het tarief vermeld in artikel 215, eerste lid, wat betreft de in artikel 234, 3° en 5°, vermelde bijdragen, pensioenen, renten, toelagen en vergoedingen; ».

Art. 58. Artikel 269, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, vervangen door artikel 20 van de wet van 30 maart 1994 en gewijzigd bij artikel 13 van de wet van 20 december 1995, wordt vervangen door het volgende lid :

« De aanslagvoet van de roerende voorheffing is vastgesteld :

1° op 15 % voor inkomsten van roerende goederen en kapitalen die geen dividend zijn, alsmede voor diverse inkomsten als vermeld in artikel 90, 5° tot 7°;

2° op 25 % voor de dividenden;

3° op de aanslagvoet van het dividend, voor de in artikel 18, eerste lid, 3°, vermelde vergoedingen voor ontbrekende coupon, dewelke dat dividend vervangt. ».

Art. 59. Artikel 281 van hetzelfde Wetboek, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Voor de toepassing van het eerste lid wordt een lening van aandelen als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3°, niet als een vervreemding aangemerkt. ».

Art. 60. A l'article 143, § 1^{er}, de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers, modifié par l'article 11 de la loi du 5 août 1992, par l'article 32 de la loi du 28 décembre 1992 et par l'article 10 de la loi du 16 avril 1997, les mots « des indemnités octroyées pour coupon manquant visées à l'article 18, alinéa 1^{er}, 3^o, du même Code, » sont insérés entre les mots « le montant total » et « des avantages anormaux ou bénévoles ».

Art. 61. Le présent chapitre s'applique aux actions ou parts prêtées à partir du jour de la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

CHAPITRE IV. — Dispositions diverses

Section Ire. — Modifications à la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers

Art. 62. L'article 2 de la loi du 4 décembre 1990 relative aux opérations financières et aux marchés financiers est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Pour l'application de l'article 4 de la présente loi, le Roi peut fixer les critères permettant de déterminer le caractère public des opérations de sollicitation de l'épargne.

Pour l'application de l'article 105, alinéa 1^{er}, 1^o, a) et b) et 2^o, de la présente loi, le Roi peut fixer les critères visant à déterminer si des moyens financiers sont recueillis auprès du public ou en partie auprès du public et si des parts font l'objet d'une émission publique ou sont commercialisées.

Pour l'application de l'article 105, alinéa 1^{er}, 1^o, c), de la présente loi, le Roi peut déterminer ce qu'il convient d'entendre par investisseurs institutionnels ou professionnels.

§ 2. Pour l'application des dispositions visées au § 1^{er}, alinéa 1^{er} et 2, le Roi peut assimiler à une offre publique ou à la collecte de moyens financiers auprès du public, ou en partie auprès du public, toute proposition publique ou publicité tendant à offrir des renseignements ou conseils ou à susciter la demande de renseignements ou conseils relatifs à des titres déjà créés ou non, à émettre, en cours d'émission, ou déjà émis, à moins que ces renseignements ou conseils ne portent que sur des titres qui font, qui ont fait, ou dont il est acquis qu'ils feront l'objet d'une exposition, offre en vente ou d'une vente régulière en Belgique ou d'une admission à la cote d'une bourse de valeurs mobilières ou à la négociation sur un autre marché créé ou organisé sur la base de l'article 30 de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés financiers, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements. ».

Art. 63. L'article 105, alinéa 1^{er}, 1^o, b) et c), de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

« b) dont l'objet est le placement collectif de moyens financiers recueillis au moins en partie auprès du public en Belgique ou à l'étranger et qui appartiennent à une des catégories visées à l'article 108, 3^o; ou

c) dont l'objet est le placement collectif de moyens financiers recueillis, en Belgique ou à l'étranger, exclusivement auprès d'investisseurs institutionnels ou professionnels agissant pour leur propre compte, dont les titres ne peuvent être acquis exclusivement par ces investisseurs et qui appartiennent à une des catégories déterminées dans l'article 108, 3^o. ».

Art. 64. A l'article 119^{quater}, § 2, de la même loi, les mots « fonds privé » sont remplacés par les mots « fonds institutionnel ».

Art. 65. A l'article 119^{sexies}, § 2, de la même loi, les mots « société privée » et les mots « SIC privée » sont remplacés respectivement par les mots « société institutionnelle » et « SIC institutionnelle ».

Art. 66. A l'article 136^{bis}, § 3, de la même loi, les mots « dont les moyens financiers ne sont pas recueillis auprès du public » sont remplacés par les mots « qui recueillent leurs moyens financiers exclusivement auprès d'investisseurs professionnels ou institutionnels ».

Art. 60. In artikel 143, §1, van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten, gewijzigd bij artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992, bij artikel 32 van de wet van 28 december 1992 en bij artikel 10 van de wet van 16 april 1997, worden tussen de woorden « totaal van » en « ontvangen abnormale of vrijwillige voordelen », de woorden « de vergoedingen toegekend voor ontbrekende coupon als vermeld in artikel 18, eerste lid, 3^o, van hetzelfde Wetboek, » ingelast.

Art. 61. Dit hoofdstuk is van toepassing op de aandelen uitgeleend vanaf de dag van de bekendmaking van deze wet in het *Belgisch Staatsblad*.

HOOFDSTUK IV. — Diverse bepalingen

Afdeling 1. — Wijzigingen aan de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten

Art. 62. Artikel 2 van de wet van 4 december 1990 op de financiële transacties en de financiële markten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. § 1. Voor de toepassing van artikel 4 van deze wet kan de Koning de criteria vaststellen om het openbaar karakter te bepalen van verrichtingen waarbij een beroep wordt gedaan op het spaarwezen.

Voor de toepassing van artikel 105, eerste lid, 1^o, a) en b), en 2^o, van deze wet kan de Koning de criteria vaststellen om te bepalen of financieringsmiddelen uit het publiek of gedeeltelijk uit het publiek worden aangetrokken en of rechten van deelneming openbaar worden uitgegeven of verhandeld.

Voor de toepassing van artikel 105, eerste lid, 1^o, c), van deze wet kan de Koning bepalen wat onder institutionele of professionele beleggers moet worden begrepen.

§ 2. Voor de toepassing van de bepalingen bedoeld in § 1, eerste en tweede lid, kan de Koning met een openbaar bod of met het uit het publiek of gedeeltelijk uit het publiek aantrekken van financieringsmiddelen, elk publiek voorstel of reclame gelijkstellen met als bedoeling informatie of raad te verstrekken of de vraag hiernaar uit te lokken in verband met al dan niet reeds gecreëerde effecten, die zullen worden uitgegeven, uitgegeven worden of reeds uitgegeven zijn, tenzij deze informatie of raad uitsluitend slaat op effecten die in België regelmatig te koop worden of werden gesteld of aangeboden, of waarvan vaststaat dat ze te koop zullen worden gesteld of aangeboden dan wel die worden of werden verkocht, of waarvan vaststaat dat ze zullen worden verkocht of nog die worden toegelaten tot de notering van een effectenbeurs of tot de verhandeling op een andere markt opgericht of georganiseerd op grond van artikel 30 van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs of waarvan vaststaat dat ze zullen worden toegelaten. ».

Art. 63. Artikel 105, eerste lid, 1^o, b) en c), van dezelfde wet wordt vervangen door volgende bepalingen :

« b) met als doel de collectieve belegging van in België of in het buitenland minstens gedeeltelijk uit het publiek aangetrokken financieringsmiddelen en die tot een van de in artikel 108, 3^o bepaalde categorieën behoren; of

c) met als doel de collectieve belegging van financieringsmiddelen die in België of in het buitenland uitsluitend werden aangetrokken bij institutionele of professionele beleggers die voor eigen rekening handelen, waarvan de effecten uitsluitend door deze beleggers kunnen worden verworven en die tot een van de in artikel 108, 3^o, bepaalde categorieën behoren. ».

Art. 64. In artikel 119^{quater}, § 2, van dezelfde wet worden de woorden « *privaat fonds* » vervangen door de woorden « *institutioneel fonds* ».

Art. 65. In artikel 119^{sexies}, § 2, van dezelfde wet worden de woorden « *private vennootschap* » en « *private VBS* » respectievelijk vervangen door de woorden « *institutionele vennootschap* » en « *institutionele VBS* ».

Art. 66. In artikel 136^{bis}, § 3, van dezelfde wet worden de woorden « *die hun financieringsmiddelen niet aantrekken bij het publiek* » vervangen door de woorden « *die hun financieringsmiddelen uitsluitend aantrekken bij professionele of institutionele beleggers* ».

Art. 67. A l'article 187 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° au §1^{er}, alinéa 2, les mots « ou des organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés » sont insérés après les mots « l'avis de la Commission bancaire et financière »;

2° l'alinéa 1^{er} du § 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Lorsque la Commission bancaire et financière ou les organes chargés de la surveillance et de la discipline des marchés sont interrogés par les autorités de contrôle d'un autre Etat membre désignées en vertu de l'article 8 (1) de la directive 89/592, les autorités judiciaires interrogées récoltent le cas échéant et transmettent à la Commission et aux organes précités, à leur demande, tout renseignement, document ou pièce jugé utile pour l'élaboration de leur réponse. »

3° l'alinéa 3 du § 2, modifié par la loi du 6 avril 1995, est remplacé par l'alinéa suivant :

« Dans l'hypothèse visée à l'alinéa 1^{er}, la cellule de traitement des informations financières transmet à la Commission bancaire et financière et aux organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés, à leur demande spécialement motivée, tout renseignement, document ou pièce jugé utile pour l'élaboration de la réponse à donner par eux, relatif aux informations transmises à la cellule par les organismes et personnes visés aux articles 2 et 2bis de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment des capitaux, en vertu des articles 12 à 15, § 1^{er}, de cette loi. »

Art. 68. L'article 188 de la même loi, modifié par la loi du 22 mars 1993, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 188. § 1^{er} La Commission bancaire et financière et les organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés peuvent conclure des accords de coopération pour assurer le plus efficacement, toute coopération nécessaire à l'accomplissement de leur mission avec les autres autorités compétentes étrangères, dans le respect de leurs obligations en matière de secret professionnel. Ils communiquent toutes les informations requises, y compris celles concernant les actes interdits en vertu des facultés accordées aux Etats membres par l'article 5 et l'article 6, deuxième phrase, de la directive 89/592, uniquement à l'Etat membre qui sollicite la coopération.

§ 2. La Commission bancaire et financière et les organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés peuvent refuser de donner suite à une demande d'informations lorsque la communication des informations risquerait de porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'ordre public belge. Le procureur général du ressort ou l'auditeur général près la Cour militaire et la Commission bancaire et financière ainsi que les organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés peuvent refuser de donner suite à une demande d'informations lorsqu'une procédure judiciaire est déjà engagée pour les mêmes faits et contre les mêmes personnes en Belgique ou lorsque celles-ci sont déjà définitivement jugées pour les mêmes faits en Belgique.

§ 3. Sans préjudice des obligations leur incombant dans des procédures judiciaires à caractère pénal, la Commission bancaire et financière et les organes chargés de l'organisation, de la surveillance et de la discipline des marchés, lorsqu'ils reçoivent des autorités visées au § 1^{er} des informations au titre du même paragraphe, ne peuvent les utiliser que pour l'exercice de leur mission aux fins de l'article 186 ainsi que des procédures administratives ou juridictionnelles ayant cet exercice pour objet spécifique. Toutefois, lorsque l'autorité qui a communiqué une information y consent, la Commission bancaire et financière ou les organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés qui ont reçu l'information peuvent l'utiliser à d'autres fins ou la transmettre aux autorités compétentes d'autres Etats. ».

Art. 69. A l'article 190 de la même loi, les mots « ou aux organes chargés de l'organisation et de la surveillance des marchés » sont insérés entre les mots « à la Commission bancaire et financière » et « des renseignements ».

Art. 67. In artikel 187 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1, tweede lid, worden na de woorden « het advies inwinnen van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen » de woorden « of de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten » ingevoegd;

2° het eerste lid van § 2 wordt vervangen door het volgende lid :

« Wanneer de Commissie voor het Bank- en Financieuzen of de organen die instaan voor de controle van en de tucht op de markten worden ondervraagd door de controleautoriteiten van een andere lidstaat, krachtens artikel 8 (1) van richtlijn 89/592, verzamelen desgevallend en geven de ondervraagde gerechtelijke autoriteiten alle inlichtingen, documenten of stukken, op hun aanvraag, aan de Commissie en aan de bovenvermelde organen door, die nuttig worden geacht om hun antwoord op te stellen. »;

3° het derde lid van § 2, gewijzigd bij de wet van 6 april 1995, wordt vervangen door het volgende lid :

« In het geval beoogd in het eerste lid, bezorgt de cel voor financiële informatieverwerking aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en aan de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten, als deze hiertoe een speciaal gemotiveerde aanvraag doen, alle inlichtingen, documenten of stukken betreffende de informatie die de cel krachtens de artikelen 12 tot 15, § 1, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld heeft ontvangen van de ondernemingen en personen bedoeld in artikelen 2 en 2bis van die wet en die geacht worden nuttig te zijn voor het opstellen van het antwoord dat ze moeten verstrekken. ».

Art. 68. Artikel 188 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 22 maart 1993, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 188. § 1. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten kunnen samenwerkingsakkoorden afsluiten om op de best mogelijke manier elke vorm van samenwerking te verzekeren die noodzakelijk is om hun opdracht te vervullen, met de andere buitenlandse bevoegde autoriteiten, met naleving van hun verplichtingen inzake beroepsgeheim. Zij delen alle vereiste inlichtingen, inclusief die met betrekking tot handelingen die verboden zijn op grond van de bevoegdheden die aan de lidstaten zijn toegekend door artikel 5 en artikel 6, tweede zin, van de richtlijn 89/592, uitsluitend mee aan de lidstaat die om de medewerking verzoekt.

§ 2. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten kunnen weigeren gevolg te geven aan een verzoek om informatie wanneer mededeling ervan de Belgische souvereiniteit, veiligheid of openbare orde in het gedrang zou kunnen brengen. De procureur-generaal van het rechtsgebied of de auditeur-generaal bij het militair gerechtshof en de Commissie voor het Bank- en Financieuzen, alsook de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten, kunnen weigeren gevolg te geven aan een verzoek om informatie wanneer reeds een rechtsvordering is ingesteld wegens dezelfde feiten en tegen dezelfde personen in België of wanneer zij reeds definitief wegens dezelfde feiten in België zijn veroordeeld.

§ 3. Onverminderd de verplichtingen die op de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en de organen die instaan voor de organisatie, de controle van en de tucht op de markten rusten in gerechtelijke procedures met strafrechtelijk karakter, mogen zij, wanneer zij van de in § 1 bedoelde autoriteiten informatie ontvangen op grond van dezelfde paragraaf, deze slechts gebruiken voor de uitvoering van hun opdracht als bedoeld in artikel 186, evenals in bestuursrechtelijke of gerechtelijke procedures die deze uitvoering specifiek tot doel hebben. Voorzover de autoriteit die een informatie heeft verstrekt hierin toestemt, mogen de Commissie voor het Bank- en Financieuzen of de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten die de informatie hebben ontvangen, deze evenwel gebruiken voor andere doeleinden of ze doorgeven aan de bevoegde autoriteiten van andere Staten. ».

Art. 69. In artikel 190 van dezelfde wet, worden tussen de woorden « aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen » en « de inlichtingen » de woorden « of aan de organen die instaan voor de organisatie en de controle van de markten » ingevoegd.

Section 2. — Modifications à la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition

Art. 70. Dans le chapitre III de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, il est inséré un article 18*bis*, rédigé comme suit :

« Art. 18*bis*. Pour contrôler l'application des dispositions de la loi du 2 mars 1989 relative à la publicité des participations importantes dans les sociétés cotées en bourse et réglementant les offres publiques d'acquisition, la Commission bancaire et financière peut requérir des autorités de marché des marchés réglementés, des intermédiaires visés à l'article 2 de la loi du 6 avril 1995, et de leurs mandants, qu'ils lui communiquent tout renseignement, document ou pièce qu'elle estime nécessaire à l'accomplissement de sa mission. Les personnes qui interviennent successivement dans la transmission des ordres ou dans l'exécution des opérations en cause, et leurs mandants sont tenus à une même obligation. La communication des documents et pièces a lieu sur place.

Les intermédiaires doivent informer au préalable la personne à la demande ou pour le compte de laquelle ils sont appelés à agir, que leur intervention est subordonnée à l'autorisation de dévoiler à la Commission bancaire et financière l'identité du bénéficiaire final de la transaction.

Si les prescriptions de l'alinéa précédent ne sont pas remplies, l'intermédiaire ne peut exécuter les opérations. »

Section 3. — Modifications aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales

Art. 71. A l'article 26, alinéa 2, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, inséré par la loi du 13 avril 1995, les mots « ou à un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme équivalent pour l'application du présent article » sont insérés entre les mots « à la cote d'une bourse de valeurs mobilières » et les mots « d'obligations ou de titres ».

Art. 72. A l'article 34*bis*, § 4*bis*, 2°, des mêmes lois, les mots « ou à un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme équivalent pour l'application du présent article » sont insérés entre les mots « bourse de valeurs mobilières du Royaume » et les mots « le prix d'émission ».

Art. 73. A l'article 52*bis* des mêmes lois, inséré par la loi du 5 décembre 1984 et modifié par les lois des 18 juillet 1991 et 13 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, les mots « sont inscrites au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne » sont remplacés par les mots « sont inscrites au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou sont admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne ou à un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme étant équivalent pour l'application du présent article ».

2° Au § 4, alinéa 2, 1°, les mots « inscrites au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne » sont remplacés par les mots « inscrites au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou admises à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne ou à un autre marché réglementé, au sens du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5° du présent article ».

3° Le paragraphe 6 est remplacé par la disposition suivante :

« 6. Les sociétés dont les titres sont en tout ou en partie inscrits au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou admis à la cote officielle d'une bourse de valeurs située dans un Etat membre de l'Union européenne ou à un autre marché réglementé, au sens du § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5°, doivent déclarer à l'autorité de marché ou, en ce qui concerne les marchés réglementés, aux autorités de marché désignées par le Roi, les opérations qu'elles envisagent d'effectuer en application du § 1^{er}.

Afdeling 2. — Wijzigingen aan de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde ondernemingen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen

Art. 70. In hoofdstuk III van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen wordt een artikel 18*bis* ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 18*bis*. Om toezicht te houden over de toepassing van de bepalingen van de wet van 2 maart 1989 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen in ter beurze genoteerde vennootschappen en tot reglementering van de openbare overnameaanbiedingen, kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van de marktautoriteiten van de gereguleerde markten, van de bemiddelaars bedoeld in artikel 2 van de wet van 6 april 1995, en van hun opdrachtgevers, eisen dat zij haar alle inlichtingen, documenten of stukken verstrekken die zij noodzakelijk acht voor de uitvoering van haar opdracht. De personen die achtereenvolgens optreden bij het doorgeven van de orders of bij de uitvoering van de verrichtingen in kwestie, en hun opdrachtgevers, zijn door eenzelfde verplichting verbonden. De mededeling van de documenten en stukken geschiedt ter plaatse.

De bemiddelaars moeten de persoon, op wiens verzoek of voor wiens rekening zij optreden, vooraf ervan in kennis stellen dat hun optreden afhankelijk is van de toestemming om de identiteit van de eindbegunstigde van de transactie kenbaar te maken aan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen.

Indien de voorschriften van het vorige lid niet worden nagekomen, mag de bemiddelaar de verrichtingen niet uitvoeren. »

Afdeling 3. — Wijzigingen aan de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen

Art. 71. In artikel 26, tweede lid van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, ingevoegd door de wet van 13 april 1995, worden de woorden « of op een andere door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs » ingevoegd tussen de woorden « in de notering van een effectenbeurs » en « van obligaties of effecten ».

Art. 72. In artikel 34*bis*, § 4*bis*, 2°, van dezelfde wetten worden de woorden « of op een door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs » ingevoegd tussen de woorden « op een Belgische effectenbeurs » en «, mag de uitgifteprijs ».

Art. 73. In artikel 52*bis* van dezelfde wetten, ingevoegd door de wet van 5 december 1984 en gewijzigd door de wetten van 18 juli 1991 en 13 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In § 1, eerste lid, 5°, worden de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs of in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie » vervangen door de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs, in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie of in een andere door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs ».

2° In § 4, tweede lid, 1°, worden de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs of in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie » vervangen door de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs, in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie of in een andere daarmee krachtens § 1, eerste lid, 5°, van dit artikel gelijkgestelde gereguleerde markt ».

3° Paragraaf 6 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 6. De vennootschappen waarvan de effecten geheel of gedeeltelijk zijn opgenomen in de eerste markt van een effectenbeurs, in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie of in een andere daarmee krachtens § 1, eerste lid, 5°, gelijkgestelde gereguleerde markt, moeten de marktautoriteit of, voor wat betreft de gereguleerde markten, de door de Koning aangeduide marktautoriteiten, kennis geven van de verrichtingen die zij met toepassing van § 1 overwegen.

Les autorités de marché visées à l'alinéa 1^{er} vérifient la conformité des opérations de rachat avec la décision de l'assemblée générale ou le cas échéant du conseil d'administration; les autorités de marché rendent public leurs avis si elles estiment que ces opérations n'y sont pas conformes.

Le Roi détermine les modalités de la procédure prescrite au présent paragraphe. ».

Art. 74. A l'article 60bis, § 1^{er}, des mêmes lois, les mots « ou à un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme équivalent pour l'application du présent article » sont insérés entre les mots « d'une bourse de valeurs mobilières située dans un Etat membre de l'Union européenne, » et les mots « toute décision relevant du conseil d'administration ».

Art. 75. A l'article 199 des mêmes lois sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 1^{er}, les mots « à la cote officielle d'une bourse de commerce » sont remplacés par les mots « au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou à un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme équivalent pour l'application du présent article » et les mots « et l'inscription à la cote officielle des titres de sociétés belges » sont remplacés par les mots « et l'inscription au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou à d'autres marchés réglementés de titres de sociétés belges ».

2° A l'alinéa 2, les mots « à la cote officielle d'une bourse de commerce » sont remplacés par les mots « au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières ou à un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme équivalent pour l'application du présent article » et dans la deuxième phrase, les mots « à la cote » sont remplacés par les mots « à la cote de la bourse de valeurs mobilières ou du marché réglementé concerné ».

3° Entre les alinéas 2 et 3 est inséré un alinéa libellé comme suit :

« Le Roi peut arrêter des dispositions dérogoires aux alinéas précédents pour ce qui concerne les sociétés étrangères dont les instruments financiers sont admis sur un marché réglementé belge, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements. ».

Art. 76. A l'article 204, 4°, des mêmes lois, les mots « à la note officielle d'une bourse de commerce » sont remplacés par les mots « au premier marché d'une bourse de valeurs mobilières, à la cote officielle d'une bourse de valeurs mobilières située dans un Etat membre de l'Union européenne ou sur un marché réglementé ou a un autre marché réglementé, au sens de l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 6 avril 1995 relative aux marchés secondaires, aux entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, reconnu par le Roi comme équivalent pour l'application du présent article ».

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires

Art. 77. Le Roi règle toutes les conditions et modalités de la transformation de la société de la bourse de valeurs mobilières en société anonyme. A cet effet, Il peut déroger aux articles 165 à 174 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. L'article 168, § 6, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales n'est, en toute hypothèse, pas applicable à la transformation de la société de la bourse de valeurs mobilières.

Art. 78. Le Roi règle l'entrée en vigueur de la présente loi, à l'exception du chapitre III.

De in het eerste lid bedoelde marktautoriteiten gaan na of de verrichtingen tot wederinkoop in overeenstemming zijn met het besluit van de algemene vergadering of desgevallend van de raad van bestuur; indien deze marktautoriteiten van oordeel zijn dat ze daarmee niet in overeenstemming zijn, maken zij hun advies openbaar.

De Koning bepaalt de nadere regels van de in deze paragraaf voorgeschreven procedure. ».

Art. 74. In artikel 60bis, § 1, van dezelfde wetten worden de woorden « of in een door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs » ingevoegd tussen de woorden « van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie » en « worden de beslissingen die tot de bevoegdheid behoren van de raad van bestuur ».

Art. 75. In artikel 199 van dezelfde wetten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In het eerste lid worden de woorden « in de officiële notering van een handelsbeurs » vervangen door de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs of in een andere door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs » en de woorden « en voor de opneming in de officiële notering van de effecten van Belgische vennootschappen » door de woorden « en voor de opneming in de eerste markt van een effectenbeurs of in andere gereguleerde markten van de effecten van Belgische vennootschappen ».

2° In het tweede lid worden de woorden « in de officiële notering van een handelsbeurs » vervangen door de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs of in een andere door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs » en in de tweede zin de woorden « in de beursnotering » door de woorden « in de notering van de betrokken effectenbeurs of gereguleerde markt ».

3° Tussen het tweede en het derde lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De Koning kan van de vorige leden afwijkende bepalingen vaststellen voor wat betreft de buitenlandse vennootschappen waarvan de financiële instrumenten toegelaten zijn tot een Belgische gereguleerde markt, in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs. ».

Art. 76. In artikel 204, 4°, van dezelfde wetten worden de woorden « in de officiële notering van een handelsbeurs » vervangen door de woorden « in de eerste markt van een effectenbeurs, in de officiële notering van een effectenbeurs gelegen in een lidstaat van de Europese Unie of in een door de Koning voor de toepassing van dit artikel daarmee gelijkgestelde gereguleerde markt in de zin van artikel 1, § 3, van de wet van 6 april 1995 inzake de secundaire markten, het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en de beleggingsadviseurs ».

HOOFDSTUK V. — Overgangsbepalingen

Art. 77. De Koning bepaalt alle voorwaarden en modaliteiten van de omvorming van de effectenbeursvennootschap in een naamloze vennootschap. Met dit doel kan Hij afwijken van de artikelen 165 tot 174 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. Artikel 168, § 6, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen is onder geen enkele hypothese van toepassing op de omvorming van de effectenbeursvennootschap.

Art. 78. De Koning bepaalt de inwerkingtreding van deze wet, met uitzondering van hoofdstuk III.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 10 mars 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Notes

Voir :

Documents de la Chambre des représentants :

1928-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N°s 2 et 3. Amendements.

N° 4. Rapport.

N° 5. Texte adopté par la commission.

N° 6. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Voir aussi :

1929-98/99 :

N° 1. Projet de loi.

N° 2. Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat (article 77 de la Constitution).

Annales de la Chambre : 23 et 25 février 1999.

Document du Sénat :

1-1285-1998/1999 :

N° 1. Projet transmis par la Chambre des représentants.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 10 maart 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

Nota's

(1) Zie :

Gedr. St. van de Kamer van volksvertegenwoordigers :

1928-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nrs. 2 en 3. Amendementen.

Nr. 4. Verslag.

Nr. 5. Tekst aangenomen door de commissie.

Nr. 6. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

Zie ook :

1929-98/99 :

Nr. 1. Wetsontwerp.

Nr. 2. Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat (artikel 77 van de Grondwet).

Handelingen van de Kamer : 23 en 25 februari 1999.

Gedr. St. van de Senaat :

1-1285-1998/1999 :

Nr. 1. Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 1066

[S - C - 99/12067]

28 JANVIER 1999. — Loi relative aux garanties que doivent présenter les substances et préparations en matière de sécurité et de santé des travailleurs en vue de leur bien-être (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE Ier. — *Dispositions introductives*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La présente loi règle :

1° les obligations des fournisseurs de substances et préparations à l'égard des employeurs en vue du bien-être lors de l'exécution de leur travail, comme défini à l'article 3, § 1^{er}, 1°, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

2° les obligations des personnes qui mettent des substances et préparations sur le marché, à l'égard de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, ainsi que l'utilisation des substances et préparations.

La présente loi ne vise pas la protection du consommateur, ni celle de l'environnement.

Art. 3. Pour l'application de cette loi, on entend par :

1° substances : les éléments chimiques et leurs composés à l'état naturel ou tels qu'obtenus par tout procédé de production, contenant tout additif nécessaire pour préserver la stabilité du produit et contenant toute impureté dérivant du procédé de production, à l'exclusion toutefois de tout solvant qui peut être séparé sans affecter la stabilité de la substance ni modifier sa composition;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 1066

[S - C - 99/12067]

28 JANUARI 1999. — Wet betreffende de waarborgen die de stoffen en preparaten inzake de veiligheid en de gezondheid van de werknemers met het oog op hun welzijn moeten bieden (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. Deze wet regelt :

1° de verplichtingen van de leveranciers van stoffen en preparaten ten aanzien van de werkgevers met het oog op het welzijn bij de uitvoering van hun werk, zoals bepaald in artikel 3, § 1, 1°, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

2° de verplichtingen van de personen die stoffen en preparaten op de markt brengen, ten aanzien van de veiligheid en de bescherming van de gezondheid van de werknemers, alsook het gebruik van de stoffen en preparaten.

Deze wet beoogt de bescherming noch van de consument noch van het leefmilieu.

Art. 3. Voor de toepassing van deze wet wordt verstaan onder :

1° stoffen : de chemische elementen en hun verbindingen zoals zij voorkomen in natuurlijke toestand of bij het productieproces ontstaan, met inbegrip van alle additieven die nodig zijn voor het behoud van de stabiliteit van het product en alle onzuiverheden ten gevolge van het productieproces, doch met uitzondering van elk oplosmiddel dat kan worden afgescheiden zonder dat de stabiliteit van de stof wordt aangetast of de samenstelling ervan wordt gewijzigd;

2° nouvelle substance : toute substance qui n'est pas reprise dans l'inventaire EINECS (European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances). Cet inventaire contient la liste définitive de toutes les substances sensées se trouver sur le marché de l'Union européenne au 18 septembre 1981;

3° préparations : les mélanges ou solutions qui sont composés de deux ou plusieurs substances;

4° fourniture : la mise à disposition des employeurs, à titre onéreux ou gratuit, de substances et préparations;

5° fournisseur : toute personne qui veille à la fourniture de substances ou préparations.

6° mise sur le marché : l'introduction, l'importation ou la détention en vue de la vente ou de la mise à disposition de tiers, la vente, l'offre en vente, l'offre en location, la location, ou la cession à titre onéreux ou gratuit.

CHAPITRE II. — Obligations des fournisseurs

Art. 4. Tout fournisseur est tenu de fournir à l'employeur les renseignements nécessaires en vue de lui permettre de satisfaire à ses obligations en matière de bien-être au travail.

Art. 5. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixer les conditions en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs auxquelles les substances et préparations doivent répondre lors de la fourniture.

A cet effet, Il peut prendre notamment les mesures suivantes :

1° fixer les conditions auxquelles la fourniture doit satisfaire;

2° soumettre la fourniture à une notification préalable, à une autorisation préalable ou à certains essais préalables;

3° déterminer les critères de classification, accompagnés le cas échéant de directives concernant les informations complémentaires et les essais de vérification relatifs à cette classification.

Art. 6. Le Roi peut, en outre, déterminer :

1° les modalités, la fréquence et les conditions d'échantillonnage;

2° les méthodes et le montant maximal des analyses en tenant compte de la capacité contributive des fournisseurs;

3° les conditions d'agrément et de fonctionnement des laboratoires de recherche et d'analyse.

La compétence des laboratoires visés à l'alinéa premier est confirmée par un certificat d'accréditation Beltest ou une attestation équivalente émise par ce dernier.

CHAPITRE III. — Mesures relatives à la mise sur le marché de substances et préparations

Art. 7. Afin de garantir la sécurité et de protéger la santé des travailleurs, le Roi peut prendre des mesures en vue :

1° de réglementer, suspendre ou interdire la mise sur le marché d'une substance ou préparation ainsi que son utilisation;

2° de soumettre la mise sur le marché d'une substance ou d'une préparation ainsi que son utilisation à une autorisation, un enregistrement ou une notification préalables ainsi que de fixer les conditions dans lesquelles les autorisations ou enregistrements peuvent être accordés, suspendus ou retirés;

3° de faire retirer du marché certaines substances ou préparations;

4° de déterminer quelles informations relatives à une substance ou préparation ou à une catégorie de substances ou préparations doivent ou peuvent être données avant ou lors de la mise sur le marché, et de déterminer à qui et selon quelles modalités elles doivent ou peuvent être divulguées;

5° de classer les substances ou préparations en catégories, selon leurs effets sur la sécurité et la santé des travailleurs;

6° de déterminer des règles spécifiques pour l'étiquetage d'une substance ou préparation ou d'une catégorie de substances ou préparations;

7° de soumettre la mise sur le marché d'une substance ou préparation ou d'une catégorie de substances ou préparations ainsi que son utilisation à d'autres conditions particulières.

Le Roi prend les mesures visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, 3° et 7° par un arrêté délibéré en Conseil des ministres.

Art. 8. Sauf dans les cas où la notification n'est pas requise, quiconque souhaite mettre sur le marché une nouvelle substance, en tant que telle ou incorporée dans une préparation, est tenu de le notifier à l'autorité fédérale, selon les dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé.

2° nieuwe stof : elke stof die niet vermeld staat in de EINECS inventaris (European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances). Deze inventaris bevat de definitieve lijst van alle stoffen die geacht worden op 18 september 1981 op de markt van de Europese Unie voor te komen;

3° preparaten : de mengsels of oplossingen die bestaan uit twee of meer stoffen;

4° levering : het ter beschikking stellen van werkgevers, om niet of onder bezwarende titel, van stoffen en preparaten;

5° leverancier : elke persoon die zorgt voor de levering van stoffen of preparaten;

6° op de markt brengen : het binnenbrengen, de invoer of het bezit met het oog op de verkoop of het ter beschikking stellen aan derden, het te koop aanbieden, de verkoop, het huuraanbod, de verhuring, of de afstand onder bezwarende titel of niet.

HOOFDSTUK II. — Verplichtingen van de leveranciers

Art. 4. Elke leverancier is ertoe gehouden aan de werkgever de nodige inlichtingen te verschaffen ten einde hem toe te laten aan zijn verplichtingen met betrekking tot het welzijn op het werk te voldoen.

Art. 5. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de vereisten inzake de veiligheid en de bescherming van de gezondheid van de werknemers waaraan de stoffen en preparaten bij de levering moeten beantwoorden, vaststellen.

Hiertoe kan Hij inzonderheid de volgende maatregelen treffen :

1° de voorwaarden waaraan de levering moet voldoen vastleggen;

2° de levering doen afhangen van een voorafgaande kennisgeving, van een voorafgaande vergunning of van bepaalde voorafgaande proeven;

3° de indelingscriteria bepalen, in voorkomend geval gepaard gaande met voorschriften inzake aanvullende inlichtingen en inzake verificatietesten in verband met deze indeling.

Art. 6. De Koning kan bovendien bepalen :

1° de wijze, de frequentie en de voorwaarden van bemonstering;

2° de methoden en het maximumbedrag van de analyses rekening houdend met de draagkracht van de leveranciers;

3° de voorwaarden inzake erkenning en werking van de onderzoeks- en analyselaboratoria.

De bekwaamheid van de in het eerste lid bedoelde laboratoria wordt bevestigd door een Beltest-accreditatie certificaat of een door deze laatste uitgereikt gelijkwaardig attest.

HOOFDSTUK III. — Maatregelen betreffende het op de markt brengen van stoffen en preparaten

Art. 7. Ten einde de veiligheid van de werknemers te waarborgen en de gezondheid van de werknemers te beschermen kan de Koning maatregelen nemen om :

1° het op de markt brengen van een stof of preparaat en zijn gebruik te regelen, op te schorten of te verbieden;

2° het op de markt brengen van een stof of preparaat en het gebruik ervan afhankelijk te maken van een voorafgaandelijke toelating, registratie of kennisgeving alsook de voorwaarden te bepalen waaronder toelatingen of registraties kunnen worden verleend, opgeschort of ingetrokken;

3° bepaalde stoffen of preparaten uit de markt te doen nemen;

4° de informatie te bepalen die betreffende een stof of preparaat of een groep van stoffen of preparaten voorafgaandelijk aan hun op de markt brengen of naar aanleiding ervan moet of kan worden verstrekt en aan wie en hoe deze informatie moet of kan worden verstrekt;

5° stoffen en preparaten in te delen in categorieën naargelang hun effect op de veiligheid en op de gezondheid van de werknemers;

6° specifieke regels te bepalen inzake het etiketteren van een stof of preparaat of een groep van stoffen of preparaten;

7° het op de markt brengen van een stof of preparaat of een groep van stoffen of preparaten of zijn gebruik afhankelijk te maken van andere bijzondere voorwaarden.

De Koning neemt de maatregelen bedoeld in het eerste lid, 2°, 3° en 7° bij een in Ministerraad overlegd besluit.

Art. 8. Behalve in die gevallen waarin geen kennisgeving vereist is, is eenieder die een nieuwe stof, als zodanig of verwerkt in een preparaat, op de markt wil brengen, gehouden daarvan kennis te geven aan de federale overheid volgens de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende de productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

De plus, chaque fois qu'une nouvelle substance peut avoir une influence sur la protection du travail, les conditions et modalités précisées par le Roi sont respectées.

CHAPITRE IV. — Dispositions communes

Art. 9. Le Roi peut, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres, prendre dans le champ d'application de la présente loi toutes les mesures requises pour assurer l'exécution des traités et des actes internationaux pris en exécution de ces traités. Il peut, à cette occasion, modifier ou abroger des dispositions légales pour autant qu'elles soient basées sur l'article 78 de la Constitution.

Art. 10. Le Roi peut déterminer dans quelles conditions et pour quels éléments du dossier de notification ou d'autorisation visés aux articles 5, dernier alinéa, 2°, et 8, le notifiant peut invoquer le caractère confidentiel de l'opération.

Cette confidentialité est exclue pour les informations concernant les risques pour la sécurité et la santé des travailleurs et au sujet des précautions à prendre lors de l'utilisation ou du contact avec les produits, substances ou préparations. Le Roi peut, en outre, imposer les conditions dans lesquelles ces données peuvent être communiquées aux instances compétentes des autres Etats membres de l'Union européenne et à la Commission européenne.

Art. 11. Pour autant qu'il n'y soit pas soumis du chef de sa fonction, profession ou d'une disposition légale, quiconque participe à l'exécution de la présente loi et a ainsi accès à des informations dont il connaît ou peut soupçonner le caractère confidentiel, est tenu au secret.

Art. 12. Sans préjudice des attributions de la police judiciaire, les fonctionnaires désignés par le Roi surveillent le respect de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution.

Ces fonctionnaires exercent cette surveillance conformément aux dispositions de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail.

Art. 13. Ces fonctionnaires peuvent en outre dans l'exécution de leurs missions :

1° accéder à ou pénétrer dans tous les établissements, parties d'établissements, moyens de transport, locaux ou autres endroits, à ciel ouvert ou non, destinés à des activités industrielles, commerciales, agricoles, artisanales ou scientifiques, à toute heure du jour ou de la nuit et sans avertissement préalable.

Toutefois, dans les locaux habités, ils ne peuvent pénétrer qu'avec l'autorisation préalable du juge au tribunal de police;

2° dresser l'inventaire de ces substances et préparations;

3° prélever ou faire prélever gratuitement les échantillons nécessaires pour déterminer la composition et la qualité des substances et préparations faisant l'objet du contrôle ainsi que pour administrer la preuve de l'infraction.

Le cas échéant, les propriétaires, possesseurs ou détenteurs sont tenus de prêter aide et collaboration notamment pour le transport et la conservation des échantillons;

4° saisir, même si un tiers en est propriétaire, ces substances et préparations qui font l'objet de l'infraction, ou les mettre sous scellés;

5° faire exécuter des épreuves sur ces substances et préparations, afin de déterminer si elles répondent aux conditions fixées par la présente loi ou afin d'améliorer ces conditions.

Art. 14. Si les fonctionnaires désignés à cette fin par le Roi constatent que les substances et préparations visées par la présente loi ne remplissent pas les conditions fixées par la présente loi ou s'ils constatent qu'elles remplissent ces conditions et sont utilisées conformément à leur destination mais mettent en danger la sécurité et la santé des travailleurs, ils peuvent prendre les mesures nécessaires pour interdire la fourniture de ces substances et préparations.

Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des ministres les conditions et les modalités pour l'exercice de la compétence visée à l'alinéa 1^{er}.

La personne qui fait l'objet d'une mesure visée à l'alinéa 1^{er} peut, selon les conditions et les modalités fixées par arrêté délibéré en Conseil des ministres, exercer un recours contre cette mesure auprès du ministre qui a le Travail dans ses compétences.

CHAPITRE V. — Dispositions pénales

Art. 15. Est puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 500 à 100 000 francs ou d'une de ces peines seulement quiconque a enfreint les dispositions de la présente loi ou de ses arrêtés d'exécution.

Art. 16. En cas de récidive dans les trois années à partir de la condamnation antérieure, la peine peut être portée au double du maximum.

Bovendien worden, telkens wanneer een nieuwe stof een invloed kan hebben op de arbeidsbescherming, de bijzondere voorwaarden en nadere regels die worden vastgesteld door de Koning, gevolgd.

HOOFDSTUK IV. — Gemeenschappelijke bepalingen

Art. 9. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, binnen het toepassingsgebied van deze wet alle maatregelen treffen die nodig zijn voor het uitvoeren van verdragen en van krachtens die verdragen tot stand gekomen internationale akten. Daarbij kan Hij wetsbepalingen opheffen of wijzigen voor zover zij gebaseerd zijn op artikel 78 van de Grondwet.

Art. 10. De Koning kan bepalen onder welke voorwaarden en voor welke elementen van het kennisgevingsdossier of het vergunningsdossier bedoeld in artikelen 5, laatste lid, 2°, en 8, de indiener de behandeling als vertrouwelijk kan invoeren.

Deze vertrouwelijkheid is evenwel uitgesloten voor informatie betreffende de risico's voor de veiligheid en gezondheid van de werknemers, en betreffende de te nemen voorzorgsmaatregelen bij het gebruik van of het contact met deze producten, stoffen of preparaten. De Koning kan daarenboven voorwaarden opleggen waaronder die gegevens kunnen meegedeeld worden aan de bevoegde instanties van de andere Lid-Staten van de Europese Unie en aan de Europese Commissie.

Art. 11. Voor zover hij niet reeds uit hoofde van ambt, beroep of wettelijk voorschrift daartoe gehouden is, is eenieder die bij de uitvoering van deze wet betrokken is en daarbij toegang krijgt tot gegevens waarvan hij het vertrouwelijk karakter kent of kan vermoeden, verplicht tot geheimhouding.

Art. 12. Onverminderd de bevoegdheden van de gerechtelijke politie houden de door de Koning aangewezen ambtenaren toezicht op de naleving van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze ambtenaren oefenen dit toezicht uit overeenkomstig de bepalingen van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie.

Art. 13. Bovendien mogen deze ambtenaren bij de uitoefening van hun opdracht :

1° op elk ogenblik van de dag of van de nacht, zonder voorafgaande verwittiging, alle inrichtingen, gedeelten van inrichtingen, vervoermiddelen, lokalen of andere plaatsen, al dan niet in de open lucht gelegen en bestemd voor nijverheids-, handels-, landbouw-, ambachtelijke of wetenschappelijke activiteiten, betreden of binnentreden.

Tot bewoonde lokalen hebben zij evenwel enkel toegang wanneer de rechter in de politierechtbank vooraf toestemming heeft verleend;

2° de inventaris opmaken van deze stoffen en preparaten;

3° zonder kosten de nodige monsters nemen of laten nemen voor het bepalen van de samenstelling en de hoedanigheid van de stoffen en preparaten die het voorwerp uitmaken van de controle, alsmede voor het leveren van het bewijs van de inbreuk.

In voorkomend geval dienen de eigenaars, bezitters of houders bijstand en medewerking te verlenen, die inzonderheid nodig zijn voor het vervoer en het behoud der monsters;

4° beslag leggen, zelfs indien een derde er eigenaar van is, op deze stoffen en preparaten die het voorwerp van de inbreuk uitmaken of deze verzegelen

5° proeven laten uitvoeren op deze stoffen en preparaten, teneinde vast te stellen of zij aan de vereisten voldoen die vastgesteld zijn in toepassing van deze wet of met het oog op de verbetering van die vereisten.

Art. 14. Indien de hiertoe door de Koning aangewezen ambtenaren vaststellen dat de in deze wet bedoelde stoffen en preparaten niet voldoen aan de krachtens deze wet vastgestelde vereisten of indien zij vaststellen dat zij aan deze vereisten voldoen en overeenkomstig hun bestemming worden gebruikt, maar de veiligheid en de gezondheid van werknemers in gevaar brengen, kunnen zij de nodige maatregelen nemen om de levering van deze stoffen en preparaten te verbieden.

De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit de voorwaarden en de nadere regels voor de uitoefening van de in het eerste lid bedoelde bevoegdheid.

De persoon tegen wie een in het eerste lid bedoelde maatregel is getroffen kan, onder de voorwaarden en volgens de nadere regels vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd besluit, tegen deze maatregel een beroep instellen bij de Minister die de Arbeid tot zijn bevoegdheid heeft.

HOOFDSTUK V. — Strafbepalingen

Art. 15. Met gevangenisstraf van acht dagen tot drie jaar en een geldboete van 500 tot 100 000 frank of met één van die straffen alleen wordt gestraft al wie de bepalingen van deze wet of haar uitvoeringsbesluiten heeft overtreden.

Art. 16. Bij herhaling binnen drie jaar na een vorige veroordeling, kan de straf op het dubbel van het maximum worden gebracht.

Art. 17. L'employeur est civilement responsable du paiement des amendes auxquelles ses préposés ou mandataires ont été condamnés.

Art. 18. § 1^{er}. Toutes les dispositions du livre Ier du Code pénal, y compris le chapitre VII, sont applicables aux infractions visées par la présente loi.

§ 2. L'article 85 du Code précité est applicable aux infractions visées par la présente loi sans que le montant de l'amende puisse être inférieur à 40 % des montants minima visés par la présente loi.

Art. 19. L'action publique résultant des infractions aux dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution se prescrit par cinq ans à compter du fait qui a donné naissance à l'action.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 20. Le Roi prend les mesures prévues par la présente loi après avoir recueilli l'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au Travail,

Ce Conseil rend son avis dans les deux mois suivant la demande qui lui en est faite. Après l'expiration de ce délai, il peut y être passé outre.

L'avis du Conseil supérieur pour la Prévention et la Protection au travail n'est cependant pas requis pour les arrêtés transposant des directives du Conseil de l'Union européenne établies sur la base de l'article 100A du Traité instituant l'Union européenne, signé à Rome le 25 mars 1957. Le président du Conseil supérieur est informé des mesures fixées.

Art. 21. L'article 1^{er} bis de la loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales, remplacé par la loi du 23 mars 1994 et modifié par les lois des 30 mars 1994 et 4 août 1996, est complété comme suit:

« 11° de 10 000 francs à 1 000 000 francs à la personne qui a enfreint les dispositions de la loi du 28 janvier 1999 relative aux garanties qui doivent présenter les substances et préparations en matière de sécurité et santé des travailleurs en vue de leur bien-être ou de ses arrêtés d'exécution. »

Art. 22. Les infractions à l'article 8, alinéa 1^{er}, sont exclusivement poursuivies et sanctionnées selon les dispositions de la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement et de la santé.

Art. 23. Les dispositions concernées du Règlement général pour la protection du travail restent en vigueur jusqu'à leur abrogation expresse ou jusqu'à l'expiration de leur durée de validité.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

—
Note

(1) Références parlementaires :

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 1741/1. — Amendement, n° 1741/2. — Rapport, n° 1741/3. — Texte adopté par la Commission, n° 1741/4. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1741/5.

Annales de la Chambre. — Séance du 7 janvier 1999.
Sénat.

Documents du Sénat. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1223/1. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1223/2.

Annales du Sénat. — Séance du 14 janvier 1999.

Art. 17. De werkgever is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe zijn aangestelden of lasthebbers worden veroordeeld.

Art. 18. § 1. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII, zijn toepasselijk op de bij deze wet bepaalde misdrijven.

§ 2. Artikel 85 van voormeld Wetboek is toepasselijk op de in deze wet bepaalde misdrijven zonder dat het bedrag van de geldboete lager mag zijn dan 40 % van de bij deze wet bepaalde minimumbedragen.

Art. 19. De strafvordering wegens overtreding van de bepalingen van deze wet en de uitvoeringsbesluiten ervan verjaart door verloop van vijf jaar na het feit waaruit de vordering is ontstaan.

HOOFDSTUK VI. — Slotbepalingen

Art. 20. De Koning neemt de in deze wet bedoelde maatregelen na het inwinnen van het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk.

Deze Raad geeft zijn advies binnen twee maanden nadat het hem gevraagd is. Na het verstrijken van deze termijn mag eraan voorbij gegaan worden.

Het advies van de Hoge Raad voor Preventie en Bescherming op het Werk is evenwel niet vereist voor de besluiten tot omzetting van richtlijnen van de Raad van de Europese Unie die zijn vastgelegd op grond van artikel 100A van het Verdrag tot oprichting van de Europese Unie gesloten te Rome op 25 maart 1957. De Voorzitter van de Hoge Raad, wordt op de hoogte gebracht van de vastgestelde maatregelen.

Art. 21. Artikel 1bis van de wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten toepasselijk in geval van inbreuk op sommige sociale wetten, vervangen bij de wet 23 maart 1994 en gewijzigd bij de wetten van 30 maart 1994 en 4 augustus 1996, wordt aangevuld als volgt :

« 11° van 10 000 frank tot 1 000 000 frank aan de persoon die de wet van 28 januari 1999 betreffende de waarborgen die de stoffen en preparaten inzake de veiligheid en de gezondheid van de werknemers met het oog op hun welzijn moeten bieden of de uitvoeringsbesluiten ervan heeft overtreden. »

Art. 22. De overtredingen van artikel 8, eerste lid, worden uitsluitend vervolgd en gesanctioneerd overeenkomstig de bepalingen van de wet van 21 december 1998 betreffende productnormen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu en de volksgezondheid.

Art. 23. De betreffende bepalingen van het Algemeen Reglement voor de Arbeidsbescherming blijven van kracht totdat zij uitdrukkelijk worden opgeheven of totdat hun geldigheidsdatum verstrijkt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekend en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Teverkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

—
Nota

(1) Parlementaire verwijzingen :

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 1741/1. — Amendement, nr. 1741/2. — Verslag, nr. 1741/3. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 1741/4. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1741/5.

Handelingen van de Kamer. — Vergadering van 7 januari 1999.
Senaat.

Stukken van de Senaat. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1223/1. — Ontwerp niet geëvoeerd door de Senaat, nr. 1-1223/2.

Handelingen van de Senaat. — Vergadering van 14 januari 1999.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 1067

[S - C - 99/29124]

20 MARS 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des Centres de Télé-Accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu l'article 59*bis*, § 1^{er}, de la Constitution;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat, notamment l'article 9, § 4, alinéa 3;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des Centres de Télé-Accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique;

Vu l'accord du Ministre-Président, chargé du budget, en date du 3 septembre 1990;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 2, 1°, de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 novembre 1987 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des centres de Télé-Accueil destinés aux personnes en état de crise psychologique, est remplacé par la disposition suivante :

« 1° Garantir à toute personne appelant en état de crise psychologique ou à toute personne appelant pour un problème relatif à l'enfance maltraitée ou gravement négligée, une écoute attentive, une réponse et, le cas échéant, une orientation qui répondent le mieux à la situation ou aux difficultés qui ont motivé l'appel, »

Art. 2. Un article 2*bis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art.2*bis*. Un Comité d'accompagnement évalue l'activité des Centres de Télé-Accueil pour ce qui concerne leurs missions dans le domaine de l'enfance maltraitée ou gravement négligée.

Le Comité est composé :

1° de deux délégués désignés par le Ministre, dont l'un en sa qualité de fonctionnaire de la Direction générale de la Santé;

2° de deux représentants de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, désignés par l'Office;

3° de deux représentants des centres agréés, désignés de commun accord par ceux-ci ou, à défaut d'accord, par le Ministre.

Il se réunit au moins une fois par an, à l'initiative du Ministre. »

Art. 3. Dans l'article 4 du même arrêté les mots "leurs frais d'équipement et" sont supprimés.

Art. 4. L'article 6, 2°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2° les frais généraux dans la mesure où ils n'excèdent pas, par année, un montant de 450 000 francs pour un centre occupant de 30 à 60 collaborateurs ou un montant de 650 000 francs pour un centre occupant plus de 60 collaborateurs.

Le Ministre peut majorer ces montants de 200 000 francs au plus après avis du Comité d'accompagnement visé à l'article 2*bis*. »

Art. 5. Dans l'article 9 du même arrêté, les mots "du présent arrêté" sont remplacés par les mots " de l'article 6, 1°".

Art. 6. L'article 9 du même arrêté est complété par l'alinéa suivant :

« L'Exécutif peut adapter les montants visés aux articles 5 et 6, 2°, quand les circonstances le justifient. »

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1990.

Art. 8. Le Ministre ayant la Santé dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mars 1991.

Par l'Exécutif :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

Le Ministre-Président, chargé du Budget,

V. FEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 1067

[S - C - 99/29124]

20 MAART 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Executieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor de toekenning van toelagen aan de Centra voor Tele-Onthaal voor personen in psychologische crisistoestand

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 59bis, § 1, van de Grondwet;

Gelet op de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, inzonderheid op artikel 9, § 4, lid 3;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de Centra voor Tele-Onthaal voor personen in psychologische crisistoestand;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter, belast met de begroting daterend van 3 september 1990;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister voor Sociale Zaken en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2, 1°, van het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 5 november 1987 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van en voor toekenning van toelagen aan de Centra voor Tele-Onthaal voor personen in psychologische crisistoestand wordt vervangen door volgende bepaling :

« 1° voor elke persoon die in psychologische crisistoestand oproept of voor elke persoon die oproept voor een probleem in verband met kindermishandeling of grove kindernalatigheid er voor zorgen dat ze een oplettende toehoorder, een antwoord en, zo nodig, een oriëntering vindt die zo goed mogelijk helpen de toestand of de moeilijkheden op te lossen die aanleiding gegeven hebben tot de oproep; »

Art. 2. Een artikel 2bis, luidend als volgt, wordt ingelast in hetzelfde besluit :

« Art. 2bis. Een begeleidingscomité beoordeelt de activiteit van de Centra voor Tele-Onthaal wat hun opdrachten betreft inzake kindermishandeling of grove kindernalatigheid.

Het comité bestaat uit :

1° twee door de Minister aangewezen gemachtigden uit wie één in zijn hoedanigheid van ambtenaar van de Algemene Directie voor Gezondheid;

2° twee vertegenwoordigers van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », aangewezen door de « Office »;

3° twee vertegenwoordigers van de erkende centra, eenstemmig aangewezen door die centra of bij gebrek aan eenstemmigheid door de Minister.

Het comité vergadert minstens eenmaal per jaar, op initiatief van de Minister. »

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de woorden « hun uitrusting en » geschrapt.

Art. 4. Artikel 6, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« 2° de bedrijfskosten in zover ze per jaar het bedrag van 450 000 frank niet overschrijden voor een centrum dat 30 tot 60 medewerkers tewerkstelt of het bedrag van 650 000 frank voor een centrum dat meer dan 60 medewerkers tewerkstelt.

De Minister kan die bedragen verhogen met maximum 200 000 frank na het advies te hebben ingewonnen van het in artikel 2bis bepaald begeleidingscomité. »

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « van dit besluit » vervangen door de woorden « van artikel 6, 1° ».

Art. 6. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met volgend lid: « De Executieve kan de bedragen bepaald in de artikelen 5 en 6, 2°, aanpassen indien de omstandigheden het rechtvaardigen ».

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking met 1 januari 1990.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de gezondheid behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 maart 1991.

Vanwege de Executieve :

De Minister voor Sociale Zaken en Gezondheid,
F. GUILLAUME

De Minister-Voorzitter, belast met de Begroting,
V. FEAUX

F. 99 — 1068

[S - C - 99/29135]

4 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française pris en application de l'article 321 du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, notamment l'article 321;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 janvier 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 janvier 98;

Vu le protocole du 22 juin 1998 contenant les conclusions des négociations menées au sein des comités de secteur IX et CII;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 1998 sur la demande d'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 octobre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales, et du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 4 janvier 1999,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Des membres du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles de la Communauté française

Section 1e. — Des fonctions de recrutement

Article 1^{er}. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole de la Communauté française avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 2. Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 48, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

Le membre du personnel visé à l'article 1^{er} qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 48, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

Section 2. — Des fonctions de sélection

Art. 3. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole de la Communauté française avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 4. Le membre du personnel visé à l'article 3 qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 80, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre, dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission zonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission zonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

Le membre du personnel visé à l'article 3 qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions visées à l'article 80, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 22 mars 1969 précité, introduit, par pli recommandé, une demande motivée par des circonstances exceptionnelles auprès du Ministre, dans le courant du mois de janvier. Il en adresse copie au président de la commission interzonale d'affectation ou, selon le cas, au président de la commission interzonale d'affectation de l'enseignement de promotion sociale dans le même délai.

CHAPITRE II. — Des membres du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles libres subventionnées

Section 1e. — Des fonctions de recrutement

Art. 5. Tout membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole libre subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996, peut introduire une demande de mutation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 6. Le membre du personnel visé à l'article 5 qui souhaite obtenir une mutation aux conditions de l'article 41 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

Section 2. — Des fonctions de sélection

Art. 7. Tout membre du personnel engagé à titre définitif dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole libre subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de mutation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 8. Le membre du personnel visé à l'article 7 qui souhaite obtenir une mutation aux conditions de l'article 49 du décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

CHAPITRE III. — *Des membres du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles officielles subventionnées*

Section 1e. — Des fonctions de recrutement

Art. 9. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de recrutement du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole officielle subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de mutation ou de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 10. Le membre du personnel visé à l'article 9 qui souhaite obtenir une mutation ou un changement d'affectation aux conditions de l'article 29 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

Section 2. — Des fonctions de sélection

Art. 11. Tout membre du personnel nommé à titre définitif dans une fonction de sélection du personnel auxiliaire d'éducation et affecté à une Haute Ecole officielle subventionnée avant le 1^{er} septembre 1996 peut introduire une demande de changement d'affectation vers un établissement d'un autre niveau d'enseignement.

Art. 12. Le membre du personnel visé à l'article 11 qui souhaite obtenir un changement d'affectation aux conditions de l'article 38 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, introduit, par pli recommandé, une demande auprès du Pouvoir organisateur concerné qui a un emploi vacant à conférer.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 14. La Ministre-Présidente chargée de l'Education, le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 janvier 1999.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
W. ANCIEN

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—
VERTALING

N. 99 — 1068

[S - C - 99/29135]

4 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap genomen met toepassing van artikel 321 van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 321;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 12 januari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 19 januari 1998;

Gelet op het protocol van 22 juni 1998 waarin de conclusies van de onderhandelingen binnen de comités van de sectoren IX en CII vervat zijn;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 30 juni 1998 omtrent de aanvraag om advies door de Raad van State binnen maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 oktober 1998, met toepassing van artikel 84, lid 1, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie, van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen en van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 4 januari 1999,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *De leden van het opvoedend hulppersoneel van de Hogescholen van de Franse Gemeenschap*

Afdeling 1. — *Wervingsambten*

Artikel 1. Ieder personeelslid dat vastbenoemd was in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel en aangewezen werd voor een Hogeschool van de Franse Gemeenschap vóór 1 september 1996 kan een aanvraag tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 2. Ieder bij artikel 1 bedoeld personeelslid dat wenst een verandering van aanwijzing te bekomen binnen de voorwaarden bedoeld bij artikel 48, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast

is met het toezicht op deze inrichtingen, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in wegens uitzonderlijke omstandigheden bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

Ieder bij artikel 1 bedoeld personeelslid, dat wenst een verandering van aanwijzing te bekomen onder de voorwaarden bedoeld bij artikel 48, § 1, 2°, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, dient, per aangetekende brief, een aanvraag om uitzonderlijke redenen bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

Afdeling 2. — Selectieambten

Art. 3. Ieder personeelslid dat vastbenoemd is in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een Hogeschool van de Franse Gemeenschap vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 4. Het bij artikel 3 bedoeld personeelslid dat een verandering van aanwijzing wenst te bekomen krachtens artikel 80, § 1, 1°, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, dient, via een aangetekende brief, een aanvraag in wegens uitzonderlijke omstandigheden bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de zonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

Het bij artikel 3 bedoeld personeelslid dat een verandering van aanwijzing wenst te bekomen krachtens artikel 80, § 1, 2°, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 22 maart 1969, dient, via een aangetekende brief, een aanvraag in wegens uitzonderlijke omstandigheden bij de Minister gedurende de maand januari. Hij stuurt er afschrift van naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie of, naargelang het geval, naar de voorzitter van de interzonale aanstellingscommissie voor het onderwijs voor sociale promotie binnen dezelfde termijn.

HOOFDSTUK II. — De leden van het opvoedend hulppersoneel van de gesubsidieerde vrije Hogescholen

Afdeling 1. — Wervingsambten

Art. 5. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde vrije Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot overplaatsing naar een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 6. Het bij artikel 5 bedoeld personeelslid dat wenst een overplaatsing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 41 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

Afdeling 2. — Selectieambten

Art. 7. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde vrije Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot overplaatsing naar een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 8. Het bij artikel 7 bedoeld personeelslid dat wenst een overplaatsing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 49 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

HOOFDSTUK III. — De leden van het opvoedend hulppersoneel van de gesubsidieerde officiële Hogescholen

Afdeling 1. — Wervingsambten

Art. 9. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een wervingsambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde officiële Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot overplaatsing naar of tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 10. Het bij artikel 9 bedoeld personeelslid dat wenst een overplaatsing of een verandering van aanwijzing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 29 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

Afdeling 2. — Selectieambten

Art. 11. Ieder personeelslid dat in vast verband aangeworven werd in een selectieambt van het opvoedend hulppersoneel en dat aangewezen werd voor een gesubsidieerde officiële Hogeschool vóór 1 september 1996, kan een aanvraag tot verandering van aanwijzing voor een inrichting van een ander onderwijsniveau indienen.

Art. 12. Het bij artikel 11 bedoeld personeelslid dat wenst een verandering van aanwijzing te bekomen onder de voorwaarden van artikel 38 van het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, dient, per aangetekende brief, een aanvraag in bij de betrokken Inrichtende Macht die een te begeven vacante betrekking heeft.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 14. De Minister- Voorzitter, belast met het onderwijs, de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek en de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken, zijn belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 4 januari 1999.

De Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
W. ANCIEN
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1069

[S - C - 99/29127]

25 JANVIER 1999. — Arrêté de Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, notamment l'article 65;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française;

Vu le Protocole du Comité des Services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 septembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 octobre 1998;

Sur la proposition du Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. A partir du 1^{er} septembre 2005, l'article 2, 4^o, a, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 fixant les échelles de traitement des membres du personnel directeur et enseignant, et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, est remplacé par la disposition suivante :

« a. porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'instituteur maternel, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur, d'éducateur délivré par un établissement d'enseignement supérieur pédagogique de type court et de plein exercice ou à l'issue d'une section « éducateurs spécialisés » organisée par l'enseignement supérieur pédagogique ou social de promotion sociale de type court, de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge ou par un établissement y habilité par la loi : échelle 216 visée au 3^o. »

Art. 2. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visés à l'article 2, 4^o, a, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juin 1998 précité bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

1^o pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

2^o pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

3^o pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

4^o pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

5^o pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté;

6^o pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement attribuée à la veille de la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement attribuée en vertu de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre ayant l'enseignement artistique à horaire réduit dans ses attributions,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

N. 99 — 1069

[S - C - 99/29127]

25 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 2 juni 1998 houdende organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 65;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het protocol van het Comité van de provinciale en plaatselijke openbare diensten, afdeling II;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 september 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 oktober 1998;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het kunstonderwijs met beperkt leerplan behoort;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999,

Besluit :

Artikel 1. Vanaf 1 september 2005, wordt artikel 2, 4°, a, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1998 tot vaststelling van de weddeschalen van de leden van het leidend en onderwijspersoneel en van het opvoedend hulppersoneel van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, door de volgende bepaling vervangen :

« a. houder van een diploma van onderwijzer lager onderwijs, onderwijzer kleuteronderwijs, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs, opvoeder uitgereikt door een inrichting voor hoger pedagogisch onderwijs van het korte type met volledig leerplan of op het einde van een afdeling "gespecialiseerde opvoeders" georganiseerd door het hoger pedagogisch onderwijs of sociaal onderwijs voor sociale promotie van het korte type, maatschappelijk adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit of door een daartoe gemachtigde inrichting : schaal 216 bedoeld bij 3°. ».

Art. 2. Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005, genieten de bij artikel 2, 4°, a, van het bovenvermeld besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juni 1999 personeelsleden een weddeverhoging bepaald als volgt :

1° voor de periode van 1 september 1999 tot 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens artikel 1 van dit besluit;

2° voor de periode van 1 september 2000 tot 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens artikel 1 van dit besluit;

3° voor de periode van 1 september 2001 tot 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens artikel 1 van dit besluit;

4° voor de periode van 1 september 2002 tot 31 augustus 2003, 47,5 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens artikel 1 van dit besluit;

5° voor de periode van 1 september 2003 tot 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens artikel 1 van dit besluit;

6° voor de periode van 1 september 2004 tot 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal toegekend voor de datum van inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal toegekend krachtens artikel 1 van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het kunstonderwijs met beperkt leerplan behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister tot wiens bevoegdheid het kunstonderwijs met beperkt leerplan behoort,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE



F. 99 — 1070

[S - C - 99/29104]

27 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 20 mars 1975 réglant l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1^{er} avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux;

Vu l'arrêté royal du 20 mars 1975 réglant l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle;

Vu le protocole du Comité de Secteur IX du 25 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 remplacé par la loi du 9 août 1980 et modifié par les lois des 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux doit être adaptée sans délai aux nouvelles structures du Ministère de la Communauté française;

Sur proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Éducation;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 12 janvier 1999,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 20 mars 1975 réglant l'organisation de l'inspection des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle, les mots « du Directeur général de l'Administration dont relèvent les centres et les offices » sont remplacés par les mots « de l'Administrateur général de l'enseignement et de la recherche scientifique ».

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. Les inspecteurs sont nommés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Ministre qui a l'éducation dans ses attributions ».

Art. 3. Dans l'article 10 du même arrêté, les mots « de l'Etat » sont remplacés par les mots « de la Communauté française ».

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 5. La Ministre-Présidente qui a l'Éducation dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 27 janvier 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Éducation,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1070

[S - C - 99/29104]

27 JANUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 tot regeling van de organisatie der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medischsociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 augustus 1962 tot regeling van psycho-medisch-sociale centra;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 maart 1975 tot regeling van de organisatie der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité IX van 25 december 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, vervangen bij de wet van 9 augustus 1980 en gewijzigd bij de wetten van 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiverd door het feit dat de organisatie van de inspectie van de psycho-medisch-sociale centra onverwijld moet aangepast worden aan de nieuwe structuren van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met het onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 januari 1999,

Besluit :

Artikel 1. En artikel 1, lid 2, van het koninklijk besluit van 20 maart 1975 tot regeling van de organisatie der inspectie van de psycho-medisch-sociale centra en van de diensten voor studiebenoepsoriëntering, worden de woorden « van de Directeurgeneraal van het Bestuur tot wiens bevoegdheid de centra en de diensten behoren » vervangen door de woorden « van de Administrateur-generaal van het onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek ».

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. De inspecteurs worden door de Regering van de Franse Gemeenschap benoemd op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs behoort. »

Art. 3. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de woorden « de rijkstoelagen » vervangen door de woorden « de toelagen van de Franse Gemeenschap ».

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 5. De Minister-Voorzitster, tot wier bevoegdheid het onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 januari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

**5 FEVRIER 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
portant des dispositions temporaires en matière de congés de certains membres du personnel
des centres psycho-médico-sociaux**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 1er avril 1960 relative aux centres psycho-médico-sociaux, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal n° 467 du 1er octobre 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que de services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial, tel que modifié, notamment l'article 169;

Vu l'arrêté royal du 19 mai 1981, relatif aux vacances et aux congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, tel que modifié, notamment l'article 1er;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 6 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 27 octobre 1998;

Vu l'avis motivé du Comité supérieur de concertation du secteur IX du 25 novembre 1998;

Vu les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, notamment l'article 3, § 1er, 1er alinéa;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de faire coïncider les vacances du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et du service d'inspection, avec le calendrier scolaire, pour l'année 1998-1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux membres du personnel définitif et stagiaire visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 27 juillet 1979 portant le statut du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française, des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française, ainsi que des services d'inspection chargés de la surveillance des centres psycho-médico-sociaux et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial.

Art. 2. Par dérogation à l'article 1er, *a)*, *b)*, *c)*, *d)*, *e)*, et *f)*, de l'arrêté royal du 19 mai 1981 relatif aux vacances et congés des membres stagiaires ou nommés à titre définitif du personnel technique des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, des centres de formation de l'Etat et des services d'inspection, les congés de vacances annuelles autres que les congés divers sont, pour l'année 1998-1999, fixés comme suit :

- congé de détente 1er trimestre : du 2 au 6 novembre 1998;
- vacances d'hiver : du 21 décembre 1998 au 1er janvier 1999;
- congé de détente : du 15 au 19 février 1999;
- vacances de printemps : du 5 au 16 avril 1999.

Vacances d'été :

a) pour les directeurs et les membres du service d'inspection des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française et des centres psycho-médico-sociaux pour l'enseignement spécial de la Communauté française : du 6 juillet au 16 août 1999;

b) pour les autres membres du personnel visés à l'article 1er : du samedi 3 juillet au mercredi 18 août 1999 ou du samedi 10 juillet au mercredi 25 août 1999.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1998.

Art. 4. La Ministre-Présidente est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 février 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

N. 99 — 1071

[99/29136]

**5 FEBRUARI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
houdende sommige tijdelijke bepalingen inzake verlof voor sommige personeelsleden
van de psycho-medisch-sociale centra**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 1 april 1960 betreffende de psycho-medisch-sociale centra, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 467 van 1 oktober 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 169;

Gelet op het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd personeel van de rijkspsycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 1;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 6 oktober 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 27 oktober 1998;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Hoger overlegcomité van sector IX van 25 november 1998;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State, inzonderheid op artikel 3, § 1, lid 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het verlof van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en dat van de inspectiediensten samen moeten vallen met de schoolagenda, voor het jaar 1998-1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op het vastbenoemd en stagedoend personeel bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap, van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsook van de inspectiediensten belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra en de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs.

Art. 2. In afwijking van artikel 1, a), b), c), d), e), en f), van het koninklijk besluit van 19 mei 1981 betreffende de vakantie- en verlofregeling van het stagedoend en vastbenoemd personeel van de rijkspsycho-medisch-sociale centra, de rijksvormingscentra en de inspectiediensten, worden de andere jaarlijkse vakantieverlofdagen dan de verscheidene verlofdagen voor 1998-1999 als volgt bepaald :

— Ontspanningsverlof : 1e kwartaal : van 2 tot 6 november 1998;

— wintervakantie : van 21 december 1998 tot 1 januari 1999;

— ontspanningsverlof : van 15 tot 19 februari 1999;

— krokusvakantie : van 5 tot 16 april 1999.

Zomervakantie :

a) voor de directeurs en de leden van de inspectiedienst van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de psycho-medisch-sociale centra voor het buitengewoon onderwijs van de Franse Gemeenschap : van 6 juli tot 16 augustus 1999.

b) voor de overige leden van het personeel bedoeld bij artikel 1 :

van zaterdag 3 juli tot 18 augustus 1999 of van zaterdag 10 juli tot woensdag 25 augustus 1999.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1998.

Art. 4. De Minister-Vorzitster is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 februari 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 1072

[C - 99/27281]

**25 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création de la réserve naturelle domaniale du Brou, à Abolens (Hannut)**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets des 11 avril 1984, 16 juillet 1985 et 7 septembre 1989, notamment les articles 6, 9, 11, 33 et 52;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance, la police et la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation du publique;

Vu la convention de location établie entre la ville de Hannut et la Région wallonne en date du 8 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 22 septembre 1998;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de Liège, donné le 22 janvier 1999;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont constitués en réserve naturelle domaniale du Brou, à Abolens, les 13 ha 76 a 10 ca de terrains figurés en grisé au plan ci-joint, appartenant à la ville de Hannut et cadastrés comme suit :Abolens, 6e division, section A, parcelles n^{os} :275_g d'une superficie de 0,0015 ha;275_l pie d'une superficie de 7,8470 ha;275_n d'une superficie de 1,0007 ha;275_m d'une superficie de 2,3701 ha;275_p d'une superficie de 0,0042 ha;278_c d'une superficie de 2,5375 ha.**Art. 2.** Par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature et à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975, seule, la chasse au lapin par furetage et au moyen de bourses pourra être exercée sur les terrains faisant l'objet du présent arrêté et ce, sous réserve de l'application du cahier spécial des charges du bail de chasse qui sera en vigueur dans cette réserve naturelle domaniale.

Le cahier spécial des charges, émis par la ville de Hannut, et dont il est fait état ci-dessus, devra être soumis pour accord, après avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, au Ministre compétent au sein de la Région wallonne.

Namur, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNONLe Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de la Nature et des Forêts, avenue Prince de Liège 7, à 5100 Jambes.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 1072

[C - 99/27281]

**25. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung
zur Errichtung des domanialen Naturschutzgebiets von "Brou" in Abolens (Hannut)**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in seiner durch die Dekrete vom 11. April 1984, vom 16. Juli 1985 und vom 7. September 1989 abgeänderten Fassung, und insbesondere der Artikel 6, 9, 11, 33 und 52;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten außerhalb der für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Wege;

Aufgrund des am 8. Mai 1998 zwischen der Stadt Hannut und der Wallonischen Region getroffenen Mietabkommens;

Aufgrund des am 22. September 1998 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer Oberster Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 22. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Lüttich;
Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Die 13 ha 76 a 10 ca großen und auf dem beigegeführten Plan mit Azurelinien dargestellten Grundstücke, die der Stadt Hannut gehören und wie folgt katastriert sind:

Abolens, 6. Gemarkung, Flur A, Parzellen Nrn.:

275_g mit einer Fläche von 0,0015 ha;

275_{1 pie} mit einer Fläche von 7,8470 ha;

275_n mit einer Fläche von 1,0007 ha;

275_m mit einer Fläche von 2,3701 ha;

275_p mit einer Fläche von 0,0042 ha;

278_c mit einer Fläche von 2,5375 ha,

werden als domaniales Naturschutzgebiet von "Brou" in Abolens errichtet.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur und von Artikel 5 des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 darf nur die Jagd auf Kaninchen mit Kaninchengarn und Frettchen auf den im vorliegenden Erlaß erwähnten Grundstücken ausgeübt werden, und zwar vorbehaltlich der Anwendung des Sonderlastenheftes der Jagdpacht, das in diesem domanialem Naturschutzgebiet geltend wird.

Das von der Stadt Hannut ausgegebene und oben erwähnte Sonderlastenheft muß nach Gutachten des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" dem innerhalb der Wallonischen Region zuständigen Minister zur Zustimmung vorgelegt werden.

Namur, den 25. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Natur und Forstwesen, avenue Prince de Liège 7, in 5100 Jambes eingesehen werden.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 1072

[C - 99/27281]

25 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering houdende oprichting van het domaniale natuurreservaat "Brou" te Abolens (Hannuit)

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij de decreten van 11 april 1984, 16 juli 1985 en 7 september 1989, inzonderheid op de artikelen 6, 9, 11, 33 en 52;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan;

Gelet op de huurovereenkomst aangegaan tussen de stad Hannuit en het Waalse Gewest met ingang van 8 mei 1998;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 22 september 1998;

Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad van Luik, gegeven op 22 januari 1999;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het domaniale natuurreservaat « Brou », te Abolens, bestaat uit de aan de stad Hannuit toebehorende 13 ha 76 a 10 ca terrein, die in grijs staan vermeld op het bijgevoegde plan en gekadastréerd zijn als volgt :

Abolens, 6de afdeling, Sectie A, percelen nrs. :

275_g met een oppervlakte van 0,0015 ha;

275_{1 pie} met een oppervlakte van 7,8470 ha;

275_n met een oppervlakte van 1,0007 ha;

275_m met een oppervlakte van 2,3701 ha;

275_p met een oppervlakte van 0,0042 ha;

278_c met een oppervlakte van 2,5375 ha.

Art. 2. In afwijking van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud en van artikel 5 van het ministerieel besluit van 23 oktober 1975, mag alleen de konijnjacht met fret of d.m.v. buidels uitgeoefend worden op het in dit besluit bedoelde terrein, behoudens de toepassing van het bestek van de jachtpacht die van kracht zal zijn in dat domaniale natuurreservaat.

Het bovenvermelde bestek, uitgegeven door de stad Hannuit, moet ter goedkeuring voorgelegd worden aan de bevoegde Waalse Minister, na advies van de « Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature ».

Namen, 25 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Dit plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Natuur en Bossen, avenue Prince de Liège 7, te 5100 Jambes.



F. 99 — 1073

[C - 99/27282]

**25 MARS 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
portant création de la réserve naturelle domaniale de la Vallée de l'Emmels**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, modifiée par les décrets des 11 avril 1984, 16 juillet 1985 et 7 septembre 1989, et notamment les articles 6, 9, 11, 33 et 52;

Vu la loi sur la chasse du 28 février 1882, modifiée par le décret du 14 juillet 1994, notamment l'article 5bis et 9bis;

Vu l'arrêté ministériel du 23 octobre 1975 établissant le règlement relatif à la surveillance et à la circulation dans les réserves naturelles domaniales, en dehors des chemins ouverts à la circulation publique;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 22 septembre 1998;

Vu l'avis de la députation permanente du conseil provincial de Liège, donné le 22 janvier 1999;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont constitués en réserve naturelle domaniale de la Vallée de l'Emmels les 36 ha 26 a 26 ca de terrains figurés en grisé au plan ci-joint, appartenant à la Région wallonne et cadastrés comme suit :

Commune	Division	Section	Parcelle	Surface
Amel	13	C	113a	0,622
Amel	13	C	114a	0,8521
Amel	13	C	114c	0,0863
Amel	13	C	115a	0,2297
Amel	13	C	119a	0,135
Amel	13	C	130a	0,3354
Amel	13	C	131c	0,0644
Amel	13	C	132f	0,185
Amel	13	C	99a	0,4221
Amel	14	A	11	0,0604
Amel	14	A	15	0,4477
Amel	14	A	16	0,8797
Amel	14	A	27	0,4487
Amel	14	A	10a	1,7592
Amel	14	A	10b	1,8676
Amel	14	A	12a	0,1542
Amel	14	A	12b	0,0503
Amel	14	A	12c	0,0815
Amel	14	A	14a	0,4265
Amel	14	A	17a	0,462
Amel	14	A	24a	0,3067
Amel	14	A	25a	0,4826
Amel	14	A	25b	0,577
Amel	14	A	29a	0,0075

Amel	14	A	29b	0,1103
Amel	14	A	3a	0,3407
Amel	14	A	3b	0,4285
Amel	14	A	3c	0,5883
Amel	14	A	42e	3,0942
Amel	14	A	4a	1,063
Amel	14	A	4b	0,9749
Amel	14	A	4c	0,9749
Amel	14	A	7a	0,7229
Amel	14	A	8a	0,6594
Amel	14	A	9a	0,4443
Amel	14	B	29e	0,0597
Amel	14	C	117a	0,372
Amel	15	D	147	0,2596
Amel	15	D	148	0,3738
Amel	15	D	162	0,3489
Amel	15	D	115a	0,0615
Amel	15	D	134a	0,3499
Amel	15	D	134b	0,5211
Amel	15	D	135a	0,5911
Amel	15	D	135b	0,6827
Amel	15	D	136a	0,4738
Amel	15	D	137b	0,2274
Amel	15	D	138a	0,2419
Amel	15	D	144c	0,3554
Amel	15	D	149a	0,3198
Amel	15	D	149b	0,2613
Amel	15	D	150a	0,1619
Amel	15	D	150d	0,0001
Amel	15	D	150e	0,0106
Amel	15	D	164a	0,1909
Amel	15	D	164b	0,1792
Amel	15	D	164c	0,5623
Amel	15	D	165 (pie)	0,25
Amel	15	D	166a	0,8943
Amel	15	D	170c	0,4622
Amel	15	D	170d	0,4289
Amel	15	D	170e	1,5629
Amel	15	D	170g	0,0092
Amel	15	D	170k	0,0174
Amel	15	D	170m	0,0083
Amel	15	D	170r	0,0037
Amel	15	E	10a	0,1825
Amel	15	E	11a	0,5178
Amel	15	E	6a	1,2227
Amel	15	E	6b	1,1112
Amel	15	E	8a	0,687
Amel	15	E	8b	0,687
Amel	15	E	8c	0,7798
Amel	15	E	9a	0,4878
			Surface totale	36,2626

Art. 2. Par dérogation à l'article 11 de la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, l'exercice de la chasse est autorisé sur les parcelles reprises au présent arrêté.

Cet exercice est toutefois limité à la seule action consistant à rechercher et poursuivre le gibier en vue de le pousser en dehors des parcelles précitées et permettre son tir sur d'autres parcelles.

A l'exception de la recherche d'un gibier blessé, la circulation des chasseurs porteurs de leur arme est interdite à l'intérieur de la réserve naturelle domaniale.

Namur, le 25 mars 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Le plan peut être consulté auprès de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de la Nature et des Forêts, avenue Prince de Liège 7, à 5100 Jambes.

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 1073

[C - 99/27282]

25. MÄRZ 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Errichtung des domanialen, "Vallée de l'Emmels" genannten Naturschutzgebiets

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in seiner durch die Dekrete vom 11. April 1984, vom 16. Juli 1985 und vom 7. September 1989 abgeänderten Fassung, und insbesondere der Artikel 6, 9, 11, 33 und 52;

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Februar 1882 über die Jagd, in seiner durch das Dekret vom 14. Juli 1994 abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 5*bis* und 9*bis*;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 23. Oktober 1975 zur Festlegung der Regelung über die Überwachung, die Polizeigewalt und den Verkehr in den domanialen Naturschutzgebieten außerhalb der für den öffentlichen Verkehr freigegebenen Wege;

Aufgrund des am 22. September 1998 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer Oberster Rat für die Erhaltung der Natur);

Aufgrund des am 22. Januar 1999 abgegebenen Gutachtens des Ständigen Ausschusses des Provinzialrates Lüttich;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Die 36 ha 26 a 26 ca großen und auf dem beigefügten Plan mit Azurelinien dargestellten Grundstücke, die der Wallonischen Region gehören und wie folgt katastriert sind:

Gemeinde	Gemarkung	Flur	Parzelle	Fläche
Amel	13	C	113a	0,622
Amel	13	C	114a	0,8521
Amel	13	C	114c	0,0863
Amel	13	C	115a	0,2297
Amel	13	C	119a	0,135
Amel	13	C	130a	0,3354
Amel	13	C	131c	0,0644
Amel	13	C	132f	0,185
Amel	13	C	99a	0,4221
Amel	14	A	11	0,0604
Amel	14	A	15	0,4477
Amel	14	A	16	0,8797
Amel	14	A	27	0,4487

Amel	14	A	10a	1,7592
Amel	14	A	10b	1,8676
Amel	14	A	12a	0,1542
Amel	14	A	12b	0,0503
Amel	14	A	12c	0,0815
Amel	14	A	14a	0,4265
Amel	14	A	17a	0,462
Amel	14	A	24a	0,3067
Amel	14	A	25a	0,4826
Amel	14	A	25b	0,577
Amel	14	A	29a	0,0075
Amel	14	A	29b	0,1103
Amel	14	A	3a	0,3407
Amel	14	A	3b	0,4285
Amel	14	A	3c	0,5883
Amel	14	A	42e	3,0942
Amel	14	A	4a	1,063
Amel	14	A	4b	0,9749
Amel	14	A	4c	0,9749
Amel	14	A	7a	0,7229
Amel	14	A	8a	0,6594
Amel	14	A	9a	0,4443
Amel	14	B	29e	0,0597
Amel	14	C	117a	0,372
Amel	15	D	147	0,2596
Amel	15	D	148	0,3738
Amel	15	D	162	0,3489
Amel	15	D	115a	0,0615
Amel	15	D	134a	0,3499
Amel	15	D	134b	0,5211
Amel	15	D	135a	0,5911
Amel	15	D	135b	0,6827
Amel	15	D	136a	0,4738
Amel	15	D	137b	0,2274
Amel	15	D	138a	0,2419
Amel	15	D	144c	0,3554
Amel	15	D	149a	0,3198
Amel	15	D	149b	0,2613
Amel	15	D	150a	0,1619
Amel	15	D	150d	0,0001
Amel	15	D	150e	0,0106
Amel	15	D	164a	0,1909
Amel	15	D	164b	0,1792
Amel	15	D	164c	0,5623

Amel	15	D	165 (pie)	0,25
Amel	15	D	166a	0,8943
Amel	15	D	170c	0,4622
Amel	15	D	170d	0,4289
Amel	15	D	170e	1,5629
Amel	15	D	170g	0,0092
Amel	15	D	170k	0,0174
Amel	15	D	170m	0,0083
Amel	15	D	170r	0,0037
Amel	15	E	10a	0,1825
Amel	15	E	11a	0,5178
Amel	15	E	6a	1,2227
Amel	15	E	6b	1,1112
Amel	15	E	8a	0,687
Amel	15	E	8b	0,687
Amel	15	E	8c	0,7798
Amel	15	E	9a	0,4878
			Gesamtfläche	36,2626

werden als domaniales, „Vallée de l'Emmels« genanntes Naturschutzgebiet errichtet.

Art. 2 - In Abweichung von Artikel 11 des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur ist die Ausübung der Jagd auf den im vorliegenden Erlaß erwähnten Parzellen erlaubt.

Diese Jagdausübung wird jedoch auf die einzige Tätigkeit beschränkt, die darin besteht, das Wild außerhalb der vorerwähnten Parzellen hinauszuschieben und auf anderen Parzellen abzuschließen.

Mit Ausnahme der Suche nach verletztem Wild ist der Verkehr von Jägern, die ihre Waffe bei sich haben, innerhalb des domanialen Naturschutzgebiets verboten.

Namur, den 25. März 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

Der Plan kann bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung Natur und Forstwesen, Avenue Prince de Liège 7, in 5100 Jambes, eingesehen werden.

VERTALING

N. 99 — 1073

[C - 99/27282]

**25 MAART 1999. — Besluit van de Waalse Regering
houdende oprichting van het domaniale natuurreservaat "la Vallée de l'Emmels"**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, gewijzigd bij de decreten van 11 april 1984, 16 juli 1985 en 7 september 1989, inzonderheid op de artikelen 6, 9, 11, 33 en 52;

Gelet op de jachtwet van 28 februari 1882, gewijzigd bij het decreet van 14 juli 1994, inzonderheid op de artikelen 5bis en 9bis;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 oktober 1975 houdende reglementering van de bewaking, de politie en het verkeer in de staatsnatuurreservaten, buiten de wegen die voor het openbaar verkeer openstaan;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud), gegeven op 22 september 1998; Gelet op het advies van de bestendige deputatie van de provincieraad van Luik, gegeven op 22 januari 1999;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het domaniale natuurreservaat « Vallée de l'Emmels » bestaat uit de aan het Waalse Gewest toebehorende 36 ha 26 a 26 ca terrein, die in grijs staan vermeld op het bijgevoegde plan en gekadastrerd zijn als volgt :

Gemeente	Afdeling	Sectie	Perceel	Oppervlakte
Amel	13	C	113a	0,622
Amel	13	C	114a	0,8521
Amel	13	C	114c	0,0863
Amel	13	C	115a	0,2297
Amel	13	C	119a	0,135
Amel	13	C	130a	0,3354
Amel	13	C	131c	0,0644
Amel	13	C	132f	0,185
Amel	13	C	99a	0,4221
Amel	14	A	11	0,0604
Amel	14	A	15	0,4477
Amel	14	A	16	0,8797
Amel	14	A	27	0,4487
Amel	14	A	10a	1,7592
Amel	14	A	10b	1,8676
Amel	14	A	12a	0,1542
Amel	14	A	12b	0,0503
Amel	14	A	12c	0,0815
Amel	14	A	14a	0,4265
Amel	14	A	17a	0,462
Amel	14	A	24a	0,3067
Amel	14	A	25a	0,4826
Amel	14	A	25b	0,577
Amel	14	A	29a	0,0075
Amel	14	A	29b	0,1103
Amel	14	A	3a	0,3407
Amel	14	A	3b	0,4285
Amel	14	A	3c	0,5883
Amel	14	A	42e	3,0942
Amel	14	A	4a	1,063
Amel	14	A	4b	0,9749
Amel	14	A	4c	0,9749
Amel	14	A	7a	0,7229
Amel	14	A	8a	0,6594
Amel	14	A	9a	0,4443
Amel	14	B	29e	0,0597
Amel	14	C	117a	0,372
Amel	15	D	147	0,2596
Amel	15	D	148	0,3738
Amel	15	D	162	0,3489
Amel	15	D	115a	0,0615
Amel	15	D	134a	0,3499

Amel	15	D	134b	0,5211
Amel	15	D	135a	0,5911
Amel	15	D	135b	0,6827
Amel	15	D	136a	0,4738
Amel	15	D	137b	0,2274
Amel	15	D	138a	0,2419
Amel	15	D	144c	0,3554
Amel	15	D	149a	0,3198
Amel	15	D	149b	0,2613
Amel	15	D	150a	0,1619
Amel	15	D	150d	0,0001
Amel	15	D	150e	0,0106
Amel	15	D	164a	0,1909
Amel	15	D	164b	0,1792
Amel	15	D	164c	0,5623
Amel	15	D	165 (pie)	0,25
Amel	15	D	166a	0,8943
Amel	15	D	170c	0,4622
Amel	15	D	170d	0,4289
Amel	15	D	170e	1,5629
Amel	15	D	170g	0,0092
Amel	15	D	170k	0,0174
Amel	15	D	170m	0,0083
Amel	15	D	170r	0,0037
Amel	15	E	10a	0,1825
Amel	15	E	11a	0,5178
Amel	15	E	6a	1,2227
Amel	15	E	6b	1,1112
Amel	15	E	8a	0,687
Amel	15	E	8b	0,687
Amel	15	E	8c	0,7798
Amel	15	E	9a	0,4878
			Totale oppervlakte	36,2626

Art. 2. In afwijking van artikel 11 van de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, wordt de uitoefening van de jacht toegestaan op de in dit besluit bedoelde percelen.

Die uitoefening is echter beperkt tot de opzoeking en achtervolging van het wild, dat buiten de bedoelde percelen moet worden gedreven en neergeschoten.

Het verkeer van de jagers die hun wapen dragen is verboden binnen het domaniale natuurreservaat behalve als ze een gewond wild opzoeken.

Namen, 25 maart 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Dit plan ligt ter inzage bij het Directoraat-generaal Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, Afdeling Natuur en Bossen, avenue Prince de Liège 7, te 5100 Jambes.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 99 — 1074 [99/31047]

**21 DECEMBRE 1998. — Ordonnance
arrêtant le bilan de départ de la Régie foncière (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et
Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à
l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Est arrêté le bilan de départ de la Régie foncière de la Région
de Bruxelles-Capitale établi par le Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale en sa séance du 9 juillet 1998, conformément aux
dispositions de l'article 6 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant
création de la « Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée
au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,
de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie,
des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,
du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique,
de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement
et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

—————
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*
Documents du Conseil. — A-288/1. Projet d'ordonnance.
Session ordinaire 1998-1999.
Documents du Conseil. — A-288/2. Rapport (renvoi).
Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 11 décembre 1998. —
Adoption. Séance du 14 décembre 1998.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 99 — 1074 [99/31047]

**21 DECEMBER 1998. — Ordonnantie
tot vaststelling van de beginbalans van de Grondregie (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijk Raad heeft aangenomen en Wij,
Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in
artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Vastgesteld wordt de beginbalans van de Grondregie van het
Brussels Hoofdstedelijk Gewest die door de Brusselse Hoofdstedelijke
Regering ter zitting van 9 juli 1998 is opgesteld, overeenkomstig de
bepalingen van artikel 6 van de ordonnantie van 8 september 1994
houdende de oprichting van de « Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk
Gewest ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch
Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 1998.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Plaatselijke Besturen,
Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,
Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie,
Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken en Vervoer,
H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt,
Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu
en Waterbeleid, Renovatie,
Natuurbehoud en Openbare Netheid,
D. GOSUIN

—————
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*
Documenten van de Raad. — A-288/1. Ontwerp van ordonnantie.
Gewone zitting 1998-1999.
Documenten van de Raad. — A-288/2. Verslag (verwijzing).
Volledig verslag. — Bespreking. Vergadering van 11 december 1998. —
Aanneming. Vergadering van 14 december 1998.

F. 99 — 1075 [99/31048]

**21 DECEMBRE 1998. — Règlement approuvant le bilan de clôture
de la Régie de l'Agglomération de Bruxelles en liquidation (1)**

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et
Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent règlement règle une matière visée à l'arti-
cle 166 de la Constitution.

N. 99 — 1075 [99/31048]

**21 DECEMBER 1998. — Verordening tot goedkeuring van de eind-
balans van het in vereffening zijnde Agglomeratiebedrijf van
Brussel (1)**

De Brusselse Hoofdstedelijk Raad heeft aangenomen en Wij,
Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze verordening regelt een aangelegenheid bedoeld in
artikel 166 van de Grondwet.

Art. 2. Est approuvé le bilan de clôture de la Régie de l'Agglomération de Bruxelles en liquidation approuvé par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 9 juillet 1998, conformément aux dispositions de l'article 22 de l'ordonnance du 8 septembre 1994 portant création de la « Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Promulguons le présent règlement, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 21 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,
de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie,
des Finances, du Budget, de l'Energie et des Relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique,
du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique,
de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement
et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation,
de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

—
Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Documents du Conseil. — A-287/1. Projet d'ordonnance.
Session ordinaire 1998-1999.

Documents du Conseil. — A-287/2. Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion. Séance du 11 décembre 1998. —
Adoption. Séance du 14 décembre 1998.

Art. 2. Goedgekeurd wordt de eindbalans van het in vereffening zijnde Agglomeratiebedrijf van Brussel die door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering is goedgekeurd ter zitting van 9 juli 1998, overeenkomstig de bepalingen van artikel 22 van de ordonnantie van 8 september 1994 houdende de oprichting van de « Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ».

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 21 december 1998.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Plaatselijke Besturen,
Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,
Ch. PICQUE

De Minister belast met Economie,
Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister belast met Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken en Vervoer,
H. HASQUIN

De Minister belast met Openbaar Ambt,
Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

De Minister belast met Leefmilieu
en Waterbeleid, Renovatie,
Natuurbehoud en Openbare Netheid,
D. GOSUIN

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Documenten van de Raad. — A-287/1. Ontwerp van ordonnantie.
Gewone zitting 1998-1999.

Documenten van de Raad. — A-287/2. Verslag.

Volledig verslag. — Bespreking. Vergadering van 11 december 1998. —
Aanneming. Vergadering van 14 december 1998.

F. 99 — 1076

[C - 98/31550]

26 NOVEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale fixant le statut administratif du personnel du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi du 31 décembre 1963 sur la protection civile, modifiée en dernier lieu par la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat, notamment l'article 9, § 1^{er};

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création d'un Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale, notamment l'article 8;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998 fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 février 1995 relatif au classement hiérarchique des grades du personnel du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu le statut administratif des agents de l'Agglomération bruxelloise, adopté par le Conseil d'Agglomération en séance du 20 juin 1973, modifié par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 1990 et l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 octobre 1993;

Considérant l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des Gouvernements de Communauté et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

N. 99 — 1076

[C - 98/31550]

26 NOVEMBER 1998. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot vaststelling van het administratief statuut van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de wet van 31 december 1963 betreffende de civiele bescherming, zoals voor het laatst gewijzigd door de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, inzonderheid op artikel 9, § 1;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998 houdende vaststelling van de personeelsformatie van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 2 februari 1995 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

Gelet op het administratief statuut van het personeel van de Agglomeratie Brussel, aangenomen door de Agglomeratieraad in zitting van 20 juni 1973, gewijzigd bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 29 maart 1990 en het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 oktober 1993;

Gezien het koninklijk besluit van 26 september 1994 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhankelijk;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique du 10 juillet 1997;

Vu le protocole du Comité de secteur XV numéro 97/23 du 28 novembre 1997;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 7 novembre 1997 sur la demande d'avis ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, rendu le 16 mars 1998 en application de l'article 84, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction Publique, du Commerce Extérieur, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide Médicale Urgente,

Arrête :

TITRE Ier. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

le Service d'Incendie : le Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

le Ministre : le ministre ou le secrétaire d'état du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour la Lutte contre l'Incendie et l'Aide Médicale Urgente.

TITRE II. — Le personnel opérationnel

CHAPITRE I^{er}. — Des membres du personnel n'appartenant pas au cadre des officiers

Section 1^{er}. — Du recrutement

Art. 2. Le recrutement s'effectue exclusivement dans le grade de Pompier par un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement.

Les conditions de participation au concours sont les suivantes :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° être âgé de 18 ans au moins et de 30 ans au plus, à la date de clôture de l'inscription au concours de recrutement;
- 3° jouir de ses droits civils et politiques;
- 4° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 5° être en règle à l'égard des lois sur la milice;
- 6° être titulaire du diplôme d'humanités inférieures ou équivalent;
- 7° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer.

Art. 3. Les candidats doivent en outre satisfaire aux exigences suivantes :

- 1° mesurer au moins 1,63 m;
- 2° avoir une acuité auditive à chaque oreille, sans port de prothèse, suffisante pour permettre d'entendre la voix normale de la conversation à une distance de 2,50 m;
- 3° satisfaire à un test d'effort cyclo-ergométrique de 200 W durant 6 minutes ou un test équivalent;
- 4° ne pas présenter d'affection au cœur et aux poumons, ni de lésions de la colonne vertébrale;
- 5° ne pas être sujet au vertige;
- 6° ne présenter aucune pathologie susceptible de limiter la résistance à la fumée ou susceptible d'en majorer les effets lors d'une exposition accidentelle;
- 7° être en possession du certificat de sélection médicale, exigé par l'arrêté-loi du 30 décembre 1946 portant révision et coordination de la législation relative au transport rémunéré de personnes par véhicules automobiles.

Pour les candidats qui n'ont pas atteint l'âge de 21 ans l'examen sera effectué par le Médecin du travail, désigné par le Ministre.

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 16 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken van 10 juli 1997;

Gelet op het protocol van het Sectorcomité XV nummer 97/23 van 28 november 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 7 november 1997 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 16 maart 1998, met toepassing van artikel 84, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

Besluit :

TITEL I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient men te verstaan onder :

de Brandweerdienst : de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;

de Minister : de minister of de staatssecretaris van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bevoegd voor de Brandbestrijding en de Dringende Medische Hulp.

TITEL II. — Het operationeel personeel

HOOFDSTUK I. — Personeelsleden niet behorend tot het officierenkader

Afdeling 1. — De werving

Art. 2. De werving geschiedt uitsluitend in de graad van Brandweerman op grond van een vergelijkend wervingsexamen georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat.

De deelnemingsvoorwaarden tot het examen zijn de volgende :

- 1° Belg zijn of burger van de Europese Unie;
- 2° ten minste 18 jaar oud zijn en ten hoogste 30 jaar op de datum van afsluiting van de inschrijvingen voor het wervingsexamen;
- 3° genieten van de politieke en burgerlijke rechten;
- 4° van een gedrag zijn dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- 5° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 6° titularis zijn van het diploma lager middelbaar onderwijs of gelijkwaardig;
- 7° de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt.

Art. 3. De kandidaten moeten bovendien voldoen aan de volgende vereisten :

- 1° ten minste 1,63 m groot zijn;
- 2° een gehoorscherpthe hebben voor elk oor dat hen toelaat, zonder het dragen van een hoorapparaat, de normale conversatiestem te horen op een afstand van 2,50 m;
- 3° voldoen aan een cyclo-ergometrische inspanningstest van 200 W gedurende 6 minuten of een equivalente test;
- 4° geen afwijkingen vertonen aan hart en longen, noch letsels vertonen aan de ruggengraat;
- 5° niet aan hoogtevrees onderhevig zijn;
- 6° geen enkele pathologie vertonen die de weerstand tegen de rook kan verminderen of aanleiding kan geven tot een versterking van de effecten ervan bij een accidentele blootstelling;
- 7° houder zijn van het medisch selectiegetuigschrift vereist bij wetsbesluit van 30 december 1946 houdende herziening en coördinatie van de wetgeving inzake bezoldigd personenvervoer door middel van automobielen.

Voor de kandidaten die de leeftijd van 21 jaar nog niet bereikt hebben zal dit onderzoek uitgevoerd worden door de Arbeidsgeneesheer aangeduid door de Minister.

Dès qu'ils auront atteint l'âge de 21 ans, ils se présenteront aux épreuves imposées par la loi, afin de régulariser leur situation.

Lors du concours, les candidats doivent être porteur d'un certificat médical, datant de moins de 2 mois, qui confirme qu'ils répondent aux exigences ci-dessus et qui les autorise à participer aux épreuves physiques de sélection définies à l'article 5 du présent arrêté.

Le Médecin du Service d'incendie est chargé du contrôle de ces exigences.

Art. 4. Le concours de recrutement comprend trois épreuves : les épreuves physiques de sélection, une épreuve écrite et une épreuve orale.

Pour être admis, les candidats doivent avoir réussi les épreuves auxquelles il n'est pas attribué de points et pour le reste, obtenir au moins 60 % des points sur l'ensemble des épreuves de sélection ainsi que la moitié des points dans chaque partie de chacune des épreuves.

Art. 5. Les épreuves physiques de sélection comprennent 4 parties auxquelles il n'est pas attribué de points et 7 parties auxquelles il est attribué un total de 200 points.

La commission d'examen détermine l'ordre de succession des épreuves en tenant compte des efforts à fournir.

1° Chute faciale.

Le corps en appui sur les mains et les pieds, forme une ligne droite des épaules aux talons, les bras étant perpendiculaires au sol. Durant l'exécution, la poitrine doit frôler légèrement le sol.

Flexion/extension des bras : 10 fois.

2° Flexion des bras.

En suspension à la bomme ou à la barre, les mains étant en pronation, c'est-à-dire paumes tournées vers l'extérieur (non vers le candidat). La hauteur de l'engin est telle que les pieds ne touchent pas le sol. Pour qu'une exécution soit valable, il faut que le menton arrive 4 fois au-dessus de la barre.

3° Equilibre.

Deux essais sont accordés au candidat.

Sur une bomme de 7 à 10 cm de large, de 3,50 m de long, placée à 1,20 m de haut.

Montée et descente sont libres. Le chronométrage de l'épreuve commence au signal donné, lorsque le candidat se trouve en équilibre sur la bomme. Le chronomètre est arrêté à la fin du parcours à effectuer en équilibre, le pied avant tendu à l'extrémité de la bomme. Cette épreuve s'effectue en 8 secondes.

4° Grimper 4 m à la corde.

Deux essais sont accordés au candidat avec un intervalle de 15 minutes.

Le départ est donné au candidat, celui-ci étant près de la corde, bras le long du corps. Cette épreuve s'effectue en 15 secondes.

Le tableau suivant donne le nombre de points en fonction du temps :

Temps	Points
15 s	10;
14 s	12;
13 s	14;
12 s	16;
11 s	18;
10 s	20.

5° Monter à l'échelle aérienne (20 m) et descente.

Deux essais sont accordés au candidat, avec un intervalle de 15 minutes. Le départ se fait au pied de l'échelle, bras le long du corps, le candidat n'ayant aucun contact avec l'échelle. Le chronomètre est arrêté lorsque le candidat est redescendu et a repris la position de départ.

L'échelle est inclinée à 70°, elle n'est pas appuyée ni tournée vers un mur ou une façade. Cette épreuve s'effectue en 1 minute 45 secondes.

Zodra zij de leeftijd van 21 jaar bereikt hebben, zullen zij zich voor het door de wet opgelegde onderzoek aanbieden, teneinde hun toestand te normaliseren.

Op het ogenblik van het examen moeten de kandidaten houder zijn van een medisch getuigschrift dat niet ouder is dan 2 maanden, dat bevestigt dat zij aan de hierboven vermelde vereisten voldoen en dat hen toelaat deel te nemen aan de lichamelijke selectieproeven zoals bepaald in artikel 5 van dit besluit.

De Geneesheer van de Brandweerdienst wordt belast met de controle van deze vereisten.

Art. 4. Het vergelijkend wervingsexamen omvat drie proeven : de lichamelijke selectieproeven, een schriftelijke proef en een mondelinge proef.

Om te slagen moeten de kandidaten slagen voor de proeven waaraan geen punten worden toegekend en voor het overige, ten minste 60 % der punten op het geheel van de selectieproeven behalen, alsmede de helft der punten voor elk deel van elke proef.

Art. 5. De lichamelijke selectieproeven omvatten 4 delen waaraan geen punten worden toegekend en 7 delen waaraan een totaal van 200 punten wordt toegekend.

De examencommissie bepaalt de volgorde van de proeven en houdt hierbij rekening met de te leveren inspanningen.

1° Voorligsteun.

Steunend op handen en voeten moet het lichaam een rechte lijn vormen, de armen moeten loodrecht zijn t.o.v. de vloer. Tijdens de oefening moet de borst de grond licht aanraken.

Armen buigen/strekken : 10 maal.

2° Armbuiging.

Hangend aan een balk of brug de handen in pronatie d.w.z. de handpalm naar buiten (dus niet naar de kandidaat gericht). Het toestel wordt op zulke hoogte geplaatst dat de voeten de grond niet raken. Voor de goede uitvoering is vereist dat de kin 4 maal boven de brug uitkomt.

3° Evenwicht.

Twee pogingen worden aan de kandidaat toegestaan.

Op een balk van 7 tot 10 cm breedte, 3,50 m lang, op een hoogte van 1,20 m geplaatst.

Het bestijgen en afdalen zijn vrij. De tijd gaat in bij het geven van het signaal, wanneer de kandidaat zich op de balk in evenwicht bevindt. De chronometer wordt stopgezet op het einde van de in evenwicht af te leggen afstand, de voet voorwaarts gestrekt op het uiteinde van de balk. Deze proef wordt in 8 seconden afgelegd.

4° Touwklommen 4 meter.

Twee pogingen worden aan de kandidaat toegestaan met een tussentijd van 15 minuten.

De start wordt gegeven wanneer de kandidaat bij het touw staat, de armen gestrekt langs het lichaam. Deze proef wordt in 15 seconden afgelegd.

Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de tijd :

Tijd	Punten
15 s	10;
14 s	12;
13 s	14;
12 s	16;
11 s	18;
10 s	20.

5° Beklimmen en afdalen van de luchtladder (20 m).

Twee pogingen worden aan de kandidaat toegestaan met een tussentijd van 15 minuten. De start gebeurt aan de voet van de ladder. De kandidaat houdt de armen gestrekt langs het lichaam en raakt de ladder niet aan. De chronometer wordt gestopt als de kandidaat afgedaald is en de startpositie opnieuw heeft ingenomen.

De ladder heeft een helling van 70°, steunt nergens tegen en is niet gedraaid naar een muur of een gevel. Deze proef wordt in 1 minuut 45 seconden afgelegd.

Le tableau suivant donne le nombre de points en fonction du temps :

Temps	Points
1 min 45 s	20;
1 min 41 s	24;
1 min 37 s	28;
1 min 33 s	32;
1 min 29 s	36;
1 min 25 s	40.

6° Porter, sur 50 m.

Deux essais sont accordés au candidat, avec un intervalle de 30 minutes. L'épreuve consiste à porter un mannequin de 70 ± 5 kg. Prise de secourisme par un bras et une jambe. Le départ est donné lorsque le candidat, a chargé le mannequin. Cette épreuve s'effectue en 22 secondes.

Le tableau suivant donne le nombre de points en fonction du temps :

Temps	Points
22 s	10;
19 s	12;
18 s	14;
17 s	16;
16 s	18;
15 s	20.

7° Saut en longueur, sans élan.

Deux essais sont accordés au candidat, avec un intervalle de 5 minutes. Départ pieds joints derrière la ligne. Le résultat est donné par la marque la plus proche de la ligne de départ et ce, quelle que soit la partie du corps qui touche le sol. Le candidat doit sauter au moins 2 m en longueur.

Le tableau suivant donne les points en fonction de la longueur du saut :

Longueur	Points
2 m	10;
2,10 m	15;
2,20 m	20.

8° Saut en profondeur.

Le candidat part de la station debout et ne peut avoir d'appui intermédiaire. La réception se fait sur un tapis. Le candidat doit sauter 2 m de profondeur.

9° Natation 50 m en 2 minutes.

Le tableau suivant donne le nombre de points en fonction du temps :

Temps	Points
2 min	10;
1 min 58 s	12;
1 min 56 s	14;
1 min 54 s	16;
1 min 52 s	18;
1 min 50 s	20.

Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de tijd :

Tijd	Punten
1 min 45 s	20;
1 min 41 s	24;
1 min 37 s	28;
1 min 33 s	32;
1 min 29 s	36;
1 min 25 s	40.

6° Dragen, over 50 m.

Twee pogingen worden aan de kandidaat toegestaan met een tussentijd van 30 minuten. De proef bestaat in het dragen van een mannequin van 70 ± 5 kg. Hulpgreep bij een arm en een been. De start wordt gegeven als de kandidaat het mannequin heeft opgetild. Deze proef wordt in 22 seconden afgelegd.

Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de tijd :

Tijd	Punten
22 s	10;
19 s	12;
18 s	14;
17 s	16;
16 s	18;
15 s	20.

7° Verspringen, zonder aanloop.

Twee pogingen worden aan de kandidaat toegestaan met een tussentijd van 5 minuten. Starten met voeten gesloten achter de lijn. De afstand wordt bepaald door het dichtst bij de startlijn achtergelaten spoor, ongeacht met welk lichaamsdeel de grond wordt geraakt. De kandidaat moet minstens 2 m verspringen.

Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de lengte van de sprong :

Lengte	Punten
2 m	10;
2,10 m	15;
2,20 m	20.

8° Dieptesprong.

De kandidaat springt rechtstaande en mag geen tussensteun hebben. Het neerkomen gebeurt op een tapijt. De kandidaat moet 2 m diep springen.

9° Zwemmen 50 m in 2 minuten.

Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de tijd :

Tijd	Punten
2 min	10;
1 min 58 s	12;
1 min 56 s	14;
1 min 54 s	16;
1 min 52 s	18;
1 min 50 s	20.

10° Course 2.400 m en 12 minutes maximum (test de Cooper).
Le tableau suivant donne le nombre de points en fonction du temps :

Temps	Points
12 min	30;
11 min 30 s	35;
11 min	40;
10 min 30 s	50;
10 min	60.

11° Steptest : 22 fois en 1 minute (marche de 40 cm de haut).
Le tableau suivant donne le nombre de points en fonction du temps :

Temps	Points
1 min	10;
58 s	12;
56 s	14;
54 s	16;
52 s	18;
50 s	20.

Art. 6. L'épreuve écrite comprend 3 parties. Le total des points est de 100.

1° Formation générale et connaissance de la langue maternelle : 40 points.

2° Arithmétique : 25 points.

3° Connaissance élémentaire de la Région de Bruxelles-Capitale : 35 points.

Art. 7. L'épreuve orale comprend 2 parties. Le total des points est de 100.

1° Conversation sur un sujet d'ordre général et motivation pour le métier de pompier : 50 points.

2° Connaissance élémentaire de la topographie de la Région de Bruxelles-Capitale : 50 points.

Art. 8. Les lauréats du concours de recrutement sont classés dans une réserve de recrutement valable pendant trois ans à compter de la date de clôture du procès-verbal du concours de recrutement.

Art. 9. L'annonce d'un concours de recrutement est publiée au *Moniteur belge* et dans les éditions nationales d'au moins deux quotidiens nationaux d'expression française et deux d'expression néerlandaise, avec une distribution suffisante dans la Région de Bruxelles-Capitale. Elle est également affichée dans tous les postes et casernes du Service d'incendie et dans tous les services de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces avis stipulent les conditions à remplir, les épreuves imposées ainsi que la date extrême fixée pour le dépôt des candidatures.

Section 2. — Du stage et de la nomination

Art. 10. Nul n'est admis au stage s'il ne remplit pas les conditions de recrutement et s'il n'a pas été reconnu apte par l'Office Médico-social de l'Etat.

Art. 11. La durée du stage est d'un an. Elle peut être prolongée de deux fois six mois au plus.

Art. 12. Pour être nommés à titre définitif, les stagiaires doivent être porteur :

1° du brevet de Sapeur-Pompier délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie;

10° Lopen 2.400 m in maximaal 12 minuten (Coopertest).
Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de tijd :

Tijd	Punten
12 min	30;
11 min 30 s	35;
11 min	40;
10 min 30 s	50;
10 min	60.

11° Steptest : 22 maal in 1 minuut (trede van 40 cm hoog).
Volgende tabel geeft het aantal punten weer in functie van de tijd :

Tijd	Punten
1 min	10;
58 s	12;
56 s	14;
54 s	16;
52 s	18;
50 s	20.

Art. 6. De schriftelijke proef omvat 3 delen. Het totaal van de punten bedraagt 100.

1° Algemene vorming en kennis van de moedertaal : 40 punten.

2° Rekenkunde : 25 punten.

3° Elementaire kennis van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 35 punten.

Art. 7. De mondelinge proef omvat 3 delen. Het totaal van de punten bedraagt 100.

1° Conversatie over een algemeen onderwerp en motivatie voor het beroep van brandweerman : 50 punten.

2° Elementaire kennis van de topografie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 50 punten.

Art. 8. De laureaten van het wervingsexamen worden gerangschikt in een drie jaar geldige wervingsreserve, met ingang van de sluitingsdatum van het proces-verbaal van het wervingsexamen.

Art. 9. De aankondiging van een vergelijkend wervingsexamen wordt bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en in de nationale editie van ten minste twee Nederlandstalige en twee Franstalige dagbladen met een voldoende verspreiding in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Ze wordt eveneens aangeplakt in alle voorposten en kazernes van de Brandweerdienst en in alle diensten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze bekendmakingen vermelden de te vervullen voorwaarden, de opgelegde examens alsmede de uiterste datum voor het indienen van de kandidaturen.

Afdeling 2. — Stage en benoeming

Art. 10. Niemand wordt tot de stage toegelaten tenzij hij aan de aanwervingsvoorwaarden voldoet en geschikt werd bevonden door de Sociaal-medische Rijksdienst.

Art. 11. De duur van de stage bedraagt een jaar. Zij kan maximaal verlengd worden met twee termijnen van zes maanden.

Art. 12. Om in vast verband benoemd te worden moeten de stagiaires houder zijn van :

1° het brevet van Brandweerman, afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

2° du brevet d'Aide médicale urgente délivré par l'Institut de Formation en Aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale ou un Centre agréé de Formation en Aide médicale urgente;

3° du permis de conduire du type B.

Art. 13. Un rappel sous les armes suspend le stage. En cas de nomination à titre définitif le membre du personnel est censé avoir terminé son stage à l'expiration de la période d'un an après la date d'entrée en service.

Art. 14. L'officier-chef de service et les supérieurs hiérarchiques veillent à ce que les stagiaires ne prennent part aux opérations que dans la mesure où leur formation théorique et pratique le permet.

Art. 15. Le fonctionnaire dirigeant et le fonctionnaire dirigeant adjoint chargent un officier du même rôle linguistique que les stagiaires, de la haute direction du stage. Celui-ci rédigera, tous les deux mois et à l'issue du stage, un rapport d'évaluation pour chaque stagiaire.

Une copie des rapports bimensuels est notifiée par écrit à l'intéressé et signée par lui pour prise de connaissance. L'intéressé peut à chaque fois y apposer ses remarques.

Une copie du rapport final est notifiée par écrit à l'intéressé et contresignée par lui.

En cas de rapport globalement favorable pour le stagiaire mais comportant des indications négatives sur son comportement, celui-ci peut dans un délai de dix jours à dater de la notification, saisir la Commission de stage.

En cas de rapport défavorable pour le stagiaire, l'officier chargé de la haute direction du stage transmet d'office le dossier à la Commission de stage qui entend l'intéressé.

Tout stagiaire entendu par la Commission a le droit de se faire assister par une personne de son choix.

L'officier-chef de service et l'officier chargé de la haute direction du stage sont entendus par la Commission.

La Commission de stage décide alors de la prolongation éventuelle du stage ou donne son avis sur la nomination ou le licenciement à l'autorité investie du pouvoir de nomination, qui prend une décision.

En cas de licenciement, le stagiaire bénéficie d'un délai de préavis d'au moins 3 mois. Au plus tard à la date de la décision de licenciement, il est conclu, avec l'intéressé, un contrat de travail à durée déterminée correspondant au délai de préavis.

Art. 16. La Commission de stage se réunit en sections selon le rôle linguistique du stagiaire.

Chaque section est composée paritairément d'un membre effectif, délégué par chacune des organisations syndicales représentatives et d'un nombre égal de membres effectifs, officiers du rang 13 au moins.

Les membres sont désignés par le Ministre : les officiers, sur la proposition de la direction du Service d'incendie et les représentants des organisations syndicales représentatives, sur la proposition de celles-ci.

Le Ministre désigne, de la même manière un suppléant pour chaque membre effectif.

Le Ministre désigne pour chaque section, le président et son remplaçant parmi les officiers du Service d'incendie.

La Commission de stage élabore son règlement d'ordre intérieur qui est approuvé par le Ministre.

Art. 17. Le stagiaire est nommé à titre définitif sur base d'un rapport favorable de fin de stage.

La nomination est notifiée directement à l'intéressé et portée à la connaissance des autres membres du Service d'incendie par l'officier-chef de service.

Section 3. — De la carrière

Sous-section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 18. La vacance des emplois à conférer par promotion est portée, par ordre journalier, à la connaissance de tous les agents. Les candidats susceptibles d'être promus visent cet ordre journalier au service du personnel dans les 30 jours calendrier.

Un exemplaire de l'ordre journalier est envoyé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, au domicile de l'agent qui est temporairement éloigné du service pour quelque motif que ce soit.

2° het brevet Dringende Geneeskundige Hulp afgeleverd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewestelijk Instituut voor de Opleiding in de Dringende Medische Hulpverlening of een erkend Centrum voor de Opleiding Dringende Geneeskundige Hulp;

3° het rijbewijs type B.

Art. 13. Wederoproeping onder de wapens schorst de stage. In geval van benoeming in vast verband wordt het personeelslid geacht zijn stage te hebben beëindigd na afloop van de periode van een jaar na de datum van indiensttreding.

Art. 14. De officier-dienstchef en de hiërarchische meerderen waken erover dat de stagiairs slechts aan de operaties deelnemen in de mate dat hun theoretische en praktische opleiding zulks toelaat.

Art. 15. De leidend ambtenaar en de adjunct leidend ambtenaar belasten een officier van dezelfde taalrol als de stagiairs, met de hoge leiding van de stage. Deze officier zal om de twee maanden en op het einde van de stage een evaluatieverslag opstellen voor elke stagiair.

Een kopie van de tweemaandelijks verslagen wordt schriftelijk aan de betrokkene overgemaakt en door hem voor kennisname getekend. De betrokkene kan hier telkens zijn opmerkingen aanbrengen.

Een kopie van het eindverslag wordt schriftelijk aan de betrokkene overgemaakt die voor ontvangst tekent.

In het geval van een globaal gunstig verslag voor de stagiair, maar met negatieve opmerkingen inzake zijn gedrag en houding, kan deze laatste de Stagecommissie vatten binnen tien dagen na de kennisgeving.

In geval van een negatief verslag voor de stagiair, zal de officier belast met de hoge leiding van de stage ambtshalve het dossier overmaken aan de Stagecommissie die de belanghebbende hoort.

Elke stagiair die door de Commissie wordt gehoord heeft het recht zich te laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

De officier-dienstchef en de officier belast met de hoge leiding van de stage worden door de Commissie gehoord.

De Stagecommissie beslist dan over een eventuele verlenging van de stage of geeft haar advies over de benoeming of het ontslag van de betrokkene aan de benoemende overheid die een beslissing neemt.

Bij ontslag, beschikt de stagiair over een opzegtermijn van ten minste 3 maanden. Er wordt, ten laatste op datum van de beslissing van ontslag, een arbeidsovereenkomst afgesloten met de betrokkene voor een bepaalde duur overeenkomstig met de opzegtermijn.

Art. 16. De Stagecommissie vergadert in afdelingen naar gelang de taalrol van de stagiair.

Iedere afdeling wordt paritair samengesteld en bestaat uit een effectief lid afgevaardigd door elke erkende vakorganisatie en uit een gelijk aantal effectieve leden, officieren van tenminste rang 13.

De leden worden aangewezen door de Minister : de officieren op de voordracht van de directie van de Brandweerdienst en de vertegenwoordigers van de representatieve vakorganisaties, op de voordracht van deze laatste.

De Minister wijst op dezelfde wijze een plaatsvervanger voor elk effectief lid aan.

De Minister duidt, voor elke afdeling, de voorzitter en zijn plaatsvervanger aan onder de officieren van de Brandweerdienst.

De Stagecommissie werkt haar reglement van inwendige orde uit dat door de Minister wordt goedgekeurd.

Art. 17. De stagiair wordt op grond van een gunstig eindstageverslag in vast verband benoemd.

De benoeming wordt aan de belanghebbende rechtstreeks medegedeeld en ter kennis van de andere leden van de Brandweerdienst gebracht door de officier-dienstchef.

Afdeling 3. — De loopbaan

Onderafdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 18. De vacantverklaring van betrekkingen die toegekend kunnen worden door bevordering, wordt per dagorder ter kennis gebracht aan alle personeelsleden. De in aanmerking komende kandidaten moeten het dagorder komen viseren bij de personeelsdienst binnen 30 kalenderdagen.

Een exemplaar van het dagorder wordt per aangetekend schrijven, met ontvangstbewijs, verzonden naar de woonplaats van het personeelslid dat tijdelijk, om welke reden dan ook, van de dienst verwijderd is.

Art. 19. Toute candidature est adressée par lettre recommandée à l'officier-chef de service dans les 45 jours calendrier, suivant la publication de l'ordre journalier. Lorsque le dernier jour du délai précité est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal ou réglementaire, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

Art. 20. Pour chaque promotion le conseil de direction émet un avis motivé. Le conseil de direction se prononce, dans son avis, sur chaque candidat qui répond aux conditions pour occuper l'emploi. Il prend en considération :

1° la description de la fonction et le profil souhaité du candidat;

2° les titres et les mérites, parmi lesquels l'ancienneté au sein du Service d'Incendie, que le candidat fait valoir pour obtenir une promotion dans l'emploi vacant;

3° le dossier d'évaluation du candidat;

4° les résultats des tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté.

Au cas où plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents pour une promotion, la préférence sera donnée au candidat qui a reçu l'évaluation la plus positive.

Le conseil de direction établit un classement des candidats.

Art. 21. Le classement est notifié aux candidats.

Le candidat qui s'estime lésé, peut dans les dix jours de la notification, introduire une réclamation auprès du président du conseil de direction.

Il est entendu, à sa demande, par le conseil de direction et peut se faire assister par une personne de son choix.

Art. 22. L'autorité investie du pouvoir de nomination est liée par une proposition émise à l'unanimité.

Si elle ne peut se rallier à la proposition du conseil de direction et si elle choisit un autre candidat, sa décision doit être spécialement motivée.

Art. 23. La promotion est notifiée directement à l'intéressé et portée à la connaissance des autres membres du Service d'incendie par l'officier-chef de service.

Sous-section 2. — Promotion au grade de pompier qualifié

Art. 24. Le grade de Pompier Qualifié est attribué aux candidats qui satisfont aux conditions suivantes :

1° compter au moins 3 années de service comme Pompier nommé à titre définitif au sein du Service d'incendie;

2° être titulaire d'un des certificats suivants : ambulancier « défibrillation semi-automatique » avec deux ans d'expérience; porteur de costume anti-gaz et du masque de longue durée; ambulancier de réanimation avec deux ans d'expérience; chauffeur d'autopompe, d'échelle aérienne, d'élévateur, de grue, de véhicule de désincarcération ou de véhicule multifonctionnel, opérateur du central 100 avec 2 ans d'expérience et connaissance approfondie du matériel du central;

3° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

4° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté

Sous-section 3. — Promotion au grade de Sapeur-pompier principal

Art. 25. Le grade de Pompier Principal est attribué aux candidats qui satisfont aux conditions suivantes :

1° compter au moins 3 années de service comme Pompier nommé à titre définitif au sein du Service d'incendie;

2° être titulaire du brevet de Caporal délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie.

Les membres du personnel qui sont lauréat d'un examen interne de promotion de Caporal d'avant le 31 décembre 1993 sont considérés comme satisfaisant à cette condition;

Art. 19. Elke kandidatuur wordt, binnen 45 kalenderdagen volgend op de publicatie van de dagorder, per aangetekend schrijven toegezonden aan de officier-dienstchef. Wanneer de laatste dag van hoger vermelde termijn op een zaterdag, een zondag of een wettelijke of reglementaire feestdag valt, wordt de termijn verlengd tot de eerstvolgende werkdag.

Art. 20. Voor iedere bevordering brengt de directieraad een met redenen omkleed advies uit. De directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere sollicitant die voldoet aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden. Hij neemt hierbij in overweging :

1° de beschrijving van de functie en het gewenste profiel van de kandidaat;

2° de aanspraken en de verdiensten, waaronder de anciënniteit in de schoot van de Brandweerdienst, die de sollicitant doet gelden voor een bevordering in de vacante betrekking;

3° het evaluatiedossier van de kandidaat;

4° de resultaten van de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

In geval verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken voor bevordering kunnen laten gelden, wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met de meest positieve evaluatie.

De directieraad klasseert de kandidaten.

Art. 21. De rangschikking wordt ter kennis gebracht van de kandidaten.

De kandidaat die zich benadeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de voorzitter van de directieraad.

Hij wordt op zijn verzoek door de directieraad gehoord en kan zich laten bijstaan door een persoon van zijn keuze.

Art. 22. De benoemende overheid is gebonden door een voorstel dat eenparig wordt uitgebracht.

Indien zij niet kan instemmen met het voorstel van de directieraad en zij een andere kandidaat kiest, moet haar beslissing met bijzondere redenen omkleed zijn.

Art. 23. De bevordering wordt aan de belanghebbende rechtstreeks medegedeeld en ter kennis van de andere leden van de Brandweerdienst gebracht door de officier-dienstchef.

Onderafdeling 2. — Bevordering tot de graad van Eerste brandweerman.

Art. 24. De graad van Eerste Brandweerman wordt toegekend aan kandidaten die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ten minste 3 jaar dienst hebben als vastbenoemd Brandweerman bij de Brandweerdienst;

2° houder zijn van een van de volgende getuigschriften : ambulancier « semi-automatische defibrillatie » met twee jaar ervaring; drager van gaspak en gasmasker van lange duur; ambulancier reanimatie met twee jaar ervaring; bestuurder autopomp, luchtladder, hoogwerker, ontzettingswagen of multifunctioneel voertuig; operator centrale 100 met twee jaar ervaring en grondige kennis van het materieel van de centrale;

3° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

4° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

Onderafdeling 3. — Bevordering tot de graad van Hoofdbrandweerman.

Art. 25. De graad van Hoofdbrandweerman wordt toegekend aan kandidaten die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ten minste 3 jaar dienst hebben als vastbenoemd Brandweerman bij de Brandweerdienst;

2° houder zijn van het brevet van Korporaal afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum, zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer.

De personeelsleden die lauréat zijn van een intern bevorderings-examen van Korporaal van vóór 31 december 1993 worden geacht te voldoen aan deze voorwaarde;

3° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

4° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté.

Sous-section 4. — Promotion au grade de Chef de Section.

Art. 26. Le grade de Chef de Section peut être attribué par promotion aux candidats qui satisfont aux conditions suivantes :

1° compter au moins 6 années de service en tant que Pompier nommé à titre définitif au sein du Service d'incendie;

2° être titulaire du brevet de Sergent délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie.

Les membres du personnel qui sont lauréat d'un examen interne de promotion de Sergent d'avant le 31 décembre 1993 sont considérés comme satisfaisant à cette condition;

3° satisfaire au profil dont la description est établie par le conseil de direction selon les emplois déclarés vacants en tenant compte des formations complémentaires et de l'expérience;

4° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

5° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté.

Sous-section 5. — Promotion au grade de Chef de Détachement Adjoint

Art. 27. Le grade de Chef de Détachement Adjoint peut être attribué par promotion aux candidats qui satisfont aux conditions suivantes :

1° compter au moins 6 années d'ancienneté de grade en tant que Chef de Section au Service d'incendie;

2° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

3° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté;

4° avoir obtenu un avis favorable du conseil de direction.

Sous-section 6. — Promotion au grade de Chef de Détachement

Art. 28. Le grade de Chef de Détachement peut être attribué par promotion aux candidats qui satisfont aux conditions suivantes :

1° compter au moins 3 années d'ancienneté de grade en tant que membre du cadre intermédiaire au Service d'incendie;

2° être titulaire du brevet d'Adjudant délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie.

Les membres du personnel qui sont lauréat d'un examen interne de promotion d'Adjudant d'avant le 31 décembre 1993 sont considérés comme satisfaisant à cette condition;

3° satisfaire au profil dont la description est établie par le conseil de direction selon les emplois déclarés vacants en tenant compte des formations complémentaires et de l'expérience;

4° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

5° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté.

Sous-section 7. — Dispositions relatives aux membres du personnel déclarés physiquement inaptes

Art. 29. Les membres du personnel qui sont déclarés définitivement physiquement inaptes par l'Office médico-social de l'Etat pour les missions opérationnelles du Service d'Incendie, peuvent être mis au travail dans une fonction non-opérationnelle au sein du Service d'incendie.

Les modalités de cette mise au travail sont définies dans le Règlement d'ordre intérieur.

Ces membres du personnel ne peuvent plus prétendre à une promotion que dans des fonctions non-opérationnelles.

Ils sont dispensés de la condition relative aux tests physiques bisannuels.

3° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

4° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

Onderafdeling 4. — Bevordering tot de graad van Sectiechef

Art. 26. De graad van Sectiechef kan bij bevordering worden toegekend aan kandidaten die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ten minste 6 jaar dienst hebben als vastbenoemd Brandweerman bij de Brandweerdienst;

2° titularis zijn van het brevet van Sergeant afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer.

De personeelsleden die lauréat zijn van een intern bevorderings-examen van Sergeant van vóór 31 december 1993 worden geacht te voldoen aan deze voorwaarde;

3° voldoen aan het profiel waarvan de beschrijving door de directieraad wordt bepaald aan de hand van de vacant verklaarde betrekkingen en rekening houdende met bijkomende opleidingen en ervaring;

4° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

5° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

Onderafdeling 5. — Bevordering tot de graad van Adjunct Detachementschef

Art. 27. De graad van Adjunct Detachementschef kan bij bevordering worden toegekend aan kandidaten die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ten minste 6 jaar graadanciënniteit hebben als Sectiechef bij de Brandweerdienst;

2° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

3° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit;

4° een gunstig advies van de directieraad hebben gekregen.

Onderafdeling 6. — Bevordering tot de graad van Detachementschef

Art. 28. De graad van Detachementschef kan bij bevordering worden toegekend aan kandidaten die voldoen aan volgende voorwaarden :

1° ten minste 3 jaar graadanciënniteit hebben als lid van het middenkader bij de Brandweerdienst;

2° houder zijn van het brevet van Adjudant afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld bij het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer.

De personeelsleden die lauréat zijn van een intern bevorderings-examen van Adjudant van vóór 31 december 1993 worden geacht te voldoen aan deze voorwaarde;

3° voldoen aan het profiel waarvan de beschrijving door de directieraad wordt bepaald, aan de hand van de vacant verklaarde betrekkingen en rekening houdende met bijkomende opleidingen en ervaring;

4° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

5° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

Onderafdeling 7. — Bepalingen betreffende de lichamelijk ongeschikt verklaarde personeelsleden

Art. 29. De personeelsleden die definitief lichamelijk ongeschikt worden bevonden door de Sociaal-medische Rijksdienst voor de operationele taken van de Brandweerdienst kunnen worden tewerkgesteld in een niet-operationele functie bij de Brandweerdienst.

De modaliteiten van deze tewerkstelling worden bepaald in het Huishoudelijk reglement

Deze personeelsleden kunnen alleen aanspraak maken op een bevordering in niet-operationele functies.

Zij worden vrijgesteld van de voorwaarde betreffende de tweejaarlijkse fysieke testen.

Art. 30. Les membres du personnel qui sont déclarés temporairement physiquement inaptes par l'Office médico-social de l'Etat pour les missions opérationnelles du Service d'incendie, peuvent également, et pour la durée de leur incapacité, être mis au travail dans une fonction non-opérationnelle au sein du Service d'incendie.

Les modalités de cette mise au travail sont définies dans le Règlement d'ordre intérieur.

CHAPITRE II. — Des officiers

Section 1. — Dispositions générales

Art. 31. L'accès au cadre des officiers s'effectue tant par recrutement que par accession au grade d'Officier Chef des Interventions Adjoint.

Au maximum 25 % des emplois d'officiers sont attribués par promotion à des membres du personnel opérationnel issus du cadre intermédiaire et subalterne du Service d'incendie tels que définis à l'article 71 du présent arrêté. A défaut de candidats issus du cadre intermédiaire ou subalterne, ces emplois seront pourvus par voie de recrutement.

Section 2. — Du recrutement

Art. 32. Le recrutement s'effectue exclusivement dans le grade d'Officier Chef des Interventions Adjoint sur base d'un concours organisé par le Secrétariat permanent de recrutement.

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être Belge;
- 2° être âgé de 21 ans au moins et de 35 ans au plus, à la date de clôture de l'inscription au concours de recrutement;
- 3° jouir de ses droits civils et politiques;
- 4° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 5° être en règle à l'égard des lois sur la milice;
- 6° être titulaire d'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie;

7° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer.

Art. 33. Les articles 3 et 4 du présent arrêté sont d'application pour le recrutement des officiers.

Art. 34. L'article 5 du présent arrêté est d'application pour le recrutement des officiers. Toutefois, pour les candidats âgés de plus de 30 ans, le tableau donnant les points de l'épreuve n° 10 est adapté comme suit :

Temps	Points
13 min	30;
12 min 30 s	35;
12 min	40;
11 min 30 s	50;
11 min	60.

Art. 35. L'épreuve écrite comprend 2 parties. Le total des points est de 100.

1° Formation générale et connaissance de la langue maternelle : 60 points.

2° Connaissance élémentaire de la Région de Bruxelles-Capitale : 40 points.

Art. 36. L'épreuve orale comprend 2 parties. Le total des points est de 100.

1° Conversation sur un sujet d'ordre général et motivation pour le métier de pompier : 50 points.

2° Connaissance élémentaire de la topographie de la Région de Bruxelles-Capitale : 50 points.

Art. 30. De personeelsleden die tijdelijk lichamelijk ongeschikt worden bevonden door de Sociaal-medische Rijksdienst voor de operationele taken van de Brandweerdienst, kunnen voor de duur van hun ongeschiktheid eveneens worden tewerkgesteld in een niet-operationele functie bij de Brandweerdienst.

De modaliteiten van deze tewerkstelling worden bepaald in het Huishoudelijk reglement

HOOFDSTUK II. — De Officieren

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 31. De toegang tot het officierenkader gebeurt, zowel bij rekrutering in, als bij toegang tot de graad van Officier Adjunct-Interventiechef.

Maximaal 25 % van de betrekkingen van officieren worden toegewezen via bevordering aan leden van het operationeel personeel afkomstig uit het midden- of lager kader van de Brandweerdienst zoals bepaald in artikel 71 van dit besluit. Bij ontstentenis van kandidaten afkomstig uit het midden- of lager kader zullen deze betrekkingen bij wijze van rekrutering worden toegewezen.

Afdeling 2. — De werving

Art. 32. De werving geschiedt uitsluitend in de graad van Officier Adjunct Interventiechef op grond van een vergelijkend wervings-examen georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat.

De kandidaten moeten aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1° Belg zijn;
- 2° ten minste 21 jaar oud zijn en ten hoogste 35 jaar op de datum van afsluiting van de inschrijvingen voor het wervingsexamen;
- 3° genieten van de politieke en burgerlijke rechten;
- 4° van een gedrag zijn dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- 5° aan de dienstplichtwetten voldoen;
- 6° titularis zijn van een van de diploma's bedoeld in punt 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidsvoorwaarden alsmede de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten;
- 7° de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt.

Art. 33. Artikelen 3 en 4 van dit besluit zijn van toepassing op de rekrutering van officieren.

Art. 34. Artikel 5 van dit besluit is van toepassing op de rekrutering van officieren. Niettemin wordt de tabel die de punten weergeeft voor proef nr. 10 voor de kandidaten ouder dan 30 jaar als volgt aangepast :

Tijd	Punten
13 min	30;
12 min 30 s	35;
12 min	40;
11 min 30 s	50;
11 min	60.

Art. 35. De schriftelijke proef omvat 2 delen. Het totaal van de punten bedraagt 100.

1° Algemene vorming en kennis van de moedertaal : 60 punten.

Elementaire kennis van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 40 punten.

Art. 36. De mondelinge proef omvat 2 delen. Het totaal van de punten bedraagt 100.

Conversatie over een algemeen onderwerp en motivatie voor het beroep van brandweerman : 50 punten.

Elementaire kennis van de topografie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest : 30 punten.

Section 3. — Du stage et de la nomination

Art. 37. Les articles 8, 9 et 10 et de 13 à 17 inclus du présent arrêté sont applicables au recrutement d'officiers.

Art. 38. La durée du stage est d'un an. Sur la proposition de la Commission de stage, le Gouvernement peut prolonger cette durée de deux fois six mois au plus.

Art. 39. Pour les besoins de sa formation, et avec l'accord de l'officier-chef de service, le stagiaire peut être détaché dans un autre service public d'incendie pour une durée qui n'excède pas deux mois.

Dans ce cas, il est placé sous l'autorité de l'officier-chef de service local ou de son remplaçant.

Art. 40. Pour être nommés à titre définitif, les stagiaires doivent être porteur :

1° du brevet de Sous-Lieutenant délivré par un centre de formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie;

2° du brevet d'Aide médicale urgente délivré par l'Institut de formation en aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale ou un centre agréé de formation en aide médicale urgente;

3° du permis de conduire du type B.

*Section 4. — De l'accession
au grade d'Officier Chef des Interventions Adjoint*

Art. 41. Peuvent accéder au grade d'Officier Chef des Interventions Adjoint :

1. les membres du cadre intermédiaire et subalterne, tels que définis à l'article 71 du présent arrêté, qui satisfont aux conditions suivantes :

a) être titulaire de l'un des diplômes visés aux points 1 et 2 de l'annexe I de l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie;

b) être titulaire du brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie;

c) satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté;

d) avoir obtenu un avis favorable du conseil de direction.

2. les membres du cadre intermédiaire qui remplissent les conditions suivantes :

a) compter une ancienneté de service de trois ans au moins en tant que membre du cadre intermédiaire du Service d'incendie;

b) être titulaire du brevet de sous-lieutenant délivré par un centre de formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie;

c) satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté;

d) avoir obtenu un avis favorable du conseil de direction.

Section 5. — De la carrière

Art. 42. Les dispositions prévues aux articles 18 à 23 inclus et aux articles 29 et 30 du présent arrêté sont également applicables aux officiers.

Art. 43. Le grade d'Officier Chef des Interventions est conféré par promotion à l'Officier Chef des Interventions Adjoint nommé à titre définitif satisfaisant aux conditions suivantes :

1° compter au moins trois années d'ancienneté de grade au sein du Service d'incendie;

2° être porteur du brevet de technicien en prévention de l'incendie, délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie;

Afdeling 3. — Stage en benoeming

Art. 37. De artikelen 8, 9 en 10 en van 13 tot en met 17 van dit besluit zijn van toepassing op de rekrutering van officieren.

Art. 38. De duur van de stage bedraagt een jaar. Op de voordracht van de Stagecommissie kan de Regering deze duur verlengen met maximaal twee termijnen van zes maanden.

Art. 39. Met het oog op zijn opleiding kan de stagiair, mits toestemming van de officier-dienstchef, gedurende ten hoogste twee maand bij een andere openbare brandweerdienst worden gedetacheerd.

In dit geval wordt hij onder het gezag geplaatst van de plaatselijke officier-dienstchef of zijn plaatsvervanger.

Art. 40. Om in vast verband benoemd te worden moeten de stagiairs houder zijn van :

1° het brevet van Onderluitenant, afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit d.d. 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

2° het brevet Dringende Geneeskundige Hulp afgeleverd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewestelijk Instituut voor de Opleiding in de Dringende Medische Hulpverlening of een erkend Centrum voor de Opleiding Dringende Geneeskundige Hulp;

3° het rijbewijs type B.

*Afdeling 4. — De toegang tot de graad van
Officier Adjunct Interventiechef*

Art. 41. Kunnen toegang krijgen tot de graad van Officier Adjunct-Interventiechef :

1. de leden van het midden- en lager kader, zoals bepaald in artikel 71 van dit besluit, die aan volgende voorwaarden voldoen :

a) titularis zijn van een van de diploma's bedoeld in punt 1 en 2 van bijlage I van het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidsvoorwaarden alsmede de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten;

b) titularis zijn van het brevet van onderluitenant afgeleverd door een erkend opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

c) voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit;

d) een gunstig advies van de directieraad hebben gekregen.

2. de leden van het middenkader die de volgende voorwaarden vervullen :

a) ten minste drie jaar dienstanciënniteit tellen in het middenkader bij de Brandweerdienst;

b) titularis zijn van het brevet van onderluitenant afgeleverd door een erkend opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

c) voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit;

d) een gunstig advies van de directieraad hebben gekregen.

Afdeling 5. — De loopbaan

Art. 42. De bepalingen opgenomen in artikel 18 tot en met 23 en in artikelen 29 en 30 van dit besluit zijn eveneens van toepassing op de officieren.

Art. 43. De graad van Officier Interventiechef wordt bij bevordering aan de in vast verband benoemde Officier Adjunct-Interventiechef toegewezen die volgende voorwaarden vervult :

1° ten minste drie jaar graadanciënniteit hebben bij de Brandweerdienst;

2° houder zijn van het brevet van technicus-brandvoorkoming afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

3° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté;

4° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

5° avoir obtenu un avis favorable du conseil de direction.

Art. 44. Le grade d'Officier Directeur des Interventions peut être conféré par promotion à un Officier Chef des Interventions qui satisfait aux conditions suivantes :

1° compter 9 années de service comme officier au Service d'incendie;

2° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté;

3° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

4° avoir obtenu un avis favorable du conseil de direction.

Art. 45. Le grade de Officier Directeur en chef des Interventions peut être conféré par promotion à un officier qui satisfait aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un des diplômes énumérés au point 1 a) ou 1 b) de l'annexe I à l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie;

2° compter au moins trois années d'ancienneté en tant qu'officier auprès du Service d'incendie;

3° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté;

4° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

5° avoir obtenu un avis favorable du conseil de direction.

Art. 46. Le grade d'Officier Chef de Département peut être conféré par promotion à un Officier Directeur en Chef des Interventions qui satisfait aux conditions suivantes :

1° être porteur d'un des diplômes énumérés au point 1 a) ou au point 1 b) de l'annexe I à l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie;

2° satisfaire au profil dont la description est établie par le conseil de direction selon les emplois déclarés vacants en tenant compte des formations complémentaires et de l'expérience;

3° avoir obtenu une mention d'évaluation satisfaisante;

4° satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté.

Section 5. — L'Officier-Chef de Service

Art. 47. L'Officier-chef de service doit être au moins porteur :

1° d'un des diplômes énumérés au point 1 a) ou au point 1 b) de l'annexe I à l'arrêté royal du 20 juillet 1972 établissant les critères d'aptitude et de capacité, ainsi que les conditions de nomination et de promotion des officiers des services communaux d'incendie;

2° du brevet de technicien en prévention délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie;

3° du brevet de chef de service délivré par un Centre de Formation agréé tel que visé à l'arrêté royal du 4 octobre 1985 relatif aux centres provinciaux de formation pour les services d'incendie.

En outre il doit satisfaire aux tests physiques bisannuels visés à l'article 53 du présent arrêté.

Art. 48. L'officier-chef de service est désigné par le Gouvernement.

Sont pris en considération les titres et les mérites des candidats qui sont titulaires du grade d'Officier Chef de Département et qui comptent une ancienneté de grade de 3 ans au moins.

A défaut de candidats répondant à cette exigence, le Gouvernement peut décider de réduire cette ancienneté.

3° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit;

4° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

5° een gunstig advies hebben gekregen van de directieraad.

Art. 44. De graad van Officier Directeur der Interventies kan, bij bevordering aan een Officier Interventiechef worden toegewezen die volgende voorwaarden vervult :

1° 9 jaar dienstanciënniteit tellen als officier bij de Brandweer dienst;

2° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit;

3° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

4° een gunstig advies hebben gekregen van de directieraad.

Art. 45. De graad van Officier Hoofddirecteur der Interventies kan bij bevordering, aan een officier worden toegewezen die volgende voorwaarden vervult :

1° houder zijn van een van de diploma's bedoeld in punt 1 a) of 1 b) van de bijlage I aan het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidsvoorwaarden alsmede van de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten;

2° ten minste drie jaar anciënniteit tellen als officier bij de Brandweerdienst;

3° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit;

4° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

5° een gunstig advies hebben gekregen van de directieraad.

Art. 46. De graad van Officier Departementshoofd kan, bij bevordering, aan een Officier Hoofddirecteur der Interventies worden toegewezen die aan volgende voorwaarden voldoet :

1° houder zijn van een van de diploma's bedoeld onder punt 1 a) of onder punt 1 b) van de bijlage I aan het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidsvoorwaarden alsmede van de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten;

2° voldoen aan het profiel waarvan de beschrijving door de directieraad wordt bepaald, aan de hand van de vacant verklaarde betrekkingen en rekening houdende met bijkomende opleidingen en ervaring;

3° een voldoende evaluatievermelding hebben verkregen;

4° voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

Afdeling 5. — De Officier-Dienstchef

Art. 47. De Officier-dienstchef moet ten minste houder zijn van :

1° een van de diploma's bedoeld onder punt 1 a) of onder 1 b) van bijlage I bij het koninklijk besluit van 20 juli 1972 tot vaststelling van de geschiktheids- en bekwaamheidsvoorwaarden alsmede van de benoemings- en bevorderingsvoorwaarden voor de officieren van de gemeentelijke brandweerdiensten;

2° het brevet van technicus-brandvoorkoming afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer;

3° het brevet van dienstchef afgeleverd door een erkend Opleidingscentrum zoals bedoeld in het koninklijk besluit van 4 oktober 1985 betreffende de provinciale opleidingscentra voor de brandweer.

Bovendien moet hij voldoen aan de tweejaarlijkse fysieke testen bedoeld in artikel 53 van dit besluit.

Art. 48. De officier-dienstchef wordt door de Regering aangeduid.

In aanmerking worden genomen de aanspraken en de verdiensten van de kandidaten die titularis zijn van de graad van Officier Departementshoofd en die ten minste 3 jaar graadanciënniteit tellen.

Bij ontstentenis van kandidaten die aan deze eis voldoen, kan de Regering beslissen deze anciënniteit te verminderen.

A défaut de candidat dans le grade d'Officier Chef de Département, le Gouvernement décide s'il y a lieu d'attribuer cet emploi parmi les candidats du Service d'Incendie qui ont acquis une ancienneté de dix ans au moins dans le cadre des officiers auprès du Service d'incendie, avec préférence au titulaire du grade le plus élevé, ou s'il y a lieu de faire appel à des candidats issus d'un autre service public d'incendie.

CHAPITRE III. — Des devoirs des membres du personnel opérationnel

Art. 49. Les membres du personnel opérationnel du Service d'incendie sont tenus de prendre contact avec le Service d'incendie lorsqu'ils ont connaissance de l'engagement de celui-ci dans les opérations relatives à un événement catastrophique.

Art. 50. Quelle que soit leur qualification, les membres du personnel opérationnel du Service d'incendie sont tenus de prendre part aux opérations de secours pour lesquelles ils sont requis.

Art. 51. Les membres du personnel opérationnel du Service d'incendie peuvent, lors d'interventions, être astreints à prolonger la durée de leurs prestations.

En cas d'événement grave, les membres du personnel qui ne sont pas en service peuvent être tenus de rejoindre le Service d'incendie dans les plus brefs délais. Dans ce but, le personnel opérationnel est tenu d'être domicilié dans une zone d'un diamètre de trente kilomètres centrée sur la caserne principale, avenue de l'Héliport 15 à 1000 Bruxelles, au plus tard un an après la nomination à titre définitif.

Sur avis motivé du Conseil de direction, le Ministre peut accorder des dérogations individuelles à ce principe.

Art. 52. Les membres du cadre opérationnel du Service d'incendie sont tenus de maintenir une forme physique leur permettant d'accomplir leurs missions en toute sécurité pour eux-mêmes, leurs collègues et les personnes à sauver.

Art. 53. La condition physique des membres du cadre opérationnel sera évaluée tous les 2 ans sur base de tests physiques.

Les tests physiques sont effectués dans les conditions telles que visées à l'article 5 aux points 1° jusque et y compris 8°, 10° et 11°.

L'organisation, définie dans le Règlement d'ordre intérieur, en est coordonnée par le Médecin du Service d'incendie.

Pour réussir, les membres du personnel doivent obtenir au moins les résultats repris dans le tableau ci-dessous, selon leur catégorie d'âge.

Zo er geen kandidaat is in de graad van Officier Departementshoofd beslist de Regering of die betrekking dient te worden toegewezen aan een van de kandidaten van de Brandweerdienst die ten minste een graadanciënniteit van tien jaar verworven hebben in het officierenkader bij de Brandweerdienst, met voorkeur voor de titularis van de hoogste graad, ofwel of er een beroep moet worden gedaan op kandidaten van een andere openbare brandweerdienst.

HOOFDSTUK III. — De plichten van de leden van het operationeel personeel

Art. 49. De leden van het operationeel personeel van de Brandweerdienst moeten contact opnemen met de Brandweerdienst wanneer zij enigerlei kennis hebben van de inzet ervan in de operaties betreffende een rampspoedige gebeurtenis.

Art. 50. De leden van het operationeel personeel van de Brandweerdienst zijn ertoe verplicht ongeacht hun kwalificatie, deel te nemen aan de hulpoperaties waarvoor hun tussenkomst gevorderd wordt.

Art. 51. De leden van het operationeel personeel van de Brandweerdienst kunnen, bij interventies, tot langere prestaties verplicht worden.

Bij ernstige voorvallen kunnen de niet van dienst zijnde personeelsleden ertoe gehouden zijn zich onverwijld naar de Brandweerdienst te begeven. Met het oog hierop is het operationeel personeel ertoe gehouden zijn woonplaats te hebben in een zone met een diameter van dertig kilometer met als centrum de hoofdkazerne, Helihavenlaan 15 te 1000 Brussel, ten laatste één jaar na de benoeming in vast verband.

Op gemotiveerd advies van de Directieraad kan de Minister individuele afwijkingen toestaan op dit beginsel.

Art. 52. De leden van het operationeel personeel van de Brandweerdienst worden ertoe gehouden een fysieke conditie te onderhouden die hen in staat moet stellen hun opdrachten in alle veiligheid uit te voeren, wat henzelf betreft, hun collega's en die van de te redden personen.

Art. 53. De fysieke conditie van de leden van het operationeel kader zal om de 2 jaar worden geëvalueerd aan de hand van fysieke testen.

De fysieke testen worden afgelegd in de omstandigheden zoals bepaald in artikel 5 onder punten 1° tot en met 8°, 10° en 11°.

De organisatie ervan, die in het Huishoudelijk reglement wordt bepaald, wordt door de Geneesheer van de Brandweerdienst gecoördineerd.

Om te slagen moet het personeelslid minimum de resultaten behalen naar gelang zijn leeftijdscategorie zoals aangegeven in volgende tabel.

Leeftijdscategorie Catégorie d'âge	< 30	30 ≤ < 40	40 ≤ < 50	50 ≤ < 55	≥ 55
Voorligsteun Chute faciale	10 maal 10 fois	10 maal 10 fois	8 maal 8 fois	6 maal 6 fois	4 maal 4 fois
Armbuiging Flexion des bras	4 maal 4 fois	4 maal 4 fois	3 maal 3 fois	2 maal 2 fois	1 maal 1 fois
Evenwicht Equilibre	10 s	10 s	10 s	10 s	15 s
Touwklimmen Grimper à la corde	20 s	20 s	30 s	onbeperkt illimité	onbeperkt illimité
Lucht ladder Echelle aérienne	1 min 45 s	2 min	2 min	2 min 30 s	onbeperkt illimité
Dragen 50 m. Porter 50 m.	30 s	40 s	50 s	1 min	onbeperkt illimité
Verspringen Saut en longueur	2 m	2 m	1,80 m	1,50 m	1,50 m
Dieptesprong Saut en profondeur	JA OUI	NEEN NON	NEEN NON	NEEN NON	NEEN NON
Cooper test	< 14 min 30 s	< 15 min 30 s	< 16 min 30 s	< 18 min	< 20 min
Steptest	22/1 min	20/1 min	18/1 min	NEEN/NON	NEEN/NON

TITRE III. — Le personnel administratif et techniqueCHAPITRE I^{er}. — *Généralités*

Art. 54. Les membres du personnel administratif et technique sont chargés du soutien administratif et logistique du Service d'incendie

CHAPITRE II. — *De certains membres du personnel administratif et technique*

Section 1. — Le Médecin du Service d'incendie

Art. 55. Le recrutement s'effectue dans le grade de Médecin du Service d'incendie

Art. 56. Les candidats à la fonction de Médecin du Service d'incendie doivent remplir les conditions suivantes :

- 1° être Belge ou citoyen de l'Union européenne;
- 2° être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction;
- 3° être en règle à l'égard des lois sur la milice;
- 4° jouir de ses droits civils et politiques;
- 5° justifier de la possession des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer;
- 6° être titulaire du diplôme de docteur en médecine et être autorisé à pratiquer la médecine en Belgique

Art. 57. L'emploi de Médecin du Service d'incendie est attribué au lauréat d'un concours de recrutement du Secrétariat permanent de recrutement; priorité est donnée aux médecins titulaires du postgraduat de médecine de catastrophe et gestion de crise.

Art. 58. Le Médecin du Service d'incendie a pour mission, en général, de conseiller l'officier-chef de service lors de l'achat de matériel médical ou de produits pharmaceutiques pour l'exercice des missions d'Aide médicale urgente, d'exercer le contrôle régulier de l'état de ce matériel et de ces produits, ainsi que de dispenser des avis à la direction du Service d'incendie concernant le contrôle médical des membres du personnel malades. En particulier, il doit également :

- 1° procéder à l'examen médical des candidats à la constitution d'une réserve de recrutement ou à un emploi de promotion au Service d'incendie;
- 2° assurer la coordination de la formation en matière d'Aide médicale urgente;
- 3° apporter ou coordonner un soutien sanitaire ou psychologique aux membres du personnel sur les lieux d'une intervention;
- 4° tenir les fiches personnelles sur lesquelles sont reprises toutes les interventions auxquelles le membre du Service d'Incendie a participé, avec mention des substances dangereuses et des risques de contamination auxquels il a éventuellement été exposé. Le membre du Service d'incendie peut, à tout moment, prendre connaissance de sa fiche personnelle et y noter des observations;
- 5° établir et gérer un dossier médical individuel pour chaque membre du personnel du Service d'incendie;
- 6° organiser une consultation médicale régulière au bénéfice du personnel du Service d'incendie;
- 7° collaborer avec le Médecin du travail dans tous les domaines médicaux;
- 8° conseiller le directeur des secours techniques lors du fonctionnement opérationnel du plan de catastrophe médical;
- 9° représenter le Service d'incendie, à la demande de l'officier-chef de service, dans les différentes instances relatives à l'Aide médicale urgente;
- 10° évaluer tous les deux ans la condition physique du personnel opérationnel conformément à l'article 53 du présent arrêté.

TITEL III. — Het administratief en technisch personeelHOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Art. 54. De leden van het administratief en technisch personeel zijn belast met de administratieve en logistieke ondersteuning van de Brandweerdienst

HOOFDSTUK II. — *Bepaalde leden van het administratief en technisch personeel*

Afdeling 1. — De Geneesheer van de Brandweerdienst

Art. 55. De werving geschiedt in de graad van Geneesheer van de Brandweerdienst.

Art. 56. De kandidaten voor de betrekking van Geneesheer van de Brandweerdienst moeten volgende voorwaarden vervullen :

- 1° Belg zijn of burger van de Europese Unie;
- 2° van een gedrag zijn dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking;
- 3° voldoen aan de dienstplichtwetten;
- 4° genieten van de politieke en burgerlijke rechten;
- 5° de lichamelijke geschiktheid bezitten die vereist is voor het uit te oefenen ambt;
- 6° houder zijn van het diploma van dokter in de geneeskunde en gemachtigd zijn de geneeskunde in België uit te oefenen.

Art. 57. De betrekking van Geneesheer van de Brandweerdienst wordt toegewezen aan de laureaat van een vergelijkend wervings-examen van het Vast Wervingssecretariaat; voorrang wordt gegeven aan de geneesheren die het Postgraduaat Rampengeneeskunde en Rampenmanagement bezitten.

Art. 58. De Geneesheer van de Brandweerdienst moet, als algemene opdracht, de officier-dienstchef adviseren bij de aankoop van medisch materieel of farmaceutische producten voor de uitoefening van de opdracht Dringende Medische Hulp, de regelmatige controle uit te oefenen op de staat van bovengenoemde materieel en producten, alsmede advies verstrekken aan de directie van de Brandweerdienst met betrekking tot de medische controle van de zieke personeelsleden. In het bijzonder moet hij eveneens :

- 1° de kandidaten voor een wervingsreserve of voor een bij bevordering te begeven betrekking bij de Brandweerdienst geneeskundig onderzoeken;
- 2° verantwoordelijk zijn voor de coördinatie van de opleiding inzake Dringende Medische Hulp;
- 3° sanitaire of psychologische steun aan de personeelsleden op de plaats van de tussenkomst verstrekken of coördineren;
- 4° de persoonlijke steekkaarten bijhouden waarop alle tussenkomsten worden opgetekend waaraan het lid van de Brandweerdienst heeft deelgenomen, met vermelding van de gevaarlijke stoffen en van het besmettingsrisico waaraan het in voorkomend geval was blootgesteld; het lid van de Brandweerdienst kan te allen tijde zijn persoonlijke steekkaart inzien en zijn opmerkingen erop noteren;
- 5° een medisch dossier opstellen en bijhouden voor elk lid van het personeel van de Brandweerdienst;
- 6° organisatie van een regelmatig medisch spreekuur ten behoeve van het personeel van de Brandweerdienst;
- 7° samenwerken met de Arbeidsgeneesheer in alle medische aangelegenheden;
- 8° tijdens de operationele werking van het medisch rampenplan, de directeur der technische hulp adviseren;
- 9° de dienst vertegenwoordigen, op vraag van de officier-dienstchef, in de verschillende instanties met betrekking tot de Dringende Medische Hulp;
- 10° conform artikel 53 van dit besluit tweejaarlijks de fysieke conditie evalueren van het operationeel personeel.

Section 2. — Le Moniteur d'Education Physique

Art. 59. Il incombe au moniteur d'éducation physique d'entretenir et de développer les aptitudes physiques des membres du Service d'incendie, afin de leur permettre d'accomplir leur mission lors d'interventions, avec rapidité, assurance et précision, tout en garantissant leur propre sécurité ainsi que celle des personnes en danger.

Art. 60. Le moniteur d'éducation physique est titulaire d'un graduat ou d'un régendat en éducation physique et est lauréat d'un concours de recrutement organisé par le Secrétariat permanent de recrutement.

TITRE IV. — De tous les membres du personnelCHAPITRE I^{er}. — *Des droits et devoirs*

Art. 61. Il est interdit aux membres du personnel du Service d'incendie de demander ou de recevoir individuellement et à titre personnel, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, sous quelque prétexte que ce soit, des gratifications quelconques.

CHAPITRE II. — *Des incompatibilités*

Art. 62. Est incompatible avec la qualité de membre du Service d'incendie, toute activité que celui-ci exerce lui-même ou par l'intermédiaire d'une autre personne et qui :

1° l'empêche de remplir ses devoirs ou engendre des conflits d'intérêt, ou,

2° n'est pas en accord avec la dignité de sa fonction.

En particulier, il est interdit à tout membre du personnel du Service d'incendie d'avoir des activités ou des intérêts, même par personne interposée :

1° dans les entreprises qui ont pour objet l'étude, la mise en œuvre ou le contrôle de mesures de prévention en matière d'incendie;

2° dans les entreprises qui fabriquent, transportent ou vendent du matériel de protection ou de lutte contre l'incendie.

Art. 63. Il y a incompatibilité entre les fonctions de membre du Service d'incendie et celles de membre d'un autre service professionnel public ou privé de secours.

L'officier-chef de service peut accorder l'autorisation aux membres du personnel qui en font la demande, d'être actifs en tant que volontaires dans un service d'incendie public, auprès de la Croix-Rouge ou d'un organisme similaire.

Cette autorisation ne peut en aucun cas mettre en péril l'organisation et le bon fonctionnement du Service d'incendie et peut être retirée à tout moment.

Art. 64. Toute infraction aux articles 62 et 63 du présent arrêté entraîne une action disciplinaire.

CHAPITRE III. — *Du conseil de direction*

Art. 65. Le conseil de direction du Service d'incendie comprend les membres du personnel des rangs 16, 15, 14 et 13.

Toutefois, le nombre de membres issus respectivement du cadre opérationnel et du cadre administratif et technique, est limité chaque fois aux 8 membres du grade le plus élevé. A grade égal les membres du personnel ayant la plus grande ancienneté de grade sont désignés.

CHAPITRE IV. — *Disposition particulière*

Art. 66. Le personnel du Service d'incendie bénéficie d'une indemnité de bilinguisme selon les modalités prévues dans la délibération du 27 juin 1973 du Conseil d'Agglomération.

TITRE V. — Dispositions transitoires

Art. 67. Sont assimilés aux brevets de caporal, de sergent et d'adjudant :

1° le brevet de sous-officier délivré avant le 26 mars 1997 par les centres agréés de formation pour les services d'incendie ou les fédérations provinciales des services d'incendie;

Afdeling 2. — De Monitor Lichamelijke Opvoeding

Art. 59. De monitor lichamelijke opvoeding moet de lichamelijke geschiktheid van de leden van de Brandweerdienst op peil houden en ontwikkelen ten einde hen in staat te stellen hun taak bij interventies snel, zelfzeker en precies te vervullen, met inachtneming van hun eigen veiligheid en van die der in gevaar verkerende personen.

Art. 60. De monitor lichamelijke opvoeding is titularis van een graadaat of een regentaat lichamelijke opvoeding en is lauraat van een wervingsexamen ingericht door het Vast Wervingssecretariaat.

TITEL IV. — Alle personeelsledenHOOFDSTUK I. — *Rechten en plichten*

Art. 61. Het is de personeelsleden van de Brandweerdienst verboden naar aanleiding van de uitoefening van hun ambt, onder eender welk voorwendsel, individueel en voor zichzelf persoonlijk giften of beloningen te vragen of te ontvangen.

HOOFDSTUK II. — *Onverenigbaarheden*

Art. 62. Met de hoedanigheid van lid van de Brandweerdienst is onverenigbaar elke activiteit die deze laatste zelf of via een tussenpersoon uitoefent en die :

1° verhindert dat hij zijn ambtsplichten vervult of strijdigheid van belangen tot gevolg heeft, of,

2° niet past met de waardigheid van zijn ambt.

Meer bepaald, is het ieder personeelslid van de Brandweerdienst verboden werkzaam te zijn of belangen te hebben, zelfs via een tussenpersoon :

1° in ondernemingen die brandvoorkomingsmaatregelen bestuderen, toepassen of controleren;

2° in ondernemingen die materieel vervaardigen, vervoeren of verkopen voor brandbescherming of brandbestrijding.

Art. 63. Het ambt van lid van het operationeel personeel van de Brandweerdienst is onverenigbaar met dat van lid van een andere openbare of particuliere beroepshulpdienst.

De officier-dienstchef kan de toelating verlenen aan de personeelsleden die erom vragen om als vrijwilligers in een openbare brandweerdienst, bij het Rode Kruis of een gelijkaardig organisme actief te zijn.

Deze toelating mag de organisatie en de goede werking van de Brandweerdienst in geen geval in het gedrang brengen en is op elk ogenblik intrekbaar.

Art. 64. Elke inbreuk op artikelen 62 en 63 van dit besluit geeft aanleiding tot een tuchtsvordering.

HOOFDSTUK III. — *De directieraad*

Art. 65. De Directieraad van de Brandweerdienst wordt samengesteld uit de personeelsleden van de rangen 16, 15, 14 en 13.

Het aantal leden uit het operationeel respectievelijk het administratief en technisch kader wordt echter telkens beperkt tot de 8 leden met de hoogste graad. Bij gelijke graad worden deze personeelsleden met de hoogste graadanciënniteit aangeduid.

HOOFDSTUK IV. — *Bijzondere bepaling*

Art. 66. Het personeel van de Brandweerdienst geniet een tweetaligheidsvergoeding volgens de modaliteiten zoals bepaald in de beraadslaging van de Agglomeratieraad van 27 juni 1973.

TITEL V. — Overgangsbepalingen

Art. 67. Met de brevetten van korporaal, sergeant en adjudant worden gelijkgesteld :

1° het brevet van onderofficier dat voor 26 maart 1997 werd uitgereikt door de erkende opleidingscentra voor de brandweer of de provinciale brandweerefederaties;

2° le certificat de candidat sous-officier délivré par l'autorité compétente sur la base d'une décision prise avant le 31 décembre 1993;

3° les anciens brevets A, B et C délivrés par l'Etat;

4° l'ancien brevet de candidat officier professionnel.

Art. 68. Les pompiers comptant au moins 6 années de service au sein du Service d'Incendie au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté et qui sont titulaires d'un des certificats repris à l'article 24, 2°, portent le grade de Pompier Qualifié.

Les titulaires du grade de Caporal au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade de Pompier Principal.

Les titulaires du grade de Sergent au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté portent le grade de Chef de Section. Ceux qui en outre comptent au moins 6 années d'ancienneté de grade, portent le grade de Chef de Détachement Adjoint.

Les titulaires des grades de Premier-Sergent et de Sergent-Major au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade de Chef de Détachement Adjoint.

Les titulaires des grades d'adjudant et d'adjudant-chef au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade de Chef de Détachement.

Les titulaires du grade de sous-lieutenant au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade d'Officier Chef des Interventions Adjoint.

Les titulaires du grade de lieutenant au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade d'Officier Chef des Interventions. Ceux qui en outre comptent au moins 9 années d'ancienneté dans le cadre des officiers du Service d'incendie, portent le grade d'Officier Directeur des Interventions.

Les titulaires des grades de capitaine ou de capitaine-commandant au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade d'Officier Directeur en Chef des Interventions.

Les titulaires du grade de major au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, portent le grade d'Officier Chef de Département.

Le titulaire du grade de lieutenant-colonel au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, porte le grade d'Officier-Chef de Service.

La modification des dénominations des grades n'a aucune influence sur le système de rémunération applicable aux intéressés jusqu'à ce que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale élabore un statut pécuniaire.

Les membres du personnel opérationnel conservent les insignes extérieurs des anciens grades, conformément à l'arrêté ministériel du 2 avril 1980 fixant la tenue de sortie des membres du personnel des services d'incendie des communes, des agglomérations et des fédérations de communes, jusqu'à ce que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale élabore un nouveau règlement en la matière.

Art. 69. Par dérogation à l'article 51 du présent arrêté, le personnel qui n'est pas domicilié dans la zone visée à l'article 51 du présent arrêté à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté est autorisé à conserver son domicile actuel.

TITRE VI. — Dispositions abrogatoires et finales

Art. 70. Le règlement organique provisoire du Service d'incendie du 16 janvier 1974 est abrogé.

Art. 71. L'arrêté du 14 octobre 1993 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du 29 mars 1990 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant le statut administratif des agents de l'Agglomération (article 24), est abrogé.

Art. 72. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 octobre 1998 fixant le cadre organique du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale le point A est remplacé par la disposition suivante :

A. Cadre opérationnel :

A1. Cadre des Officiers :

Officier-chef de Service 1

Officier Chef de Département 4

2° het getuigschrift van kandidaat-onderofficier dat door de bevoegde overheid werd afgegeven op basis van een voor 31 december 1993 genomen beslissing;

3° de vroegere door de Staat uitgereikte brevetten A, B en C;

4° het vroegere brevet van kandidaat-beroepsofficier.

Art. 68. De brandweermannen die op het ogenblik van de invoeging van dit besluit ten minste 6 jaar dienstanciënniteit tellen bij de Brandweerdienst en die houder zijn van een van de getuigschriften opgesomd in artikel 24, 2°, dragen de graad van Eerste Brandweerman.

De titularissen van de graad van Koporaal op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Hoofdbrandweerman.

De titularissen van de graad van sergeant op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Sectiechef. Deze die daarenboven ten minste 6 jaar graadanciënniteit tellen, dragen de graad van Adjunct-Detachementschef.

De titularissen van de graden van Eerste Sergeant en van Sergeant-Majoor op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Adjunct-Detachementschef.

De titularissen van de graden van adjudant en van adjudant-chef op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Detachementschef.

De titularissen van de graad van onderluitenant op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Officier Adjunct-Interventiechef.

De titularissen van de graad van luitenant op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Officier Interventiechef. Deze die bovendien ten minste 9 jaar anciënniteit in het officierenkader van de Brandweerdienst tellen, dragen de graad van Officier Directeur der Interventies.

De titularissen van de graden van kapitein of van kapitein-commandant op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Officier Hoofddirecteur der Interventies.

De titularissen van de graad van majoor op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, dragen de graad van Officier Departementshoofd.

De titularis van de graad van luitenant-kolonel op het ogenblik van de invoeging van dit besluit, draagt de graad van Officier-Dienstchef.

De wijziging van de benamingen van de graden heeft geen invloed op het bezoldigingsstelsel dat op de belanghebbende toepasselijk is tot zolang de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een geldelijk statuut uitwerkt.

De leden van het operationeel personeel behouden de uiterlijke kentekens van de vroegere graden conform het ministerieel besluit van 2 april 1980 houdende vaststelling van het uitgaanstenu van de leden van de gemeentelijke brandweerdiensten en van de brandweerdiensten van de agglomeraties en federaties van gemeenten, tot zolang de Brusselse Hoofdstedelijke Regering een nieuwe regeling ter zake uitwerkt.

Art. 69. In afwijking op artikel 51 van dit besluit, wordt het de personeelsleden die op de datum van invoeging van dit besluit niet in de zone bedoeld in artikel 51 van dit besluit wonen, toegestaan hun huidige woonplaats te bewaren.

TITEL VI. — Opheffings- en eindbepalingen

Art. 70. Het voorlopig organiek reglement van de Brandweerdienst van 16 januari 1974 wordt opgeheven.

Art. 71. Het besluit van 14 oktober 1993 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van 29 maart 1990 van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve met betrekking tot de wijziging van het administratief statuut van de agenten van de Agglomeratie (artikel 24), wordt opgeheven.

Art. 72. In artikel 1 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 15 oktober 1998 houdende vaststelling van het organiek kader van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp wordt punt A vervangen door volgende bepaling :

A. Operationeel kader :

A1. : Officiërenkader :

Officier-Diensthof 1

Officier Departementshoofd 4

Officier Directeur en Chef des Interventions	14
Officier Directeur des Interventions ou Officier Chef des Interventions ou Officier Chef des Interventions Adjoint	22
A2. Cadre intermédiaire :	
Chef de détachement	39
Chef de Détachement Adjoint ou Chef de Section	159
A3. Cadre subalterne :	
Pompier Principal ou Pompier Qualifié ou Pompier	763

Art. 73. Le point 1, Cadre opérationnel, de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 2 février 1995 relatif au classement hiérarchique des grades du personnel du Service d'Incendie et d'Aide Médicale Urgente de la Région de Bruxelles-Capitale est remplacé par la disposition suivante :

1. Cadre opérationnel :

A. Cadre des Officiers

Rang 15 :

Officier Chef de Service

Rang 14 :

Officier Chef de Département.

Rang 13 :

Officier Directeur en Chef des Interventions

Rang 12 :

Officier Directeur des Interventions

Rang 11 :

Officier Chef des Interventions

Rang 10 :

Officier Chef des Interventions Adjoint

B. Cadre intermédiaire :

Rang 24 :

Chef de détachement

Rang 22 :

Chef de Détachement Adjoint

Rang 20 :

Chef de Section.

C. Cadre subalterne :

Rang 34 :

Pompier Principal

Rang 32 :

Pompier Qualifié

Rang 30 :

Pompier

Art. 74. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 75. Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide Médicale Urgente est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 26 novembre 1998.

Le Ministre-Président,

Ch. PICQUE

Le Ministre de la Fonction Publique, du Commerce Extérieur,
de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide Médicale Urgente,

R. GRIJP

Officier Hoofddirecteur der Interventies	14
Officier Directeur der Interventies of Officier Interventiechef of Officier Adjunct-interventiechef	22
A2 : Middenkader :	
Detachementschef	39
Adjunct Detachementschef of Sectiechef	159
A3 : Lager kader :	
Hoofdbrandweerman of Eerste brandweerman of Brandweerman	763

Art. 73. Punt 1, Operationeel Kader van artikel 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 2 februari 1995 betreffende de hiërarchische rangschikking van de graden van het personeel van de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp wordt vervangen door volgende bepaling :

1. Operationeel kader :

A. Officierenkader :

Rang 15 :

Officier-Diensthoofd

Rang 14 :

Officier Departementshoofd

Rang 13 :

Officier Hoofddirecteur der Interventies

Rang 12 :

Officier Directeur der Interventies

Rang 11 :

Officier Interventiechef

Rang 10 :

Officier Adjunct-interventiechef

B. Middenkader :

Rang 24 :

Detachementschef

Rang 22 :

Adjunct Detachementschef

Rang 20 :

Sectiechef.

C. Lager kader :

Rang 34 :

Hoofdbrandweerman

Rang 32 :

Eerste brandweerman

Rang 30 :

Brandweerman

Art. 74. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Art. 75. De Minister van Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 26 november 1998.

De Minister-Voorzitter,

Ch. PICQUE

De Minister van Ambtenarenzaken, Buitenlandse Handel,
Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09275]

Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence. — Agrément

Par arrêté royal du 20 janvier 1999, l'association sans but lucratif « Centrum voor Algemeen Welzijnswerk de Kempen », dont le siège social est établi à 2200 Herentals, Stationsstraat 2, est agréée, en tant qu'association pouvant assister les victimes devant la Commission pour l'aide aux victimes d'actes intentionnels de violence.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09275]

Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden. — Erkenning

Bij koninklijk besluit van 20 januari 1999, wordt erkend de vereniging zonder winstoogmerk « Centrum voor Algemeen Welzijnswerk de Kempen », met zetel te 2200 Herentals, Stationsstraat 2, als vereniging om bijstand te verlenen aan slachtoffers voor de Commissie voor hulp aan slachtoffers van opzettelijke gewelddaden.

MINISTERE DES FINANCES

[99/03153]

Banque Nationale de Belgique

Démission honorable. — Nomination

Par arrêté royal du 1^{er} mars 1999 est accordée démission honorable de ses fonctions à M. Etienne de Lhoneux, agent de la Banque Nationale de Belgique à Namur, à partir du 20 novembre 1998.

Par le même arrêté, Mme Jeanine Souvereyns-Rouma est nommée agent de la Banque Nationale à Namur, à partir du 1^{er} janvier 1999.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[99/03153]

Nationale Bank van België

Eervol ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1999 wordt eervol ontslag uit zijn ambt verleend aan de heer Etienne de Lhoneux, agent van de Nationale Bank van België te Namen, met ingang van 20 november 1998.

Bij hetzelfde besluit wordt Mevr. Jeanine Souvereyns-Rouma benoemd tot agent van de Nationale Bank te Namen, met ingang van 1 januari 1999.

[C - 99/03215]

Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres

Par arrêté royal du 24 mars 1999, M. Monbaliu, Marc, directeur à l'Administration de la trésorerie, est nommé commissaire du gouvernement auprès de la Caisse interprofessionnelle de dépôts et de virements de titres, en remplacement de M. Arnoldi, Jean-Pierre, administrateur général de l'Administration de la trésorerie, démissionnaire.

L'arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

[C - 99/03215]

Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas

Bij koninklijk besluit van 24 maart 1999 wordt de heer Monbaliu, Marc, directeur bij de Administratie van de thesaurie, benoemd tot regeringscommissaris bij de Interprofessionele Effectendeposito- en Girokas, ter vervanging van de heer Arnoldi, Jean-Pierre, administrateur-generaal van de Administratie van de thesaurie, ontslaggevend.

Het besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

[C - 99/35426]

Provincie Oost-Vlaanderen. — Wapen en vlag

Bij besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 14 december 1998 wordt aan de provincie Oost-Vlaanderen wapen en vlag opgelegd :

1. het wapen waarvan de beschrijving luidt :

In goud een leeuw van sabel, geklauwd en getongd van keel.

Het schild getopt door twee leeuwen van sabel, geklauwd en getongd van keel.

Het geheel geplaatst op een sokkel van drie treden van zilver.

2. de vlag waarvan de beschrijving luidt :

Drie banen met hoogteverhouding 5 : 6 : 5, de bovenste en de onderste baan van groen, de middelste baan afwisselend van wit en van groen, hoogteverhouding 1 : 1 : 1 : 1 : 4 : 1 : 1, met op de vluchtzijde over alles heen een zwarte leeuw, rood geklauwd en getongd.

Eén afbeelding van het wapen en de vlag wordt bewaard door de provincie; één door het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap, departement Leefmilieu en Infrastructuur, administratie Ruimtelijke Ordening, Huisvesting en Monumenten en Landschappen, afdeling Monumenten en Landschappen.

Bijlage 1

Wapen van de provincie Oost-Vlaanderen



Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 14 december 1998.

Brussel, 14 december 1998.

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn
L. MARTENS

Bijlage 2

Vlag van de provincie Oost-Vlaanderen



Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn van 14 december 1998.

Brussel, 14 december 1998.

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn
L. MARTENS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27287]

Conservation de la nature

Par arrêté ministériel du 19 janvier 1999, sont constitués en réserve naturelle domaniale des îles de Godinne, les 3 ha 33 a 57 ca de terrains appartenant à la Région wallonne, cadastrés comme suit :

Province de Namur, commune d'Yvoir, division 4, section B, lieu-dit « Grande Ile », n° 3d, surface 2,5470 ha;

Province de Namur, commune d'Yvoir, division 4, section B, lieu-dit « Les Dots », n° 5c, surface 0,7647 ha;

Province de Namur, commune d'Yvoir, division 4, section B, lieu-dit « Petite Ile », n° 7c, surface 0,0240 ha.

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM
DER WALLONISCHEN REGION

[C - 99/27287]

Naturerhaltung

Durch Ministerialerlaß vom 19. Januar 1999 werden die 3 ha 33 a 57 ca Gelände, die der Wallonischen Region gehören und wie folgt katastriert sind:

Provinz Namur, Gemeinde Yvoir, Gemarkung 4, Flur B, Ortslage « Grande Ile », Nr. 3d, Fläche 2,5470 ha;

Provinz Namur, Gemeinde Yvoir, Gemarkung 4, Flur B, Ortslage « Les Dots », Nr. 5c, Fläche 0,7647 ha;

Provinz Namur, Gemeinde Yvoir, Gemarkung 4, Flur B, Ortslage « Petite Ile », Nr. 7c, Fläche 0,0240 ha,

als domaniales Naturschutzgebiet « îles de Godinne » errichtet.

VERTALING
MINISTERIE
VAN HET WAALSE GEWEST

[C - 99/27287]

Natuurbehoud

Bij ministerieel besluit van 19 januari 1999 bestaat het domaniale natuurreservaat « îles de Godinne » uit de aan het Waalse Gewest toebehorende 3 ha 33 a 57 ca terrein, die gekadastréerd zijn als volgt :

Provincie Namen, gemeente Yvoir, afdeling 4, sectie B, buurtschap « Grande Ile », nr. 3d, oppervlakte 2,5470 ha;

Provincie Namen, gemeente Yvoir, afdeling 4, sectie B, buurtschap « Les Dots », nr. 5c, oppervlakte 0,7647 ha;

Provincie Namen, gemeente Yvoir, afdeling 4, sectie B, buurtschap « Petite Ile », nr. 7c, oppervlakte 0,0240 ha.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[99/08014]

Constitution d'une réserve de recrutement d'attaché (qualification générale + anglais-espagnol), d'expression française, pour la Direction générale des Relations extérieures (AFW97026). — Résultats

A. Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Delattre, Dominique, Givry
2. Delcomminette, Pascale, Amay
3. Barthelemy, Violaine, Wezembeek-Oppem
4. Vanbocquestal, Sylvianne, Molenbeek-Saint-Jean
5. Germis, Marielle, Sprimont

VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERONEEL

[99/08014]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige attaché (algemene kwalificatie + Engels-Spaans), voor de Algemene Directie Buitenlandse Betrekkingen (AFW97026). — Uitslagen

A. Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- | | |
|--|---|
| <ol style="list-style-type: none"> 6. Lambert, Karelle, Bruxelles 7. Pangaert d'Opdorp, Regine, Sart-Dames-Avelines 8. Cenci, Isabelle, Havré 9. Gillain, Georges, Hamme-Mille 10. Muniz Sanchez, Maria del Carmen, Bruxelles | <ol style="list-style-type: none"> 11. Asturias, Cristina, Bruxelles 12. Lekeu, Jean-Pierre, Gembloux 13. Arguello del Blanco, Javier, Bruxelles 14. Partoune, Philippe, Dalhem |
|--|---|

[99/08017]

Recrutement d'assistants techniques A3 (rang D1), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale (ENB98302). — Résultats

- De Boeck, Beni, Merchtem
Vindevogel, Frank, Meise
Deprins, Jan, Vilvoorde
Meert, Karel, Lennik
Briers, Eddy, Herselt

[99/08017]

Werving van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige hulp-technici A3 (rang D1) voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad (ENB98302). — Uitslagen

- De Boeck, Beni, Merchtem
Vindevogel, Frank, Meise
Deprins, Jan, Vilvoorde
Meert, Karel, Lennik
Briers, Eddy, Herselt

[99/08018]

Constitution d'une réserve de recrutement de gradué (construction), d'expression française, pour le Ministère wallon de l'Équipement et des Transports (AFW97038). — Résultats

A. Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|-----------------------------------|--|
| 1. Marquet, Eric, Grivegnée | 8. Courtois, Leslie, Vottem |
| 2. Ernoux, Claude, Malonne | 9. Decerf, Cedric, Stavelot |
| 3. Van Zande, Luc, Hennuyères | 10. Tonon, Laurent, Falaen |
| 4. Dumont, Joel, Havelange | 11. Allelyn, Bernard, Battice |
| 5. Willem, Isabelle, Jehay-Amay | 12. Monfort, Yvon, La Roche-en-Ardenne |
| 6. Nivaille, Eric, Grâce-Hollogne | 13. Saut, Philippe, Andrimont |
| 7. Poty, Luc, Ciney | 14. Caulier, Rudy, Jurbise |

[99/08018]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige gegradueerde (bouw) voor het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer (AFW97038). — Uitslagen

A. Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- | |
|---------------------------------|
| 15. Gossiaux, Serge, Willaupuis |
| 16. Hubert, Bruno, Liège |
| 17. Dupagne, Paul, Bassenge |
| 18. Balthasart, Luc, Chênée |
| 19. Ronveau, Michel, Pâturages |
| 20. Cornet, Marc, Remicourt |

[99/08019]

Constitution d'une réserve de recrutement de contrôleur (spécialité : électronique) (m/f) (rang 26), d'expression française, pour le Ministère des Communications et de l'Infrastructure - Administration de l'Aéronautique (AFG98808). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|--|---|
| 1. Lefevre, Laurent, Warêt-la-Chaussée | 3. Debroux, Joel, Marbais |
| 2. Van Michel dit Valet, Jean, Jauchelette | 4. Vanhockerhout, Stephane, La Louvière |

[99/08019]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige controleur (elektronica) (m/v) (rang 26), voor het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur - Bestuur van de Luchtvaart (AFG98808). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- | |
|----------------------------------|
| 5. Snackers, Emmanuel, Etterbeek |
|----------------------------------|

[99/08020]

Constitution d'une réserve de recrutement de cartographes (rang 26), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour l'Institut géographique national (ANG98823). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | |
|----------------------------|-------------------------------|
| 1. Matton, Petra, Mechelen | 3. Perdaen, Ilse, Dendermonde |
| 2. Desnoux, Ria, Staden | 4. Celis, Patricia, Lubbeek |

[99/08020]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige cartografen (rang 26) voor het Nationaal Geografisch Instituut (ANG98823). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- | |
|---------------------------------|
| 5. Claesen, Katrien, Willebroek |
|---------------------------------|

[99/08023]

Constitution d'une réserve de recrutement d'inspecteurs des finances (m/f), d'expression française, pour le Ministère des Finances (rang 13) (AFG96813). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | |
|-----------------------------------|
| 1. Berger, José, Awans |
| 2. Cenne, Yves, Angleur |
| 3. Van Hove, Michel, Saint-Gilles |
| 4. Petit, Olivier, Forest |

[98/08023]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige inspecteurs van financiën (m/v) voor het Ministerie van Financiën (rang 13) (AFG96813). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

- | |
|-----------------------------------|
| 1. Berger, José, Awans |
| 2. Cenne, Yves, Angleur |
| 3. Van Hove, Michel, Saint-Gilles |
| 4. Petit, Olivier, Forest |

[98/08024]

Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs en construction (dans une fonction de projet), masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour le Ministère de la Communauté flamande (ANV98025). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

- | | | |
|-----------------------------------|---|---|
| 1. Bernaert, Kathleen, Erpe-Mere | 5. Bosmans, Leo, Bonheiden | 9. Van den Bossche, Eva, Vilvoorde |
| 2. Willems, Marc, Kapellen | 6. Lonneux, Tim, Landen | 10. Ingelbrecht, Steven, Kapellen |
| 3. De Meyer, Peter, Merendree | 7. Agotha, Peter, Herentals-Noorderwijk | 11. Peil, Agnes, Sint-Denijs-Westrem (Gent) |
| 4. Houben, Daniella, Maasmechelen | 8. Vanspringel, Lief, Schoten | 12. Surdiacourt, Koen, Brakel |

[98/08024]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige ingenieurs bouwkunde (in een projectfunctie) voor het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap. — ANV98025. Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

[97/08025]

Constitution d'une réserve de recrutement de techniciens (spécialité : chauffage) pour la Régie des Bâtiments, d'expression française (AFG98015) (rang 20). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Gillain, Patrick, Couillet
2. Spanneut, Geoffrey, Rumes

[99/08040]

Constitution d'une réserve de recrutement de contrôleurs, d'expression française (rang 26) (spécialité : électricité, électromécanique), pour le Ministère des Communications et de l'Infrastructure, Administration de l'Aéronautique (AFG98811). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Derclaye, Marc, Awans
2. Demanet, Michael, Ham-sur-Heure
3. Michel, Yves, Blaton

[99/08041]

Constitution d'une réserve de recrutement de traducteurs-reviseurs, français-néerlandais-anglais (m/f), d'expression française, pour le Ministère de la Justice (AFG98005) (rang 10). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Decker, Hélène, Enghien
2. Laurent, Anne, Bruxelles
3. Pecriaux, Vincent, Floreffe
4. Servais, Benoit, Gerpennes-Loverval
5. Robertz, Patricia, Fozz (Awans)

[99/08043]

Constitution d'une réserve de recrutement de programmeurs, d'expression néerlandaise (m/f) (rang 26), pour l'Institut royal météorologique (IRM) (ANG98827). — Résultats

Classements des lauréats du concours d'admission au stage :

1. De Greef, Niels, Mechelen
2. Van Der Gucht, Philippe, Sint-Pieters-Leeuw

[98/08044]

Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs industriels (informatique) (rang 10) (m/f), d'expression néerlandaise, pour l'Institut royal météorologique (IRM) (ANG98828). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. De Sadelaer, Geert, Beveren
2. Van Loey, Michiel, Alseberg
3. Ferauge, Christophe, Elsene
4. Tuezney, Alain, Reet
5. Van Hoof, Wim, Wespelaar

[97/08025]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige technici (specialisatie : verwarming) voor de Regie der Gebouwen (AFG98015) (rang 20). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

1. Gillain, Patrick, Couillet
2. Spanneut, Geoffrey, Rumes

[99/08040]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige controleurs (rang 26) (specialiteit : elektriciteit, elektromechanica), voor het Ministerie van Verkeer en Infrastructuur, Bestuur van de Luchtvaart (AFG98811). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot proeftijd :

- | | |
|--------------------------------------|---|
| 4. Scarinci, Bruno, Grâce-Hollogne | 6. Lefevre, Laurent, Waret-la-Chaussée |
| 5. Mosbah, Karimeddine, Saint-Gilles | 7. Vanhockerhout, Stéphane, La Louvière |

[99/08041]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige vertalers-revisoren (Frans-Nederlands-Engels) (m/v) voor het Ministerie van Justitie (AFG98005) (rang 10). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. Decker, Hélène, Enghien
2. Laurent, Anne, Bruxelles
3. Pecriaux, Vincent, Floreffe
4. Servais, Benoit, Gerpennes-Loverval
5. Robertz, Patricia, Fozz (Awans)

[99/08043]

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige programmeurs (m/f) (rang 26) voor het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI) (ANG98827). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. De Greef, Niels, Mechelen
2. Van Der Gucht, Philippe, Sint-Pieters-Leeuw

[99/08044]

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige industrieel ingenieurs (informatica) (rang 10) (m/v) voor het Koninklijk Meteorologisch Instituut (KMI) (ANG98828). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. De Sadelaer, Geert, Beveren
2. Van Loey, Michiel, Alseberg
3. Ferauge, Christophe, Elsene
4. Tuezney, Alain, Reet
5. Van Hoof, Wim, Wespelaar

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

[S - C - 99/00155]

16 FEVRIER 1999. — Tâches administratives des services de police. - Application de l'article 25 de la loi sur la fonction de police. - Abrogation et remplacement de la circulaire du 7 avril 1995 du même objet

A Madame et Messieurs les Procureurs généraux près des Cours d'appel,

A Madame et Messieurs les Gouverneurs de Province,

A Madame le Gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale

A titre d'information :

A Mesdames et Messieurs les Procureurs du Roi,

A Mesdames et Messieurs les Commissaires d'arrondissement,

A Mesdames et Messieurs les Bourgmestres et Echevins.

Madame, Monsieur le Procureur général,

Madame, Monsieur le Gouverneur,

Lors de l'application de la circulaire du 7 avril 1995 relative aux tâches administratives des services de police, application de l'article 25 de la loi sur la fonction de police, il est apparu que quelques points demeuraient obscurs. Aussi, s'est-il avéré indispensable de remplacer ladite circulaire par la présente.

En tout état de cause, rappelons que la présente circulaire n'est que l'application de l'article 25 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police qui dispose que :

«Les fonctionnaires de police de la gendarmerie, de la police communale et de la police judiciaire près des parquets ne peuvent être chargés de tâches administratives autres que celles qui leur sont attribuées expressément par ou en vertu de la loi.

Par dérogation de l'alinéa 1^{er}, peuvent être confiées aux fonctionnaires précités des tâches administratives qui exigent, pour leur réalisation, l'exercice de compétences de police, et dont le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de la Justice arrêtent la liste d'un commun accord.»

Il est important de rappeler que la présente circulaire s'adresse particulièrement à la police communale qui est spécialement touchée par le problème en question, et qu'elle ne trouve à s'appliquer pour autant que cela n'entre en contradiction avec aucune disposition légale ou réglementaire.

Aussi, avons-nous jugé opportun de mentionner ci-après les modifications ou apports les plus importants introduits par la présente circulaire par rapport aux dispositions de la circulaire du 7 avril 1995 précitée :

- Au point A.1. (registres de la population et des étrangers), il est précisé que la police communale transmettra, pour suite voulue, le résultat de ses recherches ou enquêtes au service communal compétent lequel se chargera, le cas échéant, de la délivrance des documents : ainsi, la police n'interviendra qu'au niveau de l'enquête, et non à celui de la délivrance du document.

- Une précision est également apportée au point A. 4. (casier judiciaire communal). Depuis la circulaire du 5 juillet 1996 modifiant les instructions générales du 6 juin 1962 concernant les certificats de bonnes conduite, vie et moeurs, la délivrance desdits certificats appartient aux bourgmestres ou, en cas de délégation, aux fonctionnaires statutaires nommément désignés qui sont chargés de la gestion du casier judiciaire communal. Avant la délivrance dudit certificat, un avis motivé est cependant donné par le chef de corps ou l'officier de police communale par lui délégué.

- Le point A.6. (enquêtes de moralité) précise désormais que les services de police sont chargés des enquêtes de moralité à la suite de l'octroi des agréments et des autorisations demandés dans le cadre de la loi sur les armes du 3 janvier 1933 et de ses arrêtés d'exécution, et qu'ils sont également chargés d'autres missions de contrôle relatives au respect de cette réglementation, sur ordre des autorités supérieures.

- Le point A.7. (interventions de « main-forte ») explicite les modalités relatives à l'intervention de « main-forte » au cas où il existerait un accord de coopération entre la gendarmerie et la police communale.

En ce qui concerne la collaboration entre la police et les huissiers de justice, une concertation entre les concernés au sein d'un groupe de travail ad hoc aura lieu afin de déterminer les modalités générales concernant cette collaboration.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 99/00155]

16 FEBRUARI 1999. — Administratieve taken van de politiediensten. Toepassing van artikel 25 van de wet op het politieambt. - Opheffing en vervanging van de omzendbrief van 7 april 1995 over hetzelfde onderwerp

Aan mevrouw en de heren Procureurs-generaal bij de Hoven van beroep,

Aan mevrouw en de heren Provinciegouverneurs,

Aan mevrouw de Gouverneur van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad

Ter informatie :

Aan de dames en heren Procureurs des Konings,

Aan de dames en heren Arrondissementscommissarissen,

Aan de dames en heren Burgemeesters en Schepenen.

Mevrouw, Mijnheer de Procureur-generaal,

Mevrouw, Mijnheer de Gouverneur,

Bij de toepassing van de omzendbrief van 7 april 1995 betreffende de administratieve taken van de politiediensten, in toepassing van artikel 25 van de wet op het politieambt, is gebleken dat bepaalde punten nog onduidelijk bleven. Het was dan ook noodzakelijk om bedoelde omzendbrief te vervangen door de huidige.

We herinneren eraan dat onderhavige omzendbrief hoe dan ook slechts de toepassing is van artikel 25 van de wet op het politieambt van 5 augustus 1992, dat als volgt luidt :

« De politieambtenaren van de rijkswacht, van de gemeentepolitie en van de gerechtelijke politie bij de parketten kunnen niet met andere administratieve taken worden belast dan die welke hun uitdrukkelijk worden opgedragen door of krachtens de wet.

In afwijking van het eerste lid, kunnen aan de voornoemde ambtenaren administratieve taken worden toevertrouwd ten aanzien waarvan de uitoefening van politiebevoegdheden is vereist voor het volbrengen ervan en waarvan de Minister van Binnenlandse Zaken en de Minister van Justitie in onderling akkoord de lijst bepalen. »

Het is van belang eraan te herinneren dat onderhavige omzendbrief in het bijzonder gericht is tot de gemeentepolitie die specifiek bij dit probleem betrokken is en dat hij enkel van toepassing is voor zover hij niet strijdig is met geen enkele wettelijke of reglementaire bepaling.

Wij vonden het dan ook nuttig hierna de belangrijkste wijzigingen of toevoegingen te vermelden die door onderhavige omzendbrief werden ingevoerd ten aanzien van de bepalingen van de vorige omzendbrief van 7 april 1995 :

- Onder punt A.1. (bevolkings- en vreemdelingenregisters) wordt gepreciseerd dat de gemeentepolitie het resultaat van haar onderzoeken of enquêtes, voor verder gevolg, zal doorgeven aan de bevoegde gemeentelijke dienst die desgevallend de documenten zal afgeven : zo zal de politie alleen maar tussenkomen op het niveau van de enquête en niet op dat van de afgifte van het document.

- Er wordt eveneens een precisering aangebracht aan punt A.4 (gemeentelijk strafregister). Sedert de omzendbrief van 5 juli 1996 tot wijziging van de algemene onderrichtingen van 6 juni 1962 betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag, hoort de afgifte van bedoelde attesten toe aan de burgemeesters of, in geval van delegatie, aan de vastbenoemde ambtenaren die met naam zijn aangeduid en die belast zijn met het beheer van het gemeentelijk strafregister. Voor de afgifte van het bedoelde attest, wordt echter een gemotiveerd advies gegeven door de korpschef of de door hem afgevaardigde officier van de gemeentepolitie.

- Punt A.6. (moraliteitsonderzoek) preciseert dat de politiediensten voortaan belast zullen zijn met de moraliteitsonderzoeken naar aanleiding van het verlenen van aangevraagde erkenningen en vergunningen op basis van de wapenwet van 3 januari 1933 en haar uitvoeringsbesluiten en dat ze bovendien belast zijn met andere controleopdrachten betreffende de naleving van deze reglementering, in opdracht van hogere overheden.

- Punt A.7. (verlenen van de "sterke arm") verduidelijkt de modaliteiten betreffende het "verlenen van de sterke arm", indien er een samenwerkingsakkoord bestaat tussen rijkswacht en gemeentepolitie.

Inzake de samenwerking tussen politie en gerechtshoofden, zal er nader overleg plaats vinden tussen de betrokkenen in een werkgroep ad hoc teneinde de algemene modaliteiten van deze samenwerking vast te leggen.

- Au point B (missions ne pouvant plus être exécutées par un service de police), il est rappelé que le personnel civil attaché au corps de police, en application de l'article 217 de la nouvelle loi communale, n'a pas à accomplir les tâches administratives qui sont incompatibles avec la fonction de police et que les fonctionnaires de police n'exercent plus. Il est précisé, en outre, que cela concerne également les agents auxiliaires de police et le personnel contractuel civil recruté dans le cadre de l'arrêté royal du 10 juin 1994.

- Au point B.3 (recherches et opérations en vue de diverses opérations), il n'est plus fait référence aux recherches et opérations en vue de la composition des listes communales de jurés, puisque les services de police pourront toujours être amenés à effectuer des enquêtes de moralité en la matière, conformément au point A.6 (enquêtes de moralité).

- A l'alinéa 3 du point C (allègement et simplification de certaines missions), le mot « citations » est supprimé.

- Le point C comprend désormais un point 7 qui traite de la notification des arrêtés de réquisition (loi du 19.08.1948 relative aux prestations d'intérêt général en temps de paix).

- Enfin, la circulaire précise in fine que l'accord qui doit intervenir entre le bourgmestre et le chef de corps ne remet nullement en cause les relations hiérarchiques existant entre les bourgmestres et les chefs de corps.

*
* *

Circulaire relative aux tâches administratives des services de police.
- Application de l'article 25 de la loi sur la fonction de police. - Abrogation et remplacement de la circulaire du 7 avril 1995 du même objet.

A. Liste des tâches administratives confiées aux services de police.

En application de l'article 25, alinéa 2 de la loi sur la fonction de police, seules les tâches administratives suivantes peuvent encore être exécutées par la police communale :

1. Registres de la population et des étrangers.

- Base légale : Loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité, modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques (M.B. 03/09/91).

- Il convient que la police communale effectue toutes les enquêtes et recherches dans ce domaine, dans le cadre de sa mission de surveillance générale telle que prévue par l'article 14 de la loi sur la fonction de police. Dans ce même ordre d'idées, l'agent de quartier doit être en mesure de suivre les mouvements de population et les changements de résidence dans son quartier. La police communale transmet, pour suite utile, le résultat de ses recherches ou enquêtes au Collège des Bourgmestre et Echevins lequel se chargera le cas échéant de la délivrance desdits documents.

2. Accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.

- Base légale : article 21 de la loi sur la Fonction de Police qui prévoit notamment que la gendarmerie, la police communale et la police maritime veillent au respect des dispositions légales relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.

- Ces tâches de la police communale ne tombent pas sous l'application de l'article 25, mais uniquement sous celle de l'article 21 de la Loi sur la Fonction de Police. Cette matière sera abordée plus en détail dans une circulaire séparée visant à expliquer l'article 21 précité.

3. Objets trouvés.

- Base légale : Loi du 30 décembre 1975 concernant les biens trouvés en dehors des propriétés privées ou mis sur la voie publique en exécution de jugements d'expulsion (M.B. 17/1/1976).

- Dans le cadre de la prévention du vol et du recel, et de la recherche d'objets volés, il est conforme à la loi que la police communale prenne les déclarations de perte d'objets et réceptionne les objets trouvés remis par un particulier. Par contre, la police ne peut être chargée de la conservation des biens remis, de la tenue du registre, de l'envoi des lettres aux propriétaires ou ayants droit connus, ni de la perception des frais d'enlèvement et de conservation.

- Onder punt B (taken die niet meer door een politiedienst mogen worden uitgevoerd) wordt herinnerd dat het aan het politiekorps verbonden burgerpersoneel, in toepassing van artikel 217 van de nieuwe gemeentewet, geen administratieve taken mag vervullen die onverenigbaar zijn met het politieambt en die de politieambtenaren niet meer uitvoeren. Daarbij wordt gepreciseerd dat dit ook de hulpagenten van politie en het in het kader van het koninklijk besluit van 10 juni 1994 aangeworven contractueel burgerpersoneel aangaat.

- Onder punt B.3. (onderzoeken en verrichtingen), wordt niet meer verwezen naar de onderzoeken noch naar de verrichtingen met als doel het opmaken van de lijsten van gezworenen, aangezien het altijd mogelijk is dat de politiediensten desbetreffende moraliteitsonderzoeken dienen te verrichten, en dit conform punt A.6 (moraliteitsonderzoek).

- In punt C, 3de lid (intrekking van een klacht en controle van schadeloosstelling), wordt het woord "dagvaardingen" geschrapt.

- Punt C (verlichten en vereenvoudigen van een aantal taken) bevat voortaan een punt 7 met betrekking tot de berekening van opvoeringsbesluiten (wet van 19.08.1948 betreffende de prestaties van algemeen belang in vrede-tijd).

- Tenslotte preciseerd de omzendbrief in fine dat het akkoord tussen burgemeester en korpschef geenszins de hiërarchische betrekkingen tussen de burgemeesters en de korpschefs in vraag stelt.

*
* *

Omzendbrief betreffende de administratieve taken van de politiediensten. - Toepassing van artikel 25 van de Wet op het Politieambt. - Opheffing en vervanging van de omzendbrief van 7 april 1995 over hetzelfde onderwerp.

A. Lijst van administratieve taken die aan de politiediensten zijn toevertrouwd.

Met toepassing van artikel 25, tweede lid, van de wet op het politieambt mogen enkel nog de hiernavolgende administratieve taken door de gemeentepolitie worden uitgevoerd :

1. Bevolkings- en vreemdelingenregisters.

- Wettelijke basis : Wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen (B.S. 03/09/1991).

- Het is aangewezen dat de gemeentepolitie alle onderzoeken en opsporingen in dat domein verricht, in het kader van de taak van algemeen toezicht zoals die haar bij artikel 14 van de wet op het politieambt is opgelegd. Zo ook moet de wijkagent in staat zijn de demografische verschuivingen en de adreswijzigingen in zijn wijk te volgen. De gemeentepolitie geeft het resultaat van haar onderzoeken of enquêtes voor verder gevolg door aan de bevoegde gemeentedienst. Deze zal, in voorkomend geval, instaan voor de afgifte van de genoemde documenten.

2. Toegang tot het grondgebied, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

- Wettelijke basis : artikel 21 van de Wet op het Politieambt dat inzonderheid bepaalt dat de rijkswacht, de gemeentepolitie en de zeevaartpolitie toezien op de naleving van de wettelijke bepalingen met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

- Deze taken van de gemeentepolitie vallen niet onder de toepassing van art. 25, maar enkel onder art. 21 van de Wet op het politieambt. Deze materie zal meer gedetailleerd worden besproken in een afzonderlijke omzendbrief ter verduidelijking van voormeld art. 21.

3. Gevonden voorwerpen.

- Wettelijke basis : Wet van 30 december 1975 betreffende de goederen, buiten particuliere eigendommen gevonden of op de openbare weg geplaatst ter uitvoering van vonnissen tot uitzetting (B.S. 17/1/1976).

- In het kader van het voorkomen van diefstal en heling en van het opsporen van gestolen voorwerpen, ontvangt de gemeentepolitie, overeenkomstig de wet, de aangiften van verloren voorwerpen en neemt zij de gevonden voorwerpen in ontvangst die haar door een particulier worden bezorgd. De politie kan daarentegen niet belast worden met de bewaring van de overhandigde voorwerpen het bij houden van het register, het versturen van brieven aan de eigenaars of de gekende rechthebbenden, of met het doen betalen van de ophalings- en bewaringskosten.

4. Casier judiciaire communal.

- Base réglementaire : Circulaire ministérielle du 6 juin 1962 relative à la délivrance des certificats de bonnes conduite vie et moeurs (M.B. 4 juillet 1962) et circulaire ministérielle du 8 mai 1968 relative au casier judiciaire communal (M.B. 31 mai 1968).

- La tenue du casier judiciaire communal exige de veiller à l'exactitude des données et à la protection de la vie privée. Ce travail a été rendu plus complexe depuis l'application de la loi du 9 janvier 1991 relative à l'effacement des peines et à la réhabilitation en matière pénale.

L'accomplissement de ces missions n'exige cependant pas l'exercice de compétences de police et il ne convient dès lors plus de confier la tenue du casier judiciaire communal et la délivrance des certificats de bonnes conduite vie et moeurs à la police communale, conformément à l'article 25 de la loi sur la fonction de police. Ainsi, comme le porte la circulaire du 5 juillet 1996 modifiant les instructions générales du 6 juin 1962 concernant les certificats de bonnes conduite, vie et moeurs, à la délivrance du certificat de bonnes conduite, vie et moeurs appartient au bourgmestre de la commune où l'intéressé est inscrit dans le registre de population, le registre des étrangers ou le registre d'attente; si l'intéressé réside en dehors de la Belgique, elle entre dans les attributions du bourgmestre de la commune où il était inscrit en dernier lieu avant son départ. Le bourgmestre est habilité à déléguer cette compétence à des fonctionnaires statutaires nommément désignés qui sont chargés de la gestion du casier judiciaire communal. » Avant la délivrance dudit certificat, un avis motivé est donné par le chef de corps ou l'officier de police communale par lui délégué. Cet avis motivé n'est pas mentionné et il n'y est davantage pas fait référence dans le certificat.

Cependant, il peut encore être toléré que la police communale utilise le classement du casier judiciaire pour sa propre documentation. Dans ce cas, on veillera à utiliser uniquement du personnel civil à cette tâche. En outre, il devra être mis fin à cette situation au plus tard au moment de la suppression du casier judiciaire communal.

Il convient à ce propos de noter que la loi de 8 août 1997 relative au Casier judiciaire central, qui sera prochainement publiée au *Moniteur belge*, prévoit d'une part, l'accès des services de police au Casier judiciaire central dans le cadre de leurs missions judiciaires et d'autre part, la connexion des administrations communales au Casier judiciaire central, notamment afin de délivrer les extraits de casier judiciaire aux particuliers. Lorsque le Casier judiciaire central sera totalement informatisé, on pourra envisager le remplacement des certificats de bonnes conduite, vie et moeurs par des extraits de casier judiciaire, toujours délivrés par les administrations communales mais qui seront confectionnés de manière automatique par le programme informatique du Casier judiciaire central et imprimés directement au sein des administrations communales. Les modalités de connexion des administrations communales au Casier judiciaire central et de remplacement des certificats de bonnes conduite, vie et moeurs sont actuellement en préparation.

5. Naturalisation et options de patrie.

- Base légale : Loi du 28 juin 1984.

Cette mission exige l'exercice de compétences de police. La nouvelle loi du 13 avril 1995 (MB du 10 juin 1995) entrée en vigueur au 31 décembre 1995, ne prévoit pas de modification sur ce point et le parquet du procureur du Roi pourra toujours s'adresser à un service de police pour fonder son avis à la Chambre.

6. Enquêtes de moralité.

Les services de police (et notamment la police communale) sont chargés sur la base de la loi sur les armes du 3 janvier 1933, ses arrêtés d'exécution et la circulaire coordonnée du 30 octobre 1995 en la matière, des enquêtes de moralité à la suite de l'octroi des agréments et des autorisations demandés. Dans ce cadre, ils sont également chargés d'autres missions de contrôle relatives au respect de cette réglementation, sur ordre des autorités supérieures.

En matière non pénale, outre les cas précités et certaines enquêtes portant sur des candidats à des fonctions ou activités particulières (magistrature, personnel des greffes et des parquets, services de police, gardiennage, détectives privés, juré d'assises...) les services de police n'effectueront d'enquêtes de moralité demandées par les autorités judiciaires qu'en vue de l'octroi d'une distinction honorifique. Des mesures seront toutefois prises pour qu'un premier tri soit opéré par le Ministère public sur base des renseignements provenant de sa documentation et d'une consultation du casier judiciaire central.

4. Gemeentelijk strafregister.

- Règlementaire basis : Ministeriële omzendbrief van 6 juni 1962 betreffende de afgifte van getuigschriften van goed zedelijk gedrag (B.S. 4 juli 1962) en ministeriële omzendbrief van 8 mei 1968 betreffende het gemeentelijk strafregister (B.S. 31/05/1968).

- Bij het bijhouden van het gemeentelijk strafregister dient gewaakt te worden over de juistheid van de gegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer. Die taak is complexer geworden sinds de toepassing van de wet van 9 januari 1991 betreffende de uitwisseling van veroordelingen en het herstel in eer en rechten in strafzaken.

Voor de vervulling van die taken is echter geen uitoefening van politiebevoegdheid vereist. Het is derhalve niet langer aangewezen het bijhouden van het gemeentelijk strafregister en de afgifte van bewijzen van goed zedelijk gedrag op te dragen aan de gemeentepolitie, overeenkomstig artikel 25 van de wet op het politieambt. Overeenkomstig de omzendbrief van 5 juli 1996 tot wijziging van de algemene onderrichtingen van 6 juni 1962 betreffende de getuigschriften van goed zedelijk gedrag valt "de afgifte van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag onder de bevoegdheid van de burgemeester van de gemeente waarin de betrokkene in het bevolkingsregister, het vreemdelingenregister of het wachtregister is opgenomen, dan wel, indien hij buiten België verblijft, voor zijn vertrek laatst was opgenomen. De burgemeester kan deze bevoegdheid delegeren aan bij naam aangewezen en vastbenoemde ambtenaren die gelast zijn met het beheer van het gemeentelijk strafregister. » Voorafgaandelijk aan de afgifte van dit getuigschrift wordt een gemotiveerd advies verstrekt door de korpschef of de door hem gedelegeerde officier van de gemeentepolitie. Dit gemotiveerd advies wordt niet vermeld en er wordt evenmin naar gerefereerd in het getuigschrift.

De gemeentepolitie mag echter wel nog het archief van het strafregister voor eigen documentatie gebruiken. In dat geval wordt ervoor gezorgd dat er alleen burgerpersoneel wordt ingezet voor die taak. Bovendien dient aan die situatie uiterlijk bij de afschaffing van het gemeentelijk strafregister een einde te worden gesteld.

Hierover dient opgemerkt te worden dat de wet van 8 augustus 1997 betreffende het Centraal Strafregister, die binnenkort zal bekendgemaakt worden in het *Belgisch Staatsblad*, voorziet enerzijds in de toegang van de politiediensten tot het Centraal Strafregister, in het kader van hun gerechtelijke opdrachten, en anderzijds de aansluiting van de gemeentebesturen op het Centraal Strafregister, met name om de uittreksels uit het strafregister uit te reiken aan de particulieren. Wanneer het Centraal Strafregister volledig geautomatiseerd zal zijn, zal men kunnen overwegen de bewijzen van goed gedrag en zeden te vervangen door uittreksels uit het strafregister, die nog steeds door de gemeentebesturen uitgereikt zullen worden maar die automatisch opgemaakt zullen worden door het informaticaprogramma van het Centraal Strafregister en rechtstreeks geprint zullen worden binnen de gemeentebesturen. De modaliteiten voor de aansluiting van de gemeentebesturen op het Centraal Strafregister en voor de vervanging van de bewijzen van goed gedrag en zeden, worden momenteel voorbereid.

5. Naturalisatie en keuze van het vaderland.

- Wettelijke basis : Wet van 28 juni 1984.

Voor deze taak is de uitoefening van politiebevoegdheden nodig. De nieuwe wet van 13 april 1995 (B.S. van 10 juni 1995), in werking getreden op 31 december 1995, voorziet ter zake niet in een wijziging en het parket van de Procureur des Konings zal zich altijd tot een politiedienst kunnen wenden om zijn advies aan de Kamer te motiveren.

6. Moraliteitsonderzoek.

De politiediensten (en voornamelijk de gemeentepolitie) worden op basis van de wapenwet van 3 januari 1933, haar uitvoeringsbesluiten en de gecoördineerde omzendbrief van 30 oktober 1995 terzake, belast met moraliteitsonderzoeken naar aanleiding van het verlenen van aangevraagde erkenningen en vergunningen. Binnen dit kader zijn ze tevens belast met andere controleopdrachten betreffende de naleving van deze reglementering, in opdracht van hogere overheden.

In de niet-strafrechtelijke zaken, naast voormelde gevallen en een aantal onderzoeken betreffende kandidaten voor bijzondere functies of werkzaamheden (magistratuur, personeel van griffie of parket, politiediensten, bewaking, privé-detectives, jurylid bij een assisenzaak...) verrichten de politiediensten enkel nog de moraliteitsonderzoeken met het oog op de toekenning van een onderscheiding, die door de gerechtelijke overheden worden aangevraagd. Er worden echter maatregelen genomen opdat een eerste schifting zou worden verricht door het Openbaar Ministerie op basis van de informatie afkomstig uit zijn documentatie en op basis van de raadpleging van het centraal strafregister.

7. Interventions de « main forte ».

- Base légale : article 44 de la loi sur la fonction de police. Ce texte prévoit que l'intervention de la police se limite à protéger l'officier ministériel contre les violences et les voies de fait et lui permette de lever les difficultés qui l'empêcheraient de remplir sa mission.

Dans tous les cas, le service de police doit être prévenu dans un délai le mettant à même de pouvoir organiser son intervention.

a. Intervention de « main forte » pour l'exécution d'une décision judiciaire d'expulsion : il convient d'organiser ces interventions de la manière suivante :

i. le Centre public d'aide sociale (C.P.A.S.) doit disposer du temps nécessaire pour trouver un logement provisoire et organiser la surveillance du mobilier;

ii. hormis le prescrit de l'article 44, l'intervention de la police porte exclusivement sur la surveillance du mobilier se trouvant sur la voie publique jusqu'à l'arrivée du déménageur, l'entreposage se faisant sous la responsabilité de la commune ou d'une personne ou organisme agissant pour elle.

b. Intervention de « main forte » en accompagnement d'un huissier de Justice instrumentant une procédure de constat d'adultère :

i. depuis la loi du 20 mai 1987, le fonctionnaire de police n'intervient plus dans le constat sauf ce qui est dit à l'article 44 de la loi sur la fonction de police. L'huissier n'a aucune directive à lui donner dans le cadre de sa mission.

ii. l'article 1394 du code judiciaire attribue aux huissiers de Justice la compétence de dresser procès-verbal en cas d'insulte ou de rébellion.

L'article 1504 du code judiciaire doit être interprété à la lumière des articles 43 et 44 de la loi sur la fonction de police : ainsi, il n'est pas exclu que des accords spécifiques en cette matière, soient pris entre la police et la gendarmerie, aux fins, le cas échéant, que cette dernière participe à des interventions de "main forte." Il appartient aux chefs de corps de la police communale et aux commandants de brigade ou de district de la gendarmerie, de se concerter, dans ce cas, pour donner suite aux demandes des huissiers de justice.

8. Contrôle de l'authenticité du permis de conduire.

Les services de police sont toujours compétents quant au contrôle de l'authenticité du permis de conduire tel qu'envisagé dans la circulaire OOP 17 du 7 mai 1993 relative à la prévention des fraudes lors de l'échange des permis de conduire étrangers.

B. Missions ne pouvant plus être exécutées par un service de police.

Les tâches administratives autres que celles qui sont précisées au point A ne peuvent plus être exécutées par un service de police.

Par ailleurs, si le suivi administratif de certaines tâches non policières exige des contrôles ou des opérations préalables pour lesquels une compétence policière est requise, celle-ci doit évidemment être exercée par la police.

Il est à noter également que les agents auxiliaires de police, le personnel contractuel civil recruté dans le cadre de l'arrêté royal du 10 juin 1994(1) et le personnel civil attaché au corps de police, en application de l'article 217 de la nouvelle loi communale, ne peuvent plus être chargés d'exécuter des tâches dont la police communale est déchargée en vertu de l'article 25 de la loi sur la fonction de police.

Il s'ensuit que la réglementation de la responsabilité civile des fonctionnaires de police mentionnée aux articles 47 et suivants de la loi sur la fonction de police risque dès lors de ne pas être d'application si un dommage est causé ou subi par un policier qui exécuterait une tâche administrative visée par le présent point. En leur confiant ces tâches, le bourgmestre risque d'engager la responsabilité civile de la commune. En outre, le fonctionnaire de police victime d'un acte intentionnel de violence à l'occasion de l'exécution (illégal) de ces missions risquerait de ne pas pouvoir bénéficier de l'indemnité spéciale prévue par la réglementation.

7. Verlenen van de "sterke arm".

- Wettelijke basis: artikel 44 van de wet op het politicambt. Deze tekst bepaalt dat de politie alleen tussenkomt om de ministeriële ambtenaren tegen gewelddaden en feitelikheden te beschermen of om hen in staat te stellen de moeilijkheden uit de weg te ruimen waardoor zij zouden worden belet hun opdracht te vervullen.

In alle gevallen moet de politiedienst tijdig verwittigd worden, zodat hij zijn tussenkomst kan organiseren.

a. Verlenen van de "sterke arm" met het oog op de uitvoering van een rechterlijke beslissing tot uitzetting: deze tussenkomst dient als volgt te worden georganiseerd :

i. het Openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn (O.C.M.W.) moet over de nodige tijd kunnen beschikken om een voorlopig onderkomen te zoeken en de bewaking van de roerende goederen te organiseren.

ii. met uitzondering van het bepaalde in artikel 44, beperkt de tussenkomst van de politie zich tot het bewaken van de roerende goederen die zich op de openbare weg bevinden tot de verhuizer ter plaatse is aangekomen, terwijl de gemeente of een persoon of instelling die voor haar rekening optreedt, verantwoordelijk is voor de opslag ervan.

b. Verlenen van de "sterke arm" bij de begeleiding van de gerechtsdeurwaarder tijdens een procedure voor de vaststelling van overspel :

i. sedert de wet van 20 mei 1987 treedt de politieambtenaar niet op tijdens de vaststelling, behoudens het bepaalde in artikel 44 van de wet op het politicambt. De deurwaarder kan hem geen instructies geven in het kader van zijn opdracht.

ii. artikel 1394 van het Gerechtelijk wetboek verleent de gerechtsdeurwaarders de bevoegdheid om proces-verbaal op te maken wanneer zij worden beschimpt of op weerspannigheid stuiten.

Artikel 1504 van het gerechtelijk wetboek moet geïnterpreteerd worden in het licht van de artikelen 43 en 44 van de wet op het politicambt : zo is het niet uitgesloten dat er in dit verband specifieke akkoorden worden afgesloten tussen de gemeentepolitie en de rijkswacht, met als doel dat deze laatste in voorkomend geval deelneemt aan het verlenen van de "sterke arm." Het komt de korpschefs van de gemeentepolitie en de brigade- of districtscommandanten van de rijkswacht toe om in dat geval te overleggen om gevolg te geven aan de verzoeken van de gerechtsdeurwaarders.

8. Controle van de echtheid van de rijbewijzen.

De politiediensten zijn steeds bevoegd inzake de controle van de echtheid van de rijbewijzen zoals bedoeld in de omzendbrief OOP 17 van 7 mei 1993 betreffende de preventie van fraude bij het inruilen van buitenlandse rijbewijzen.

B. Taken die niet meer door een politiedienst mogen worden uitgevoerd.

De andere administratieve taken dan die welke omschreven worden in punt A mogen niet meer door een politiedienst worden uitgevoerd.

Indien nochtans de administratieve opvolging van sommige niet politionele taken controles vergt of voorafgaandelijke operaties waarvoor een politiebevoegdheid is vereist, moet deze laatste vanzelfsprekend door de politie uitgeoefend worden.

Er dient eveneens te worden opgemerkt dat hulpagenten contractueel burgerpersoneel aangeworven in het kader van het koninklijk besluit van 10 juni 1994(1) en het burgerpersoneel toegevoegd met toepassing van artikel 217 van de nieuwe gemeentewet, evenmin nog belast kunnen worden met taken waarvan de gemeentepolitie ontlast wordt op basis van artikel 25 van de wet op het politicambt.

Daaruit volgt het risico dat de reglementering inzake de burgerrechtelijke aansprakelijkheid van de politieambtenaren opgenomen in de artikelen 47 en volgende van de wet op het politicambt niet van toepassing is wanneer schade wordt veroorzaakt of geleden door een politieambtenaar die een in dit punt bedoelde administratieve taak zou uitvoeren. Indien de burgemeester hem die taken toevertrouwt, dan loopt hij het risico de gemeente zelf burgerrechtelijk aansprakelijk te stellen. De politieambtenaar die het slachtoffer is van een opzettelijke daad van geweld tijdens de (onwettige) uitvoering van deze taken dreigt niet te kunnen rekenen op de bijzondere vergoeding waarin de reglementering voorziet.

Pour rappel, sont à considérer comme des tâches administratives ne pouvant plus être effectuées par les services de police:

1. les tâches figurant en annexe à la présente circulaire, dans la poursuite des lignes de force de la circulaire du 22 octobre 1987 et de celle du 7 avril 1995, moyennant certaines adaptations justifiées par l'évolution de la législation et des pratiques :

a. en matière électorale, la police peut cependant être chargée, en cas d'urgence, de la remise de plis du président aux membres des différents bureaux chargés des opérations électorales;

b. pour mémoire, les policiers communaux qui participent aux recensements décennaux à titre personnel ne peuvent le faire pendant le service ni en uniforme;

c. la délivrance de certificats pour le compte de l'Office national des allocations familiales;

Nous rappelons que la délivrance de documents qui serait imposée à la police par des textes légaux, doit évidemment être exécutée. Ainsi, les certificats d'indigence doivent être délivrés par les services de police, conformément à l'article 676, 3° du code judiciaire.

2. Contrôle des chômeurs.

3. Recherches et opérations en vue de :

a. la délivrance de permis en matière d'établissements incommodes ou insalubres;

b. la délivrance de permis de bâtir et de lotir;

c. la délivrance de permis de déversements de déchets chimiques ou autres;

d. la gestion des changements d'adresse sur les certificats d'immatriculation (voir A.R. du 27 décembre 1993, M.B. 18/1/94);

e. la numérotation des bâtiments.

C. Allègement et simplification de certaines missions.

En matière pénale, certaines tâches administratives doivent être accomplies par les services de police pour permettre au Ministère public de mettre une affaire en état ou au juge d'instruction de communiquer le dossier. D'autres tâches sont liées à l'exécution d'une sanction ou à la clôture d'un dossier.

D'une manière générale et pour décharger les services de police, les autorités judiciaires sont invitées à utiliser de manière systématique les moyens informatiques qui sont mis à leur disposition (par exemple la connexion au Registre national des personnes physiques).

De même, l'utilisation de la voie postale - le cas échéant l'envoi recommandé avec ou sans accusé de réception - est indiquée pour transmettre les convocations, avis d'audience, propositions de transaction, et pièces diverses. Ce n'est qu'en cas d'extrême urgence, lorsque plusieurs envois sont demeurés sans suite ou si la poursuite de la procédure devait être mise en cause suite à l'absence de réaction de(s) l'intéressé(s) aux envois postaux, que les services de police doivent être sollicités.

Pour le surplus, plusieurs allègements et simplifications de procédures existantes sont proposés.

1. Non-paiement d'amendes pénales.

Avant de renvoyer le dossier au Ministère public qui le transmet à un service de police, le receveur des domaines et des amendes pénales enverra systématiquement au moins 2 rappels au condamné faisant état des possibilités d'octroi de termes et délais et des suites possibles en cas de non-paiement.

Après envoi des rappels susmentionnés et après avoir utilisé de ses propres moyens d'enquête, le receveur peut, avant de faire appel aux services de l'huissier de justice, dans des cas exceptionnels, s'adresser à la police communale afin qu'elle procède à une enquête de solvabilité sommaire tout en tenant compte des possibilités d'enquête dont dispose l'huissier de justice.

2. Vérification des adresses.

En cas d'audition demandée par l'autorité judiciaire lorsque le service de police constate que la personne concernée réside à une autre adresse et dans une autre commune, le dossier est retourné à l'autorité judiciaire avec communication de la nouvelle adresse. Cette adresse est mentionnée sur l'apostille ou sur un extrait du registre national des

Ter herinnering : dienen te worden beschouwd als administratieve taken die niet meer door de politiediensten mogen worden uitgevoerd :

1. De taken vermeld als bijlage bij onderhavige omzendbrief in het kader van het voortzetten van de krachtlijnen van de omzendbrief van 22 oktober 1987 en van die van 7 april 1995, na het aanbrengen van enkele aanpassingen die gewettigd zijn door de evolutie van de wetgeving en de praktijk :

a. wat de verkiezingen betreft, kan de politie echter in geval van nood belast worden met het bestellen van brieven van de voorzitter aan de leden van de verschillende bureaus die belast zijn met de kiesverrichtingen;

b. ter herinnering : de gemeentelijke politieambtenaren die ten persoonlijke titel deelnemen aan de tienjaarlijkse tellingen kunnen dat niet doen tijdens de diensturen, noch in uniform;

c. de afgifte van certificaten in opdracht van de Rijksdienst voor kinderbeïjlag;

Wij herinneren eraan dat indien specifieke reglementeringen de politiediensten verplichten bepaalde documenten af te geven, ze dit vanzelfsprekend dienen uit te voeren. Zo moeten de bewijzen van onvermogen afgeleverd worden door de politiediensten overeenkomstig artikel 676, 3° van het gerechtelijk wetboek.

2. Werklozencontrole.

3. Onderzoeken en verrichtingen met het oog op :

a. de afgifte van vergunningen inzake hinderlijke en ongezonde inrichtingen;

b. de afgifte van bouw- en verkavelingsvergunningen;

c. de afgifte van vergunningen voor het storten van chemisch en ander afval;

d. het beheer van de adreswijzigingen op de inschrijvingsbewijzen (zie K.B. van 27 december 1993, B.S. 18/1/94);

e. de nummering van gebouwen.

C. Verlichten en vereenvoudigen van een aantal taken.

In strafzaken dienen sommige administratieve taken door de politiediensten te worden vervuld om het Openbaar Ministerie in staat te stellen een zaak in staat van wijzen te brengen of de onderzoeksrechter in staat te stellen om het dossier over te maken. Andere taken zijn verbonden aan de uitvoering van een sanctie of aan de afsluiting van een dossier.

Om de politiediensten te ontlasten, worden de gerechtelijke overheden algemeen verzocht systematisch gebruik te maken van de informatica-apparatuur die hun ter beschikking wordt gesteld (bij voorbeeld de aansluiting op het Rijksregister van de natuurlijke personen).

Zo ook vormt de Post - en, in voorkomend geval, de aangetekende verzending met of zonder ontvangstbewijs - de aangewezen weg om de oproepingsbrieven, berichten van terechtzitting, voorstellen tot minnelijke schikking en diverse stukken te bezorgen. Slechts in uiterste nood, wanneer verscheidene verzendingen zonder gevolg zijn gebleven of wanneer de voortzetting van de procedure in het gedrang zou komen ingeval de betrokkene niet reageert op de verzendingen per post, moet er een beroep worden gedaan op de politiediensten.

Voor het overige worden een aantal voorstellen gedaan met het oog op de verlichting en de versoepeling van de bestaande procedures.

1. Niet-betaling van strafrechtelijke geldboetes.

Alvorens het dossier terug te zenden naar het Openbaar Ministerie dat het overmaakt aan een politiedienst, zal de ontvanger der Domeinen en van de strafrechtelijke geldboetes systematisch ten minste 2 herinneringen sturen naar de veroordeelde, waarin de mogelijkheden inzake het verlenen van uitstel en de eventuele gevolgen in geval van niet-betaling zijn vermeld.

Na het sturen van de bovenvermelde herinneringen en na eerst de eigen mogelijkheden tot onderzoek te hebben benut, kan de ontvanger, alvorens een beroep te doen op de diensten van de gerechtsdeurwaarder, in uitzonderlijke gevallen een beroep doen op de politiediensten met het oog op een summier solvabiliteitsonderzoek, hierbij rekening houdend met de mogelijkheden tot onderzoek waarover de gerechtsdeurwaarder beschikt.

2. Controle van adressen.

Wanneer de gerechtelijke overheid een verhoor gelast en de politiedienst stelt vast dat de betrokken persoon op een ander adres en in een andere gemeente verblijft, dan wordt het dossier teruggezonden naar de gerechtelijke overheid met mededeling van het nieuwe adres. Dit adres wordt vermeld op het kantschrift of op een uittreksel uit het

personnes physiques, qui est daté et signé par un officier de police judiciaire. Aucun procès-verbal, même simplifié, ne doit plus être rédigé.

3. Désistement de plainte et vérification de l'indemnisation.

Si une compagnie d'assurances intervient dans un dossier répressif, le Ministère public ne demandera plus au service de police la confirmation de l'indemnisation et du désistement. Cette demande sera directement introduite auprès de la compagnie d'assurances intervenante en vue d'obtenir un document de désistement signé par le préjudicié et faisant clairement apparaître qu'il a été indemnisé.

La procédure usuelle est maintenue dans les autres cas de désistement de plainte.

4. Délivrance d'actes d'Etat civil pour le Ministère public.

Le Ministère public s'adressera directement à l'Officier de l'Etat civil ou, pour les actes des années précédentes, au greffe du tribunal de première instance qui possède un double des registres de l'Etat civil.

5. Permis d'inhumer ou d'incinérer.

Dans la mesure où le magistrat de service dispose d'une intonation suffisante pour prendre la décision de ne pas s'opposer à la délivrance par l'officier de l'Etat civil, d'un permis d'inhumer ou d'incinérer, il peut se satisfaire d'un rapport téléphonique ou d'un procès-verbal ou autre pièce d'usage transmis par fax. En l'absence d'appareil fax, le procès-verbal devra être porté. Dans tous les cas, le procès-verbal original est transmis dès le lendemain par la voie d'usage.

L'autorisation du Ministère public peut être donnée par téléphone ou par l'envoi d'un fax à l'officier d'Etat civil.

6. Restitution d'objets saisis.

Après que le Ministère public ait donné son accord pour la restitution d'objets saisis, le greffe invite l'intéressé par un envoi recommandé avec accusé de réception à se présenter au greffe. Le document possédera un talon qui sera retourné quand l'intéressé abandonnera les objets.

Le courrier mentionnera qu'en cas d'absence de réponse dans un délai de 3 mois, les objets seront remis aux Domaines. Ce n'est que dans le cas où le recommandé n'aurait pas été retiré, que la police interviendra à la demande du Ministère public pour faire parvenir une copie de la convocation.

7. Notification des arrêtés de réquisition (loi du 19 août 1948 relative aux prestations d'intérêt général en temps de paix).

Il est possible de faire appel aux services de police dans le cadre de ladite législation, mais seulement en cas d'urgence et si aucune autre solution n'est possible.

*
* * *

En ce qui concerne l'exécution, par la police communale, de tâches administratives liées à la compétence de l'autorité communale, et en vue d'éviter les contentieux qui pourraient surgir entre le bourgmestre et le chef de corps à ce propos, Mesdames et Messieurs les bourgmestres et chefs de corps de la police communale sont invités à conclure et à formaliser par écrit, sans délai, un accord à ce sujet. Ils sont invités à transmettre une copie de cet accord au Gouverneur. Des modifications ou compléments éventuels à cet accord doivent être formalisés de la même façon.

Il est à noter que l'accord en question ne remet nullement en cause les relations hiérarchiques existant entre les bourgmestres et les chefs de corps: il n'a qu'une signification pragmatique. Il convient, en effet, d'interpréter le terme d'« accord », non dans son sens juridique, mais dans le sens d'accords mutuels bien définis, et ce, par rapport à des tâches administratives qui pourraient être susceptibles d'interprétation. Notons enfin que cet accord ne concernera que les matières dont question au point A de la présente circulaire.

Nous prions Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de veiller à l'application correcte de la présente circulaire. Si des points de dissension subsistent lors de la concertation entre le bourgmestre et le chef de corps en vue de la rédaction de cet accord, nous demandons à Madame et Messieurs les gouverneurs de province d'intervenir de la façon la plus adéquate possible afin d'arriver à une solution.

rijksregister van de natuurlijke personen, dat gedagtekend is en ondertekend door een officier van gerechtelijke politie. Er dient geen - ook geen vereenvoudigd - proces-verbaal meer te worden opgemaakt.

3. Intrekking van een klacht en controle van schadeloosstelling.

Indien een verzekeringsmaatschappij tussenkomt in een strafrechtelijk dossier, zal het Openbaar Ministerie de politie niet meer om een bevestiging van de schadeloosstelling of van de intrekking van de klacht vragen. Dit verzoek om bevestiging zal rechtstreeks worden ingediend bij de tussenkomende verzekeringsmaatschappij met het oog op het verkrijgen van een document van intrekking ondertekend door de benadeelde, waarin duidelijk staat dat deze schadeloos is gesteld.

In de andere gevallen van intrekking van klachten blijft de gewone procedure gehandhaafd.

4. Afgifte van akten van de Burgerlijke stand voor het Openbaar Ministerie.

Het Openbaar Ministerie zal zich rechtstreeks tot de ambtenaar van de burgerlijke stand of, voor de akten van de voorgaande jaren, tot de griffie van de rechtbank van eerste aanleg wenden die een dubbel van de registers van de burgerlijke stand bezit.

5. Verlof tot begraven of verassen.

In zoverre de dienstdoende magistraat over voldoende informatie beschikt om te beslissen dat hij zich niet verzet tegen de afgifte van een verlof tot begraven of verassen door de ambtenaar van de burgerlijke stand, kan hij zijn beslissing nemen op basis van een telefonisch verslag of van een proces-verbaal of een ander gebruikelijk stuk dat per fax is verstuurd. Indien er geen faxapparaat ter beschikking is, dient het proces-verbaal per drager te worden bezorgd. In ieder geval wordt het origineel proces-verbaal s'anderendaags via de gebruikelijke weg bezorgd.

Het Openbaar Ministerie kan per telefoon of per fax een machtiging verlenen aan de ambtenaar van de burgerlijke stand.

6. Teruggave van in beslag genomen voorwerpen.

Nadat het Openbaar Ministerie zijn akkoord heeft gegeven voor de teruggave van in beslag genomen voorwerpen, roept de griffie de belanghebbende via een aangetekende brief met ontvangstbewijs op om zich bij de griffie aan te melden. Het stuk zal voorzien zijn van een strookje dat teruggestuurd dient te worden indien de belanghebbende afstand doet van zijn bezittingen.

In de brief wordt erop gewezen dat indien niet binnen een termijn van drie maanden wordt geantwoord, de voorwerpen overgemaakt worden aan de Domeinen. Slechts wanneer de aangetekende brief niet wordt afgehaald, treedt de politie, op vraag van het Openbaar Ministerie, op om een kopie van de oproeping te bezorgen.

7. Betekening van de opvorderingsbesluiten (wet van 19 augustus 1948 betreffende de prestaties van algemeen belang in vreedstijd).

Het is mogelijk om in het kader van deze wetgeving een beroep te doen op de politiediensten, maar slechts in geval van hoogdringendheid en wanneer geen andere oplossing voorhanden is.

*
* * *

Om te voorkomen dat er geschillen zouden rijzen tussen de burgemeester en de korpschef van de gemeentepolitie naar aanleiding van de uitvoering door de gemeentepolitie van administratieve taken die verband houden met de bevoegdheid van de gemeentelijke overheid, worden de dames en heren burgemeesters en korpschefs van de gemeentepolitie verzocht zonder verwijl een schriftelijk akkoord te sluiten en te formaliseren. Zij worden verzocht een kopie van dit akkoord naar de Gouverneur te sturen. Eventuele wijzigingen of aanvullingen van dit akkoord dienen op dezelfde wijze geformaliseerd te worden.

Er dient opgemerkt te worden dat bedoeld akkoord geenszins de hiërarchische betrekkingen tussen burgemeesters en korpschefs in vraag stelt: het heeft slechts een pragmatische betekenis. De term "akkoord" dient inderdaad niet in zijn juridische betekenis geïnterpreteerd te worden maar wel in de betekenis van duidelijk afgelijnde wederzijdse akkoorden en zulks, met betrekking tot administratieve taken die voor interpretatie vatbaar zouden kunnen zijn. Tenslotte merken we op dat dit akkoord slechts de materie betreft waarover sprake in punt A van onderhavige omzendbrief.

Wij verzoeken de dames en heren Gouverneurs te willen waken over de correcte toepassing van deze omzendbrief indien bij het overleg tussen een burgemeester en de korpschef tot het opstellen van een akkoord toch geschilpunten zouden blijven bestaan, verzoeken wij mevrouw en de heren Provinciegouverneurs om op de meest gepaste wijze tussen te komen met het oog op het bewerkstelligen van een oplossing.

La présente circulaire entre en vigueur le dixième jour suivant sa publication au *Moniteur belge*.

Nous prions Madame et Messieurs les Procureurs généraux ainsi que Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, d'assurer la diffusion de la présente circulaire aux autorités et services concernés.

Il est en outre demandé à Mesdames et Messieurs les Gouverneurs de province de publier au Mémorial administratif la date de publication de la présente circulaire au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'Intérieur,
L. Van Den Bossche.

Le Ministre de la Justice,
T. Van Parys.

—————
Note

(1) Arrêté royal du 10 juin 1994 déterminant les conditions auxquelles les communes peuvent conclure un contrat de sécurité ou bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel supplémentaire dans le cadre de leur service de police (M.B. du 30 juin 1994).

—————
Annexe

Tâches administratives qui ne doivent plus être exercées par les services de police.

1. Remise de plis concernant :
 - changement d'adresse;
 - invitation à retirer la carte d'identité;
 - invitation à retirer la carte de travail;
 - convocation pour le conseil communal;
 - convocation électorale;
 - formulaires provinciaux et communaux de déclarations des impôts;
2. Signification des :
 - déclarations d'insalubrité;
 - actes relatifs à l'exécution de travaux concernant la propriété;
 - demandes de changement d'adresse de mineurs;
3. Affichage des :
 - demandes de commodo et incommodo;
 - autorisations d'entreprises;
 - autorisations de permis de bâtir;
4. Renseignements concernant :
 - les recensements et statistiques agricoles, d'animaux, de cuitées, de force motrice, de personnel occupé, de débits de tabac, de brocanteurs, de compositions de famille, etc...
5. Etablissement et délivrance de :
 - attestations de toute nature;
 - permis d'abattage d'animaux;
 - déclarations pour les droits de succession;
6. Administration des :
 - permis de conduire;
 - registre des étrangers;
 - cartes de marchands ambulants;
 - loi sur l'élection de domicile;
 - passeports + cartes d'identité;
7. Milice :
 - remise de documents;
8. Enquêtes administratives concernant :
 - la non-restitution des livres loués par la bibliothèque communale;
 - les vaccinations anti-variolique et anti-poliomyélitique;
 - les arriérés d'impôts;
 - les décorations;
 - prolongation de carte d'identité, carte de travail;
 - dépôt d'immondices;
9. Contrôles et contacts concernant :
 - les nécessiteux;
 - les malades mentaux.

Deze omzendbrief wordt van kracht op de tiende dag volgend op zijn publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Wij verzoeken mevrouw en de heren Procureurs-generaal en de dames en heren Gouverneurs te zorgen voor de verspreiding van deze omzendbrief bij de betrokken overheden en diensten.

De dames en heren Gouverneurs worden bovendien verzocht in het bestuursmemoriaal de datum bekend te maken van de publikatie van deze omzendbrief in het *Belgisch Staatsblad*.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
L. Van Den Bossche.

De Minister van Justitie,
T. Van Parys.

—————
Nota

(1) Koninklijk besluit van 10 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de gemeenten een veiligheidscontract kunnen sluiten of financiële hulp genieten voor de aanwerving van bijkomend personeel in het kader van hun politieambt (B.S. van 30 juni 1994).

—————
Bijlage

Administratieve taken die niet meer door de politiediensten dienen te worden uitgevoerd.

1. Bestellen van :
 - stukken betreffende adreswijzigingen;
 - uitnodigingen tot afhalen identiteitskaart;
 - uitnodigingen tot afhalen arbeidskaart;
 - uitnodigingen gemeenteraad;
 - kiesbrieven;
 - provinciale/gemeentelijke belastingaangifteformulieren;
2. Betekenen van :
 - onbewoonbaarverklaringen;
 - akten inzake uit te voeren werken aan eigendom;
 - aanvragen tot adreswijzigingen minderjarigen;
3. Aanplakkingen of uithangingen van :
 - aanvragen hinderlijk bedrijf;
 - toelating hinderlijk bedrijf;
 - bouwvergunningen;
4. Inlichtingen verstrekken inzake :
 - de volgende tellingen en statistieken : landbouw, dieren, overnachtingen, drijfkraft, personeel, tabakszaken, uitdragers, gezinssamenstelling, enz.
5. Opmaken en afgifte van :
 - diverse attesten;
 - toelatingen tot het slachten van dieren;
 - erfrechtverklaringen;
6. Administratie van :
 - rijbewijzen;
 - vreemdelingenregister;
 - leurkaarten;
 - wet op de woonplaatskeuze;
 - reispassen en identiteitskaarten;
7. Militie :
 - afgifte van documenten;
8. Administratieve onderzoeken inzake :
 - niet ingeleverde boeken uit de openbare bibliotheek;
 - laattijdige of niet-inenting tegen koepokken of polio;
 - achterstallige betalingen (fiscaliteit);
 - eretekens;
 - verlenging identiteitskaart, arbeidskaart;
 - stortplaatsen;
9. Controles en contacten m.b.t. :
 - hulpbehoevenden;
 - geestesgestoorden.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Institut Professionnels des Comptables

Elections du 17 mars 1999

En exécution de l'article 28 de l'arrêté royal du 27 novembre 1985 déterminant les règles d'organisation et de fonctionnement des instituts professionnels créés pour les professions intellectuelles prestataires de services, sont repris ci-après les résultats des élections du 17 mars 1999 de l'Institut Professionnel des Comptables :

Conseil National :

Membres effectifs d'expression néerlandaise :

1. José HAUSTRAETE, Korte Massemssesteenweg 58/4, 9230 Wetteren.
2. Paul LEDENT, X.Buissetstraat 5, 1800 Vilvoorde.
3. Karel DE TREMERIE, Zavelstraat 75, 9550 Sint-Lievens-Esse.
4. Joseph PATTYN, Koningin Elisabethlaan 18, 9700 Oudenaarde.
5. Robert MAERTENS, Pittemsesteenweg 32, 8700 Tielt.
6. Magda CALLEEuw, Tereyckenlaan 10, 1950 Kraainem.
7. Eric VANHAELEMEERSCH, Hille 162, 8750 Zwevezele.
8. John VANNESTE, Dorpstraat 76, 9890 Gavere.
9. Christiane DE SMET, Walleken 15, 9230 Wetteren.

Membres effectifs d'expression française :

1. Françoise PHILIPPE, rue de l'Argoté 50 B, 6941 Izier.
2. Pol REMACLE, rue de Liège 24 C, 4357 Limont.
3. Georges HONORE, rue du Fort 5, 7011 Ghlin.
4. Véronique GODDEERIS, rue d'Anderlecht 146, 1000 Bruxelles.
5. Jacqueline ROGMANS, rue de Mons 164, 7380 Quievrain.
6. René HARTMANN, Heckingstrasse 7, 4780 Sankt-Vith.
7. Béatrice BOUCHAT, Drève de la Brise 6/2, 1170 Bruxelles.
8. Denise RESPÉLIER, rue des Trèfles 76, 1070 Bruxelles.
9. Dominique TORDEURS, rue Louis Gheude 2, 1440 Wauthier-Braine.

Membres suppléants d'expression néerlandaise :

1. Carlos MARYNS, Muizelstraat 4, 9041 Oostakker.
2. Leo VAN MEERBEECK, Tervuursesteenweg 538, 1982 Elewijt.
3. Luc VANHOUTTE, Schaafstraat 1, 8400 Oostende.
4. Geert SCHOORENS, Drieselstraat 1, 9041 Oostakker.
5. Maria VAN DE PUTTE, Blokt 15, 2270 Herenthout.
6. Marc BRUSSELAERS, Haagstraat 8, 9930 Zomergem.
7. Magda PLAS, Pijnaards 6, 9255 Buggenhout.
8. Luc VREYS, Veldstraat 240, 2930 Brasschaat.
9. Lina VAN EYCKEN, Schoonaardestraat 145, 3078 Meerbeek.

Membres suppléants d'expression française :

1. René AUVERTIN, boulevard Albert Elisabeth 30, 7000 Mons.
2. Paul FOSTIER, Route d'Ath 261, 7020 Nimy.
3. Jean-Marc CUIGNÉ, rue Pagnot 1, 7530 Gaurain-Ramecroix.
4. Marcel-Jean PAQUET, Nouvelle Route 59, 4432 Alleur.

5. Patrick VANDERBREETSTRAETEN, rue Albert Lacroix 14, 1083 Ganshoren.

6. Martine STREEL, rue Elise 77, 1050 Bruxelles.

7. Henri DELSAUX, rue Wéry 75, 1050 Bruxelles.

8. Henri COUSIN, Chaussée de Tournai 9, 7522 Blandain.

9. Dominique DESCAMPS, rue Baron Lambert 113, 1040 Bruxelles.

Chambre exécutive néerlandophone :

Membres effectifs :

1. Ludo VAN DEN BOSSCHE, Jan Furniërestraat 26, 9050 Gentbrugge.

2. Patrick DE BRUYN, Stefaan de Jonghestraat 30, 9300 Aalst.

3. Denise BAUWENS, Hanswijkstraat 2, 2800 Mechelen.

4. Ronny VOET, W. Denyslaan 20, 8510 Marke.

5. Rita DE LUYKER, Congreslaan 4, 9000 Gent.

6. Christian SOENS, Cyriel Verschaevestraat 100, 8510 Marke.

Membres suppléants :

1. Martine MISSOTTEN, Kerkstraat 40, 8670 Koksijde.

2. Erwin DE MEYER, Onderwijslaan 21, 9400 Ninove.

3. Jozef SIMON, Zandstraat 123, 2980 Zoersel.

4. Simonne LAUWAERT, Kasteelstraat 8, 1703 Schepdaal.

5. François SMITS, Karel Van Den Oeverstraat 3/3, 2140 Borgerhout.

6. Toon VANDERBEUKEN, Gasthuisbosdreef 1, 3700 Tongeren.

Chambre exécutive francophone :

Membres effectifs :

1. Chantal JADOT, rue Octave Philippot 53, 4570 Marchin.

2. Eric VANROSSOMME, rue Pichelin 2, 5140 Tongrinne.

3. Jacques DEMAN, avenue de la Résistance 23, 7060 Soignies.

4. Jean-Marie COURTOY, avenue Ch. et L. Godin 4/1, 4500 Huy.

5. Marie-Béatrice HERNOULD, Beau Site Première avenue 51, 1330 Rixensart.

6. Maria PLOUMEN, Hauptstrasse 53, 4730 Raeren.

Membres suppléants :

1. Jean-Claude LOISELET, Chaussée de Willemeau 67, 7500 Tournai.

2. Jean-Pierre RIQUET, rue du Pays-Bas 4, 6061 Montignies-sur-Sambre.

3. Alain BONNY, Chaussée des Cerises 32, 1300 Wavre.

4. Willy MANSSENS, rue de Soignies 145, 7810 Maffle.

5. Ivan RYMENHAUT, boulevard de la Cambre 42/10 A, 1000 Bruxelles.

6. Michel PHILIPPART, rue de Mons 164, 7380 Quievrain.

Chambre d'appel néerlandophone :

Membres effectifs :

1. Frans DONCKELS, Menenstraat 366, 8560 Wevelgem.

2. Luc VERCAMMEN, Altenaken 16, 3320 Hoegaarden.

Membres suppléants :

1. Peter PAUWELS, Amerlolaan 65, 2900 Schoten.

2. Joris DE ROP, Churchillaan 124, 2900 Schoten.

3. Bart VANDE VOORDE, J. Sobieskilaan 13, 1020 Brussel.

4. Sylvain DEMUYDT, Blandenstraat 140, 3053 Haasrode.

Chambre d'appel francophone :

Membres effectifs :

1. Joseph BERTRAND, rue Sockeu 10, 4520 Wanze.

2. Mireille VOGLET, avenue des Saisons 111, 1050 Bruxelles.

Membres suppléants :

1. Nadine HENNUY, rue des Champs 1, 7090 Braine-le-Comte.
2. Paul HAMBLENNE, rue de Hennin 17/4, 1050 Bruxelles.
3. Jean-François BACQ, rue Haut Rejet 295 E, 7531 Havinnes.
4. Gérard PIERRET, rue Vieille Paire 27, 4460 Grâce-Hollogne. (11124)

Beroepsinstituut van Boekhouders

Verkiezingen van 17 maart 1999

In uitvoering van artikel 28 van het koninklijk besluit van 27 november 1985 tot bepaling van de regels inzake de organisatie en de werking van de beroepsinstellingen die voor de dienstverlenende intellectuele beroepen zijn opgericht, worden hieronder de resultaten van de verkiezingen van 17 maart 1999 bij het Beroepsinstituut van Boekhouders bekendgemaakt :

Nationale raad :

Nederlandstalige werkende leden :

1. José HAUSTRAETE, Korte Massesteeweg 58/4, 9230 Wetteren.
2. Paul LEDENT, X.Buissetstraat 5, 1800 Vilvoorde.
3. Karel DE TREMERIE, Zavelstraat 75, 9550 Sint-Lievens-Esse.
4. Joseph PATTYN, Koningin Elisabethlaan 18, 9700 Oudenaarde.
5. Robert MAERTENS, Pittemsesteeweg 32, 8700 Tielt.
6. Magda CALLEEUW, Tereyckenlaan 10, 1950 Kraainem.
7. Eric VANHAELEMEERSCH, Hille 162, 8750 Zwevezele.
8. John VANNESTE, Dorpstraat 76, 9890 Gavere.
9. Christiane DE SMET, Walleken 15, 9230 Wetteren.

Franstalige werkende leden :

1. Françoise PHILIPPE, rue de l'Argoté 50 B, 6941 Izier.
2. Pol REMACLE, rue de Liège 24 C, 4357 Limont.
3. Georges HONORE, rue du Fort 5, 7011 Ghlin.
4. Véronique GODDEERIS, rue d'Anderlecht 146, 1000 Bruxelles.
5. Jacqueline ROGMANS, rue de Mons 164, 7380 Quiévrain.
6. René HARTMANN, Heckingstrasse 7, 4780 Sankt-Vith.
7. Béatrice BOUCHAT, Drève de la Brise 6/2, 1170 Bruxelles.
8. Denise RESPÉLIER, rue des Trèfles 76, 1070 Bruxelles.
9. Dominique TORDEURS, rue Louis Gheude 2, 1440 Wauthier-Braine.

Nederlandstalige plaatsvervangende leden :

1. Carlos MARYNS, Muizelstraat 4, 9041 Oostakker.
2. Leo VAN MEERBEECK, Tervuursesteeweg 538, 1982 Elewijn.
3. Luc VANHOUTTE, Schaafstraat 1, 8400 Oostende.
4. Geert SCHOORENS, Drieselstraat 1, 9041 Oostakker.
5. Maria VAN DE PUTTE, Blokt 15, 2270 Herenthout.
6. Marc BRUSSELAERS, Haagstraat 8, 9930 Zomergem.
7. Magda PLAS, Pijnaards 6, 9255 Buggenhout.
8. Luc VREYS, Veldstraat 240, 2930 Brasschaat.
9. Lina VAN EYCKEN, Schoonaardestraat 145, 3078 Meerbeek.

Franstalige plaatsvervangende leden :

1. René AUVERTIN, boulevard Albert Elisabeth 30, 7000 Mons.
2. Paul FOSTIER, Route d'Ath 261, 7020 Nimy.
3. Jean-Marc CUIGNET, rue Pagnot 1, 7530 Gaurain-Ramecroix.
4. Marcel-Jean PAQUET, Nouvelle Route 59, 4432 Alleur.
5. Patrick VANDERBREETSTRAETEN, rue Albert Lacroix 14, 1083 Ganshoren.
6. Martine STREEL, rue Elise 77, 1050 Bruxelles.
7. Henri DELSAUX, rue Wéry 75, 1050 Bruxelles.
8. Henri COUSIN, Chaussée de Tournai 9, 7522 Blandain.
9. Dominique DESCAMPS, rue Baron Lambert 113, 1040 Bruxelles.

Nederlandstalige Uitvoerende Kamer :

Werkende leden :

1. Ludo VAN DEN BOSSCHE, Jan Furnièrestraat 26, 9050 Gentbrugge.
2. Patrick DE BRUYN, Stefaan de Jonghestraat 30, 9300 Aalst.
3. Denise BAUWENS, Hanswijkstraat 2, 2800 Mechelen.
4. Ronny VOET, W. Denyslaan 20, 8510 Marke.
5. Rita DE LUYKER, Congreslaan 4, 9000 Gent.
6. Christian SOENS, Cyriel Verschaevestraat 100, 8510 Marke.

Plaatsvervangende leden :

1. Martine MISSOTTEN, Kerkstraat 40, 8670 Koksijde.
2. Erwin DE MEYER, Onderwijslaan 21, 9400 Ninove.
3. Jozef SIMON, Zandstraat 123, 2980 Zoersel.
4. Simonne LAUWAERT, Kasteelstraat 8, 1703 Schepdaal.
5. François SMITS, Karel Van Den Oeverstraat 3/3, 2140 Borgerhout.
6. Toon VANDERBEUKEN, Gasthuisbosdreef 1, 3700 Tongeren.

Franstalige Uitvoerende Kamer :

Werkende leden :

1. Chantal JADOT, rue Octave Philippot 53, 4570 Marchin.
2. Eric VANROSSOMME, rue Pichelin 2, 5140 Tongrinne.
3. Jacques DEMAN, avenue de la Résistance 23, 7060 Soignies.
4. Jean-Marie COURTOY, avenue Ch. et L. Godin 4/1, 4500 Huy.
5. Marie-Béatrice HERNOULD, Beau Site Première avenue 51, 1330 Rixensart.
6. Maria PLOUMEN, Hauptstrasse 53, 4730 Raeren.

Plaatsvervangende leden :

1. Jean-Claude LOISELET, Chaussée de Willemeau 67, 7500 Tournai.
2. Jean-Pierre RIQUET, rue du Pays-Bas 4, 6061 Montignies-sur-Sambre.
3. Alain BONNY, Chaussée des Cerises 32, 1300 Wavre.
4. Willy MANSENS, rue de Soignies 145, 7810 Maffle.
5. Ivan RYMENHAUT, boulevard de la Cambre 42/10 A , 1000 Bruxelles.
6. Michel PHILIPPART, rue de Mons 164, 7380 Quiévrain.

Nederlandstalige Kamer van Beroep :

Werkende leden :

1. Frans DONCKELS, Menenstraat 366, 8560 Wevelgem.
2. Luc VERCAMMEN, Altenaken 16, 3320 Hoegaarden.

Plaatsvervangende leden :

1. Peter PAUWELS, Amerlolaan 65, 2900 Schoten.
2. Joris DE ROP, Churchillaan 124, 2900 Schoten.
3. Bart VANDE VOORDE, J. Sobieskilaan 13, 1020 Brussel.
4. Sylvain DEMUYDT, Blandenstraat 140, 3053 Haasrode.

Franstalige Kamer van Beroep :

Werkende leden :

1. Joseph BERTRAND, rue Sockeu 10, 4520 Wanze.
2. Mireille VOGLET, avenue des Saisons 111, 1050 Bruxelles.

Plaatsvervangende leden :

1. Nadine HENNUY, rue des Champs 1, 7090 Braine-le-Comte.
2. Paul HAMBLENNE, rue de Hennin 17/4, 1050 Bruxelles.
3. Jean-François BACQ, rue Haut-Rejet 295 E, 7531 Havinnes.
4. Gérard PIERRET, rue Vieille Paire 27, 4460 Grâce-Hollogne. (11124)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

**Gemaplast, société anonyme,
rue Joseph Wauters 21, à 4280 Hannut**

R.C. Huy 21460

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le 23 avril 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Dépôt des titres au siège social trois jours francs au moins avant l'assemblée. (7764)

**Prorest, société en commandite par actions,
rue Vandam 41, 6040 Jumet**

R.C. Charleroi 179064 – T.V.A. 446.092.607

Les associés sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra, en l'étude du notaire Pierre Nicaise, à Grez-Doiceau, rue Pont au Lin 41, le 23 avril 1999, à 17 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de la gérance exposant la justification détaillée de la modification proposée à l'objet social; à ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêté au 31 mars 1999.

2. Modification de l'article IV des statuts pour y ajouter après le point 4 le texte suivant : « 5. Tous travaux et/ou entreprises d'installateur sanitaire, de plomberie, de zinguerie, de couvertures métalliques ou non de constructions, d'étanchéité de constructions, de maçonnerie, de béton, de menuiserie-charpenterie. »

3. Conversion du capital en euros. Modification de l'article VI des statuts.

4. Pouvoirs. Divers.

Pour assister à l'assemblée, les associés sont priés de se conformer à l'article XXIV des statuts. (7765)

**Euro-Consultance, société anonyme,
rue de la Lys 21, 7500 Tournai**

—

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 23 avril 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 1998 et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 5. Nomination d'administrateurs. Se conformer aux statuts. (7766)

**Oxymeco, société anonyme,
avenue du Hêtre 25, 4000 Liège (Cointe)**

R.C. Liège 143571 – T.V.A. 423.699.265

—

L'assemblée générale ordinaire aura lieu au siège social, le 23 avril 1999, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Emoluments. 5. Divers. (7767)

**Dherte Istasse, société anonyme,
rue de l'Abbaye 20/22, 5000 Namur**

T.V.A. 427.450.492

—

Assemblée générale ordinaire au siège social, le 23 avril 1999. — Ordre du jour : 1. Lecture du rapport du conseil d'administration, ainsi que des comptes annuels. 2. Adoption des comptes annuels au 31 décembre 1998. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (7768)

**Construbat, société anonyme,
Port du Val, rue du Pont du Val, 4100 Seraing**

R.C. Liège 135253 – T.V.A. 420.139.365

—

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 23 avril 1999, à 18 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion de l'exercice 1998. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Examen et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge à donner aux administrateurs et commissaire-réviseur. 6. Démissions et nominations d'administrateurs. 7. Divers. (7769)

**« Covalux », société anonyme,
rue Joseph Calozet 11, 6870 Awenne**

—

Assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 23 avril 1999, à 15 heures, au siège social, rue Joseph Calozet 11, à 6870 Awenne. — Ordre du jour : 1. Rapport du conseil d'administration. 2. Rapport du commissaire-réviseur. 3. Discussion et approbation des comptes annuels 1998. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge des administrateurs et du commissaire-réviseur. 6. Divers. Se conformer à l'article 18 des statuts. (7770)

**Dargenton frères, société anonyme,
rue Chauffour 3B, 6769 Meix-Devant-Virton**

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 23 avril 1999, à 16 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers.

Dépôt des titres cinq jours francs avant l'assemblée générale au lieu de la convocation soit au siège social. (7771)

**Pharmacie Lambrechts, société anonyme,
rue des Étangs Noirs 1A, 1080 Bruxelles**

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 23 avril 1999, à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (7772)

**Fernand Lemmens, société anonyme,
rue de Grady 6, à 4130 Tilff**

R.C. Liège 134615

—
Une assemblée générale ordinaire se tiendra le 23 avril 1999, à 17 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion et du commissaire. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, il y a lieu de se conformer aux articles 29 et 30 des statuts. (7773)

**Molimo, société anonyme,
rue des Étangs Noirs 1A, 1080 Bruxelles**

—
L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 23 avril 1999, à 12 heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels.
3. Affectation des résultats.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Divers. (7774)

**Nagelmackers & Cie, société anonyme,
place de Louvain 12, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 533624

—
Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social de P & V Assurances, rue Royale 151, à 1210 Bruxelles, le vendredi 23 avril 1999, à 11 heures, avec l'ordre du jour suivant.

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire-réviseur. 2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 5. Nominations statutaires. 6. Divers.

Pour assister à cette assemblée, ils se conformeront aux articles 18 et 21 des statuts. (7775)

**Nagelmackers & Cie, naamloze vennootschap,
Leuvenseplein 12, 1000 Brussel**

H.R. Brussel 533624

—
De aandeelhouders worden uitgenodigd op de gewone algemene vergadering die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel van P & V Verzekeringen, Koningsstraat 151, te 1210 Brussel, op vrijdag 23 april 1999, om 11 uur, met de volgende agenda :

1. Beheersverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor. 5. Statutaire benoemingen. 6. Allerlei.

Om tot de vergadering toegelaten te worden, worden de aandeelhouders verzocht art. 18 en 21 van de statuten in acht te nemen. (7775)

**Sports Investment, naamloze vennootschap,
Koppelstraat 37, 3060 Bertem**

H.R. Leuven 56634

—
De jaarvergadering zal gehouden worden in Tennisclub Kon. Stade Leuven, Kardinaal Mercierlaan 58, 3001 Heverlee (Leuven), op 23 april 1999, te 20 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Statutaire benoemingen. 6. Varia. (7776)

**Ghiro, naamloze vennootschap,
Beukendreef 32, 9080 Lochristi**

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 23 april 1999, te 14 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (7777)

**Belgatan, naamloze vennootschap,
Industriezone De Bruwaan 28, 9700 Oudenaarde**

—
De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op 23 april 1999, om 15 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur. (7778)

**Groep A.R.I.V., naamloze vennootschap,
Kuringersteenweg 94, 3500 Hasselt**

H.R. Hasselt 57597

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 23 april 1999, te 17 uur. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. (7779)

**« N.V. Mini-Flat », naamloze vennootschap,
Korspelsesteenweg 96, 3581 Beverlo-Beringen**

H.R. Hasselt 55995 – BTW 404.175.937

Jaarvergadering der aandeelhouders op de zetel van de vennootschap, op 23 april 1999, te 15 uur. — Agenda : Jaarverslag van de raad van bestuur en van commissaris-revisor. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. Kwijting. Benoemingen. Rondvraag. Om te mogen deelnemen aan deze vergadering moeten de aandeelhouders zich schikken naar de statuten. (7780)

Verbeterend bericht

In het *Belgisch Staatsblad* van 8 april 1999, blz. 11.533, dient de titel van de aankondiging nr. 7234 als volgt gelezen te worden :

**« Franbel », naamloze vennootschap,
te 9000 Gent, Vrijdagmarkt 64**

H.R. Gent 132011 – BTW 421.704.530

(7781)

« Sokrema », Sociale Kredietmaatschappij, Eigen Heerd Onze Haard, Sociale Kredietmaatschappij Familiegeluk, of afgekort : Sokrema, naamloze vennootschap, Nerviersstraat 28, 2018 Antwerpen, erkend door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij onder nr. 8005, erkend door het C.D.V.

H.R. Antwerpen 216309

Wij hebben de eer u uit te nodigen op de jaarlijkse algemene vergadering, welke plaatsheeft op dinsdag 27 april 1999, te 18 u. 30 m., te Antwerpen, Nerviersstraat 28, zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Jaarverslag en verslag commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen. (7782)

**Algemene Compensatiekas voor Werknemers,
afgekort : « ACVW-Kinderbijslagfonds »,
vereniging zonder winstgevend doel**

De algemene ledenvergadering zal plaatshebben op dinsdag 11 mei 1999, te 19 uur, in de zetel van de vereniging : Sneeuwbeslaan 20, te 2610 Antwerpen-Wilrijk.

Dagorde : 1. Verslag dienstjaar 1998. 2. Goedkeuring der rekeningen en begroting. 3. Decharge aan de beheerders en commissaris. 4. Statutaire benoemingen. 5. Allerlei. (7783)

**IT Assistance, naamloze vennootschap,
H. Consciencestraat 16, 1850 Grimbergen**

H.R. Brussel 590985 – BTW 454.974.144

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering, die zal doorgaan op maandag 26 april 1999, te 20 uur, op de uitbatingszetel, Mechelsesteenweg 277, te 1800 Vilvoorde.

Agenda :

1. Lezing van het verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Ontlasting aan de bestuurders.
5. Ontslag, benoeming bestuurder. (7784)

**Immolease-Trust, naamloze vennootschap,
Maatschappelijke zetel : Brand Whitlockkiaan 87, bus 4, 1200 Brussel**

De jaarvergadering van de vennootschap zal doorgaan op woensdag 28 april 1999, om 15 uur, te 1200 Brussel, Brand Whitlockkiaan 87, bus 4, 4e verdieping.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Goedkeuring van het voorstel tot winstverdeling.
4. Decharge aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Statutaire benoemingen.
6. Varia.

De houders van effecten, die met raadgevende stem aan de jaarvergadering wensen deel te nemen worden verzocht, in toepassing van artikel 29 van de statuten, hun certificaat vijf dagen vóór de vergadering neer te leggen op de maatschappelijke zetel van de vennootschap, Brand Whitlockkiaan 87, bus 4, 1200 Brussel. (7785)

**Roton Cie Industrielle et Financière (en liquidation),
rue le Campinaire 154, 6240 Farciennes**

R.C. Charleroi 147352 – T.V.A. 402.571.801

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le jeudi 22 avril 1999, à 16 heures, en son siège social, rue le Campinaire 154, à Farciennes, pour entendre le liquidateur sur l'ordre du jour suivant :

1. Situation de la liquidation au 31 décembre 1998.
2. Motifs pour lesquels la liquidation ne peut être clôturée.

Pour pouvoir participer à l'assemblée, les actionnaires sont priés conformément à l'article 26 des statuts d'effectuer le dépôt de leurs titres le lundi 19 avril 1999, à 16 heures, au plus tard :

au siège social, rue le Campinaire 154, à 6240 Farciennes;

ou aux guichets des agences de Charleroi de la Société Générale de Banque ou de la Banque Artésia. (7786)

**City Bird Holding, société anonyme,
rue de Livourne 13, 1060 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 616895

Convocation à l'Assemblée Générale Annuelle

Les actionnaires sont conviés à assister à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui se tiendra le mardi 27 avril 1999, à 11 heures, à l'Hôtel Holiday Inn, chaussée de Charleroi 38-B, à 1060 Bruxelles, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration pour l'exercice 1998.
2. Rapport du collège des commissaires-reviseurs pour l'exercice 1998.

3. Comptes annuels arrêtés au 31 décembre 1998 et présentation des comptes consolidés du Groupe City Bird pour l'exercice 1998.

Décision proposée : approbation des comptes annuels de l'exercice ainsi que des affectations et prélèvements proposés.

4. Décharge aux administrateurs et aux commissaires-reviseurs.

Décision proposée : donner décharge aux membres du conseil d'administration et aux commissaires-reviseurs, pour l'exercice de leurs mandats au cours de l'exercice écoulé

5. Nomination de la société anonyme Sabena en qualité d'administrateur en remplacement de M. Petit, démissionnaire.

Décision proposée : nomination de Sabena S.A.

6. Divers.

Les actionnaires qui souhaitent assister à cette assemblée générale sont priés, conformément à l'article 26 des statuts, de déposer au siège social de la société une attestation, établie soit par la Banque Degroof, la Banque Paribas ou la Générale de Banque, soit par Interstetle, organisme chargé de la liquidation de transactions sur les actions cotées sur le marché EASDAQ, constatant l'indisponibilité des actions en compte jusqu'à la date de l'assemblée générale. L'attestation d'indisponibilité doit être déposée au plus tard le 21 avril 1999. Conformément à l'article 27 des statuts, tout actionnaire peut donner procuration à une autre personne, actionnaire ou non, pour le représenter à une réunion de l'assemblée. Les procurations doivent être déposées en même temps que l'attestation de blocage des actions.

(7787) Le conseil d'administration.

**City Bird Holding, naamloze vennootschap,
Livornostraat 13, 1060 Brussel**

H.R. Brussel 616895

Bijeenroeping van de algemene jaarvergadering

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen die zal plaatsvinden op dinsdag 27 april 1999, om 11 uur, in het Hotel Holiday Inn, Charleroiesteenweg 38-B, te 1060 Brussel, om te beraadslagen over de volgende dagorde:

1. Verslag van de raad van bestuur voor het boekjaar 1998.

2. Verslag van het college van commissarissen-revisoren voor het boekjaar 1998.

3. Jaarrekeningen afgesloten op 31 december 1998 en voorstelling van de geconsolideerde rekeningen van de Groep City Bird voor het boekjaar 1998.

Voorstel tot besluit : goedkeuring van de jaarrekeningen, inclusief de voorgestelde resultaatverwerking.

4. Kwijting aan de bestuurders en commissarissen-revisoren.

Voorstel tot besluit : verlening van kwijting aan de bestuurders en aan de commissarissen-revisoren voor de vervulling van hun mandaten gedurende het boekjaar 1998.

5. Benoeming van de naamloze vennootschap Sabena als bestuurder, ter vervanging van de heer Petit die zijn ontslag ingediend heeft.

Voorstel tot besluit : het benoemen van Sabena N.V.

6. Diversen.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan deze algemene vergadering worden verzocht, overeenkomstig artikel 26 van de statuten, een attest neer te leggen op de zetel van de vennootschap, opgesteld door de Bank Degroof, de Bank Paribas of de Generale Bank, of door de vereffeningsinstelling Interstetle, waarbij de onbeschikbaarheid van de aandelen tot op de datum van de algemene vergadering wordt vastgesteld. Het attest van onbeschikbaarheid moet ten laatste op 21 april 1999 neergelegd worden. Overeenkomstig artikel 27 van de statuten mag iedere aandeelhouder een volmacht geven aan een derde, aandeelhouder of niet, om haar/hem te vertegenwoordigen op een algemene vergadering. De volmachten dienen op hetzelfde ogenblik afgegeven te worden als het attest van onbeschikbaarheid der aandelen.

(7787) De raad van bestuur.

BBL, Banque Bruxelles Lambert, société anonyme

Siège social : avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles

R.C. Bruxelles 77186 – T.V.A. 403.200.393

Assemblée générale ordinaire

Conformément à l'article 23 des statuts, l'assemblée générale ordinaire des actionnaires se réunira le mercredi 28 avril 1999, à 14 h 30 m, au siège social, avenue Marnix 24, 1000 Bruxelles (entrée : rue du Trône 1).

Ordre du jour

1. Rapport de gestion du conseil d'administration sur l'exercice 1998.

2. Rapport du commissaire-réviseur sur l'exercice 1998.

3. Comptes annuels statutaires et consolidés :

Proposition de décision :

Approbation des comptes annuels de l'exercice 1998 - mise en réserve de l'intégralité du bénéfice de l'exercice 1998.

Comptes annuels consolidés soumis pour information aux actionnaires.

4. Décharge aux administrateurs pour l'exercice 1998 :

Proposition de décision : donner décharge aux administrateurs.

5. Décharge au commissaire-réviseur pour l'exercice 1998 :

Proposition de décision : donner décharge au commissaire-réviseur.

6. Nominations et démissions statutaires :

Propositions de décision :

renouveler le mandat d'administrateur du Comte Diego du Monceau pour une période de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2005;

renouveler le mandat d'administrateur du Baron Collinet pour une période de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2005;

acter la démission de M. Eric Andersen comme administrateur et administrateur-délégué de la Banque;

conférer le titre d'administrateur-délégué honoraire à M. Eric Andersen;

nommer M. Eric Boyer de la Giroday comme administrateur de la Banque pour poursuivre le mandat de M. Eric Andersen jusqu'à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2000;

nommer M. Philippe Damas comme administrateur de la Banque pour une période de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2005.

7. Divers

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée, s'y faire représenter ou voter par correspondance sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 24 des statuts.

Les dépôts d'actions, de procurations et de formulaires de vote par correspondance seront reçus jusqu'au 22 avril 1999 aux guichets de nos sièges et agences en Belgique et à l'étranger, auprès de BBL France, BBL Suisse et Crédit Européen Luxembourg.

(7788) Le conseil d'administration.

BBL, Bank Brussel Lambert, naamloze vennootschap

Zetel van de vennootschap : Marnixlaan 24, 1000 Brussel

H.R. Brussel 77186 – BTW 403.200.393

Jaarvergadering

Overeenkomstig artikel 23 van de statuten zal de jaarvergadering van aandeelhouders plaatsvinden op woensdag 28 april 1999, om 14 u. 30 m., in de zetel van de vennootschap, Marnixlaan 24, 1000 Brussel (ingang : Troonstraat 1).

Agenda :

1. Beheersverslag van de raad van bestuur over het boekjaar 1998.

2. Verslag van de commissaris-revisor over het boekjaar 1998.

Statutaire en geconsolideerde jaarrekeningen :

3. Voorstel van beslissing :

Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar 1998 - overboeking naar de reserves van de gehele winst over 1998.

Geconsolideerde jaarrekening ter informatie voorgelegd aan de aandeelhouders.

4. Decharge aan de bestuurders over het boekjaar 1998 :

Voorstel van beslissing: decharge verlenen aan de bestuurders.

5. Decharge aan de commissaris-revisor over het boekjaar 1998 :

Voorstel van beslissing : decharge verlenen aan de commissaris-revisor.

6. Statutaire benoemingen en ontslagen :

Voorstellen van beslissing :

hernieuwing van het bestuurdersmandaat van Graaf Diego du Monceau voor een periode van zes jaar tot na afloop van de jaarvergadering van 2005;

hernieuwing van het bestuurdersmandaat van Baron Collinet voor een periode van zes jaar tot na afloop van de jaarvergadering van 2005;

akte nemen van het ontslag van de heer Eric Andersen als bestuurder en gedelegeerd bestuurder van de Bank;

toekenning van de titel van ere-gedelegeerd bestuurder aan de heer Eric Andersen;

benoeming van de heer Eric Boyer de la Giroday als bestuurder van de Bank om het mandaat verder te zetten van de heer Eric Andersen tot na afloop van de jaarvergadering van 2000;

benoeming van de heer Philippe Damas als bestuurder van de Bank voor een periode van zes jaar tot na afloop van de jaarvergadering van 2005.

7. Varia

De aandeelhouders die deze vergadering willen bijwonen, zich erop willen laten vertegenwoordigen of per briefwisseling wensen te stemmen, dienen zich te schikken naar de bepalingen van artikel 24 van de statuten.

Het neerleggen van de aandelen, volmachten en stemformulieren per briefwisseling kan tot 22 april 1999 geschieden aan de loketten van onze zetels en kantoren in België en in het buitenland, bij BBL France, BBL Suisse en Crédit Européen Luxembourg.
(7788) De raad van bestuur.

Holdicam, société anonyme

Siège social : avenue Winston Churchill 246, bte 9, 1180 Bruxelles

R.C. Bruxelles 347254 – T.V.A. 405.913.128

Avis aux actionnaires

Les actionnaires sont invités à assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra au siège social, le mercredi 28 avril 1999, à douze heures, avec l'ordre du jour suivant :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998.
3. Affectation du bénéfice de l'exercice 1998.
4. Décharge aux administrateurs.
5. Nominations statutaires.

Pour pouvoir assister à cette assemblée, les actionnaires sont invités, conformément à l'article 23 des statuts, à faire parvenir cinq jours francs au moins avant la réunion et au siège social, l'indication du nombre de parts sociales pour lesquelles ils entendent prendre part au vote ou à produire un certificat de dépôt de leurs parts sociales au porteur dans le même délai et au même endroit.
(7789)

Caisse d'Allocations familiales UCM — Caisse wallonne d'Allocations familiales, association sans but lucratif, chaussée de Marche 637, à 5100 Namur (Wierde)

—

L'assemblée générale se tiendra le jeudi 6 mai 1999, à 15 heures, au siège social, chaussée de Marche 637, à 5100 Namur (Wierde).

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 23 avril 1998.
2. Rapport du conseil d'administration sur l'exercice 1998.
3. Rapport des commissaires.
4. Examen et approbation du bilan et des comptes arrêtés au 31 décembre 1998.
5. Décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.
6. Budget pour l'exercice 1999.
7. Nomination d'administrateurs.
8. Nomination de deux commissaires.
9. Divers.

Pour le conseil d'administration :

Etienne Woitrin,
administrateur délégué.

Jean Heymans,
président.

Kinderbijslagfonds UCM, vereniging zonder winstbejag, chaussée de Marche 637, te 5100 Namur (Wierde)

—

De algemene statutaire vergadering zal gehouden worden op 6 mei 1999, om 15 uur, op de maatschappelijke zetel, chaussée de Marche 637, te 5100 Namur (Wierde).

Dagorde :

1. Goedkeuring van het proces-verbaal van de algemene vergadering van 23 april 1998.
2. Verslag van de beheerraad over het dienstjaar 1998.
3. Verslag van de commissarissen.
4. Nazicht en goedkeuring van de balans- en jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
5. Decharge te verlenen aan beheerders en commissarissen.
6. Begroting van het dienstjaar 1999.
7. Benoeming van beheerders.
8. Benoeming van twee commissarissen.
9. Allerlei.

Voor de beheerraad :

Etienne Woitrin,
afgevaardigd beheerder.

Jean Heymans,
voorzitter.
(7790)

Ibel, naamloze vennootschap, Bellevue 1, 9050 Gent (Ledeberg)

H.R. Gent 181344 – BTW 467.983.223

—

De raad van bestuur nodigt de aandeelhouders van Ibel N.V. uit om deel te nemen aan de gewone algemene vergadering van woensdag 28 april 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel te 9050 Gent, Bellevue 1, met volgende agenda en voorstellen tot besluit :

1. Mededeling van de verslagen van de raad van bestuur en van de commissarissen-revisoren, van de geconsolideerde jaarrekening van de groep Ibel en van de Ibel N.V., jaarrekening over het boekjaar 1998.
2. Goedkeuring van de vaste bezoldiging van de voorzitter van de raad van bestuur.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering kent een bijkomend part vaste bezoldiging toe aan de voorzitter van de raad van bestuur met ingang vanaf 1998.

3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en van het ontwerp van resultaatverwerking.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering keurt de jaarrekening per 31 december 1998 alsmede het ontwerp van resultaatverwerking goed.

4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissarissen-revisoren voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 1998.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering verleent kwijting aan de bestuurders en, bij afzonderlijke stemming, aan de commissarissen-revisoren voor de uitoefening van hun mandaat tijdens het boekjaar 1998.

5. Ontslagen en benoemingen in de raad van bestuur.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering stelt vast dat volgende bestuurdersmandaten op deze algemene vergadering vervallen : N.V. Contract Carpets International, vertegenwoordigd door Mevr. Thérèse Vlerick, de heer Philippe Croonenberghs, Mevr. Nicole Hardenne, de heer Marc Saverys, de heer Pierre Scohier; N.V. Tecba, vertegenwoordigd door de heer Christophe Wirtz en de heer Leo Van Bauwel; de algemene vergadering hernieuwt voor een periode van drie (3) jaren het bestuurdersmandaat van volgende personen die bereid zijn hun opdracht opnieuw op te nemen : de heer Philippe Croonenberghs, Mevr. Nicole Hardenne en de heer Marc Saverys; de algemene vergadering neemt akte van het ontslag als bestuurder van de heer Jacques Henet op deze algemene vergadering en benoemt de N.V. Textile Technology Services (T.T.S.), vertegenwoordigd door de heer Jacques Hanet, om dit mandaat verder uit te voeren, dit is tot de algemene vergadering die zich zal uitspreken over de jaarrekening van 1999; de algemene vergadering stelt vast dat volgende bestuurders beschouwd worden als ontslagnemend wegens het bereiken van de leeftijdsgrens : de heer Paul Hanet en de heer Lars Malmros.

6. Naamsverandering van een commissaris-revisor, hernieuwing van zijn mandaat en vergoeding van het college van commissarissen-revisoren.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering stelt vast dat de firmanaam van commissaris-revisor Van der Steen & Partners op 12 maart 1998 statutair is gewijzigd in « Van der Steen, Riské, De Weerd, Lefebvre & Partners »; zij hernieuwt voor drie (3) jaren het mandaat van deze commissaris-revisor die, in toepassing van artikel 33, § 2, van de wet op het revisoraat, als vertegenwoordiger aanduidt de heer Paul De Weerd, bedrijfsrevisor. De voorgestelde vergoeding van het college van commissarissen-revisoren wordt goedgekeurd en aan de buitengewone algemene vergadering van woensdag 28 april 1999, om 11 u. 30 m., op de maatschappelijke zetel te 9050 Gent, Bellevue 1, met volgende agenda en voorstellen tot besluit :

1. Omzetting van het kapitaal in euro.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering beslist het maatschappelijk kapitaal van BEF 2 799 811 174 om te zetten in € 69 400 548,19, en om artikel 5, alinea 1, van de statuten te wijzigen als volgt : « Het maatschappelijk kapitaal bedraagt negenenzestig miljoen vierhonderdduizend vijfhonderd achtenveertig euro negentien cent (€ 59 400 548,19). »

2. Machtiging inzake verwerving van eigen aandelen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering hernieuwt de machtiging aan de raad van bestuur om met inachtneming van de door de wet bepaalde voorwaarden, en rekening houdend met de aandelen die de vennootschap eerder zou hebben verkregen en die zij in portefeuille houdt, of deze verkregen door een dochtervennootschap in de zin van artikel 52quinquies, § 1, tweede lid, alsook van deze verkregen door een persoon die handelt in eigen naam maar voor rekening van de vennootschap of van zulke dochtervennootschap, met beschikbare middelen in de zin van artikel 77bis van de vennootschappenwet, gedurende een periode van achttien (18) maanden vanaf negenentwintig april negentienhonderd negennegentig tot en met achtentwintig september tweeduizend, ter beurze ten hoogste tien procent (10 %), zijnde maximaal driehonderdachtenwintigduizend tweehonderd negentien (328 219) aandelen van de vennootschap te verwerven voor een minimumvergoeding van 40 € per aandeel en een maximumvergoeding van 90 € per aandeel.

3. Machtiging tot verwerving en vervreemding van eigen aandelen door rechtstreekse dochtervennootschappen.

Voorstel tot besluit : de algemene vergadering kent de machtiging tot het verwerven of vervreemden van aandelen van Ibel eveneens toe aan de rechtstreekse dochtermaatschappijen waarin Ibel de meerderheid van de stemrechten bezit en dit binnen de interventiegrenzen inzake prijs en aantal zoals bepaald in de hoger vermelde machtiging inzake verwerving van eigen aandelen, doch zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden van de organen van de bedoelde dochtervennootschappen.

Teneinde deze vergaderingen bij te wonen, worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikelen 21 en 22 van de statuten.

De aandelen aan toonder moeten ten laatste op vrijdag 23 april 1999 neergelegd worden op de maatschappelijke zetel, of bij de Artesia Bank of de Bank van Koophandel te Brussel, waar volmachtformulieren ter beschikking zijn.

De aandeelhouders op naam moeten ten laatste op vrijdag 23 april 1999 schriftelijk aan de vennootschap hun inzicht doen kennen deel te nemen aan de algemene vergadering.

De volmachten zullen op de maatschappelijke zetel ontvangen worden tot vrijdag 23 april 1999.

(7857)

De raad van bestuur.

**A & D Invest, naamloze vennootschap,
Bevrijdingslei 49, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 279082

Jaarvergadering op 23 april 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de bepalingen van de statuten. (71969)

**Apotheek Albert I, naamloze vennootschap,
Leopoldlaan-II-laan 256, 8670 Oostduinkerke**

H.R. Veurne 34812 — BTW 446.296.109

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 23 april 1999 om 17 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998

2. Kwijting aan de bestuurders

3. Benoemingen

4. Bezoldigingen

(71970)

De raad van bestuur.

**Immobiëlen Alpha, naamloze vennootschap,
Rogierstraat 129, 1030 Brussel (Schaarbeek)**

H.R. Brussel 621675

Jaarvergadering in de zetel van de vennootschap op 24 april 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.

2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Statutaire kwijtingen.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71971)

Arboretum, naamloze vennootschap
Antwerpse Heirweg 62A, 9971 Lembeke

H.R. Gent 157819

Jaarvergadering op zaterdag 24 april 1999 om 10 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuurders; 2. Goedkeuring jaarrekeningen; 3. Aanwending resultaat; 4. Kwijting aan bestuurders; 5. Wijziging maatschappelijke zetel. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Rondvraag. Om toegelaten te worden, zich schikken naar de statuten. (71972)

Archibel, naamloze vennootschap,
Berkenlaan 65, 3500 Hasselt

H.R. Hasselt 94791 — BTW 445.822.490

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 30 april 1999 om 18 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(71973)

De raad van bestuur.

Artha, naamloze vennootschap
Diestsestraat 125, 3000 Leuven

H.R. Leuven 29434

Jaarvergadering op zaterdag 24 april 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming bestuurders. Herbevestiging onbezoldigd statuut.(art.21) 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (71974)

Immo Beaufaux, naamloze vennootschap,
Broeke 215, 9600 Ronse

H.R. Oudenaarde 37627

Jaarvergadering ten zetel van de vennootschap op 30 april 1999, om 18 uur. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Bestemming resultaat; 4. Kwijting bestuurders; 5. Rondvraag. (71975)

Algemeen Beheer, afkorting : « A.B. », naamloze vennootschap,
Italiëlei 70 2018 Antwerpen

H.R. Antwerpen 261662 — BTW 433.241.887

Jaarvergadering op 24 april 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Inbreng onroerende goederen als kapitaalsverhoging in patrimoniumvennootschap. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71976)

Bocebad, naamloze vennootschap,
Floris Primslei 22, 2150 Borsbeek

H.R. Antwerpen 270882 — BTW 437.755.258

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 23 april 1999 te 17 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71977)

Bourez-Kesteloot, naamloze vennootschap
Lodewijk de Raetlaan 30, 8870 Izegem

H.R. Kortrijk 1223 — BTW 405.537.006

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 24 april 1999 om 15.00 uur.

Agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Benoemingen. 4. Bezoldigingen.

De raad van bestuur.

Geert Braems, naamloze vennootschap,
Clemmenstraat 3, 9790 Wortegem-Petegem

H.R. Oudenaarde 35322 — BTW 437.430.210

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 om 11 uur.

Agenda :

1. Verslag artikel 60 Ven.W.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71979)

De Breemeersch, naamloze vennootschap
Zwanestraat 6, 8820 Torhout

H.R. Oostende 46309

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op zaterdag 24 april 1999 om 10 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en toewijzing van het resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (71980)

De raad van bestuur.

**Camira, naamloze vennootschap,
Vijverhollaan 101, 8200 Sint-Michiels (Brugge)**

H.R. Brugge 47054 — BTW 414.121.704

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op zaterdag 24 april 1999 te 12 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71981)

**Vandecasteele Jean-Pierre, naamloze vennootschap,
Ambachtstraat 14, 8820 Torhout**

H.R. Brugge 40967 — BTW 428.100.788

De algemene vergadering zal gehouden worden op 24 april 1999 om 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (71982)

**Chrispalbert, naamloze vennootschap,
Zeedijk 179, app. A9, 8430 Middelkerke**

H.R. Oostende 54088 — BTW 437.426.547

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag artikel 60 Ven.W.;
 2. Goedkeuring van de jaarrekening;
 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
 4. Rondvraag.
- Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de zetel, vijf volle dagen vóór de bijeenkomst.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71983)

**Verzekeringskantoor G. Van Damme, naamloze vennootschap,
Langestraat 28, 9240 Zele**

H.R. Dendermonde 34753

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71984)

**Decatechnic, naamloze vennootschap,
Toekomstlaan 14, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 56923 — BTW 416.849.085

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71985)

**Democrat, naamloze vennootschap
Vijfseweg 91, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 125567

Jaarvergadering op 24 april 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoemingen en ontslagen. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (71986)

**Devanco, naamloze vennootschap,
Moorseelsesteenweg 41A, 8800 Rumebeke (Roeselare)**

H.R. Kortrijk 86455 — BTW 412.570.494

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op zaterdag 24 april 1999 om 10 uur, met als agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Allerlei.

**Distrimex, naamloze vennootschap,
Walgoedstraat 2, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 52682 — BTW 415.073.292

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 20 uur op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Herbenoeming bestuurders.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71988)

**Voeders Vandroemme, naamloze vennootschap,
Sparkevaardekenstraat 3, 8600 Diksmuide**

H.R. Veurne 27996 — BTW 423.688.773

Jaarvergadering op 24 april 1999 om 11 uur in de zetel.
Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998.
2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting bestuurders en goedkeuring vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.
(71989) De raad van bestuur.

**Duyts-Moriaux, naamloze vennootschap,
te 2370 Arendonk, Vrijheid 42**

H.R. Turnhout 78540

Gewone algemene vergadering op zaterdag 24 april 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring der jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Diversen.

De aandelen dienen gedeponereerd te worden minstens vijf dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel. (71990)

**Electronic Apparatus, naamloze vennootschap,
3980 Tessenderlo**

H.R. Hasselt 42343

Jaarvergadering op 24 april 1999 te 15 uur, Industriepark Essenschot.

Agenda :

Verslagen van bestuurders en commissaris-revisor; Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor; Ontslagen en benoemingen; Rondvraag. (71991)

**Extensa, naamloze vennootschap,
Mechelsesteenweg 34, bus 8, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 3993

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen welke zal plaatshebben ten zetel van de vennootschap, Mechelsesteenweg 34, Antwerpen, op vrijdag 23 april 1999 te 11 uur, met volgende agenda:

1. Verslag van de bestuurders en controleverslag;
2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar afgesloten op 31 december 1998;
3. Kwijting te verlenen aan bestuurders en commissaris-revisor.

Binnen de termijn voorzien door de statuten kunnen de aandelen gedeponereerd worden op de zetel van de vennootschap, Mechelsesteenweg 34, Antwerpen. (71992)

**Fabebo, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Lange Rei 64, 8000 Brugge**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brugge, nr. 205
NN 440.234.696

Jaarvergadering op 24 april 1999 om 11 uur op de zetel. — Agenda :
1. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Allerlei.
(71993) De raad van bestuur.

**Finastibo, naamloze vennootschap,
Lampestraat 94, 8511 Kortrijk (Aalbeke)**

H.R. Kortrijk 117073 — BTW 435.586.022

De jaarvergadering zal plaats hebben op de zetel van de vennootschap op 24 april 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Behandeling en goedkeuring van de jaarrekening per 30 december 1998 en van de resultaatverwerking;
2. Kwijting bestuurders. (71994)

**Defobra, naamloze vennootschap,
Rijksweg 266, 8531 Harelbeke (Bavikhove)**

H.R. Kortrijk 119770 — BTW 438.889.564.

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering van zaterdag 24 april 1999 om 10 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening op 31 december 1998. 2. Bestemming der uitslagen. 3. Bezoldigingen en R/C bestuurders. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. - Zich houden naar de statutaire beschikkingen. (71995)

**Fraber, naamloze vennootschap,
Kraaldreef 61, 9870 Zulte**

H.R. Gent 15297 — BTW 436.995.292

Jaarvergadering op 23 april 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar- en resultatenrekening per 31 december 1998. 3. Kwijting bestuurders. 4. Benoeming. (71996)

**Gilleman, naamloze vennootschap
Leideveld 26, 9680 Maarkedal**

H.R. Oudenaarde 29068 — BTW 426.634.011

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 april 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (71997)

**Glasconseil, naamloze vennootschap,
Moeskroensesteenweg 18, 8511 Aalbeke**

H.R. Kortrijk 110007
—

Jaarvergadering op zaterdag 24 april 1999 te 11 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Allerlei. (71998)

**Greli, naamloze vennootschap,
Deerlijksesteenweg 41, 8530 Harelbeke**

H.R. Kortrijk 107995 — BTW 427.982.113
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op zaterdag 24 april 1999 om 18 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur; 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan de bestuurders; 5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statutaire bepalingen. (71999)

**Marcel Gryson, naamloze vennootschap
Noordlaan 5, 8820 Torhout**

H.R. Oostende 30054 — BTW 412.840.215
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel op 24 april 1999 te 10 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten per 31 december 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Decharge aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72000)

**Antwerp Moto Guzzi Service, naamloze vennootschap,
Hooiland 13, 2160 Wommelgem**

H.R. Antwerpen 275438 — BTW 439.924.593
—

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31.12.1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Goedkeuring van de voorgestelde bezoldiging.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten. (72001)

**Van Den Heuvel-Wallaeys, naamloze vennootschap,
Jan Van Ruusbroucstraat 4, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 84006 — BTW 407.819.771
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 24 april 1999 om 15 uur in de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 november 1998.
3. Decharge verlenen aan de bestuurders.
4. Verdeling van de winst.
5. Toekenning interesten.
6. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (72002)

**Van Houcke-Steyaert, naamloze vennootschap,
Grote Baan 33, 9930 Zomergem**

H.R. Gent 160733 — BTW 443.203.589
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72003)

**Houtshop Hendrickx, naamloze vennootschap,
Vaartdijk 55, 3018 Leuven-Wijmaal**

H.R. Leuven 61022 — BTW 423.376.393
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 23 april 1999 om 19 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Bezoldigingen. 6. Ontslag en benoeming bestuurder. 7. Herbenoeming bestuurders. 8. Rondvraag. (72004)

**I.D.L.P., naamloze vennootschap,
Diestsestraat 125, 3000 Leuven**

H.R. Leuven 69508
—

Jaarvergadering op zaterdag 24 april 1999 te 14 uur op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbevestiging onbezoldigd statuut bestuurders (art.17). 6. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (72005)

**Den IJzer, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 22 8850 Ardoois**

H.R. Brugge 52205 — BTW 418.920.531
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72006)

**Impropav, naamloze vennootschap,
Witte Molenstraat 25, 8200 Brugge (Sint-Michiels)**

H.R. Brugge 45848 — BTW 412.768.058
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op zaterdag 24 april 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72007)

**Impro, naamloze vennootschap,
Ottergemsesteenweg 415, 9000 Gent**

H.R. Gent 174987 — BTW 453.537.653
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 9 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72008)

**Investeringsmaatschappij Rodenbach,
afgekort : « INMARO », naamloze vennootschap,
Spanjestraat 135, 8800 Roeselare**

H.R. Kortrijk 118602
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 24 april 1999 te 10.30 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en van de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de Algemene Vergadering worden de aandeelhouders verzocht hun titels neer te leggen, hetzij in de maatschappelijke zetel, hetzij bij een agentschap van de Generale Bank, ten minste vijf volle dagen vóór de vastgestelde datum van 24 april 1999. (72009)

**Interinvest, naamloze vennootschap,
Zuidzandstraat 27, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 61977
—

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel, op 24 april 1999 om 17 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van Bestuur ingevolge art. 60 Venn.Wet; 2. Verslag raad van bestuur; 3. Goedkeuring jaarrekening en resultatenrekening op 31/12/1998; 4. Kwijting bestuurders; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Rondvraag. Neerlegging der titels vijf volle dagen vóór de vergadering in de zetel. (72010)

**Transport Jammaers, naamloze vennootschap,
Stippelstraat 8 3800 Sint-Truiden (Zepperen)**

H.R. Hasselt 35388 — BTW 400.953.161
—

Wij hebben de eer de aandeelhouders uit te nodigen op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 te 15 uur.

Op de agenda staan volgende punten:

1. Jaarverslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (72011)

De raad van bestuur.

**Janssen, naamloze vennootschap,
Kleistraat 63, 2630 Aartselaar**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Antwerpen, nr. 233
—

De vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op zaterdag 24 april 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag
2. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 31 december 1998

3. Kwijting aan de bestuurders
4. Rondvraag
5. Herbenoemingen bestuurders.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72012)

**Jennor, naamloze vennootschap,
Graaf Karel de Goedelaan 38, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 90983 — BTW 415.561.658

Wij nodigen alle aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op 24 april 1999 om 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72013)

**Jimmo, naamloze vennootschap,
Stippelstraat 9 3800 Sint-Truiden (Zepperen)**

H.R. Hasselt 66775

Wij hebben de eer de aandeelhouders uit te nodigen op de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 te 17 uur.

Op de agenda staan volgende punten:

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (72014)

De raad van bestuur.

**Jodima, naamloze vennootschap
Industriestraat 21, 1910 Kampenhout**

H.R. Brussel 433024 — BTW 421.455.892

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 24 april 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
2. Bestemming van het resultaat.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72015)

**K.J.B.O.1., naamloze vennootschap,
Mussenstraat 56, 9070 Destelbergen**

H.R. Gent 160246 — BTW 442.638.120

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72016)

**Konvert Interim, naamloze vennootschap,
Kennedypark 16, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 73703 — BTW 405.423.970

De jaarvergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 om 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur en verslag van de commissaris-revisor; 2. Bespreking van de jaarrekening van 31 december 1998; 3. Goedkeuring van de jaarrekening; 4. Kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor; 5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der aandelen op de maatschappelijke zetel, minstens vijf volle dagen vóór de vergadering. (72017)

**de Landsheer Beleggings Maatschappij, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 2, 9200 Dendermonde**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 om 15.15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag.
2. Goedkeuring jaarrekening
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen.
6. Rondvraag. (72018)

**Landtmeters, naamloze vennootschap
Nassastraat 12-14, 2000 Antwerpen-1**

H.R. Antwerpen 29085 — BTW 404.532.362

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaar- en resultatenrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.

4. Weddetoekenning.
5. Goedkeuring bezoldiging bestuurders en opname voorschotten.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven vijf dagen op voorhand hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel.
(72019) De raad van bestuur.

**Veevoeders Andre Laroy, naamloze vennootschap,
Tieltsesteenweg 175, 9900 Eeklo**

H.R. Gent 114359 — BTW 413.967.492
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatshebben op zaterdag 24 april 1999 om 10 uur in de maatschappelijke zetel te Eeklo.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en commissaris.
 2. Goedkeuring jaarrekening.
 3. Bestemming resultaat.
 4. Kwijting te geven aan bestuurders en commissaris.
 5. Rondvraag.
- (72020)

**Hout- en Palettenbedrijf Libens E., naamloze vennootschap,
Ziekerenweg 56-58, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Tongeren 88209 — BTW 454.154.790
—

Bijeenroeping jaarvergadering op 24 april 1999 om 11 uur ten zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders;
2. Goedkeuring jaarrekening;
3. Bestemming resultaat;
4. Kwijting aan bestuurders;
5. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statutaire verplichtingen.
(72021)

**Liebaert Staalbouw, naamloze vennootschap
Centrum Zuid 1048, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 67593 — BTW 430.592.601
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering die zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel op 23 april 1999 om 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslagen en benoemingen bestuurders.
6. Diversen.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen overeenkomstig de wet en de statuten.
(72022)

**Littorial Publicité, naamloze vennootschap,
Victorialaan 51, 8400 Oostende**

—

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 23 april 1999 om 14 uur. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten.
(72023)

**Etablissements Van Look, naamloze vennootschap,
te Antwerpen**

H.R. Antwerpen 78525
—

Gewone algemene vergadering op zondag 25 april 1999 te 15 uur, ten sociale zetel, Minderbroedersrui 29.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
 2. Goedkeuring van jaarrekening.
 3. Kwijting aan de bestuurders.
 4. Ontslag en benoemingen.
 5. Varia.
- Aandelen neerleggen volgens statuten.
(72024)

**Varkensbedrijf Jos Van Looveren, naamloze vennootschap,
Noordheuvel 34, 2990 Wuustwezel**

H.R. Antwerpen 119541 — BTW 414.710.830
—

Gewone algemene vergadering op zaterdag 24 april 1999 te 18 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandelen dienen gedeponneerd te worden minstens 5 dagen vóór de vergadering op de maatschappelijke zetel.
(72025)

**Wegeniswerken Adiel Maes, naamloze vennootschap,
Brugsebaan 2, 8810 Lichtervelde**

H.R. Oostende 2698 — BTW 405.197.902
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 april 1999 te 14 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen.
 2. Verslag bestuur- en toezichtraad.
 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998.
 4. Bestemming resultaat.
 5. Kwijting bestuurders en kommissaris.
 6. Benoemingen-Ontslagen.
 7. Diversen.
- De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten.
(72026)

**Magrepat, naamloze vennootschap,
Bouchoutlaan 18, 1780 Wemmel**

—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering op 24 april 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten.
(72027)

**Mara, naamloze vennootschap,
Ed. Jaminéstraat 44, 3700 Tongeren**
H.R. Tongeren 49012 — BTW 417.718.028

Bijeenroeping jaarvergadering van 24 april 1999 te 14 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening.
 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag.
- Zich schikken naar de statutaire verplichtingen. (72028)

**Marmad, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Industriestraat 23B, 1910 Kampenhout**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brussel, nr. 2658
NN 449.916.187

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op zaterdag 24 april 1999 om 16.30 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72029)

**M & D Invest, naamloze vennootschap,
Weststraat 18, 8647 Lo-Reninge**
H.R. Veurne 31156 — BTW 435.031.439

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen vóór de algemene vergadering. (72030)

De raad van bestuur.

**Meirshaert Immo, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 248, 9090 Melle**

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 3 uur 's namiddags op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72031)

**Meubinox, naamloze vennootschap,
Heirweg 72, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 77312 — BTW 405.354.981

Jaarvergadering op zaterdag 24 april 1999 om 17 uur op de zetel.
Agenda : 1. Jaarverslag raad van bestuur. 2. Voorlezing en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998; 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan raad van bestuur. 5. Benoemingen. 6. Varia. Zich schikken naar de statuten. (72032)

**Van Moerkerke, naamloze vennootschap
Emiel Clauslaan 90/92 9800 Deinze**

H.R. Gent 132828 — BTW 422.755.791

De jaarvergadering heeft plaats op 24 april 1999 te 11 uur, op de maatschappelijke zetel, Emiel Clauslaan 81, 9800 Deinze.

Agenda :

1. Mededelingen conform art.60 vennootschapswet.
2. Jaarverslag van de bestuurders.
3. Vergoeding van de bestuurders.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.
5. Goedkeuring en bestemming van het resultaat.
6. Kwijting van de raad van bestuur.
7. Rondvraag- varia.

Om de vergadering bij te wonen dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (72033)

**Mopibo, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap, in vereffening,
Beschavingstraat 3, 2020 Antwerpen**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Antwerpen, nr. 504
NN 440.319.424

Jaarvergadering op 24 april 1999 om 11 uur op de zetel. — Agenda :
1. Verslag van de vereffenaar. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan vereffenaar en goedkeuring van zijn vergoeding. 5. Ontslagen en benoemingen. 6. Allerlei.

De vereffenaar. (72034)

De Munter Brandstoffen, naamloze vennootschap

Sociale zetel : Stationsstraat 81, 1570 Galmaarden
BTW 400.891.595

Gewone algemene vergadering op 24 april 1999 om 19 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van balans en resultatenrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Decharge te verlenen aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72035)

**Nemas, naamloze vennootschap,
Van Kalkenlaan 5/21, 1070 Brussel**

H.R. Brussel 506016

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 25 april 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (72036)

**Nimo-Invest, naamloze vennootschap,
Gestichtstraat 8/10, 9000 Gent**

H.R. Gent 147931

Jaarvergadering op 24 april 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 6. Varia. (72037)

**N.O.O.T., burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Driesstraat 57, 1820 Perk**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brussel, nr. 1777
NN 440.484.423

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998;
2. Bestemming van het resultaat;
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders;
4. Desgevallend benoeming bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72038)

**Immo Nova, naamloze vennootschap,
Oosteindeken 21, 9190 Stekene**

H.R. Sint-Niklaas 37939

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 om 19 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 bestemming resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Varia. (72039)

**Oosthoek, naamloze vennootschap,
Harelbeeksestraat 24, 8860 Lendeledede**

H.R. Kortrijk 117958 — BTW 436.654.606

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 april 1999 om 14 uur op de zetel van de vennootschap.

- Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 2. Kwijting aan de bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (72040)

**Petra, naamloze vennootschap,
Hannekensstraat 65, 3130 Begijnendijk**

H.R. Leuven 82105 — BTW 447.458.525

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 te 18 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Decharge van de bestuurders.
5. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72041)

**Phenix - Opic, naamloze vennootschap,
te 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 139924

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Berkenlaan 3, 2970 Schilde, op 24 april 1999 te 15 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van jaarrekening op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders.

Om toegelaten te worden tot de vergadering dienen de aandeelhouders hun titels te deponeren op de maatschappelijke zetel, ten minste vijf volle dagen vóór de vergadering. (72042)

**S.P.E., société anonyme,
rue de la Caserne 33-35, 1000 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 169055 — T.V.A. 403.529.601

L'assemblée générale ordinaire le 24 avril 1999 à 11 heures au siège social avec pour ordre du jour : 1. Rapports concernant art. 60 des L.C.S.C. 2. Rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 1998. 4. Affectation du résultat. 5. Décharge aux administrateurs. 6. Démission et nomination administrateurs. 7. Divers. Se conformer aux statuts. (72043)

**United Professionals, naamloze vennootschap,
De Burburestraat 11, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 216058
—

De aandeelhouders worden verzocht de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 23 april 1999 te 11 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Voor wat het bijwonen van de vergadering betreft worden de aandeelhouders verzocht zich te schikken naar de voorschriften van de statuten. (72044)

**E-Projects, naamloze vennootschap,
Eendenlaan 2, 8400 Oostende**

—

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 24 april 1998 om 16 uur. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (72045)

**Promito, naamloze vennootschap,
Markt 13A, 2490 Balen**

H.R. Turnhout 81423 — BTW 468.314.904
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 om 10 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72046)

**Ides Ramboer, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 112, 8810 Lichtervelde**

H.R. Oostende 34689
—

Jaarvergadering op 23 april 1999 te 14 uur, op de maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (72047)

**Safra, naamloze vennootschap
Nijverheidslaan 213, 9250 Waasmunster**

H.R. Dendermonde 30833 — BTW 415.238.291
—

De gewone algemene vergadering van de, naamloze vennootschap, Safra heeft plaats op 24 april 1999 op de maatschappelijke zetel, om 20 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van Bestuur.
2. Voorlezen en goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998.
3. Toewijzing resultaat.
4. Kwijting bestuurders.

Neerlegging aandelen op 20 april 1998 op de maatschappelijke zetel. (72048)

**Schrurs, naamloze vennootschap,
Pijpestraat 18, 8560 Wevelgem**

H.R. Kortrijk 132574 — BTW 452.656.339
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 april 1999 om 11 uur op de zetel van de vennootschap:

Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998; 2. Kwijting aan de bestuurders. Om toegelaten te worden tot de vergadering, gelieve zich te schikken naar de statuten. (72049)

**Scheepswerven Seghers, naamloze vennootschap, in vereffening,
Dr. E. Moreauxlaan 121, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 21842 — BTW 405.289.358
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op zaterdag 24 april 1999 te 10 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de Vereffenaar.
2. Bespreken en goedkeuren van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bepalen van de bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de vereffenaar voor 1998.
5. Project afsluiting vereffening.
6. Varia.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, neerlegging der titels vijf volle dagen vóór de datum van de vergadering op de zetel (artikel 22 der statuten). (72050)

**Ondernemingen Seghers-Setisol, naamloze vennootschap,
Leurshoek 95, 9120 Beveren**

H.R. Sint-Niklaas 36019 — BTW 417.469.192
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 april 1999 te 10.00 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

Om tot de algemene vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders zich te schikken naar artikel achttien van de statuten. (72051)

**Simons-Schrey, naamloze vennootschap,
Deuzeldlaan 204, 2900 Schoten**

H.R. Antwerpen 141650 — BTW 403.741.120

Algemene vergadering op 24 april 1999 om 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Jaarverslag en verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Benoeming van de raad van bestuur. (72052)

**Sofranim, naamloze vennootschap,
Berkenlaan 14, 9971 Kaprijke**

H.R. Gent 59766 — BTW 400.063.929

Jaarvergadering op 24 april 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekeningen. 3. Aanwending resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (72053)

**Stappaerts Management, commanditaire vennootschap op aandelen,
Boomsesteenweg 30, 2627 Schelle**

H.R. Antwerpen 328590 — BTW 462.982.285

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen van raad van bestuur en commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders en aan de commissaris-revisor.
5. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72054)

**Stevimmo, naamloze vennootschap,
Industrielaan 12 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 87780 — NN 413.479.920

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 10 uur, ten zetel van de vennootschap.

Dagorde :

1. Bespreking jaarrekening per 31 december 1998.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Kwijting bestuurders.
4. Benoemingen.
5. Bezoldigingen.
6. Diverse. (72055)

**Stoellux, naamloze vennootschap,
Langedonkstraat 3, 9910 Knesselare**

H.R. Gent 111490 — BTW 412.600.782

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 april 1999 om 14 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag bestuursraad. 3. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen - ontslagen. 7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (72056)

**Jean en Hubert Destrooper, naamloze vennootschap,
Gravestraat 4, 8647 Lo-Reninge**

H.R. Veurne 30365

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72057)

**Tevabo, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap, in vereffening,
Vrijheidslaan 3, 9000 Gent**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Gent, nr. 354
NN 440.261.620

Jaarvergadering op 24 april 1999 te 11 uur op de zetel. — Agenda :
1. Verslag van de vereffenaar; 2. Goedkeuring jaarrekening per 31.12.1998; 3. Bestemming van het resultaat; 4. Kwijting aan de vereffenaar en goedkeuring van zijn vergoeding; 5. Ontslagen en benoemingen; 6. Allerlei.

De vereffenaar. (72058)

**Oude Etablissements Textilac, naamloze vennootschap
Puitvoetstraat 5, 9100 Sint-Niklaas**

H.R. Sint-Niklaas 53124 — BTW 405.064.575

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen op 24 april 1999 om 14 uur op de zetel van de vennootschap, met volgende agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Kwijting.
4. Bezoldigingen.
5. Rondvraag.

De raad van bestuur.

**Huis Traen-Coucke, naamloze vennootschap,
Pathoekeweg 25A, Brugge**

H.R. Brugge 1053 — BTW 405.144.848

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 24 april 1999 te 10 uur, ter maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Tegenstrijdige belangen. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekening 31 december 1998. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Benoemingen-Ontslagen. 7. Diversen. De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (72060)

**Huis Herman Verleye en zonen, naamloze vennootschap,
Kaaistraat 21, 9900 Eeklo**

H.R. Gent 76516 — BTW 401.057.881

De aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 25 april 1999 om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur over het boekjaar 1998.
2. Bespreking van de jaarrekening.
3. Goedkeuring van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Varia.
De aandeelhouders dienen zich te gedragen naar de statuten. (72061)

**Vermebo, naamloze vennootschap,
Jozef Vermaesenplein 1, 1840 Malderen**

H.R. Brussel 491269

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op vrijdag 23 april 1999 te 16 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (72062)

**Vocalor, naamloze vennootschap,
Kannunik Peetersstraat 80, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 115674

De gewone algemene vergadering der aandeelhouders zal gehouden worden op 23 april 1999 te 15 uur op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen raad van bestuur en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekeningen per 31 december 1998.
3. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
4. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de voorschriften van de statuten. (72063)

**Wanzele G., naamloze vennootschap,
Biezeweg 7, 9230 Wetteren**

H.R. Dendermonde 43317 — BTW 436.966.786

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 april 1999 te 14.00 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72064)

**Westerse Immobiliën Maatschappij, naamloze vennootschap,
Elverdingestraat 11, 8900 Ieper**

H.R. Ieper 25913 — BTW 413.947.993

De gewone algemene vergadering zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 24 april 1999 te 15 uur. Agenda : 1. Behandeling van de jaarrekening; 2. Goedkeuring van de jaarrekening; 3. Kwijting aan bestuurders; 4. Ontslag en benoeming bestuurders; 5. Diverse.

Zich schikken naar de statuten. (72065)

**White Reizen, naamloze vennootschap,
Ed. Jaminéstraat 1, 3700 Tongeren**

H.R. Tongeren 49013 — BTW 417.719.414

Bijeenroeping jaarvergadering van 24 april 1999 te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Rondvraag.

Zich schikken naar de statutaire verplichtingen. (72066)

**Wymex, naamloze vennootschap,
Broekweg 4, 8310 Brugge**

H.R. Brugge 83000

De aandeelhouders worden verzocht aanwezig te zijn op de algemene vergadering van aandeelhouders die doorgaat op 24 april 1999 om 14.30 uur in de maatschappelijke zetel van de vennootschap, om te beraadslagen over volgende dagorde :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998
2. Toewijzing van het resultaat
3. Ontlasting te verlenen aan de bestuurders
4. Diversen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (72067)

Administration publiques et Enseignement technique

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Ichtegem

Het college van burgemeester en schepenen van Ichtegem maakt bekend dat een betrekking van adjunct-commissaris van politie vacant is.

Inlichtingen betreffende de aanwervingsvoorwaarden en bijkomende informatie zijn te bekomen op het gemeentesecretariaat, tijdens de diensturen (tel. 059/29 97 70).

De eigenhandig geschreven kandidaturen moeten bij een ter post aangetekend schrijven gericht worden aan het college van burgemeester en schepenen, Eernegem-markt 1, te 8480 Ichtegem, en toekomen uiterlijk op 30 april 1999, vergezeld van de volgende bewijsstukken :

- een uitvoerig *curriculum vitae* met omschrijving van de etappes van de carrière;
- een afschrift van de geboorteakte van de kandidaat op zegel;
- een bewijs van goed zedelijk gedrag + nationaliteit dat niet ouder mag zijn dan drie maanden;
- een militiegetuigschrift voor de mannelijke kandidaten;
- eventuele bewijzen van voorkeurrechten;
- een voor eensluidend verklaard afschrift van het vereiste diploma of getuigschrift. (7792)

Gemeente Willebroek

Het gemeentebestuur van Willebroek gaat over tot het aanleggen van een wervingsreserve voor volgende betrekkingen :

- controleur der werken in het statutair personeelskader;
- administratief medewerker bibliotheek in het statutair personeelskader;
- administratief medewerker bibliotheek in het kader van de gesubsidieerde contractuelen.

Kandidaturen, samen met de vereiste bewijsstukken, dienen vóór 15 mei 1999 gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, A. Van Landeghemstraat 99, 2830 Willebroek.

Inlichtingen te bekomen op de personeelsdienst (03/860 03 65 - 03/860 03 67 - 03/860 03 21). (7793)

Gemeente Sint-Katelijne-Waver

Het gemeentebestuur van Sint-Katelijne-Waver biedt aan : twee betrekkingen voor schoonmakers niveau E1-E2, waarvan één betrekking in een 19/38° regime en één betrekking in een 21/38° regime.

Het betreft contractuele betrekkingen van onbepaalde duur.

Er zijn geen speciale diplomaveristen.

Het bezitten van ervaring en een rijbewijs B is een pluspunt.

De kandidaatstelling, begeleid door een *curriculum vitae* en een bewijs van goed gedrag en zeden, wordt verwacht per aangetekend schrijven aan het college van burgemeester en schepenen, Markt 1, te 2860 Sint-Katelijne-Waver, of afgegeven op de personeelsdienst van het gemeentehuis, tegen ontvangstbewijs.

De afsluitingsdatum is dinsdag 27 april 1999, om 20 uur. (7794)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Meise

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Meise richt een aanwervingsexamen in met een werfreserve van twee jaar voor de volgende functies (m/v) :

1 voltijds maatschappelijk assistent(e) B1-B2 in contractueel verband.

Vereist diploma : diploma van maatschappelijk assistent(e) of gelijkgesteld;

1 voltijds keukenhelpster E1-E2-E3 in vast verband.

Vereist diploma : geen.

2 voltijdse bejaardenhelp(er)ster C1-C2 in contractueel verband.

Vereist diploma : een attest afgeleverd door de bevoegde minister of staatssecretaris;

1 halftijdse verpleegkundige C3-C4 in contractueel verband.

Vereist diploma : diploma A2;

1 voltijds technisch beambte (schoonmaak) E1-E2 in contractueel verband.

Vereist diploma : geen;

1 halftijdse technische beambte (schoonmaak) E1-E2 in contractueel verband.

Vereist diploma : geen.

De kandidaturen, met *curriculum vitae* en een gewone fotokopie van het diploma, dienen gericht aan de O.C.M.W.-voorzitter, Paul Cleynhens, Godshuisstraat 33, 1861 Meise, bij aangetekend schrijven, uiterlijk tegen 30 april 1999.

De algemene voorwaarden en het examenprogramma voor de verschillende functies kunnen bekomen worden op het secretariaat van het O.C.M.W., tel. 02/269 18 82, fax 02/270 18 85. (7795)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Vorst

Vergelijkend examen van adviseur (A6) in voltijds statutair verband.

Overeenkomstig artikel 21, § 7, van de wet op het taalgebruik in administratieve aangelegenheden, gecoördineerd op 18 juli 1966, is het examen uitsluitend voorbehouden aan kandidaten van de Nederlandse taalrol.

Diplomavorwaarden :

— hetzij één van de diploma's of getuigschriften in aanmerking genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau 1 in de diensten van het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten;

— bovendien een diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van de leergangen in administratieve wetenschappen;

— het diploma of getuigschrift uitgereikt na het eindigen van een volledige cyclus van de leergangen in administratieve wetenschappen wordt niet vereist van de kandidaten die houder zijn van één van de volgende diploma's :

- doctor of licentiaat in de wetenschappen;
- licentiaat in de bestuurswetenschappen;
- licentiaat in het notariaat;
- licentiaat on de politieke wetenschappen;
- licentiaat in de sociale wetenschappen of sociologie;
- licentiaat in de economische wetenschappen;
- licentiaat in de handelswetenschappen;

- gediplomeerde na een cyclus van vijf jaren van de afdeling administratieve wetenschappen van het Instituut Cooremans, van het Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen of het Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen;

- worden eveneens vrijgesteld van hetzelfde diploma of getuigschrift, de kandidaten die houder zijn van een diploma of getuigschrift in aanmerking genomen voor het toetreden tot een betrekking van niveau 1 in de diensten van het Rijk, de Gemeenschappen en de Gewesten, op voorwaarde dat het diploma of getuigschrift werd uitgereikt na het beëindigen van studies die minstens 60 uren publiek, administratief en/of burgerlijk recht omvat.

Bijzondere aanwervingsvoorwaarden :

- houder zijn van het diploma Master in Public Management;
- in het bezit zijn van het taalbrevet niveau 1 op het ogenblik van de inschrijving;
- minstens twee jaar professionele ervaring binnen een O.C.M.W. op het ogenblik van de inschrijving.

De candidaturen gericht aan de voorzitter van het O.C.M.W., Jean Baptiste Vanpéstraat 50, 1190 Vorst, dienen bij aangetekend schrijven ter post te worden neergelegd, uiterlijk op 22 april 1999 (poststempel geldt als bewijs).

De gedetailleerde aanwervingsvoorwaarden kunnen opgevraagd worden bij de personeeldienst (tel. 02/376 51 00). (7796)

Centre public d'aide sociale de Forest

Concours de recrutement du conseiller (A6) statutaire et à temps plein.

En application de l'article 21, § 7, de la loi sur l'emploi des langues en matières administratives, coordonnées le 18 juillet 1966, l'examen est réservé aux candidats du rôle linguistique néerlandophone.

Conditions de diplôme et certificats :

- la possession d'un des diplômes ou certificats pris en considération pour le recrutement aux emplois du niveau 1 dans les services de l'Etat, des Communautés et des Régions;
- et de plus un diplôme ou certificat délivré à l'issue d'un cycle complet de cours et de sciences administratives, conforme au programme minimal fixé par la Roi;

— sont dispensés de la prestation du diplôme ou du certificat délivré à l'issue d'un cycle complet de cours de sciences administratives, les candidats porteurs d'un des diplômes suivants :

- docteur ou licencié en droit;
- licencié en sciences administratives;
- licencié en notariat;
- licencié en sciences politiques;
- licencié en sciences sociales ou sociologie;
- licencié en sciences économiques;
- licencié en sciences commerciales;
- diplôme délivré après un cycle de cinq ans dans la section des sciences administratives d'enseignement supérieur Lucien Cooremans, Hoger Instituut voor Bestuurs- en Handelswetenschappen, Provinciaal Hoger Instituut voor Bestuurswetenschappen;

— sont également dispensés du même diplôme ou certificat, les candidats porteurs d'un diplôme ou certificat pris en considération pour l'admission aux emplois du niveau 1 dans les services de l'Etat, des Communautés et Régions, pour autant que ce titre ait été délivré au terme d'études comportant au moins 60 heures de droit public, administratif et ou civil.

Conditions spécifiques de recrutement :

- être détenteur du diplôme de Maîtrise en management public;
- être en possession du brevet linguistique niveau 1 au moment de l'inscription;
- avoir, au moment de l'inscription, au moins deux ans d'expérience professionnelle dans un C.P.A.S.

Les candidatures, adressées au président du C.P.A.S., 1190 Forest, rue Jean Baptiste Vanpé 50, doivent être déposées à la poste au plus tard le 5 mai 1999 (cachet postal vaut comme preuve).

Les conditions de recrutement détaillées peuvent être obtenues auprès du service du personnel (tel. 02/376 51 00). (7796)

Universiteit Antwerpen

De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacantverklaring van :

Departement wiskunde en informatica :

een voltijds ambt in het zelfstandig, academisch personeel (docent of hoofddocent), omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in de « methoden en technieken voor de ontwikkeling van programmatuur » (Software Engineering), met volgende opdrachten :

— het verzorgen van onderwijs — als een mengeling van theorie, praktijk en projecten — waarbij verschillende aspecten aan bod dienen te komen, zoals fundamentele concepten uit de informatietheorie, eigenschappen van informaticasystemen, verschillende benaderingen van systeemontwikkeling, planningstechnieken, basisconcepten voor het beheren van projecten, projectcontrole, workflows, projet scheduling, enz., evenals instaan voor de organisatie en verdere uitbouw van het practicum « programmeren » i.s.m. collega's;

— het verrichten van onderzoek, op internationaal niveau, in één of meerdere van voornoemde specialisaties;

— als softwarespecialist, bijdragen tot het onderhouden van contacten met de industrie en derden.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen, wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 28 mei 1999.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hoger vermelde directie, tel. UIA : 03/820 20 18.

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. D. Janssens, tel. 03/820 24 05. (7797)

De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacantverklaring van :

Departement rechten :

een tijdelijk (tot 30.09.2004) deeltijds ambt in het zelfstandig personeel (docent of hoofddocent), omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening ten belope van 20 % van een voltijdse opdracht, die, wat het onderwijs betreft, het volgende opleidingsonderdeel omvat :

— grondige studie handels-, economisch en financieel recht (Europees mededingingsrecht) (60 u.).

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen, wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 28 mei 1999.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hoger vermelde directie, tel. UIA : 03/820 20 18.

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. A. Van Oevelen, tel. 03/820 29 32. (7798)

De rector deelt mede dat er wordt overgegaan tot de vacant-verklaring van :

Departement biologie :

een voltijds ambt in het zelfstandig academisch personeel (docent of hoofddocent), omvattende een opdracht van onderwijs, onderzoek en wetenschappelijke dienstverlening in de ecologie/plantenecologie, met volgende opdrachten :

— inzake onderwijs : het onderwijs in de ecologie, plantenecologie en aanverwante vakgebieden :

- algemene ecologie (30 u. T);
- plantenecologie (30 u. T, 45 u. P);
- plantenecofysiologie (15 u. T, 15 u. D);
- fysische en fysiologische limieten van plantenproductie (30 u. D);
- bio-energie en milieu (30 u. D);
- ecologie (30 u. T);

— inzake onderzoek : leiding geven aan onderzoek in het domein van de ecologie/plantenecologie (incl. interacties klimaatsveranderingen en terrestrische, niet-aquatische ecosystemen) en het verwerven van onderzoeksprojecten in deze discipline;

— inzake dienstverlening : opnemen van verantwoordelijke functies binnen het departement biologie, binnen de UIA en binnen de UA;

— inzake wetenschappelijke dienstverlening : contractonderzoek met Vlaamse, Federale en Europese overheden.

Kandidatuurstelling :

Om zich kandidaat te stellen, wordt men verzocht gebruik te maken van de verplichte sollicitatieformulieren en deze aangetekend of persoonlijk over te maken aan de Universitaire Instelling Antwerpen, Directie Personeel, Universiteitsplein 1, 2610 Antwerpen, vóór 28 mei 1999.

Bedoelde formulieren kan men aanvragen bij hoger vermelde directie, tel. UIA : 03/820 20 18.

Bijkomende inlichtingen :

Bijkomende inlichtingen kunnen bekomen worden bij de voorzitter van het departement : prof. H. Van Onckelen, tel. 03/820 22 67. (7799)

Universitair Ziekenhuis Gent

Het Universitair Ziekenhuis Gent is één van de belangrijkste verzorgingsinstellingen van België.

Als openbare instelling van de Vlaamse Gemeenschap paren we traditie aan innovatie, combineren we professionalisme met uitstraling.

Daarvoor zorgen meer dan 3 000 enthousiaste, gekwalificeerde medewerkers : medici, paramedici en verpleegkundigen, maar ook universitair geschoolden in andere disciplines, administratief en technisch personeel.

Het U.Z.-Gent organiseert binnenkort vergelijkende aanwervingsselecties voor de hiernavermelde medische functies in vast dienstverband als voltijds adjunct-kliniekhoofd (13 betrekkingen) bij de hiernavermelde afdelingen :

- Reumatologie (1);
- Radiotherapie en kerngeneeskunde (1);
- Orthopedie, fysische geneeskunde en revalidatie (1);
- Vrouwenziekten (afd. gynaecologie en infertilititeit) (1);
- Radiologie en medische beeldvorming :
 - Hoofd en hals, neuroradiologie (1);
 - Pediatrie radiologie (1);
 - 50 % radiologie en 50 % centrale dienst voor ultrasonografie (1);
- Intensieve zorgen (1);
- Mond-, tand- en kaakziekten :
 - Centrum voor bijzondere tandheelkunde (1);
 - Afd. stomatologie en maxillo-faciale heelkunde (1);

Klinische biologie :

Afd. hematologie (1);

Afd. hormonologie (1);

Hoofd- en halschirurgie (1).

Het U.Z.-Gent organiseert binnenkort vergelijkende aanwervingsselecties voor de hiernavermelde medische functies in contractueel dienstverband als voltijds resident (16 betrekkingen) bij de hiernavermelde afdelingen :

- Medische genetica (1);
- Radiologie en medische beeldvorming (1);
- Medische oncologie (2);
- Neurochirurgie (1);
- Anesthesie (3);
- Centrale dienst voor ultrasonografie (1);
- Psychiatrie (1);
- Kinderziekten (1);
- Hart- en vaatziekten (4);
- Hartchirurgie (1).

Het U.Z.-Gent organiseert binnenkort een vergelijkende aanwervingsselectie voor de hiernavermelde medische functie in contractueel of vast dienstverband als voltijds resident of adjunct-kliniekhoofd (1 betrekking) bij de afdeling :

Kinderziekten (1).

De inschrijvingsformulieren en alle verdere inlichtingen zijn te verkrijgen bij de afdeling personeel van het U.Z.-Gent : De Pintelaan 185, te 9000 Gent (tel. 09/240 41 22, fax 09/240 38 15, e-mail afdeling.personeel@uzgent.be).

Uiterste inschrijvingsdatum maandag 10 mei 1999 (16 uur). (7800)

Province de Namur

—

Constitution d'une réserve de recrutement au grade d'agent technique (responsable d'une équipe technique).

Descriptif de la fonction.

Assurer la surveillance technique, le suivi des travaux, le planning des travaux courants d'entretien à réaliser sur un site provincial et la responsabilité de l'équipe des ouvriers occupés sur ce site.

Conditions générales d'accès :

Etre belge ou ressortissant d'un autre Etat membre de la Communauté européenne;

être de conduite irréprochable;

jouir de ses droits civils et politiques;

pour les candidats masculins : satisfaire aux lois sur la milice.

Conditions particulières :

être titulaire d'un diplôme d'école ou de cours techniques secondaires supérieurs en rapport avec la fonction à exercer.

L'examen organisé par la députation permanente comporte :

une épreuve écrite portant sur les connaissances théoriques (minimum requis : 60 %);

une interview permettant de cerner la personnalité des candidats, leur motivation, leur cursus et leur aptitude par rapport à la fonction à exercer (minimum requis : 60 %).

Candidatures :

A adresser à M. le greffier provincial, service du personnel provincial, place Saint-Aubain 2, à 5000 Namur, par pli recommandé déposé à la poste au plus tard le 30 avril 1999.

Une copie du titre d'études et un *curriculum vitae* détaillé devront impérativement être joints à la candidature. (7801)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**
**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton de Couvin

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Couvin du 29 mars 1999, la nommée Leurquin, Gilberte, née à Chimay le 13 juillet 1926, domiciliée à 5670 Nismes, rue des Mûriers 6, mais résidant actuellement à 5670 Nismes, rue Ainseveau 44, au Home Le Repos des Vallées, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Bénédicte Vanolst, avocat, à 5600 Philippeville, rue de la Gendarmerie 13.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) D. Dusenne. (62364)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Couvin du 29 mars 1999, le nommé Ooghe, Jean, né à Saint-Remy le 19 septembre 1923, domicilié à 5670 Nismes, rue des Mûriers 6, mais résidant actuellement à 5670 Nismes, rue Ainseveau 44, au Home Le Repos des Vallées, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Bénédicte Vanolst, avocat, à 5600 Philippeville, rue de la Gendarmerie 13.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint, (signé) D. Dusenne. (62365)

Justice de paix du canton de Grâce-Hollogne

Suite à la requête déposée le 25 février 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, rendue le 12 mars 1999, Mme Wathelet, Léontine, née à Seraing le 8 février 1919, domiciliée place des Verriers 12/74, à 4100 Seraing, résidant à la « Résidence Lambert Wathieu », rue Sualem 19, à 4101 Jemeppe-sur-Meuse, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Wathelet, Georges, contre-maître, domicilié rue du Maréchal Foch 55, à 4480 Engis.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Dosseray, Simon. (62366)

Justice de paix du canton de Grivegnée

Suite à la requête déposée le 23 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grivegnée (Liège), rendue le 31 mars 1999, Mme Brahy, Juliette, née le 12 janvier 1920, veuve, domiciliée Au Long Pré 67, à 4053 Embourg, résidant à la maison de repos « Françoise Schervier » Notre-Dame des Pauvres, rue J. Brel 6, à 4053 Embourg, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Scheirlinck, Jean-Marie, domicilié Au Long Pré 67, à 4053 Embourg.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (62367)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 16 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy, rendue le 7 avril 1999, M. Pradales, Anton, né à Sesto (Espagne) le 16 août 1928, Résidence de l'Île, avenue Delchambre 5, à 4500 Huy, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Danloy, Géraldine, avocat, dont les bureaux sont établis rue des Bons Enfants 31, à 4500 Huy.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) L. Gendebien. (62368)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Namur, en date du 6 avril 1999, la nommée Filée, Francine, née à Rotterdam (Hollande) le 3 janvier 1918, domiciliée à 5101 Loyers, rue de Limoy 70, résidant à 5100 Jambes, rue Verte 27, Résidence Saint-Antoine, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Philippe, Chantal, institutrice, domiciliée à 5101 Loyers, rue de Limoy 70.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (62369)

Justice de paix du canton de Quevaucamps

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Quevaucamps du 6 avril 1999, le nommé Lemaire, Roger, né à Basècles le 3 mai 1930, domicilié à 7971 Basècles, rue des Déportés 144, se trouvant actuellement à la Clinique de Péruwelz, rue des Chauffours 7, a été déclaré incapable de gérer ses biens partiellement et définitivement et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Alexandre Hanard, avocat, domicilié à 7640 Antoing, avenue de l'Europe 2, requête déposée le 11 mars 1999.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M. Gossuin. (62370)

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du vingt-quatre mars mil neuf cent nonante-neuf, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Ponsart, avocat à 6000 Charleroi, rue du Parc 27, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de Mme Antonietta D'Onofrio, née à Pescara (Italie) le dix-sept janvier mil neuf cent vingt-trois, domiciliée à 4200 Seraing, rue des Trixhes 214, mais résidant actuellement à 7160 Chapelle-lez-Herlaimont, avenue Reine Astrid 77, cette dernière étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Desombereg. (62371)

Par ordonnance du vingt-trois mars mil neuf cent nonante-neuf, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Ponsart, avocat à 6000 Charleroi, rue du Parc 27, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de Mme Andrée Cirquin, née le vingt-six juin mil neuf cent quarante et un, domiciliée à Villers-la-Ville, rue Baudoux 15, mais se trouvant actuellement au Centre psychiatrique Saint-Bernard, rue Jules Empain 43, à Manage, cette dernière étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Desomberg. (62372)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies, en date du 1^{er} avril 1999, sur requête déposée au greffe le 24 mars 1999, la nommée Crabbe, Fabienne, née le 3 février 1957, domiciliée à 7060 Soignies, chaussée de Braine 70, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Agnès Pierard, avocat, à 7060 Soignies, chemin du Tour 36.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Anne-Marie Godart. (62373)

Justice de paix du canton de Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du trente et un mars mil neuf cent nonante-neuf, Mme Massart, Marie, née le 13 mai 1911, domiciliée à 4983 Trois-Ponts, rue de Huy 48, se trouvant actuellement à la maison de repos et de soins Philippe Wathélet, Borgoumont 103, à 4987 La Gleize, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Françoise Gathoye, avocat, avenue F. Nicolay 18a, à 4970 Stavelot.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Breuer, Ivan. (62374)

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du trente et un mars mil neuf cent nonante-neuf, Mme Hadam, Eugénie, née à Kettwig (Allemagne) le 28 juillet 1923, domiciliée à 4800 Verviers, rue des Chapeliers 86, se trouvant actuellement au CHS « l'Accueil », rue du Doyard 15, à 4990 Lierneux, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Jean Jungling, avocat, à 4800 Verviers, rue des Minières 15.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Breuer, Ivan. (62375)

Justice de paix du canton de Wavre

Par ordonnance du juge de paix du canton de Wavre, en date du 1^{er} avril 1999, la nommée Detroyer, Yvonne, née à Etterbeek le 29 janvier 1917, résidant actuellement au Centre William Lennox, 1340 Ottignies, domiciliée à 1330 Rixensart, avenue de Mérode 55, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Hensmans, François, géomètre expert, domicilié à Rixensart, avenue des Acacias 18.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) V. Smekens. (62376)

Vrederegerecht van het zesde kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Antwerpen, verleend op 25 maart 1999, werd Van Vyve, Johnny, verblijvende te 2018 Antwerpen, Haantjeslei 159, bus 0, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Vyve, Médard, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Delftstraat 3.

Antwerpen, 25 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Van Hoeylandt, Carlos. (62377)

Vrederegerecht van het kanton Berchem-Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, verleend op 7 april 1999, werd Goetbloet, Hubertine, geboren te Antwerpen op 25 juni 1908, ongehuwd, wonende en verblijvende in de instelling R.V.T. Sint-Maria, Vredestraat 93, te 2600 Berchem (Antwerpen), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Christel Peeters, advocaat, kantoorhoudende te 2000 Antwerpen, Kapucinessenstraat 19.

Berchem (Antwerpen), 7 april 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Jaspers, Arthur. (62378)

Bij beschikking van de vrederechter in het gerechtelijk kanton Berchem-Antwerpen, verleend op 7 april 1999, werd Van Herck, Maria, van Belgische nationaliteit, geboren te Antwerpen op 28 juli 1902, weduwe van Hyeronimus Warrens, verblijvende in het Rust- en Verzorgingstehuis Cleo, Van Vaerenberghstraat 31, te 2600 Berchem (Antwerpen), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder, haar nicht : Van Herck, Marie-Louise, geboren te Ekeren op 18 juni 1954, wonende te Berchem (Antwerpen), Jan Moorkensstraat 60.

Berchem (Antwerpen), 7 april 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Jaspers, Arthur. (62379)

Vrederegerecht van het kanton Beringen

Bij beschikking van Mevr. de vrederechter van het kanton Beringen, Mevr. Huysmans, Chris, verleend op eenendertig maart negentienhonderd negenennegentig, werd Mevr. Rutten, Maria Theresia Jeanne, geboren te Helchteren op 18 november 1918, verblijvende te 3550 Heusden (Zolder), Bejaarden centrum De Bloemelingen, Ringlaan 42-44, gedomicilieerd te 3550 Heusden (Zolder), Struikenstraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Caers, Karel, advocaat, kantoorhoudende te 3580 Beringen, Scheigoorstraat 5.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Basteyns, J. (62380)

Vrederegerecht van het kanton Bilzen

Beschikking d.d. 29 maart 1999 :

verklaart Mouha, Anna-Maria, geboren te Membruggen op 31 mei 1918, wonende te 3700 Tongeren, Maastrichtersteenweg 119, opgenomen in de instelling Medisch Centrum Sint-Jozef, Abdijstraat 2, te 3740 Bilzen, niet in staat zelf is haar goederen te beheren ;

voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Peters, Edouard, technisch beambte, wonende te 3700 Tongeren, Maastrichtersteenweg 119.

Bilzen, 30 maart 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Noben, Jean. (62381)

Vrederecht van het kanton Bree

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Bree, gewezen op 1 april 1999, inzake R.V. nr. 99B07, werd Hunerbein, Wim Stefan Theo, geboren te Genk op 6 februari 1981, wonende te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Tijnstraat 9, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Hunerbein, Rudolf Bernhard, mechaniker, geboren te Zonhoven op 5 augustus 1954, wonende te 3670 Meeuwen-Gruitrode, Tijnstraat 9.

Bree, 6 april 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) C. Thys. (62382)

Vrederecht van het kanton Dendermonde

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Dendermonde, verleend op 6 april 1999, werd Verhofstadt, Maria, geboren te Schoonaarde op 22 januari 1913, wonende te 9200 Dendermonde, steenweg van Aalst 110 (Rusthuis Kasteelhof), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mertens, Lisette, wonende te 9200 Dendermonde, Lindestraat 56.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 11 maart 1999.

Dendermonde, 6 april 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Van den Eeckhaut, Hugo. (62383)

Vrederecht van het derde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 23 maart 1999, werd Haentjes, Elisabeth, geboren te Commentry (Frankrijk) op 1 januari 1916, wonende te 9000 Gent, Tichelrei 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van den Meersschaut, Daniëlle, wonende te 9050 Gent, E. Hielstraat 100.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 10 februari 1999.

Gent, 7 april 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (62384)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 29 maart 1999, werd Van den Meersschaut, Georges, geboren te Merelbeke op 22 augustus 1914, wonende te 9000 Gent, Tichelrei 1, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. De Busscher, Martine, advocaat, te 9920 Lovendegem, Molendreef 79.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 23 maart 1999.

Gent, 7 april 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (62385)

Bij beschikking van de vrederechter van het derde kanton Gent, verleend op 23 maart 1999, werd Romanowa, Marya, wonende te 9940 Sleidinge, Hooiwege 1, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. De Busscher, Martine, advocaat, te 9920 Lovendegem, Molendreef 79.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 februari 1999.

Gent, 7 april 1999.

De eerstaanwezend adjunct-griffier, (get.) Verspeet, Magda. (62386)

Vrederecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 2 april 1999, gewezen op verzoekschrift, verklaart Nenzl, Maria, wonende te Zonhoven, Molenweg 123, niet in staat haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopige bewindvoerders : Blockken, Georges, Berkenenstraat 60, te Zonhoven, en Blockken, Magda, Waardstraat 53, te Zonhoven, dochter en zoon van betrokkene.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (62387)

Vrederecht van het eerste kanton Kortrijk

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Kortrijk, verleend op 29 maart 1999, werd de heer Vandenbroucke, Wouter, geboren te Kortrijk op 25 november 1970, ongehuwd, wonende te 8501 Bissegem, Koningin Astridlaan 38, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en werd de heer Vandenbroucke, Herman, wonende te 8501 Bissegem, Bissegemsestraat 200, aangesteld als voorlopige bewindvoerder.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de griffier, (get.) G. Lambrecht. (62388)

Vrederecht van het kanton Leuven-1

Beschikking d.d. 26 maart 1999 :

Verklaart Kenis, Johanna, geboren te Mortsel op 25 december 1951, invalide, wonende te 1150 Sint-Pieters-Woluwe, Don Boscolaan 5, doch verblijvende te 3070 Kortenberg, U.C. Sint-Jozef V.Z.W., Leuvensesteenweg 517, niet in staat zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Leuven, 7 april 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Cockx, Herman. (62389)

Beschikking d.d. 26 maart 1999 :

Verklaart Van Hoof, Constantijn Michel, geboren te Elisabethstad (Congo) op 9 mei 1958, gehuwd, wonende te 3900 Overpelt, Dorpsstraat 178, doch verblijvende te 3000 Leuven, U.Z. Gasthuisberg, Herestraat 49, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Van Hoof, Theodoor Jozef Anthoon Corneel, geboren te Overpelt op 2 maart 1930, gepensioneerde, wonende te 3900 Overpelt, Lindelsebaan 276.

Leuven, 7 april 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Cockx, Herman. (62390)

Beschikking d.d. 26 maart 1999 :

Verklaart Vandersloten, Klaas Ludo Hilde, geboren te Bonheiden op 12 juni 1978, werkzoekende, wonende te 3000 Leuven, Brusselsesteenweg 143, doch verblijvende te 3070 Kortenberg, U.C. Sint-Jozef V.Z.W., Leuvensesteenweg 517, niet in staat zelf zijn goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Beelen, Robert, geboren te Tienen op 28 april 1953, advocaat, kantoorhoudende te 3000 Leuven, Justus Lipsiusstraat 20A.

Leuven, 7 april 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Cockx, Herman. (62391)

Vrederecht van het kanton Neerpelt

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Neerpelt, verleend op 30 maart 1999, werd Mertens, Martine, geboren te Diest op 5 juli 1979, verblijvende en gedomicilieerd te 3990 Wijchmaal, Sint-Elisabethlaan 20, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Stijnen, Mia, bediende, Processieweg 11, 3980 Tessengerlo.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Jan Peeters. (62392)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Neufchâteau

Suite à la requête déposée le 24 mars 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Neufchâteau, rendue le 2 avril 1999, a été levée la mesure d'administration provisoire prise par ordonnance du 8 septembre 1998 et publiée au *Moniteur belge* du 24 septembre 1998, à l'égard de Mme Dechambre, Onéa, née le 31 mars 1911, domiciliée au Home Hermann, rue du Home 44, à 6870 Saint-Hubert, cette personne étant décédée à Saint-Hubert le 24 mars 1999, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir: Mme Schleich, Evelyne, née le 7 mai 1955 à Tournai, docteur en médecine, domiciliée rue de la Paix 43, à 6870 Saint-Hubert.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Gouviene, José. (62393)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par l'ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 23 mars 1999, il a été mis fin au mandat de Mme Piron, Mireille, domiciliée chaussée de Louvain 67/5, 1300 Wavre, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. L'Hoost, Armand, né à Jodoigne le 13 septembre 1962, résidant actuellement au Centre hospitalier Jean Titeca, rue de la Luzerne 11, à 1030 Bruxelles.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée à savoir: Me Hubain, Pascal, avocat, domicilié avenue Brigade Piron 52/1, 1080 Bruxelles.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (62394)

Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, siégeant en chambre du conseil, Me Van Drooghenbroeck, Françoise, avocat, dont le cabinet est sis à 6000 Charleroi, boulevard de Fontaine 11, bte 17, a été désignée en qualité d'administratrice provisoire des biens de: Balty, Monique, née le 7 août 1939, domiciliée à 6060 Gilly, rue de la Ceinture 34, incapable de gérer ses biens, en remplacement de Me Mathieu, Philippe, avocat dont le cabinet est sis à 6000 Charleroi, boulevard Audent 25.

Charleroi, le 7 avril 1999.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Franz Balle-riaux. (62395)

Justice de paix du canton de La Louvière

Par ordonnance du juge de paix du canton de La Louvière, en date du 31 mars 1999, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire, ce, en remplacement de Me Pascal Boulvin, désigné jadis, Me Pollaert, avocate, rue Milcamps 24, 7100 La Louvière, pour Gérard, Raymond Jules, divorcé, né à Bray le 27 mars 1914, domicilié à Estinnes-au-Val, chaussée Brunehault 58, déclarée incapable par ordonnance de M. le juge de paix du canton de La Louvière, en date du 24 septembre 1996.

Pour extrait conforme: le greffier, (signé) Marie-Paule Malen-grez. (62396)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de première instance de Dinant, en date du 6 avril 1999, M. Dutranoit, Claude, domicilié à 5660 Couvin (Frasnes), rue Longue Haie 20, agissant en sa qualité de mandataire spécial de: 1. Dutranoit, François, et 2. Dutranoit, Pierre, tous deux domiciliés à 5660 Couvin (Frasnes), rue Longue Haie 20.

Et ce en vertu d'une procuration établie à Couvin le 15 mars 1999, a déclaré en langue française accepter, mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de Mme Bastin, Christine, en son vivant domiciliée à 5660 Frasnes, rue Longue Haie 20, et décédée à Roly le 23 février 1999.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente à Me Philippe Lambinet, notaire à 5660 Couvin.

(Signé) P. Lambinet, notaire. (7802)

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-567, passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 6 avril 1999, Mme Davin, Régine Roger Marie, née à Etterbeek le 9 février 1947, domiciliée à 8058 Zurich Airport (Suisse), Sair Group, ESPP/Fihdmsr/Kinshasa, a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Davin, Michel Pierre Marie Gustave, né à Etterbeek le 22 février 1946, de son vivant domicilié à Schaerbeek, avenue Jan Stobbaerts 37, et décédé le 30 mars 1999 à Woluwe-Saint-Lambert.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délais de trois mois à compter de la présente insertion à M. Pierre Paulus du Chatelet, notaire à 1330 Rixensart, rue de l'Eglise 34.

Bruxelles, le 6 avril 1999.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (7803)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le sept avril, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu:

Halfkan, Jocelyne, née à Hermalle-sous-Argenteau le 18 mars 1963, domiciliée à Liège, boulevard Hector Denis 43, agissant en nom personnel et en sa qualité de mère et tutrice légale de son enfant mineur d'âge:

Lambotte, Loic, né à Liège le 30 novembre 1995, domicilié avec sa mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu par devant M. le juge de paix du premier canton de Liège, en date du 3 mars 1999, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte;

laquelle comparante a déclaré :

accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Lambotte, Jean-Pierre, né à Namur le 20 mars 1965, de son vivant, domicilié à Liège, boulevard Hector Denis 43, et décédé le 29 janvier 1999 à Saint-Ghislain.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code Civil, la comparante déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Jean-Marie Boveroux, notaire à Roclenge-sur-Geer, place de l'Union 5.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signé) J. Diederens. (7804)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Volgens akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 7 april 1999, heeft Van Overloop, Jan Juliette Frans, geboren te Antwerpen op 15 januari 1972, wonende te 2930 Brasschaat, Bredabaan 165, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Van Overloop, Charles Roze Frans, geboren te Deurne op 14 april 1942, in leven laatst wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Deken Jozef Lensstraat 2/4, en overleden te Wuustwezel op 26 maart 1999.

Er wordt woonstkeuze gedaan ten kantore van Mr. De Roeck, André, te 2018 Antwerpen, Jan Van Rijswijklaan 6.

De schuldeisers en de legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen, binnen de drie maanden te rekenen van deze bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*, bij aangetekend bericht gericht aan de door de erfgenaam gekozen woonplaats.

Antwerpen, 7 april 1999.

De adjunct-griffier, (get.) K. Beyers. (7805)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Op 6 april 1999, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, voor ons, Marc De Vriese, e.a. adjunct-griffier van dezelfde rechtbank, is verschenen: De Brabandere, Jan, notaris, kantoorhoudende te 9820 Merelbeke, Hundelgemsesteenweg 588, handelend als gevolmachtigde van:

Çakmak, Ismail, geboren te Ankara (Turkije) op 27 januari 1965, wonende te 2060 Antwerpen, Sint-Elisabethstraat 73, handelend in de hoedanigheid van vader-voogd over de persoon en de goederen van zijn bij hem inwonende minderjarige kinderen zijnde:

Çakmak, Serap, geboren te Merksem op 15 november 1986;

Çakmak, Filiz, geboren te Merksem op 28 mei 1989;

Çakmak, Bursa, geboren te Merksem op 25 augustus 1991.

De comparant verklaart ons, handelend in zijn gezegde hoedanigheid, onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Çakir, Rahime, geboren te Ankara (Turkije) op 1 november 1968, in leven laatst wonende te 9050 Gent, Louis De Smetstraat 54, en overleden te Gent op 19 juni 1998.

Tot staving van zijn verklaring heeft de comparant ons een onderhandse volmacht overhandigd en ons een afschrift vertoond van de beslissing van de familieraad, gehouden op 16 februari 1999, onder het voorzitterschap van Hubert Mast, vrederechter van het vijfde kanton Gent, waarbij Çakmak, Ismail, gemachtigd werd om in naam van de voornoemde minderjarigen de nalatenschap van wijlen Çakir, Rahime, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving.

Hij heeft ons tevens verklaard om in deze procedure, en bij toepassing van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek, woonplaats te kiezen ter zijner studie, alwaar de schuldeisers en legatarissen zich bekend dienen te maken.

Waarvan akte, welke de comparant, na gedane lezing, met ons, e.a. adjunct-griffier, heeft ondertekend.

(Get.) J. De Brabandere; M. De Vriese. (7806)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 6 april 1999, blijkt dat Van Aenrode, Cynthia, stagiair-notaris, wonende te 3600 Genk, Oude Postbaan 15, handelende in haar hoedanigheid van gevolmachtigde van:

Maes, Paula Felicitas, gepensioneerde, geboren te Everberg op 10 maart 1929, echtgenote van de heer Janssens, Gustaaf Julien, gepensioneerde, geboren te Everberg op 25 januari 1930, wonende te 3070 Kortenberg, Minneveldstraat 109, gehuwd onder het wettelijk stelsel ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Paul Van Huffel, te Kortenberg, op 26 april 1955, en waaraan tot op heden geen wijziging werd gebracht, handelende in eigen naam,

in het Nederlands verklaard heeft de nalatenschap van wijlen Maes, Emiel Jan Felix Antoon, geboren te Antwerpen op 10 september 1925, in leven laatst wonende te 3500 Hasselt, Rederijkersstraat 49/5, en overleden te Hasselt op 15 februari 1999, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van de heer notaris Smeets, Karl, Maastrichterstraat 102, 3500 Hasselt.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opnemering in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 6 april 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) L. Petrov. (7807)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 7 april 1999, heeft Verschuere, François, geboren te Lier op 27 juni 1949, wonende te 3120 Tremelo, Grootlosestraat 33, verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Verschuere, Lodewijk, geboren te Betekom op 7 september 1929, in leven laatst wonende te 2221 Booischt, Linieberg 5, en overleden te Duffel op 26 maart 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opnemering in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Pauwels, Daniel, advocaat te 2220 Heist-op-den-Berg, Stationsstraat 13A.

Mechelen, 7 april 1999.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (7808)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Namur

Sursis provisoire

Par jugement du 1^{er} avril 1999, le tribunal de commerce de Namur a accordé le sursis provisoire à M. Tallier, Laurent, domicilié à 5001 Namur (Belgrade), rue des Balsmines 7, exerçant le commerce sous la dénomination « Ambiance Intérieur », à 5000 Namur, place Chanoine Descamps 2, R.C. Namur 58473, T.V.A. 692.250.495.

Le tribunal a désigné M. Philippe Gillet, avenue du Milieu du Monde 20, à 5000 Namur, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièce à l'appui, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, avant le 6 mai 1999.

Il sera statué le mercredi 22 septembre 1999, à 9 heures, au palais de justice de Namur, salle des audiences du tribunal de commerce de Namur, 1^{er} étage, sur l'octroi du sursis définitif.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) E. Marmagne. (7809)

Par jugement du 1^{er} avril 1999, le tribunal de commerce de Namur a accordé le sursis provisoire à la S.A. Distribution Générale, en abrégé : « DGN », dont le siège social est établi à 5000 Namur, rue de la Tour 8, R.C. Namur 55059, T.V.A. 429.799.278.

Le tribunal a désigné M. Philippe Gillet, avenue du Milieu du Monde 20, à 5000 Namur, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièce à l'appui, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, avant le 6 mai 1999.

Il sera statué le mercredi 22 septembre 1999, à 10 heures, au palais de justice de Namur, salle des audiences du tribunal de commerce de Namur, 1^{er} étage, sur l'octroi du sursis définitif.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) E. Marmagne. (7810)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 30 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van Belmar E.B.V.B.A., Broekstraat 12, 1745 Opwijk, H.R. Brussel 590864.

Rechter-commissaris : de heer Holvoet.

Curator : Mr. Mombaers, Jos, O.L.V. Broedersstraat 3, 3300 Tienen.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 5 mei 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Tielemans.

(Pro deo) (7811)

Bij vonnis d.d. 30 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van Brossart, Thierry, Boomkwekerijlaan 61, 1640 Sint-Genesius-Rode, H.R. Brussel 503149.

Rechter-commissaris : de heer Holvoet.

Curator : Mr. Mombaers, Jos, O.L.V. Broedersstraat 3, 3300 Tienen.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 5 mei 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Tielemans.

(Pro deo) (7812)

Bij vonnis d.d. 30 maart 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van Grietman, N.V., Karel Keymolenstraat 5, 1750 Lennik.

Rechter-commissaris : de heer Holvoet.

Curator : Mr. Mombaers, Jos, O.L.V. Broedersstraat 3, 3300 Tienen.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, justitiepaleis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen : op woensdag 5 mei 1999, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Tielemans.

(Pro deo) (7813)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 23 mars 1999 du tribunal de commerce de Bruxelles, la faillite de M. Luc Deneweth, demeurant à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, avenue Edmond Machtens 1/CR2, a été clôturée par manque d'actif.

Le tribunal n'a pas déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Bert Dehandschutter.

(Pro deo) (7814)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 23 maart 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de heer Luc Deneweth, wonende te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Edmond Machtenslaan 1/CR2, afgesloten bij gebrek aan actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatore, (get.) Bert Dehandschutter.

(Pro deo) (7814)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 22 juin 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes les opérations de la faillite de M. Robert Trief, avenue Georges Henri 333, à 1200 Bruxelles.

En outre, le tribunal dit que la partie faillie est excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) N. Van der Borgh. (7815)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 22 juni 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel werden de verrichtingen van het faillissement van de heer Robert Trief, Georges Henrilaan 333, te 1200 Brussel, afgesloten.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) N. Van der Borght. (7815)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} avril 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Delta Chimie, dont le siège social est établi à Laeken, rue de la Briqueterie 46, R.C. Bruxelles 375806, T.V.A. 413.018.476.

Juge-commissaire : M. Wiser.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le vendredi 30 avril 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont. (7816)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 april 1999 werd geopend verklaard, ambtshalve, het faillissement van de B.V.B.A. Delta Chimie, met maatschappelijke zetel te Laken, Steenbakkerijenlaan 46, H.R. Brussel 375806, BTW 413.018.476.

Rechter-commissaris : de heer Wiser.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, te 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op vrijdag 30 april 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont. (7816)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 mars 1999 de la sixième chambre, salle B, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.A. Levan, dont le siège social est établi à 1200 Bruxelles, rue Saint Lambert 202/109, T.V.A. 450.068.914, et dit que la partie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Georges-Albert Dal.

(Pro deo) (7817)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 25 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, zesde kamer, zaal B, afgesloten, wegens gebrek aan activa, het faillissement van de N.V. Levan, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, Sint-Lambertstraat 202/109, BTW 450.068.914, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Georges-Albert Dal.

(Pro deo) (7817)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 mars 1999 de la sixième chambre, salle B, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Snack Miramare, dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, rue Van Lint 81, T.V.A. 462.334.266, et dit que la partie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Georges-Albert Dal.

(Pro deo) (7818)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 25 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, zesde kamer, zaal B, afgesloten, wegens gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Snack Miramare, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Van Lintstraat 81, BTW 462.334.266, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Georges-Albert Dal.

(Pro deo) (7818)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 25 mars 1999 de la sixième chambre, salle B, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Multi-Mode, dont le siège social est établi à 1070 Bruxelles, rue Brogniez 137, T.V.A. 456.730.240, et dit que la partie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Georges-Albert Dal.

(Pro deo) (7819)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 25 maart 1999 heeft de rechtbank van koophandel, zesde kamer, zaal B, afgesloten, wegens gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Multi-Mode, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Brogniezstraat 137, BTW 456.730.240, en gezegd dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Georges-Albert Dal.

(Pro deo) (7819)

Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement du 1^{er} avril 1999, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré closes par liquidation les opérations de la faillite de M. Francis Thone, place Verte 16, à 6791 Athus, R.C. Arlon 22707, et a déclaré le failli excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Alain Rezette. (7820)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

Par jugement du 6 avril 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a déclaré, sur aveu, la faillite de Mme Marie Lejeune, domiciliée à 7170 Manage, rue de Binche 262, R.C. Charleroi 139751.

Le même jugement fixe :

au 22 mars 1999 la date provisoire de la cessation des paiements;

au 27 avril 1999 la date limite pour le dépôt des déclarations de créances au greffe du tribunal de commerce de Charleroi;

au 25 mai 1999 la clôture du procès-verbal de vérification des créances.

Le juge-commissaire est M. Fievet.

Le curateur désigné est Me Laurence Tombal, avocat à 7130 Binche, rue de Robiano 62, tél. 064/33 91 25, fax 064/36 96 43).

Le pro deo a été accordé.

Le curateur, (signé) Me L. Tombal. (7821)

—

Par jugement du 6 avril 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré en état de faillite, sur aveu, la S.A. Immo II Remant & fils, dont le siège est sis place Albert I^{er} 29/A, à 6000 Charleroi, R.C. Charleroi 188187, T.V.A. 451.300.913, et a fixé provisoirement l'époque de cessation des paiements de la société faillie au 1^{er} avril 1999.

Le même jugement nomme en qualité de juge-commissaire M. Balsat et comme curateur Me Françoise Blampain, avocat, boulevard Audent 33, à Charleroi.

Il ordonne aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce de Charleroi la déclaration de leur créance avant le 27 avril 1999, fixe la clôture du procès-verbal de vérification des créances au 25 mai 1999, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre commerciale de Charleroi.

Le pro deo a été accordé.

L'huissier commis est l'huissier O. Genin.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Blampain. (7822)

—

Tribunal de commerce de Huy

—

Par jugement du 31 mars 1999, a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Bricoreca, ayant son siège social à 4540 Amay, rue Malvaux 2, et son établissement à 4540 Amay, rue de la Céramique 3, R.C. Huy 44576.

Juge-commissaire : M. Jacques Pleinevaux, juge-consulaire.

Curateur : Me Marina Fabbricotti, avocat à 4500 Huy, avenue du Hoyoux 4.

Les déclarations de créances doivent être déposées au greffe du tribunal de commerce de Huy, dans les trente jours, à compter dudit jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances, le mercredi 26 mai 1999, à 9 h 45 m, au greffe de ce tribunal.

Le curateur, (signé) M. Fabbricotti. (7823)

—

Tribunal de commerce de Liège

—

Par jugement du 2 avril 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Aux Fontaines de Tunis, ayant son siège social à 4020 Liège, rue Gretry 28, R.C. Liège 153750, T.V.A. 428.273.113, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} mars 1986, pour l'exploitation d'un restaurant.

Le même jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : M. Bernard Nils.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 11 mai 1999, de 9 h 30 m à 11 heures.

Le curateur, (signé) Sophie Bertrand, avocat au Barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (7824)

—

Par jugement du 2 avril 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Capucine, ayant son siège social à 4620 Fléron, avenue des Martyrs 216d, R.C. Liège 174104, T.V.A. 441.811.838, avec date du début des opérations commerciales le 30 octobre 1990, pour l'activité suivante : commerce de gros et de détail avec importation et exportation en produits de beauté et articles de toilette.

Le même jugement ordonne aux créanciers de faire au greffe la déclaration de leurs créances dans les trente jours à compter du jugement déclaratif de faillite.

Juge-commissaire : Mme Annette Penners.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 11 mai 1999, de 9 h 30 m à 11 heures.

Le curateur, (signé) Sophie Bertrand, avocat au Barreau de Liège, quai Marcellis 4/11. (7825)

—

Tribunal de commerce de Tournai

—

Par jugement rendu le 6 avril 1999, le tribunal de commerce de Tournai, a prononcé la faillite de la S.C. « Techniservices », établie à Ath, chaussée de Bruxelles 164, R.C. Tournai 67192, et ayant pour objet social l'entretien de sanitaires, la plomberie et l'installation de chauffage central.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (5 mai 1999).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 27 mai 1999, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Le curateur : (signé) Me J.-L. Deghoy, avocat à Tournai, rue du Chambge 1bis. (7826)

—

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

—

Bij vonnis d.d. 31 maart 1999 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, is op bekentenis, het faillissement geopend van de B.V.B.A. Interprice, gevestigd te 9255 Buggenhout, Mandekensstraat 203, H.R. Dendermonde 51606, onderneming voor binnenhuisdecoratie, BTW 456.098.057.

Datum van ophouding van betalingen is voorlopig vastgesteld op 1 februari 1999.

Rechter-commissaris : de heer M. Tackaert.

Curator : Mr. Johan Bogaert, advocaat te 9200 Dendermonde, Schoolstraat 15.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31, uiterlijk op 30 april 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen op 14 mei 1999, te 9 u. 20 m., in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te 9200 Dendermonde, Noordlaan 31.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J. Bogaert. (7827)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis d.d. 6 april 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Yilmaz Erol, geboren te Turol (Turkije) op 13 januari 1962, wonende te 3001 Leuven-Heverlee, Tervuursevest 15/72, met als activiteiten : koerierdienst (-500 kg), H.R. Leuven 79487, BTW 708.679.723.

Rechter-commissaris : de heer J. Boon.

Curator : Mr. J. Mommaerts.

Staking van de betalingen : 6 april 1999.

Indienen van de schuldvorderingen uiterlijk op 26 april 1999, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 10 mei 1999, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 4 juni 1991.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (7828)

Bij vonnis d.d. 6 april 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op bekentenis, het faillissement uitgesproken van Grandjean, Albert, geboren te Perpignan (F) op 5 augustus 1940, en wonende te 3200 Aarschot, Leuvensesteenweg 58, met als activiteiten : onderneming voor het bouwen van stellingen alsmede voor het invoegen en reinigen van gevels (zandstralen), H.R. Leuven 87617, BTW 636.559.431.

Rechter-commissaris : W. Heylen.

Curator : Mr. J. Mommaerts.

Staking van de betalingen : 6 april 1999.

Indienen van de schuldvorderingen uiterlijk op 26 april 1999, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : 10 mei 1999, te 14 uur.

Datum oprichting bedrijf : 3 maart 1994.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (7829)

Bij vonnis d.d. 6 april 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van C.V. Multicar Renting, met maatschappelijke zetel te 3070 Kortenberg, Leuvensesteenweg 99, en met bedrijfszetel te Herent, Brusselsesteenweg 254, import, export en groothandel van motorvoertuigen, onderdelen en toebehoren, tussenpersoon in de handel, H.R. Leuven 80057, BTW 444.845.463.

Rechter-commissaris : de heer F. Heps.

Curator : Mr. J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 19.

Staking van de betalingen : 6 april 1999.

Indienen van de schuldvorderingen uiterlijk op 26 april 1999, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : maandag 10 mei 1999, te 14 u. 45 m.

Datum oprichting bedrijf : 1 augustus 1991.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (7830)

Bij vonnis d.d. 6 april 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Leuven, op dagvaarding, het faillissement uitgesproken van Mevr. Rega, Yvette, geboren te Leuven op 5 juni 1951, wonende te 3001 Heverlee, Tervuursesteenweg 185, depot voor droogkuis en nieuwkuis, depot voor het herstellen van schoenen, kleinhandel in uitzet voor heren en jongens, voor dames en meisjes, H.R. Leuven 75445.

Rechter-commissaris : de heer F. Heps.

Curator : Mr. J. Mommaerts, advocaat te 3000 Leuven, J.P. Minckelersstraat 19.

Staking van de betalingen : 6 april 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : uiterlijk op 26 april 1999, ter griffie dezer rechtbank.

Nazicht schuldvorderingen : maandag 10 mei 1999, te 14 u. 30 m.

Datum oprichting bedrijf : 15 november 1989.

De curator, (get.) J. Mommaerts. (7831)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 29 maart 1999 van de rechtbank van koophandel te Mechelen, werd ingevolge vereffening gesloten verklaard de faling d.d. 14 januari 1991 van de B.V.B.A. Jemico, met zetel te Kessel, Aardstraat 8, H.R. Mechelen 62717, BTW 430.877.364.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) De Neef, Betty. (7832)

Bij vonnis d.d. 29 maart 1999 van de rechtbank van koophandel te Mechelen, werd bij gebrek aan actief gesloten verklaard de faling d.d. 11 januari 1999 van de B.V.B.A. Boeckx G & R, met zetel te Heist-opden-Berg, Waterlees 2, H.R. Mechelen 66819, BTW 438.162.658.

De gefaalde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) De Neef, Betty. (7833)

Bij vonnis d.d. 31 maart 1999 werd, op bekentenis, in faling verklaard de naamloze vennootschap Stal Super 2000, met maatschappelijke zetel gevestigd te 2860 Sint-Katelijne-Waver, Muilshoek 6, H.R. Mechelen 75964, BTW 452.966.046, uitbating manège.

Rechter-commissaris : Valckenaers, Paul.

Curator : Mr. Kris Van den Berghen, advocaat te Mechelen, er kantoorhoudende Korte Maagdenstraat 7, tel. 015/21 69 36.

Datum van staking van betaling : 31 maart 1999.

De schuldeisers dienen hun schuldvordering per aangetekend schrijven in te dienen ten laatste op 30 april 1999, op de griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen zal gesloten worden op 17 mei 1999, te 9 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Mechelen, Voochtstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) K. Van den Berghen. (7834)

De rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, heeft bij vonnis van 29 maart 1999 het faillissement van de B.V.B.A. Linco, waarvan de zetel gevestigd is te Mechelen, Hanswijkstraat 40, H.R. Mechelen 79500, gesloten verklaard en de curator van zijn opdracht ontheven.

Gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Verbiest, Eric.

(Pro deo) (7835)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft, bij vonnis van 1 april 1999, in staat van faillissement verklaard : Boseind Woningbouw B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3630 Maasmechelen, Heirstraat 172, bus 2, H.R. Tongeren 84059, bouwwerken, BTW 462.707.519, in staat van faillissement verklaard ingevolge vonnis d.d. 1 april 1999 van de rechtbank van koophandel te Tongeren.

Tijdstip van staking van betaling : voorlopig op 9 februari 1999.

De curatoren : Mr. Roger Miguet & Mr. Lode Cuypers, advocaten te 3700 Tongeren, Putstraat 36.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 1 mei 1999.

Sluiting van het proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : op 4 mei 1999, te 11 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) R. Miguet;
L. Cuypers. (Pro deo) (7836)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft, bij vonnis van 1 april 1999, in staat van faillissement verklaard : Vanelder N.V., met maatschappelijke zetel te 3700 Tongeren, Maastrichtersteenweg 122, H.R. Tongeren 77510, taxibedrijf, BTW 454.317.415, in staat van faillissement verklaard ingevolge vonnis d.d. 1 april 1999 van de rechtbank van koophandel te Tongeren.

Tijdstip van staking van betaling : voorlopig op 16 februari 1999.

De curatoren : Mr. Roger Miguet & Mr. Lode Cuypers, advocaten te 3700 Tongeren, Putstraat 36.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 1 mei 1999.

Sluiting van het proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : op 4 mei 1999, te 11 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) R. Miguet;
L. Cuypers. (Pro deo) (7837)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft, bij vonnis van 1 april 1999, in staat van faillissement verklaard : Baraka B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3600 Genk, Hoogstraat 80, tot op heden niet ingeschreven in het H.R. Tongeren, kleinhandel in voedingswaren, BTW 457.993.814, in staat van faillissement verklaard ingevolge vonnis d.d. 1 april 1999 van de rechtbank van koophandel te Tongeren.

Tijdstip van staking van betalingen : op 27 januari 1999.

De curatoren : Mr. Roger Miguet & Mr. Lode Cuypers, advocaten te 3700 Tongeren, Putstraat 36.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 1 mei 1999.

Sluiting van het proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : op 4 mei 1999, te 11 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) R. Miguet;
L. Cuypers. (Pro deo) (7838)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 6 april 1999 werd de genaamde Prabo B.V.B.A., Gammel 40, 2310 Rijkevorsel, H.R. Turnhout H70859, algemene bouwonderneming, BTW 449.206.802, failliet verklaard, op bekenenis.

Rechter-commissaris : de heer Van der Vloet.

Curator : advocaat Buts, Tongerlostraat 10, 2260 Oevel-Westerlo.

Tijdstip van ophouding van betaling : 6 april 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 4 mei 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 18 mei 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Mr. Buts. (Pro deo) (7839)

Rechtbank van koophandel te Veurne

De rechtbank van koophandel te Veurne, enige kamer, heeft, bij vonnis van 7 april 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard : Lexington Trade Consult N.V., waarvan de zetel gevestigd is te 1980 Delaware (VSt), 701 Renner Road, Wilmington, c/o Belgisch filiaal te 8620 Nieuwpoort, Watersportlaan 1, H.R. Veurne 36942, verhuur, onderhoud en herstel schepen en motoren, scheepsbenodigdheden, zeilen, jachthavens, zeilschool, agence in douane en scheepsexpertises, publiciteitsagentschap, tussenpersoon in de handel (geen vervoerscommissair), met als handelsbenaming AJ Yachting & Charter, BTW 460.890.055.

De kosteloze rechtspleging werd verleend (pro deo St. F990015).

Rechter-commissaris : Demuysere, Robert, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Johan Decadt, advocaat te 8630 Veurne, Duinkerkestraat 34.

Tijdstip ophouden van betaling : 7 oktober 1998.

Indiening van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Peter Benoitlaan 2, te 8630 Veurne, vóór 28 april 1999.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : 17 mei 1999, om 10 u. 30 m., in gewone gehoorzaal van het gerechtsgedebouw, Peter Benoitlaan 2, te Veurne.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Decadt, Johan.

(Pro deo) (7840)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Bij verzoekschrift neergelegd op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, op 26 maart 1999, hebben de heer Glenn Martha Lodewijk Van Hal, schilder-decorateur, en zijn echtgenote, Mevr. Greet Joanna Franciscus Dekkers, bediende, samenwonende te Wuustwezel, Keienvestraat 29, de homologatie van de akte wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, verleden op 11 januari 1999, voor notaris Joseph Roevens, te Brasschaat, gevraagd.

Deze wijziging houdt de overgang in van het wettelijk stelsel naar het stelsel van de algehele gemeenschap van goederen.

Brasschaat, 2 april 1999.

(Get.) Joseph Roevens, notaris. (7841)

Uit een vonnis verleend door de rechtbank van eerste aanleg te Gent, op 11 februari 1999, blijkt dat het wijzigend huwelijkscontract, verleden voor ondergetekende notaris, op 12 oktober 1998, tussen de echtgenoten, Braeckman, Patrick Valère Maria, en Van Hoorde, Ann Alina Alfons, te 9070 Destelbergen, voorheen Heusden, Wellingsstraat 63, met inbreng van aan de man persoonlijk toebehorende onroerende goederen in het gemeenschappelijk vermogen, met behoud van het wettelijk stelsel, werd gehomologeerd.

Sint-Lievens-Houtem, 7 april 1999.

(Get.) E. Janssens, notaris. (7842)

Bij verzoekschrift d.d. 1 maart 1999 hebben de echtgenoten, Walter Jean Pierre Franssen-Pieraerts, Marguerite Emma Louisa, te Halen, Loksbergenstraat 17, voor de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt een vraag ingediend tot homologatie van de akte inhoudende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte, verleden voor notaris Jean-Pierre Dincq, te Halen, op 1 maart 1999.

Voor de verzoekers, (get.) J.-P. Dincq, notaris. (7843)

Bij akte verleden voor notaris Ann De Block, te Sint-Amands, d.d. 29 maart 1999, hebben de heer Rosiers, Luc Emma Lodewijk, kandidaat-notaris, en zijn echtgenote, Mevr. D'Haeseleer, Hilde Gaby, lerares, samen te Willebroek (Tisselt), Hoogstraat 64, de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen verzocht te homologeren, de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, met name behoud van het stelsel van scheiding van goederen, doch waarin werd bepaald dat ten kosteloze titel de onverdeelde helft in volle eigendom van het perceel weiland, gelegen te Willebroek (Tisselt), ter plaatse « Kersdock », sectie C, nr. 156/D, groot 29 a 71 ca, werd ingebracht door de heer Rosiers, Luc Emma Lodewijk, in het eigen vermogen van Mevr. D'Haeseleer, Hilde Gaby.

Puurs, 2 april 1999.

(Get.) L. Rosiers; H. D'Haeseleer. (7844)

Bij verzoekschrift d.d. 6 april 1999 hebben de heer Frans Jules Franssen, bediende, en zijn echtgenote, Mevr. Annie Agnes Lea Van Assche, huisvrouw, samenwonende te 9790 Wortegem-Petegem, Anzegemseweg 5, de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris André Toye, te Oudenaarde, op 6 april 1999, ter homologatie voorgelegd aan de rechtbank van eerste aanleg te Oudenaarde, waarbij Mevr. Annie Van Assche inbreng doet in het gemeenschappelijk vermogen van eigen onroerende goederen.

Oudenaarde, 7 april 1999.

Voor de echtgenoten Frans Franssen-Van Assche, (get.) André Toye, notaris. (7845)

Bij verzoekschrift hebben de heer Werner Johan Antoine Maria Heemskerk, en zijn echtgenote, Mevr. Peggy Elisabeth Leontine Claessens, wonende te Rekem-Lanaken, Steenweg 241, bus 3, bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren een verzoek tot homologatie ingediend van de akte houdende wijziging van huwelijksvoorwaarden, verleden voor notaris Leonard Delwaide, te Rekem-Lanaken, op 26 maart 1999. Ingevolge deze akte nemen de echtgenoten het stelsel aan van scheiding van goederen.

Voor de echtgenoten, (get.) L. Delwaide, notaris te Rekem-Lanaken. (7846)

Bij verzoekschrift hebben de heer Ergün Yoldas, en zijn echtgenote, Mevr. Aysel Can, wonende te Maasmechelen, Koninginnelaan 59, bij de rechtbank van eerste aanleg te Tongeren een verzoek tot homologatie ingediend van de akte houdende wijziging van huwelijksvoorwaarden, verleden voor notaris Leonard Delwaide, te Rekem-Lanaken, op 18 maart 1999. Ingevolge deze akte brengt de heer Ergün Yoldas een onroerend goed in de gemeenschap.

Voor de echtgenoten, (get.) L. Delwaide, notaris te Rekem-Lanaken. (7847)

Volgens vonnis uitgesproken op 2 april 1999, door de 5A-kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, werd de akte houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de echtgenoten, Jean-Evarist Fiers-Pyfferoen, Marleen Annie, gehomologeerd.

De wijzigende akte werd verleden voor notaris Frederic Opsomer, te Kortrijk, op 7 januari 1999, waarbij een onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen ingebracht werd.

(Get.) F. Opsomer, notaris. (7848)

Par décision du 15 février 1999, le tribunal de première instance de Mons a homologué l'acte reçu par Me Adrien Franeau, notaire à Mons, le 7 novembre 1997, portant modification, par apport au patrimoine commun, du régime matrimonial légal existant entre les époux Charles Auguste Eugène Jottrand, libraire-éditeur, né à Mons le 2 décembre 1949, et Barbara Bua, comédienne enseignante, née à Jemappes le .. septembre 1957, demeurant ensemble à Mons, rue d'Enghien 49.

(Signé) A. Franeau, notaire. (7849)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op achttien januari negentienhonderd negenennegentig verleende de eerste B Kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Van Rompaey, Tony, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Mechelsesteenweg 195, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Alois Maria Pieter Fasbender, ongehuwd, geboren te Antwerpen, eerste district, op 10 augustus 1934, laatst wonende te Antwerpen, district Deurne, Boshovestraat 47, en overleden te Antwerpen, district Deurne, op drie augustus negentienhonderd achtennegentig.

Antwerpen, 7 april 1999.

De adjunct-griffier, (get.) K. Beijers. (7850)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Het blijkt uit een vonnis uitgesproken op 2 april 1999 door de eerste kamer, zitting houdende in burgerlijke zaken, der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, dat Mr. De Wolf, Jorgen, advocaat te Lebbeke, Kerkstraat 24, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Van Nieuwenhove, Paulina, geboren te Buggenhout op 19 oktober 1897, ongehuwd, laatst wonende te Buggenhout, Groenlaan 1, overleden te Buggenhout op 14 maart 1997.

Dendermonde, 7 april 1999.

De griffier-hoofd van dienst, (get.) W. Colman. (7851)

**Christelijke Mutualiteit van het arrondissement Gent (120),
te Gent**

In zijn zitting van 26 februari 1999 heeft de raad van bestuur beslist dat de heer Bart Vandendriessche vanaf 1 februari 1999 het mandaat van secretaris-schatbewaarder zal waarnemen ter vervanging van de heer Roland Messiane, die op brugpensioen gaat en zijn mandaat neerlegt.

Bijgevolg is de raad van bestuur als volgt samengesteld :

Voorzitter :

Hebbrecht, Lyliane, Doornstraat 40, 9940 Evergem.

Ondervoorzitters :

De Wilde, Guido, Keistraat 2, 9830 Sint-Martens-Latem.

Dua, Anne-Marie, Citadellaan 53, 9000 Gent.

Secretaris-schatbewaarder :

Vandendriessche, Bart, Theofiel Lybaertstraat 22, 9040 Sint-Amandsberg.

Proost :

Quintelier, André, Korenlei 20, 9000 Gent.

Commissarissen :

De Bruyn, Hugo, Oostendestraat 45, 9000 Gent.

De Rycke, Willy, Stationsstraat 52, 9890 Gavere.

Beheerders :

Baert, Yvan, Rapenburgstraat 27, 9042 Sint-Kruis-Winkel.

Beirnaert, Kurt, Resedastraat 28, 9920 Lovendegem.

Buysse, Hubert, Geersstraat 10, 9880 Aalter.

De Boever, Annie, Heilig Sakramentstraat 18, 9910 Knesselare.

De Ruyck, Antoon, Kapitteldreef 51c, 9830 Sint-Martens-Latem.

De Ruyck, Jacques, Tolpoortstraat 15, 9800 Deinze.

De Schrijver, Kristof, Kempstraat 149, 9000 Gent.

De Waele, Martin, Antwerpsesteenweg 430, 9040 Sint-Amandsberg.

De Winne, Etienne, Dennenlaan 6, 9860 Scheldewindeke.

Hoekman, Rita, Jasmijnstraat 46, 9000 Gent.

Ossieur, Stanislas, Zandrede 2, 9070 Destelbergen.

Pede, Godelieve, Herpinsakker 7, 9800 Deinze.

Schelfaut, Guido, Oostvaart 75, 9180 Moerbeke-Waas.

Sergeant, Antoine, Adriaan Walckiersdreef 8, 9031 Drongen.

Van de Putte, Gerarda, Kloosterstraat 16, 9820 Merelbeke.

Van den Berghe, Willem, Kruisstraat 37, 9070 Heusden.

Van Haesendonck, Anne, Citadellaan 30, 9000 Gent.

Van Laer, Philippe, Beukendreef 96, 9080 Lochristi.

Van Parys, Tony, Sint-Markoenstraat 18, 9032 Wondelgem.

Van Peteghem, Rita, Raketstraat 58, 9000 Gent.

Van Renterghem, Karel, Kouterken 21, 9850 Hansbeke.

Vandenhoven, Joannes, Petrus De Broestraat 27, 9030 Mariakerke.

Verleyen, Roger, Koning Albertlaan 125, 9000 Gent.

Vermeir, Tom, Ooidonkdreef 14, 9800 Bachte-Maria-Lerne.

Vroye, Nelly, Guldensporenwijk 18, 9950 Waarschoot.

Wylleman, Jan, Koning Albertlaan 135, 9000 Gent.

Raadgevende leden :

Geirnaert, Magda, Hulleken 57, 9940 Evergem.

Lahaut, Marc, J.B. Guinardstraat 3, 9000 Gent.

Thys, Hilda, Ooievaarsnest 54, 9050 Gentbrugge.

Van Daele, Emanuel, Gaspeldoordreef 20, 9031 Drongen.

Wylleman, Luc, Sleidingedorp 102, 9940 Sleidinge. (7853)

**Christelijke Mutualiteit Limburg,
aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten,
Prins-Bisschopssingel 75, 3500 Hasselt**

Samenstelling van de raad van bestuur

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 27 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 27 juni 1998 heeft de raad van bestuur de voorzitter aangeduid.

De verdeling van de mandaten (secretaris, schatbewaarder, ondervoorzitter) gebeurde in de vergadering van de raad van bestuur van 8 september 1998.

Voorzitter :

Peeters, Karel, advocaat, geboren op 4 juni 1948, Pannewinningstraat 4, 3560 Lummen.

Ondervoorzitters :

Ceyssens, Jos, PMS-medewerker, geboren op 17 augustus 1943, Arendstraat 1, 3920 Lommel.

Vandeweyer, Hilde, juriste, geboren op 18 juni 1964, Willekensmolenstraat 23, 3500 Hasselt.

Secretaris :

Schrijnemakers, Jan, bediende, geboren op 23 februari 1953, Kapelveldstraat 2, 3500 Hasselt.

Schatbewaarder :

Schrijnemakers, Jan, bediende, geboren op 23 februari 1953, Kapelveldstraat 2, 3500 Hasselt.

Bestuurders :

Albregts, Koen, bediende, geboren op 11 april 1952, J. Smeetslaan 251, 3630 Maasmechelen.

Beerden, Urbain, gepensioneerd, geboren op 9 februari 1943, Doelstraat 30, 3540 Herk-de-Stad.

Borghoms, Gabrielle, verpleegkundige, geboren op 20 juni 1961, Brugstraat 18, 3630 Maasmechelen.

Cleenders, Roel, bediende, geboren op 21 november 1953, Rembert Dodoenslaan 13, 3500 Hasselt.

Geerkens, Jaak, gepensioneerd, geboren op 8 april 1935, weg naar Zwartberg 127, 3660 Opglabbeek.

Gutschoven, Guy, bediende, geboren op 31 juli 1959, Stationsstraat 23, 3680 Maaseik.

Henderickx-Daems, Josée, gepensioneerd, geboren op 20 februari 1933, Neerstraat 189, 3980 Tessenderlo.

Hendriks-Kuypers, Josanne, huisvrouw, geboren op 3 januari 1941, Bauduinplein 4, 3620 Lanaken.

Lindelauf-Gorissen, Ilse, verpleegkundige, geboren op 31 maart 1964, Waterstraat 64, 3740 Bilzen.

Mues-Wetsels, Betsy, gepensioneerd, geboren op 17 april 1934, Schoolstraat 20, 3950 Bocholt-Kaulille.

Meyers, Jos, bediende, geboren op 8 juli 1952, Pelshei 11, 3630 Maasmechelen.

Ptaszjinski, Piet, gepensioneerd, geboren op 21 januari 1934, Abtenstraat 11, 3800 Sint-Truiden.

Schalenbourg, Luc, verpleger, geboren op 3 januari 1957, Himpedelstraat 1, 3870 Heers.

Stalmans, Jos, bediende, geboren op 29 mei 1954, Roermondlaan 14, 3500 Hasselt.

Stivigny, Christian, bediende, geboren op 9 januari 1964, Rood Kruisstraat 6B, 3890 Gingelom.

Stulens, Lambert, gepensioneerd, geboren op 14 februari 1935, Schoolstraat 17, 3690 Zutendaal.

Switten, Roger, leraar, geboren op 29 september 1939, Stenenkruisweg 14, 3520 Zonhoven.

Thysen, Piet, leraar, geboren op 22 juni 1942, Maastrichtersteenweg 13, 3700 Tongeren.

Timmers-Driesen, Germaine, huisvrouw, geboren op 3 januari 1941, Eynderweg 25, 3530 Houthalen-Helchteren.

Tiri, Els, sociaal consulente KVG-Limburg, geboren op 18 maart 1970, Tramstraat 17, 3530 Houthalen-Helchteren.

Vandeweyer, Luc, manager, geboren op 10 januari 1967, Miezerekstraat 93, 3590 Diepenbeek.

Verbeek-Luyts, Mia, huisvrouw, geboren op 28 maart 1937, Parklaan 3, 3910 Neerpelt.

Vereecke, Paul, onderwijzer, geboren op 2 mei 1952, Rijsselstraat 38, 3583 Paal-Beringen.

Verweyen, Jozef, onderwijzer, geboren op 19 augustus 1957, Schutterijstraat 3, 3930 Hamont-Achel.

Willekens, Marcella, maatschappelijk werkster, geboren op 29 mei 1938, Veenderweg 12, 3550 Heusden-Zolder.

Hasselt, 19 maart 1999. (7854)

**Mutualité chrétienne de l'Arrondissement de Philippeville,
affilié à l'Alliance nationale des Mutualités chrétiennes,
établie à Walcourt**

—
Composition du conseil d'administration

Conformément aux dispositions légales et statutaires, l'assemblée générale a lors de sa séance du 19 juin 1998 élu les administrateurs suivants.

Lors de sa séance du 27 novembre 1998, le conseil d'administration a octroyé les mandats suivants :

Président (V) :

Manise, René, pensionné, né le 10 mars 1932, rue de Rocroi 21, 5670 Oignies.

Vice-président (V) :

Danieli, Marie-José, employée, née le 5 septembre 1947, rue de l'Hôpital 2, 5600 Philippeville.

Secrétaire (V) :

Bodart, Joseph, prépensionné, né le 9 août 1942, rue de la Barrière 3, 5660 Pesche.

Trésorier (V) :

Calande, Benoît, membre du personnel, né le 1^{er} juin 1961, rue de Carry 15, 5640 Mettet.

Administrateurs (V) :

Bertrand, Michel, fonctionnaire, né le 16 janvier 1938, rue Saint-Joseph 92, 5660 Frasnes-lez-Couvin.

Callens, Daniel, employé, né le 14 février 1956, rue de la Motte 39, 5660 Boussu-en-Fagne.

Colinet, Marie-Elisabeth, fonctionnaire, née le 29 août 1947, rue du Monument 20, 5660 Frasnes-lez-Couvin.

Croin, Jean, employé, né le 18 février 1942, rue Ahérée 20, 5651 Tarcienne.

Deflorenne, Bénédicte, employée, né le 2 janvier 1971, rue Ruisseau des Forges 94, 5620 Florennes.

Derzelle, Lucie, femme au foyer, née le 11 juin 1938, chemin des Mines 39, 5630 Silenrieux.

Gilles, Arthur, pensionné, né le 25 mars 1934, rue de la Duve 45H, 5544 Agimont.

Guidosse, Jean-Marie, employé, né le 14 mai 1951, route de Charleroi 118, 5650 Yves-Gomezée.

Hulot, Emile, pensionné, né le 13 mars 1935, rue des Cityses 22, 5660 Couvin.

Lauvaux, Benoît, employé, né le 16 janvier 1965, rue de Stavesoul 4, 5646 Stave.

Lauvaux, Fernande, femme au foyer, née le 31 juillet 1941, rue de la Suédoise 6, 5660 Couvin.

Lebègue, André, kinésithérapeute, né le 26 octobre 1947, rue des Battis 33, 5651 Laneffe.

Mathot, Jean-Louis, employé, né le 5 juillet 1957, rue des Vaux 15, 5630 Cerfontaine.

Moureaux, Jean-Michel, voix consultative, employé, né le 9 juin 1968, rue des Boeufs 2, 5620 Corenne.

(V) : droit de vote. (7855)

—
**Christelijke Mutualiteit Waasland,
aangesloten bij de Landsbond der Christelijke Mutualiteiten,
Sint-Niklaas, de Castrodreef 1**

—
Samenstelling van de raad van bestuur

Overeenkomstig de wettelijke en statutaire bepalingen heeft de algemene vergadering in zijn zitting van 27 juni 1998 de hierna volgende bestuurders verkozen.

In zijn zitting van 2 september 1998 heeft de raad van bestuur de mandaten als volgt verdeeld :

Voorzitter :

Heeman, Jozef, gepensioneerde, geboren op 15 april 1937, Nijverheidsstraat 30, 9100 Sint-Niklaas.

Ondervoorzitters :

Temmerman, Chris, zaakvoerder, geboren op 30 januari 1947, Naastveldestraat 55, 9160 Lokeren.

Van Wouwe, Georgette, bediende, geboren op 1 mei 1939, Zamanstraat 3, 9160 Lokeren.

Secretaris-schatbewaarder :

Van Droogenbroeck, Ivo, bediende, 4 juni 1946, Scherpeputstraat 12, 9160 Lokeren.

Leden dagelijks bestuur :

Van Broeck, Erick, gepensioneerde, geboren op 18 februari 1945, Bremstraat 1, 9120 Beveren.

Colpaert, Noël, econoom, geboren op 26 december 1951, Kuiperstraat 35, 9100 Sint-Niklaas.

De Block, Astère, bediende, geboren op 11 maart 1940, Oost-Eindeken 1, 9190 Stekene.

Van Landeghem, Miet, regentes, geboren op 28 april 1959, Kleine Dweersstraat 17, 9140 Temse.

Juridisch raadgever :

Koppen, Herman, juridisch adviseur, geboren op 28 mei 1950, Fazantenstraat 4, 9100 Sint-Niklaas.

Bestuurders :

Boel, Cecile, bediende, geboren op 28 september 1949, Vlasbloemstraat 74, 9100 Nieuwkerken.

Bombay, Peter, attachée, geboren op 3 maart 1967, Otterstraat 7, 9200 Dendermonde.

Brys, Lieve, maatschappelijk assistente, geboren op 17 mei 1959, Aststraat 50, 9170 Sint-Gillis-Waas.

Claes, August, verpleegkundige, geboren op 29 april 1950, Rozenstraat 155, 9160 Lokeren.

De Loos, Miet, verpleegkundige, geboren op 15 augustus 1965, Zillebeek 35, 9120 Beveren.

De Roeck, Roger, zaakvoerder, geboren op 21 september 1936, Kleemstraat 28, 9111 Belsele.

Ghyssaert, Pieter, criminoloog, geboren op 8 mei 1953, Merelstraat 34, 9100 Sint-Niklaas.

Groenwals, Eddie, paswerker, geboren op 25 mei 1942, K. Van Hoeylandtlaan 6, 9140 Temse.

Heynderickx, Marc, bediende, geboren op 29 november 1960, Mgr. Stillemanstraat 25, 9100 Sint-Niklaas.

Heyninck, Maria, huisvrouw, geboren op 24 januari 1945, Luitentuitstraat 42, 9112 Sinaai.

Smet, Achiël, onderwijzer, geboren op 26 november 1942, Bazelstraat 164, 9150 Kruibeke.

Van Broeck, Luc, arbeider, geboren op 22 juli 1962, Binnendijk 14, 9130 Verrebroek.

Van Campenhout, Irène, gepensioneerde, geboren op 1 april 1936, Schooldreef 70, 9170 De Klinge.

Van de Putte, Rafaël, gepensioneerde, geboren op 14 januari 1935, Kasteeldreef 27, 9160 Eksaarde.

Van den Heuvel, Miriam, verpleegster, geboren op 24 april 1949, Fazantenlaan 12, 9120 Melsele.

Van Raemdonck, Raf, technisch ingenieur, geboren op 5 juli 1954, Patrijzenweg 17, 9150 Bazel.

Sint-Niklaas, 1 december 1998. (7856)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 14 avril 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 14 april 1999

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

**Immobilière Verbist, société anonyme,
rue Victor Greyson 39, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 477873 – T.V.A. 428.445.535

Offre en souscription

Suivant procès-verbal dressé par le notaire Michel Cornelis, à Anderlecht, le 30 mars 1999, l'assemblée générale a décidé d'augmenter le capital social à concurrence de 74 368 euros 6 cents pour le porter à 136 341 euros 44 cents par souscription en espèces et création de 3 000 actions sans désignation de valeur nominale, du même type que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir de la

constatation de la réalisation de l'augmentation de capital. Les nouvelles actions sont à souscrire en espèces au prix de 24 euros 79 cents par action et à libérer à concurrence d'un quart au moins. Elles sont offertes aux propriétaires des actions existantes dans la proportion de 12 actions nouvelles pour 10 anciennes. Si toutes les actions nouvelles ne sont pas souscrites par les actionnaires à l'expiration du délai de souscription préférentielle, le conseil d'administration pourra offrir les actions restant à souscrire aux actionnaires ayant déjà exercé leur droit, au prorata de leur participation dans le capital. Le délai de souscription a une durée de quinze jours prenant cours le 25 avril 1999 pour se clôturer le 10 mai 1999. Le droit de souscription doit être exercé au siège social de la société. (7852) Le conseil d'administration.